



**HAL**  
open science

# De la LCR au NPA : D'un militantisme de classe à un militantisme de quartiers ? Redéfinition d'un projet politique face à une évolution des classes populaires

Maelle Moalic-Minnaert

## ► To cite this version:

Maelle Moalic-Minnaert. De la LCR au NPA : D'un militantisme de classe à un militantisme de quartiers ? Redéfinition d'un projet politique face à une évolution des classes populaires. 2009, 149 p. hal-04326659

**HAL Id: hal-04326659**

<https://hal.science/hal-04326659v1>

Submitted on 6 Dec 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial 4.0 International License



# De la LCR au NPA : D'un militantisme de classe à un militantisme de quartiers ?

Redéfinition d'un projet politique face à une évolution des classes  
populaires

Maëlle Moalic-Minnaert

*Mémoire de master*

*Action et Espaces Publics en Europe*

Sous la direction de Sylvie Ollitrault

**2009-2010**

## Avertissement

*Ce travail s'inscrit dans le cadre d'un apprentissage de la recherche. Il est donc nécessairement inabouti et présente des imperfections et des insuffisances. Par ailleurs, l'IEP n'entend donner aucune approbation aux informations et aux analyses contenues dans ce mémoire. Elles doivent être considérées comme relevant de la seule responsabilité de l'auteur.*

## *Remerciements*

Nous témoignons ici toute notre reconnaissance à tous les acteurs qui ont bien voulu être observés et qui se sont prêtés au jeu de l'entretien.

Nos Remerciements s'adressent particulièrement à Sylvie Ollitrault, Philippe Garraud et Philippe Leroy pour leurs conseils et leurs encouragements tout au long de ce travail de recherche.

Merci à mes parents, à Elsa, à Morgane, à Erwan et à Senework,

Merci à Germain

## Sommaire

Liste des sigles et abréviations.....	6
Introduction.....	7
Croiser la sociologie des partis, la sociologie de l'action collective et la sociologie des classes populaires....	8
Outils et cadre théorique.....	12
Problématique et hypothèses .....	16
L'enquête de terrain.....	18
Une analyse en trois temps.....	25
I. Une nouvelle lecture du monde des quartiers populaires .....	28
A. Une appréhension désajustée du monde des classes populaires ? .....	30
1. Les impensés d'une grille de lecture marxiste .....	30
a. Une lecture en creux des quartiers populaires.....	30
b. Une organisation décontenancée .....	33
2. L'appropriation de la catégorie « quartiers populaires » par la LCR.....	36
a. La construction des « quartiers » par les politiques de la ville .....	36
b. Une appréhension territorialisée contestée ? .....	37
c. Consensus autour d'un « effet loupe » dans les quartiers populaires .....	39
B. De la résistance aux « contre-cadrages » à l'élaboration d'un discours hybride .....	43
1. Débattre et « penser les quartiers populaires » dans l'arène partisane .....	44
a. « Les violences urbaines », des événements qui divisent la gauche.....	45
b. Axer quartiers populaires pour se différencier ? .....	48
2. Faire face aux discours ethnicisants et ghettoisants.....	50
a. Discorde autour des quartiers populaires .....	51
b. Pronostic et polémique.....	53
3. Dissonances internes dans l'élaboration d'un diagnostic.....	55
a. Des militants divisés : une organisation désaccordée ?.....	56
b. Une extension limitée du « cadre d'interprétation ».....	59
II. Faire mieux résonner le discours du NPA dans les quartiers populaires.....	63
A. Territorialiser l'activité militante dans les quartiers.....	65
1. Un courant politique coupé des quartiers ? .....	66
a. Habitants et militants : à la recherche d'un langage commun .....	67
b. Les militants : des étrangers dans les quartiers ? .....	70
2. Militer autrement dans un nouvel environnement social et spatial.....	72
a. Faire jouer les relations de voisinage.....	72
b. « Militantisme de bout de ficelle » et militantisme trotskyste : mélange des genres .....	75
B. Réaligner les discours des habitants ou s'y adapter ? .....	78
1. Faire face à une recomposition des référents identitaires.....	79
a. Convertir à l'identité de classe ou s'appuyer sur d'autres communautés ? .....	80
b. Plier pour ne pas rompre.....	81
2. Modulation circonstanciée des discours portés .....	85
a. Des amputations de cadres pour une meilleure résonance ?.....	85
b. Ciblage et « extensions de cadres » sauvages : des expériences locales.....	87
C. Deux cultures partisans « quartiers populaires » au NPA ?.....	90
1. Des tracts rédigés par des universitaires pour les quartiers populaires ?.....	90
a. Vers la fin des « tracts pavés » .....	91
b. Décliner le matériel militant pour les quartiers ? .....	92
2. Écrire « quartiers populaires » pour mieux se faire entendre ? .....	93
a. L'invention d'une rhétorique « quartiers populaires ».....	93
b. Un logo controversé : une culture partisane dénaturée ? .....	95
III. Jouer la carte de l'intégration face au nouveau recrutement militant ?.....	98
A. Reproduction des rapports de domination et redéfinition de l'excellence militante .....	99

1. Un collectif militant hétéroclite.....	100
a. Militants LCR et militants des quartiers : une greffe qui ne prend pas ?.....	100
b. Repenser les normes pour mieux intégrer.....	103
2. Du militant communiste révolutionnaire au militant issu des quartiers.....	105
a. Éviter le désengagement en s'adaptant aux nouveaux militants ? .....	105
b. Entre militantisme distancié et militantisme total.....	107
B. Les Quartiers Populaires dans la lutte pour la définition d'une identité partisane.....	110
1. Gagner à l'identité ouvrière : une priorité abandonnée ?.....	111
a. De l'identité de classe exclusive à la pluralité des identités des militants.....	111
b. Les tendances assimilationnistes de la LCR.....	113
c. Une organisation soudée autour de la pluralité des identités de ses membres ?.....	114
2. Vers une « Transmutation des intérêts » des militants des quartiers ?.....	116
a. Les « luttes QP » victimes de la hiérarchisation des combats du NPA ? .....	117
b. Des luttes laissées aux militants issus des quartiers populaires ?.....	118
3. La résistance aux injonctions de « faire bloc ».....	119
a. Un corpus idéologique en mutation.....	120
b. Vers « l'autonomisation » des militants des quartiers populaires ? .....	121
Conclusion .....	126
Références bibliographiques.....	130
Sommaire des annexes .....	134
Annexe n°1	
Sources.....	135
Annexe n°2	
Grilles d'entretien.....	140
Annexe 3	
Les quartiers de Fontenay-sous-Bois.....	142
Annexe n°4	
Tract du Mouvement des Indigènes de la République.....	143
Annexe n°5	
« 4 pages quartiers populaires ».....	145
Annexe n°6	
tract réunion-débat sur les violences policières.....	149

## *Liste des sigles et abréviations*

- CAF : Caisse d'Allocations familiales
- CE : Comité Exécutif (du NPA)
- CGT : Confédération Générale du Travail
- CPE : Contrat Première Embauche
- CPN : Conseil Politique National
- C(N)QP : Commission (Nationale) Quartiers Populaires
- CQPRP : Commission Quartiers Populaires de la Région Parisienne
- CV : Curriculum Vitae
- FMR : Forum Marxiste Révolutionnaire
- FSQP : Forum Social des Quartiers Populaires
- JCR : Jeunesses Communistes Révolutionnaires ou Jeunesse Communiste Révolutionnaire
- JOC : Jeunesse Ouvrière Chrétienne
- LCR ou « ligue » : Ligue Communiste Révolutionnaire
- Luttes LGBTI : Luttes contres les discriminations faites aux lesbiennes, Gays, Bisexuels Transexuels, Intersexes.
- LO : Lutte Ouvrière
- MEDEF : Mouvement Des Entreprises de France
- MIB : Mouvement de l'Immigration et des Banlieues.
- MIR : Mouvement des Indigènes de la République
- NPA : Nouveau Parti Anticapitaliste.
- OMS/ SMO : Organisation de mouvement social
- PC(F) : Parti Communiste (Français)
- PCI : Parti Communiste Internationaliste
- PIR : Parti des Indigènes de la République.
- PS : Parti Socialiste
- PT : Parti des Travailleurs
- QP : Quartiers Populaires
- RMT : Resources Mobilization Theory / Théorie de la Mobilisation des Ressources.
- SI : Socialisme International
- SPEB : Socialisme Par En Bas
- UFI : Unis Face à l'Islamophobie
- UMP : Union pour un Mouvement Populaire

# Introduction

En novembre 2009, le Forum Social des Quartiers Populaires qui regroupe quelques dizaines d'associations implantées dans les quartiers populaires français, annonce pour fin-2010 le lancement d'un parti des quartiers populaires. Les militants porteurs de ce projet ne sont pas les premiers à prétendre représenter ces espaces et leurs habitants. Le Parti des Indigènes de la République (PIR) naît officiellement en février 2010 soit deux ans après l'annonce de la transformation du Mouvement des Indigènes de la République en un parti politique. Ces deux formations partisans, dont l'une est en devenir, souhaitent porter dans les débats les revendications spécifiques des habitants issus de ces territoires. Ce projet est partagé par une autre organisation politique plus classique, le Nouveau Parti Anticapitaliste, qui sera l'objet de notre attention. Ce parti officiellement fondé en février 2009 est issu d'une initiative lancée par la Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR) en 2007. Devenir un parti large susceptible de rassembler toutes les franges des classes populaires, dont les habitants des quartiers populaires, est l'ambition du NPA. L'intérêt de la LCR pour les questions propres aux quartiers populaires voit le jour dans un contexte particulier où les quartiers populaires sont au cœur de l'actualité avec les « violences urbaines »<sup>1</sup> de l'automne 2005.

Les médias relaient alors la vision du pouvoir et stigmatisent une violence aveugle qui s'inscrit selon eux dans un processus de « brutalisation »<sup>2</sup> des quartiers populaires qui n'est pas sans lien avec d'autres processus de radicalisation notamment religieuse. Les violences urbaines se voient réduites à des faits de délinquance. En effet, si les successives politiques de la ville mises en place depuis les premières émeutes des Minguettes ont construit les quartiers populaires comme un « problème politique », tout caractère politique est nié aux violences urbaines. Cette position est défendue par les organisations se situant à droite de l'échiquier politique mais elle n'est pas sans trouver un écho à gauche. Le clivage droite-gauche ne permet pas de présumer des points de vue des organisations sur cette question. L'extrême gauche est ainsi divisée. Les classes populaires seraient en quelque sorte malades des quartiers populaires selon Lutte Ouvrière (LO) qui stigmatise ainsi les violences urbaines en niant toute dimension politique à ces événements et en n'y voyant que la violence d'une jeunesse, certes sacrifiée, mais non conscientisée. La Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR) décrypte dans les violences urbaines de l'automne 2005 un mouvement social non abouti. La diversité des grilles de lecture du monde des quartiers populaires au sein de la gauche radicale a suscité la curiosité de l'apprentie chercheuse.

Nos premières interrogations portaient sur le rapport des habitants des quartiers populaires aux organisations politiques de la gauche radicale qui affirment représenter les classes populaires dans leur

1 Nous reprenons l'expression de Stéphane Beaud et Michel Pialoux pour éviter de choisir entre les termes « d'émeutes urbaines » et de « révolte des quartiers populaires » qui sont au cœur d'un débat entre les militants de la LCR et du NPA : Beaud, S., Pialoux, M., *Violences urbaines, violence sociale. Genèse des nouvelles classes dangereuses*, Paris, Fayard, 2003

2 Collovald, A., Gaïti, B., *La démocratie aux extrêmes. Sur la radicalisation politique*, Paris, La dispute, 2006.

globalité. Le lancement du Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA) et sa prétention à incarner les quartiers populaires ont attiré notre attention. Les quartiers populaires reviennent de manière récurrente dans les discours de l'organisation politique qui dénotent un véritable intérêt pour ces espaces et leurs habitants :

*« C'est peut-être silencieux, on n'entend pas, ça brûle mais on ne voit pas les flammes parce que ça brûle vraiment, parce que pour beaucoup d'entre nous la fin du mois ça commence le 10 du mois. Dans ces quartiers, on a des situations de personnes qui sont mises hors du champ de l'emploi, hors des services publics et qui sont dans une situation où cette exaspération montante va se traduire par un phénomène de radicalisation assez intense : une explosion sociale, une révolte populaire, ce que d'autres appellent émeutes»<sup>3</sup>*

La proximité affichée de l'organisation avec le monde des quartiers populaires nous a interrogé. La LCR aurait-elle vu dans la radicalisation des quartiers populaires une dimension politique à exploiter dans le cadre d'un projet politique radical ? Les participants aux violences urbaines de l'automne 2005 auraient-ils trouvé dans le NPA un outil politique au service des intérêts des quartiers populaires ? L'idée d'étudier les rapports des quartiers populaires avec une organisation issue d'un courant trotskyste réputé pour son intellectualisme et sa rigueur militante a suscité en nous un véritable engouement qui nous a confirmé que nous avons bien trouvé notre objet de recherche. Il s'agissait alors d'inverser nos émotions<sup>4</sup> pour entrer dans une démarche analytique.

La phase préliminaire d'exploration nous a permis de déconstruire notre objet et de le reconstruire en mettant de côté nos présupposés et les opinions spontanément apparues.

### ***Croiser la sociologie des partis, la sociologie de l'action collective et la sociologie des classes populaires***

Étudier l'évolution des rapports du courant politique, incarné par la LCR puis le NPA, avec les quartiers populaires implique une investigation des travaux menés sur les rapports des classes populaires -et plus spécifiquement des habitants des quartiers populaires- au politique et une analyse des ouvrages sur l'appréhension des classes populaires et des quartiers populaires par les organisations partisans. L'inscription de notre démarche dans une sociologie des partis politiques s'avère donc nécessaire tout comme la mobilisation des travaux de recherche sur l'investissement militant des groupes sociaux dominés. La sociologie des classes populaires constitue, enfin, l'arrière-plan de notre investigation.

« Les quartiers populaires », la « banlieue rouge », « les cités » constituent un espace social qui a largement suscité l'intérêt des sociologues ces trente dernières années. Les jeunes des banlieues ont été

<sup>3</sup> Intervention de Omar, militant du comité NPA d'Argenteuil, ex-militant LCR (1985-2009). Membre de la CNQP et du CPN. Meeting à Angers en avril 2009.

<sup>4</sup> Beaud, S., Weber, F., Guide de l'enquête de terrain, Paris, La découverte, 1997.

l'objet de toutes les attentions depuis le début des années 1980 et les premières violences urbaines dans la banlieue lyonnaise. On ne compte plus les ouvrages sur la crise des banlieues, les émeutes urbaines et les analyses de ces territoires comme des espaces « défaits »<sup>5</sup>. Si l'accent semble avoir été mis sur les parcours décousus d'une jeunesse en manque de repères, les rapports au militantisme des habitants des quartiers populaires ont également été explorés dans le cadre d'études sur la politisation des jeunes<sup>6</sup> issus de l'immigration, notamment par le biais de l'investissement associatif.

La désertion des cités par les partis politiques de gauche constitue par ailleurs l'une des raisons avancées par les sociologues pour expliquer les violences urbaines. Gérard Mauger note ainsi l'absence des partis politiques de gauche pour se faire le relais des revendications des jeunes révoltés de novembre 2005. Si ces travaux de recherches sont enrichissants à bien des égards, nous entendons ne pas analyser le rapport du NPA aux quartiers populaires par le biais d'une attention portée sur la jeunesse des quartiers populaires. La détermination du caractère politique ou non des épisodes de « violences urbaines »<sup>7</sup> ne constitue pas non plus l'objet de notre recherche. Nous souhaitons nous pencher sur le rapport à une forme classique de militantisme-le militantisme partisan-dans les quartiers populaires.

### ***Les partis politiques face aux habitants des quartiers populaires***

L'étude de la place des quartiers populaires dans les discours des organisations ou de l'investissement politique des habitants des quartiers populaires dans des organisations politiques classiques n'est pas rare. Ces travaux de recherche en viennent tous à la conclusion d'une désertion des quartiers populaires par les partis politiques. L'ouvrage d'Olivier Masclét<sup>8</sup> montre ainsi comment dans un fief communiste de la banlieue rouge, « *les militants de cité* » ont été progressivement exclus du champ politique local. Le déclin de l'influence du PCF dans les quartiers populaires, notamment depuis le début des années 1980, a été l'objet de nombreuses études. David Gouard note ainsi dans son étude sur la cité Youri Gagarine d'Ivry-sur-Seine : « *Force est de reconnaître la déstructuration profonde des environnements sociaux qui avait longtemps caractérisé ces milieux ouvriers, illustrée notamment par le déclin numérique et symbolique de l'encadrement militant communiste* »<sup>9</sup>. Cette étude ethnographique tend à conclure à la dépolitisation de l'espace des quartiers populaires du fait d'une désertion de ces espaces par les forces politiques de gauche. Les études sur la conquête de ces espaces par les partis politiques de gauche, perspective dans laquelle nous nous inscrivons, se font plus rares voire inexistantes.

5 Donzelot, J., *Quand la ville se défait : Quelle politique face à la crise des banlieues*, Paris, Éditions du Seuil, 2006.

6 Cf. Baillet, G.D., *Militantisme politique et intégration des jeunes d'origine maghrébines*, Paris, L'Harmattan, 2001

7 Nous reprenons l'expression de Stéphane Beaud et Michel Pialoux pour éviter d'avoir à choisir entre les termes « d'émeutes urbaines » et de « révolte des quartiers populaires » qui sont au cœur d'un débat entre les militants de la LCR et du NPA .

Cf. Beaud, S., Pialoux M., *Violences urbaines, violence sociale. Genèse des nouvelles classes dangereuses*, Paris, Fayard, 2003

8 Masclét O. *La gauche et les cités : enquête sur un rendez-vous manqué*. Paris, La dispute, 2006.

9 Gouard, D., « La cité Youri Gagarine à Ivry sur Seine : vicissitudes des générations et défiances politiques ». *Espaces, Espaces de vie, espaces-enjeux : entre investissements ordinaires et mobilisations politiques*

Il nous semble intéressant de réinscrire notre réflexion sur le rapport des partis politiques aux quartiers populaires et à leurs habitants dans la perspective de ce qui a été écrit plus généralement sur l'évolution du regard porté par les partis politiques sur les classes populaires. Annie Collovald note une « *relative absence d'entreprises politiques cherchant à représenter [Les classes populaires]* »<sup>10</sup>. Dans leur étude intitulée *La société des socialistes*, Rémi Lefebvre et Frédéric Sawicki, notent quant à eux que les catégories populaires ont disparu du discours socialiste avec la fin d'une rhétorique longtemps ouvriériste.

Certains auteurs notent par ailleurs, l'inadaptation des discours de ces organisations politiques de gauche pour être entendus par les classes populaires. Les réflexions sur le « cens caché » menées par Daniel Gaxie semblent aller dans ce sens. A sa suite, Annie Collovald note que « *si les stratèges électoraux des partis se penchent sur les attentes supposées des catégories populaires, nulle trace du populaire en revanche, dans la manière dont les partis parlent de et à leurs électeurs populaires.* ».

### ***Les classes populaires et le politique***

Les rapports spécifiques des classes populaires au politique a fait l'objet d'études suite à la progression électorale du Front National. L'idée d'une disponibilité au populisme des classes populaires s'est emparée non seulement des journalistes mais également du monde de la recherche en sciences politiques.<sup>11</sup> Annie Collovald remet en cause cette approche<sup>12</sup> mais elle identifie un rapport spécifique des classes populaires au politique. Elle rejoint le sociologue Richard Hoggart quand elle constate une indifférence des classes populaires aux choses intellectuelles et notamment politiques. Son analyse pourrait par ailleurs être qualifiée de bourdieusienne quand elle écrit que le rapport des classes populaires au politique reste un rapport de domination et de dépossession qui produit une attitude de retrait : « *Les catégories populaires sont les moins armées pour saisir le jeu politique et être saisi par lui* »<sup>13</sup>. Cette perspective est également explorée par le biais d'études de sociologie électorale avec notamment le travail ethnographique de Cécile Braconnier et Jean-Yves Dormagen<sup>14</sup>. Ces deux auteurs identifient une transformation du monde des habitants des quartiers populaires qui les éloignerait des sphères militantes. Dans son ouvrage publié en 2009<sup>15</sup>, Denis Merklen identifie l'identité territoriale comme une identité substitutive à l'identité liée au travail : « *l'identité des classes populaires migre du travail vers l'habitat* »<sup>16</sup>écrit-il. Le rapport des quartiers populaires au politique peut donc être appréhendé de façon spécifique. Les quartiers populaires constituent donc des espaces sociaux, certes politiques, mais différenciés au sein desquels les partis politiques peinent à

10 Grelet, S., Jobard, F., Potte-Bonneville, M., Haut, bas, fragile : sociologies du populaire », Entrevue avec Annie Collovald et Olivier Schwartz, *Vacarme*, n°37, automne 2006

11 Cf. Perrineau. P. *Le symptôme Le Pen. Radiographie des électeurs du Front national*, Paris, Fayard, 1997

12 Cf. Collovald.A., *le populisme du FN un dangereux contresens*, Paris, Éditions du croquant, 2004

13 Grelet, S., Jobard, F., Potte-Bonneville, M., Haut, bas, fragile : sociologies du populaire », Entrevue avec Annie Collovald et Olivier Schwartz, *Vacarme*, n°37, automne 2006

14 Braconnier, C., Dormagen, J.Y., *La démocratie de l'abstention, aux origines de la démobilisation électorale en milieu populaire* Folio Actuel 2007

15 Merklen, D., *Quartiers populaires quartiers politiques* la dispute. Paris. 2009

16 Ibidem p. 19

se faire entendre.

### *L'imperméabilité des collectifs militants*

L'imperméabilité des partis politiques aux habitants des quartiers populaires constitue un second axe de recherche qui a retenu notre attention. Des chercheurs explorent le rapport des classes populaires au militantisme par une plongée au cœur des Organisations de Mouvement Social (OMS)<sup>17</sup> et des partis politiques. Les études menées sur les mouvements des « sans » tout comme les travaux de Sophie Bérout sur la place des jeunes issus de l'immigration dans les syndicats constituent des entrées intéressantes. Une étude interne du parti socialiste montre que la propension au désengagement serait plus forte chez les adhérents issus des classes populaires du fait notamment d'une redéfinition du militantisme selon une logique d'« intellectualisation »<sup>18</sup>. L'étude des pratiques militantes internes n'est donc pas sans intérêt. Il n'y pas, à notre connaissance, d'étude à s'être directement intéressée à la place spécifique des classes populaires ou des habitants des quartiers populaires au sein de la structure LCR ou au NPA. Néanmoins le recours aux travaux de Florence Johsua sur le changement de profil des militants de la LCR avec un recrutement plus jeune et plus populaire<sup>19</sup> est intéressant à l'heure de s'interroger sur le « tournant quartiers populaire »<sup>20</sup> de ce courant politique.

*« La mise en forme d'une étude est la résultante d'arbitrages perpétuels qui aboutissent à la mise en forme de choix constituant autant des choix que des renoncements. »<sup>21</sup>*

La première formulation de l'angle d'analyse que nous souhaitons adopter a été de se demander pourquoi les habitants des quartiers populaires ne se reconnaissent pas dans une organisation comme la LCR (ou plus tard le NPA), qui prétend incarner les classes populaires et plus spécifiquement les quartiers populaires. Au grès de nos lectures, il nous a semblé plus opportun d'aborder cette question en s'interrogeant sur la place faite aux quartiers populaires dans les discours et les pratiques militantes de l'organisation. Les rapports entre les quartiers populaires et le NPA seront abordés par le biais d'une étude du regard porté par le NPA sur les quartiers populaires.

Il apparaît que les chercheurs qui se sont intéressés à la LCR ou au NPA sont peu nombreux. Nul sociologue n'a étudié les partis d'extrême gauche sous l'angle du rapport de ces organisations aux quartiers populaires. La recherche est néanmoins riche en ce qui concerne l'étude du rapport des organisations aux

17 « Les organisations de mouvement social désignent l'ensemble des composantes organisationnelles engagées dans un mouvement social » Snow, D., « Analyse de cadres et mouvements sociaux » in Cefaï, D., Trom, D., (dir.) *Les formes de l'action collective. Mobilisations dans des arènes publiques*, Editions de l'EHESS, Paris, 2001, pp.27-51, p.27.

18 Lefebvre, R., Sawicki, F., *La société des socialistes. Le PS aujourd'hui*, Paris, Éditions du Croquant, 2006.

19 Johsua, F., « Les conditions de (re)production de la LCR » in Haegel, F., (dir), *Partis politiques et systèmes partisans en France*, Paris, Presses de la FNPS, 2007, pp. 25-68.

20 Expression utilisée par un militant du NPA lors d'un entretien.

21 Lechaux, B., *Comment occuper l'avant-scène et parler des coulisses ?* Mémoire de master 2, IEP de Rennes, 2005.

quartiers populaires. L'éloignement du Parti Communiste Français (PCF) du monde des classes populaires et son désinvestissement effectif dans les quartiers populaires comme le divorce du discours du Parti socialiste avec les classes populaires constituent les acquis majeurs de la recherche dans ce domaine. Ces recherches nous apparaissent enrichissantes à l'heure d'étudier la tentative de conquête des quartiers populaires initiée par la LCR et poursuivie par le NPA. L'étude des discours portés sur et dans ces quartiers tout comme l'analyse des formes de militantisme dans ces espaces nous semblent être des axes intéressants pour appréhender une organisation politique qui prétend incarner les classes populaires et depuis peu les quartiers populaires. Aborder la construction du NPA à travers les actions qu'il engage dans les quartiers populaires et des discours qu'il proclame dans et sur ces espaces sera l'objet de notre travail de recherche.

## *Outils et cadre théorique*

Il convient de réfléchir aux outils sociologiques susceptibles de nous aider à analyser la transformation des discours du NPA sur et dans les quartiers populaires ainsi que l'évolution des pratiques militantes de ce courant politique en regard d'une nouvelle orientation.

### *Les OMS et les partis dans la sociologie de l'action collective*

Une réflexion sur la place des organisations dans les différents courants de la sociologie des mobilisations s'impose. Les théories comme celle du comportement collectif qui font bien peu de cas de la place des organisations dans les mouvements sociaux en les réduisant aux produits plus ou moins instables des comportements collectifs n'ont que peu retenu notre attention. La Théorie de la Mobilisation des Ressources (RMT) appréhende quant à elle les Organisations de Mouvement Social comme des ressources qui maximisent le rendement d'autres ressources<sup>22</sup>. Une élite d'entrepreneurs en action collective façonne des mots d'ordre, mobilise des ressources et enrôle l'opinion publique. Les organisations sont alors perçues comme « *des entreprises orientées par des impératifs de survie d'efficacité et de rentabilité* »<sup>23</sup>. Le peu d'ouverture sur l'environnement proposé par la RMT, si ce n'est à travers le concept de « structure des opportunités politiques » sur lequel nous reviendrons, a orienté nos recherches vers des théories qui conçoivent plus de liens entre l'organisation de mouvement social et son environnement.

La « frame analysis »<sup>24</sup> -qui se construit dans le courant de la RMT- appréhende les mouvements sociaux comme des producteurs de sens. Les liens entre un public-cible donné et une organisation constituent le point central de l'analyse de ce courant de recherche. D. Snow reprend la notion de « cadre » initialement

---

22 Cefaï, D., *Pourquoi se mobilise t-on ? Les théories de l'action collective*. La découverte, Paris, 2007 p., 227

23 Ibidem

24 Nous conservons le terme anglophone pour désigner le courant sociologique qui a développé « l'analyse des cadres de l'action collective » et ne pas le confondre avec « l'analyse des cadres » proposée par Erving Goffman que nous utilisons également.

développée par E. Goffman, afin d'expliquer la participation individuelle à une mobilisation. Selon les auteurs de ce courant, l'adhésion de l'individu à une mobilisation est rendue possible par un « ajustement de cadre », effort stratégique conscient développé par le mouvement lui-même pour modifier son cadre d'analyse afin que celui-ci corresponde à celui de ses adhérents potentiels. Les Organisations de Mouvement Social sont alors pensées en termes d'adaptation à un public-cible. La « frame-analysis » a évolué en inscrivant les processus de signification dans un contexte culturel large<sup>25</sup>.

Au sein de la sociologie des partis politiques, F. Sawicki propose une approche sociétale des partis politiques avec le concept de partis politiques comme « entreprises culturelles »<sup>26</sup> qui nous paraît conciliable avec l'approche renouvelée de la « frame-analysis ».

### ***Une approche sociétale***

Nous inscrirons donc notre travail dans le sillage de ces recherches qui s'efforcent « *d'appréhender les formes partisans en les ré-encadrant dans leur univers social et culturel englobant* »<sup>27</sup>. Notre posture visera à comprendre comment les formes prises par la LCR et le NPA se différencient dans le temps et dans l'espace en fonction de configurations sociales singulières. La perspective adoptée rompt partiellement avec le concept du « parti-entreprise ». Les partis politiques ne cherchent pas seulement à amplifier leur audience ; ce sont également des organisations en interaction permanente avec leur environnement social. Une description minutieuse des luttes internes et externes de l'organisation politique comme une régression vers une étude de la transformation des caractéristiques sociologiques de l'environnement social dans lequel le parti politique baigne ne sauraient nous satisfaire. Une démarche diachronique et dialectique sera donc adoptée : celle-ci consistera en une analyse du processus de transformation d'une organisation par le biais d'une étude de l'évolution de son intervention dans un espace donné et dans le contexte de recomposition du paysage partisan de la gauche française. La compréhension des mécanismes existants entre contraintes externes -qu'elles soient environnementales ou partisans- et dynamiques internes constitue donc le cœur de notre questionnement.

### ***Les organisations dans un univers politique, culturel et organisationnel***

La notion de « structure des opportunités politiques » définie par S. Tarrow et D. McAdam du courant de la RMT, désigne l'état d'un jeu institutionnel en rapport avec lequel se développe un mouvement social. Sydney Tarrow développe ainsi le concept de « structures d'opportunité spécifique de groupes »<sup>28</sup> qui

25 Snow, D., art. cit.

26 Sawicki, F., « Les partis politiques comme entreprises culturelles » in Cefaï, D., *Cultures politiques*, Paris, PUF, 2001, pp.191-212.

27 Ibidem p.191

28 « *opportunity structure of specific groups* »

cf. Tarrow, S., « State and opportunities. The political structuring of social movement » in MacAdam, D., McCarthy, J.D., Mayer N. Z., (dir) *Comparative perspectives on Social Movements*, Cambridge, Cambridge Studies in comparative politics, 1996, pp. 41-62, p.43

montre que certains contextes peuvent être bénéfiques à la mobilisation de certains groupes sociaux. Des auteurs qui se définissent comme plus proche de la « frame analysis » complètent ce modèle. W. Gamson et D. Meyer, distinguent ainsi deux dimensions parmi les opportunités ; la dimension institutionnelle et la dimension culturelle dans laquelle ils incluent des éléments comme la légitimité, la conscience de classe, le climat ou « l'humeur nationale »<sup>29</sup>. Ces concepts sont intéressants à l'heure d'appréhender l'évolution des cadres d'interprétation d'une organisation non pas uniquement comme le fruit d'une stratégie interne mais dans un univers culturel large.

Les organisations évoluent également dans un univers organisationnel. Le concept de « cadre-cardinal »<sup>30</sup>, issu de la « frame analysis », montre comment les discours d'une organisation sont contraints par les discours des organisations qui l'environnent. Les organisations doivent de ce fait être considérées dans une « arène inter-organisationnelle » qui peut être assimilée dans le cas d'un parti politique à un système partisan mais également à un « milieu partisan »<sup>31</sup>. Les discours et pratiques doivent être considérés dans le contexte des interactions conflictuelles observées dans l'arène inter-organisationnelle où les organisations partisans s'influencent mais cherchent également à se démarquer les uns des autres. D'une façon analogue, les organisations ne doivent pas alors être considérées comme des systèmes de fonctions bien intégrées mais plutôt comme des arènes d'échange et de débat. L'évolution du milieu partisan et la transformation du recrutement peut en ce sens faire évoluer l'appréhension par une organisation de telle ou telle problématique.

### ***Appréhender les mutations du discours d'une organisation***

La transformation d'une organisation peut être observée à travers l'étude de l'évolution de ses discours. Les concepts de la « frame-analysis » développés par D. Snow et W. Gamson sont ici d'une grande utilité. « *La frame-analysis est axée sur la fabrication par les leaders des OMS de cadres de justification, de diagnostics et de pronostics grâce auxquels ils agrègent leurs militants, convainquent leurs sympathisants, soudent leur organisation et dénigrent les organisations qui leur sont opposées* »<sup>32</sup>. Elle étudie les stratégies mises en œuvre par les organisations de mouvement social dans un univers social. La perspective est généralement unilatérale : les organisations véhiculent une certaine vision d'un problème qu'elles tentent de faire partager par un public-cible.

Cette vision du problème est conceptualisée par le « cadre d'interprétation » ou le « cadre d'action collective ». Contrairement aux idéologies, les cadres d'interprétation sont mouvants, non seulement dans le

29 Cf. Gamson, W., Meyer, D., "Framing Political Opportunity" in McAdam, D., McCarthy, J., Zald, M., (dir), *Comparative Perspectives on Social Movements*. New York: Cambridge University Press, 1996, pp. 275-290.

30 Benford, R., Snow, D.A., « Framing processes and social movements : an overview and assessment. » *Annual review of sociology*. Volume 26, 2000

31 Par « Milieu partisan », nous entendons « *l'ensemble des individus et des groupes dont les activités contribuent sans que cet objectif soit nécessairement visé à faire exister un parti donné* » Cf. Sawicki, F., art. cit., p. 204.

32 Cefaï, D., *Pourquoi se mobilise t-on ? Les théories de l'action collective*. La découverte, Paris, 2007 p.470.

temps mais également dans l'espace, ce qui n'est pas sans intérêt à l'heure d'étudier l'évolution de l'intervention d'une organisation dans un espace donné. Les « réalignements » de cadres d'interprétation opérés par les organisations militantes auprès d'un public-cible sont au cœur de cette approche. Une telle perspective permet d'interroger les mécanismes par lesquels une organisation révisé son discours en fonction des publics auxquels elle s'adresse.

Bien qu'appréhendant les organisations de mouvement social en les dotant d'une vision stratégique, le concept de cadres d'interprétation développé par ce courant peut s'avérer fécond dans le cadre de notre recherche.

En outre, dans une perspective plus interactionniste, l'étude des discours telle que proposée par R. Benford et S. Hunt, révèle que les discours portés par les organisations ou les militants correspondent à des travaux de transformation de l'identité des individus. Elle montre également que l'identité d'un groupe militant n'est pas figée mais peut se transformer dans le temps au grès de l'évolution des rapports de force au sein d'une organisation.

### *Étudier l'évolution de pratiques militantes*

L'étude des discours d'une organisation est inséparable d'une étude de ses pratiques militantes. Les discours d'une organisation sont portés dans un espace, la mise en scène du discours correspond à un certain « cadrage » opéré par l'organisation qui n'est pas sans conséquence sur la réception du discours. La pratique militante doit donc s'adapter aux normes d'un espace social donné. L'évolution des rapports d'une organisation avec un espace donné peut s'objectiver dans une révision de ses « répertoires d'action ». La notion de répertoire d'action a été forgée par C. Tilly comme étant « *un modèle où l'expérience accumulée d'acteurs s'entrecroise avec les stratégies d'autorité, en rendant un ensemble de moyens d'action limités plus pratique, plus attractif, et plus fréquent que beaucoup d'autres moyens qui pourraient, en principe, servir les mêmes intérêts* »<sup>33</sup>. En ce sens, les répertoires d'action sont de véritables choix stratégiques de la part des acteurs de mouvements sociaux ou de groupes politiques, qui procèdent à une sélection dans un réservoir d'actions disponibles dans une société et une époque donnée, en fonction de l'identité des acteurs en lutte, des cibles visées et de l'attitude adoptée par les autorités. Un tel concept peut donc s'avérer utile à l'heure d'étudier la tentative de conquête d'un nouvel espace social par une organisation. L'étude de l'évolution du répertoire d'action peut permettre d'appréhender la transformation des lieux d'intervention comme l'évolution des propriétés sociales des membres d'un groupe ainsi que leurs objectifs de lutte.

Les concepts de répertoire d'action et de répertoire militant peuvent être couplés avec le concept de cadre tel que développé par E. Goffman. Face à une situation, les individus élaborent spontanément une analyse. Ils cadrent la scène d'une certaine façon. Ces cadres existent néanmoins en tant que culture d'un groupe. La mise en scène du discours par une organisation peut donc évoluer en fonction de leur

<sup>33</sup> Tilly, C., « Les origines du répertoire de l'action collective contemporaine en France et en Grande-Bretagne », *Vingtième Siècle, revue d'histoire*, vol 4, n°4, 1984, pp. 89-108., p.89.

appréhension de la culture de leur public-cible.

La transformation des pratiques internes et des modes de sociabilité militante peut permettre d'étudier l'évolution de la perméabilité d'une organisation à son public-cible.

## ***Problématique et hypothèses***

L'utilisation des outils sociologiques évoqués nous semble pertinente à l'heure d'étudier les liens entre le NPA et les quartiers populaires.

Il s'agit d'étudier comment dans un contexte d'assignation territoriale et de stigmatisation des habitants des quartiers populaires, la LCR puis le NPA ont construit conflictuellement les « quartiers populaires » comme un de leurs axes d'intervention prioritaire entre 2005 et 2010 et ceci en révisant leurs cadres d'interprétation. En analysant l'organisation politique dans un univers social et culturel, il convient de comprendre comment l'évolution des interactions de la LCR (puis le NPA) avec un environnement spécifique (les quartiers populaires) et un nouveau public-cible a mené l'articulation d'un nouveau discours avec des pratiques militantes repensées.

Au delà de l'analyse de la façon dont l'organisation politique tente de se légitimer au sein d'un nouvel espace et auprès d'un nouvel auditoire, il est nécessaire d'opérer une analyse « de l'intérieur » du système d'acteurs. Outre les conflits entre militants qui occupent une place centrale dans la définition d'un cadrage, l'évolution des actions menées et l'évolution du recrutement peuvent produire un effet rétroactif sur le parti politique, son organisation interne et son identité partisane.

### ***Hypothèses***

Notre étude s'articulera autour de trois séries d'hypothèses qu'il conviendra de vérifier par une enquête empirique.

1. Le tournant quartiers populaires de la LCR s'inscrit dans un univers culturel large. Il nous semble pertinent de ne pas négliger le contexte politique et social dans lequel va s'opérer ce tournant. Le caractère territorialisé, stigmatisant et ethnicisant des politiques menées dans les quartiers populaires atteint son paroxysme suite aux violences urbaines de l'automne 2005. C'est à ce moment là que la LCR se défait de ses cadres d'interprétation qui conçoivent les classes populaires comme un tout pour appréhender les habitants des quartiers populaires dans un cadre spécifique. Il est donc opportun de se demander si le déchaînement médiatique et politique observé au moment des épisodes de violences urbaines, n'a pas constitué une opportunité saisie par la LCR afin de tenter de mobiliser les habitants des quartiers populaires. La question gagnerait peut-être à être posée différemment : les violences urbaines ne constitueraient-elles pas une aubaine pour les habitants des quartiers populaires qui verraient leurs revendications enfin prises en considération ? Il conviendrait alors d'examiner la prise en charge des

revendications par le NPA dans un univers partisan.

Le cadrage en termes de quartiers populaires, construction des successives politiques de la ville, ne s'imposerait-il pas, par ailleurs, au NPA à la manière d'un « cadre cardinal » qui contraint les cadrages des organisations de mouvement social dans un cycle d'action collective ? Nous pouvons postuler du fait que la saisie du cadrage territorialisé par les organisations du mouvement social investies dans les quartiers populaires contraindrait la LCR à en faire de même pour ne pas se laisser distancer sur le terrain des quartiers populaires.

2. Dans une perspective renouvelée de la « frame analysis », nous ferons l'hypothèse que le cadre d'interprétation « quartiers populaires » de la LCR puis du NPA est en perpétuelle évolution. L'attribution de la responsabilité de la situation des quartiers populaires au système capitaliste et aux politiques gouvernementales serait la base du diagnostic mis en forme par le NPA. La LCR, comme ensuite le NPA, évoluant dans une arène inter-organisationnelle, réviserait ses diagnostics en fonction des critiques qui lui seraient adressées par des organisations implantées dans les quartiers populaires ou travaillant sur ces problématiques. La production des cadres d'interprétation se ferait donc en conflit.

Le militantisme dans les quartiers populaires permettrait également aux militants du NPA de prendre en compte les cadres d'interprétation des habitants de ces espaces. L'évolution du recrutement militant multiplierait les cadres d'interprétation de la situation quartiers populaires au sein du NPA. Ces « contre-cadrages »<sup>34</sup> portés dans l'organisation à différents niveaux seraient alors l'objet de débats. La lecture du monde des quartiers populaires serait donc le produit de « recadrages »<sup>35</sup> permanents.

3. Il est opportun, enfin, d'examiner notre questionnement à travers les outils sociologiques qui permettent de postuler qu'une certaine stratégie derrière l'orientation quartiers populaires du NPA.

Dans cette perspective, il y aurait derrière le tournant quartiers populaires une manœuvre-qui n'est pas contradictoire avec la dimension structurale précédemment évoquée- dont le but serait une revitalisation de l'organisation politique par un renouvellement du recrutement militant dans les quartiers populaires. Les recadrages successifs auraient comme objectif de déterminer un cadre d'interprétation qui puisse trouver une résonance dans les quartiers populaires. Les militants chercheraient donc à conformer les cadres d'interprétation du NPA aux valeurs en vigueur dans les quartiers populaires afin de pouvoir facilement réaligner les cadres d'interprétation des habitants et de ce fait les recruter. Les cadres d'interprétation élaborés

34 « De telles tentatives de rejeter, miner ou neutraliser les mythes, versions de la réalité ou cadres d'interprétation d'une personne ou d'un groupe seront qualifiées d'opérations de contre-cadrage »

cf. Benford, R., Hunt, S., « Cadrages en conflits. Mouvements sociaux et problèmes sociaux » in Cefaï D., Trom D., (dir.) *Les formes de l'action collective. Mobilisations dans des arènes publiques*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2001, pp. 163-185, p.167

35 « Recadrer : les acteurs doivent circonscrire, contenir, préserver et renverser les effets dommageables produits par les opérations de contre-cadrage de leurs présentations de soi, et de leurs revendications par leurs adversaires »

cf. Benford, R., Hunt, S., art. cit. p.177

prendraient donc en compte l'évolution du monde des quartiers populaires afin de trouver une résonance dans ces espaces. On pourrait également faire l'hypothèse que l'organisation calquerait stratégiquement ses cadres d'identités et ses cadres d'interprétation sur ceux des habitants des quartiers populaires. Les « extensions de cadres »<sup>36</sup> seraient donc à l'honneur afin d'intégrer des problématiques propres aux quartiers populaires et jusque-là ignorées.

L'entreprise de construction du NPA correspondrait à l'aboutissement d'une orientation quartiers populaires. Le NPA entendrait incarner les quartiers populaires comme le PCF a pu prétendre incarner les classes populaires jusqu'au début des années 1980. Le NPA adapterait de ce fait ses pratiques militantes afin de pouvoir recruter dans les quartiers populaires. Le fonctionnement organisationnel interne aurait ainsi été revu afin de permettre aux militants issus des quartiers populaires de trouver leur place dans l'organisation.

Appréhender l'évolution de la forme organisationnelle, des discours et des pratiques d'une organisation correspond à une analyse de la transformation de son identité partisane.

## *L'enquête de terrain*

### *Délimitations temporelles de la recherche*

La dimension diachronique est centrale dans notre travail de recherche et pleinement intégrée à notre problématique générale. Cette posture s'avère en effet indispensable dans le cadre d'une recherche qui se donne pour objectif de comprendre comment les formes prises par un parti se différencient en fonction des contextes sociaux dans lesquels il évolue. Nous ne souhaitons pas faire seulement état du lien entre les quartiers populaires et le NPA uniquement par rapport à ce qu'il est devenu au moment de notre observation. Les délimitations temporelles que nous avons choisies, cadrent une analyse qui commence en 2004, date d'implosion de la commission banlieues-cités-quartiers de la LCR dans le contexte des débats internes sur la loi interdisant le port du voile dans les écoles et qui s'échelonne jusqu'à avril 2010<sup>37</sup>, moment où la Commission Quartiers Populaires du NPA devient source de dissensions internes à l'organisation. Cette date correspond également à la fin de notre immersion empirique.

### *Trouver un terrain empirique*

Il convenait de délimiter un terrain d'enquête qui nous permettrait d'avancer sur nos hypothèses.

Un bref retour sur le fonctionnement interne de la LCR et du NPA s'avère ici nécessaire pour

---

36 « *Frames extensions entails depicting an SMO's interests and frames as extending beyond its primary interests to include issues and concerns that are presumed to be of importance to potential adherents.* »

Cf : Benford, R., Snow, D.A., « Framing processes and social movements : an overview and assessment. » *Annual review of sociology*. Volume 26, 2000

37 L'étude des mails échangés sur la liste mail Quartiers Populaires a été prolongée jusqu'à fin mai 2010.

comprendre nos choix.

### ***La LCR et le NPA : fonctionnements***

- Histoire et fonctionnement de la LCR

La Ligue communiste révolutionnaire (LCR), est issue d'un rassemblement du Parti Communiste Internationaliste (PCI) et de la JCR (scission du Parti Communiste). La LCR est active de 1969 à 1973-date de son interdiction- sous le nom de Ligue communiste. Elle est reformée sous le nom de LCR de 1974 à 2009.

La LCR est alors une organisation d'envergure nationale qui ne regroupera jamais plus de 3000 militants. La section ou la cellule constitue la structure de base de l'organisation. Celle-ci réunit entre trois et quinze membres de l'organisation. Chaque cellule définit son lieu d'intervention qui peut être une entreprise, un secteur professionnel ou une localité. Les militants se réunissent de façon hebdomadaire ou bimensuelle pour définir leur intervention politique en regard des campagnes nationales, organiser les tâches militantes notamment la vente de Rouge, publication hebdomadaire de l'organisation.

Ces cellules sont fédérées dans des fédérations départementales ou régionales qui se réunissent régulièrement pour débattre des points importants locaux ou nationaux. C'est à cette échelle organisationnelle que sont débattues les orientations prises par la Direction Nationale. Les fédérations sont également le lieu de débats en Assemblées Générales où sont élus les délégués au Congrès de l'organisation qui se réunit tous les deux ans pour définir l'orientation de l'organisation.

Les délégués au congrès élisent la Direction Nationale qui est l'instance souveraine de la LCR. Elle était composée de 81 membres au moment de la dissolution de l'organisation en 2009. Elle se réunit tous les deux mois. Entre deux réunions de la Direction Nationale, Le Bureau Politique dont les membres sont élus au sein de la DN, est l'organe exécutif qui dirige le travail de la LCR.

En outre, il existe des commissions nationales chargées de travailler sur des thématiques spécifiques et d'élaborer des revendications dans ces domaines. Ces commissions sont composées de membres de la Direction Nationale. La Commission Nationale Ouvrière chargée d'organiser le travail militant en direction des entreprises est la principale commission. Elle existe depuis la fondation de l'organisation. D'autres commissions plus fluctuantes existent. Elles émergent ou disparaissent « selon les besoins »<sup>38</sup>. Parmi ces commissions fluctuantes, on trouve la commission nationale écologie, le secrétariat femme ou le secrétariat antiraciste. Une commission « quartiers banlieues-cités » existe entre 2002 et 2004 avant de disparaître suite à des divergences de vue entre les militants qui la composent.

- Le Nouveau Parti anticapitaliste.

Le Nouveau Parti Anticapitaliste naît en février 2009 à l'issue d'un processus lancé par la LCR qui s'auto-dissout quant à elle en décembre 2008.

Le fonctionnement du NPA est en bien des points similaire à celui de la LCR.

---

38 Statuts de la LCR

La cellule ou section est remplacée par le comité qui devient l'instance de base de l'organisation. Le caractère obligatoire de la réunion des comités en fédération disparaît. Il existe néanmoins des instances de coordination ou de direction à des échelles locales ou départementales.

Le Conseil Politique National (CPN), chargé de définir l'orientation du parti jusqu'au prochain congrès, a été élu lors du congrès fondateur. Il a désigné en son sein un Comité Exécutif (CE) dont les attributions sont identiques à celles du Bureau Politique de la LCR. Le CPN est composé de 180 délégués au congrès élus sur la base de plateformes politiques mais également selon un principe de représentation des Commissions Nationales.

Le nombre de commissions nationales du NPA est d'une quinzaine. Parmi celles-ci, nous pouvons citer la commission femmes, la commission immigration-antiracisme, la Commission Quartiers Populaires (CQP), la commission internationale. Ces commissions ont acquis un rôle plus important au NPA qu'elles n'en avaient à la LCR. Elles ne sont pas seulement constituées de membres du CPN mais également de militants locaux investis sur ces questions. Elles trouvent en outre des déclinaisons locales. Les comités cohabitent donc avec des commissions thématiques au niveau local.

L'évolution du rapport aux quartiers populaires d'une organisation politique peut être abordée par une enquête menée au sein des instances nationales du parti ou par une enquête qui se situerait plus dans une immersion locale. L'analyse des discours portés par les porte-parole nationaux ou diffusés dans les publications officielles du parti (tracts nationaux, presse partisane) ne saurait rendre compte de la réalité des discours et de l'évolution d'une organisation sur le terrain. D'une façon analogue, une enquête de terrain qui porterait uniquement sur l'évolution des pratiques et des discours militants ne pourrait donner un aperçu que très partiel d'une nouvelle orientation partisane ou de l'adoption d'une nouvelle culture politique. Dans le cas qui nous intéresse, il semble judicieux de combiner une enquête au sein des instances nationales de l'organisation politique avec une enquête de terrain localisée.

Concernant le choix d'un terrain empirique local, deux options se présentaient à nous : ou adopter une démarche monographique en travaillant sur un comité NPA local ou préférer un travail qui se serait appuyé sur une démarche empirique appliquée à une diversité de terrains d'enquête.

Les méthodes de recherches choisies-notamment l'observation participante par immersion- ne nous offraient pas véritablement de choix. Étudier une diversité de collectifs militants locaux aurait nécessité une période de travail empirique plus longue que celle dont nous disposions.

Notre choix d'un comité NPA local ne s'est pas fait par hasard. Mener une enquête sociologique de type ethnographique implique de légitimer sa présence et de négocier sa position. Malgré sa proximité avec le sujet (voir encadré), il pouvait s'avérer utile pour l'apprentie chercheuse d'« avoir un allié ». Notre connaissance de certains militants du comité NPA de Fontenay-sous-Bois nous a orienté vers ce terrain

d'enquête local.

La Commission Nationale Quartiers Populaires du NPA est constituée des militants « *souhaitant s'investir dans les quartiers populaires ou travailler sur les thématiques qui touchent les habitants des quartiers populaires* »<sup>39</sup>. Un secrétariat de commission élu est chargé d'organiser le fonctionnement de la commission et de transmettre aux instances locales mais également au Conseil Politique National les propositions et recommandations de la CNQP. Comme les autres commissions nationales du NPA, celle-ci est chargée de contribuer à la réflexion globale de l'organisation en mutualisant les expériences et débats locaux sur une thématique donnée. Elle doit donc proposer une analyse unifiée de la situation dans les quartiers populaires et élaborer un programme d'intervention de l'organisation dans ces espaces. Cette instance nationale constitue donc un terrain d'enquête complémentaire du premier terrain choisi.

Si nous avons effectué certains entretiens et une observation dans les locaux du siège national du NPA, rue Taine à Paris, la majeure partie de notre enquête s'est déroulée à Fontenay-sous-Bois.

### ***Rencontres avec le comité NPA de Fontenay***

Le comité NPA de Fontenay s'est construit sur une base territoriale. Appartiennent en théorie à ce comité tous les militants NPA vivant sur le territoire de la commune. Le comité NPA fontenaysien était au moment de notre enquête composé de seize militants dont trois militants extérieurs à la commune rattachés à ce comité pour des raisons pratiques ou personnelles. Ce comité NPA s'est constitué dans le processus de construction du NPA. Il convient de voir qu'il remplace la cellule LCR, constituée d'une dizaine de militants, implantée sur la ville depuis septembre 2004. Antérieurement à cette date, les deux militants LCR de la ville étaient rattachés au comité de Champigny-sur-Marne. L'implantation de la LCR sur la ville était donc récente au moment de la dissolution de la LCR et de la construction du NPA.

L'espace d'intervention militante de ce comité est en théorie la ville de Fontenay-sous-Bois.

#### **• Fontenay et Val-de-Fontenay (Plan en annexe n° 3)**

Cette ville de l'est-parisien est située dans le Val-de-Marne. Elle fait partie de ce que l'on appelle communément la banlieue rouge. Depuis la victoire de la liste conduite par le communiste Louis Bayeurte en 1965, la liste dirigée par le Parti Communiste a toujours remporté les élections municipales au premier tour avec plus de 60 % des voix. « *Ici c'est chez eux, tu n'as pas le droit d'y être* »<sup>40</sup> notait une militante fontenaysienne.

Cette ville de 50921 habitants<sup>41</sup> est divisée en treize quartiers<sup>42</sup>. L'unité de la commune est difficile à

39 Entretien exploratoire réalisé le 30 janvier 2010 avec Saïd, membre du secrétariat élu de la Commission Nationale Quartiers Populaires du NPA

40 Remarque d'une militante NPA à propos d'une altercation avec les militants du Front De Gauche durant le collage d'affiches s'étant déroulé la veille des élections régionales de mars 2010.

41 Toutes les données chiffrées du paragraphe sont les données du recensement de l'INSEE de 1999 <http://www.recensement-1999.insee.fr>

42 Un plan des quartiers est disponible dans l'annexe 3

trouver du fait d'une géographie particulière (la ville s'est construite sur une colline) mais surtout du fait d'une hétérogénéité sociale très marquée. Il est possible de noter de grands contrastes entre les populations selon les quartiers, entre les maisons très bourgeoises qui jouxtent le bois de Vincennes et le quartier des Larris qui forme une ville verticale. Les recensements INSEE permettent de se faire une idée de ces contrastes. Si les locataires d'un logement HLM ne représentent que 4 % de la population du quartier Le Bois-Clos d'Orléans, 92 % des habitants du quartier Jean Zay vivent dans un logement HLM. Si les ouvriers et employés représentent 47 % de la population active fontenaysienne, ce chiffre atteint 58 % dans le quartier des Larris, contre seulement 25 % de la population active résidant dans le quartier Le Bois-Clos d'Orléans situé en bordure du bois de Vincennes. D'une façon analogue, si le taux de chômage fontenaysien était de 13 % en 1999, les chômeurs étaient inégalement répartis sur le territoire fontenaysien. Plus de 15 % des habitants des Larris ou de la Redoute connaissaient alors une période de chômage contre seulement 8 à 10 % dans la zone située près du bois de Vincennes. Les quartiers pavillonnaires (Les Parapluies, les Rigollots, Le Plateau..) construits par les populations migrantes portugaises et italiennes au cours du vingtième siècle connaissent quant à eux des taux de chômage intermédiaires.

Officiellement divisée en douze quartiers, la ville de Fontenay ne semble n'être divisée qu'en trois espaces si l'on s'en tient aux discours des habitants : le « Vieux Fontenay » (ou Fontenay-Village) qui correspond aux quartiers situés en bordure du bois de Vincennes, les quartiers de l'ouest de la ville, « les Rigollots », et « Val-de-Fontenay » plus communément désigné sous l'appellation de « Val ». Ce dernier espace correspond dans l'esprit des fontenaysiens aux quartiers situés à proximité de la station de RER Val-de-Fontenay et du centre commercial du même nom.

Interrogés sur la délimitation des « quartiers populaires » de Fontenay-sous-Bois, les militants NPA désignent tous « Val ». Cette zone qui correspond aux quartiers de Jean Zay, des Larris, du Bois Cadet est caractérisée par une concentration urbaine bien plus élevée que dans les anciens quartiers de la ville. Ces quartiers constituent la « ZUP de la Plaine » construite en 1960. Plus de 20000 fontenaysiens vivent aujourd'hui dans cette zone de la ville.

### ***Démarche d'enquête***

Notre problématique s'articule autour de plusieurs espaces : l'espace d'intervention militante à savoir le quartier et les espaces militants internes. Le travail de « cadrage » d'une situation problématique peut être saisi nous semble-t-il par des méthodes empiriques complémentaires.

Nina Eliasoph écrit *qu'au delà du sens littéral des mots qu'ils utilisent les gens font quelque chose en énonçant des phrases dans des situations d'interlocution [...]. Le contenu de ce qu'ils disent est inséparable de la forme.*<sup>43</sup> Cette idée a guidé notre choix d'une méthode d'enquête. Outre l'étude d'un

---

<sup>43</sup> Eliasoph, N., *L'évaporation du politique*, Paris, Economica, 2008, cité in Cefaï, D., *Pourquoi se mobilise t-on ? Les théories de l'action collective*, Paris, La découverte, 2007, p.651

discours porté, il nous semble essentiel de saisir les opérations de cadrage ou de recadrage « en situation » conformément aux propositions de Daniel Cefaï qui nous convie à « l'analyse de situations »<sup>44</sup>. Il convient donc d'observer et de décrire les situations d'action collective sur un mode ethnographique.

Outre l'étude d'un discours porté, qui ressemblerait à une simple analyse de contenu, il nous semble essentiel de saisir les opérations de cadrage « en situation ». Ainsi, à la suite de l'étude des tracts ou des meetings, une étude fine des situations conflictuelles et des débats internes qui ont mené aux cadrages ultérieurement rendus public doit être menée.

Par ailleurs, les opérations de cadrage- qu'elles soient identitaires ou relatives à une situation problématique- ne sont pas pures stratégies de l'organisation politique et révèlent au contraire les interactions entre une organisation et un environnement social. Il conviendra en ce sens d'étudier les activités militantes en situation pour saisir les interactions entre l'organisation et le public-cible. C'est donc un travail microsociologique qui s'impose dans l'objectif d'éclairer des questionnements macrosociologiques.

Notre enquête est fondée empiriquement sur des données qualitatives. La construction et le recueil de ces données se sont faits au cours d'une enquête de terrain où nous avons adopté plusieurs méthodes d'enquête. L'observation de type ethnographique au sein d'instances militantes du NPA et lors d'activités militantes dans les quartiers populaires a occupé une place centrale dans notre travail empirique. Les entretiens avec des membres du NPA effectuant un travail militant dans ces espaces tout comme les entretiens avec les militants élaborant l'orientation « quartiers populaires » du NPA a constitué une phase de notre travail de terrain. Le travail d'observation et d'entretien a été complété par l'étude du matériel militant diffusé et de documents internes de la LCR et du NPA ainsi que par l'analyse de ressources audio et vidéo de réunions et d'actions militantes.

- **L'observation participante**

Notre méthode d'enquête a d'abord consisté en ce travail d'observation des activités militantes du comité NPA de Fontenay-sous-Bois. Bogdan et Taylor définissent l'observation participante comme « *une recherche caractérisée par une période d'interactions sociales intenses entre le chercheur et les sujets, dans le milieu de ces derniers* »<sup>45</sup>. Pour rendre ce travail d'observation plus efficace, nous avons opté pour une immersion de près de deux mois<sup>46</sup> au sein de l'un des quartiers fontenaysiens où le NPA intervient. Outre un travail d'observation ethnographique de la vie du quartier, nous avons participé quasi-quotidiennement aux activités militantes du comité : réunions publiques, distributions de tracts, ventes du

---

44 Notion de « situational analysis » en usage chez Erving Goffman et chez certains auteurs de l'école de Chicago. Cf. Cefaï, D., *Pourquoi se mobilise t-on ? Les théories de l'action collective*, Paris, La découverte, 2007, pp.626-701.

45 Bogdan, R., Taylor, S.J., *Introduction to qualitative research method : a phenomenological approach to the social sciences*, NewYork : Wiley, 1975, p. 22.

46 Période d'observation : du 26 janvier au 20 mars 2010.

journal de l'organisation, collages d'affiches, participation aux réunions organisées par d'autres organisations. L'observation s'est également faite « en interne » avec la participation aux réunions hebdomadaires du comité ainsi qu'aux moments de sociabilité militante<sup>47</sup>. L'observation participante offre l'opportunité d'une appréhension « en situation » du comportement et du discours des acteurs. Outre une analyse du collectif militant en tant que tel, les observations permettent de percevoir l'hétérogénéité des cadres d'interprétation des militants et les débats conflictuels qui en découlent. La construction d'un cadrage est ainsi perceptible dans les débats entre militants qui émergent dans le cadre de réunions ou dans des espaces informels. L'observation permet également d'analyser le rapport de l'organisation politique à l'espace des quartiers populaires et aux habitants de ces espaces. Les activités militantes sont pensées par les militants comme des temps de recrutement au sein d'un public-cible. La mise en scène du collectif militant, sa façon d'interpeller le public-cible ont donc été l'objet de notre attention.

Le terrain d'observation s'est élargi à des initiatives menées par le NPA en direction de quartiers populaires franciliens dont nous avons eu connaissance par le biais de nos observations et de conversations de terrain.

Toutes ces observations ont nécessité une « négociation de l'entrée sur le terrain » relativement aisée. Toute observation implique néanmoins que le chercheur trouve un équilibre entre immersion complète et prise de distance. Notons qu'une présence extérieure est susceptible d'avoir des conséquences sur les militants observés.<sup>48</sup>

- **Les entretiens**

Les observations ont donné lieu à des conversations de terrain et des entretiens ethnographiques informels avec les militants. Les conditions du recueil des informations seront indiquées systématiquement en notes de bas de page.

Nous avons également mené onze entretiens semi directifs que nous avons tenté de situer dans une démarche compréhensive bourdieusienne. Deux grilles d'entretiens différentes ont été utilisées. Une première série d'entretiens a été réalisée avec des militants du comité NPA de Fontenay-sous-Bois. Réaliser des entretiens avec l'ensemble des militants du comité de Fontenay-sous-Bois était difficilement réalisable dans le temps dont nous disposions. Les observations participantes nous ont permis de repérer les dissensions quant à l'appréhension de la situation des quartiers populaires et quant à la diversité des rapports personnels aux quartiers populaires. En combinant ces deux éléments, nous avons constitué un panel qui sans être représentatif reflétait l'hétérogénéité du collectif militant.

Des membres de la Commission Nationale Quartiers Populaires du NPA (CQP ou CNQP) ont également été interrogés. Ces militants sont des militants de terrain actifs dans des quartiers populaires un

---

<sup>47</sup> Pour des raisons de calendrier, les rencontres de la Commission Nationale Quartiers Populaires du NPA n'ont pu faire l'objet que d'une observation participante. Ce terrain empirique a donc été exploré par d'autres méthodes d'enquête.

<sup>48</sup> Voir encadré

peu partout en France. Outre leur discours sur leurs tâches spécifiques au sein de la Commission Quartiers Populaires, l'expérience de terrain de ces militants complétait donc les entretiens réalisés au sein du comité fontenaysien.

- **Étude du matériel militant et des documents internes**

La non concordance des délimitations temporelles établies pour notre analyse avec celles de notre présence effective sur le terrain constituait un obstacle méthodologique de taille. Il convenait d'avoir accès à des documents qui rendraient possibles une approche diachronique. Les entretiens et les observations ont donc été complétés par l'étude des tracts, des publications de l'organisation, et des vidéos de meetings et autres actions militantes de la LCR et du NPA archivés par des militants fontenaysiens ou accessibles sur les sites Internet des deux organisations politiques. Ces documents permettaient de percevoir l'évolution du discours et des pratiques militantes mais n'apportaient que peu d'éléments sur les débats ayant précédé la diffusion publique d'un discours. L'accès à des documents internes tels que des comptes-rendus de réunions, les enregistrements des débats des universités d'été, les échanges de mails de la liste interne « quartiers populaires », permettait une approche diachronique des conflits internes constitutifs de l'évolution des cadrages. Les entretiens semi directifs se sont prolongés par l'envoi par les militants de documents internes à l'organisation dont l'utilité pour notre démarche d'enquête leur avait été suggérée ou explicitement exprimée.

*Une analyse en trois temps*

Si notre analyse ménage une place importante à la « frame analysis », elle ne s'y réduit pas. Notre approche se situe à la croisée de diverses démarches assimilables à ce courant d'analyse et recourt à des outils sociologiques issus d'autres traditions sociologiques afin d'objectiver au mieux la complexité de notre démarche. Éclairer les luttes internes qui se jouent au NPA autour de la définition d'une identité partisane Quartiers Populaires en re-situant ce parti dans un contexte social, politique et organisationnel autant pour comprendre les dynamiques de rapports de force que les stratégies choisies constituera notre angle d'analyse. Nous avons fait le choix, en effet de ne pas séparer ces deux types de dynamiques dans la restitution de nos travaux de recherche.

La présentation de notre analyse s'organise en trois temps.

La première partie se focalise sur l'inscription de la transformation de la grille de lecture du monde des quartiers populaires dans un univers global en mutation afin de comprendre comment un courant politique a construit conflictuellement les « quartiers populaires » comme un de ses axes d'intervention prioritaires en révisant ses « diagnostics » sur la situation des quartiers populaires.

A partir de cette analyse, nous avons voulu dans un deuxième chapitre analyser l'évolution des

interactions du courant politique et des quartiers populaires conçus comme un environnement spécifique. Il s'agit d'étudier ici les processus par lesquels l'organisation tente de légitimer son appréhension du monde des quartiers populaires auprès des premiers concernés. L'évolution de la transcription d'un diagnostic, de la mise en scène d'un discours et la révision de celui-ci en fonction de sa réception sera ici considérée.

Au delà de la façon dont une organisation politique tente de se légitimer au sein d'un nouvel espace et auprès d'un nouvel auditoire, il est nécessaire d'opérer une analyse de l'intérieur du système d'acteurs en étudiant comment l'évolution des actions menées et la transformation du recrutement militant produit une rétroaction sur le parti politique, son organisation interne et son identité partisane. Nous étudierons ces questions dans un troisième chapitre.

### **Proximité de l'apprentie sociologue avec son objet d'étude**

La question de la proximité au sujet est toujours problématique en ce sens qu'elle comporte vraisemblablement autant d'avantages que d'inconvénients pour la qualité de l'enquête. Outre les avantages qu'elle présente en termes d'accès au terrain d'enquête, la proximité du sujet permet une compréhension plus aisée de certains mécanismes obscurs pour un chercheur totalement extérieur. En revanche, la proximité avec le sujet expose à certains risques : celui d'une difficulté à trouver sa place dans sur le terrain empirique et celui d'une hésitation au moment où se pose la question de « lever le voile » sur l'objet sociologique enquêté.

#### **Négocier l'entrée sur le terrain et se laisser ouvrir les portes**

La déontologie sociologique implique pour le sociologue de « négocier son entrée sur le terrain » pour se voir ouvrir des portes. Ceci n'est pas toujours aisé dans le cas d'organisations politiques qui vouent un certain culte au secret. La proximité du chercheur avec une telle organisation est d'une grande utilité. La négociation de l'entrée sur le terrain d'enquête devient une simple formalité. L'accès aux sources est grandement facilité : les portes s'ouvrent devant lui presque avant qu'il n'ait tenté de les ouvrir.

Les biais liés à la présence du chercheur que l'on peut noter lors d'observations participantes sont ici moins notables même si il convient de ne pas les négliger : le chercheur se fait plus discret du fait de sa double appartenance et l'on en viendrait même à l'oublier..

#### **Prendre ses distances**

Le métier de sociologue impose néanmoins une posture analytique et réflexive et ceci durant toute l'enquête de terrain. Un certain nombre de précautions s'imposent. La démarche empirique est une étape à part entière du travail de recherche ; le chercheur ne peut donc se permettre d'être sollicité pour donner son avis dans un débat alors même qu'il se trouve être sur son terrain d'enquête. Si le chercheur peut se rendre disponible pour des tâches légères à même de le légitimer aux yeux des enquêtés, il doit veiller à ne pas « polluer » son terrain empirique. L'éloignement des espaces de militantisme habituels fut l'option choisie pour garantir le maintien d'une posture de chercheur et la reconnaissance de cette identité par les militants enquêtés.

#### **Une double carte de visite**

La proximité à l'objet d'étude agit comme une « carte de visite » particulièrement efficace au moment de se voir ouvrir des portes. En outre, la connaissance d'un espace social permet une meilleure maîtrise de ses propres propriétés sociales et donc des opportunités de « faire parler le terrain. »

La carte de visite d'apprentie chercheuse permet quant à elle d'acquérir un statut de respectabilité et de scientificité parfois susceptible d'attirer les confidences et donc de saisir une réalité insaisissable dans la posture du militant.

#### **Lever le voile**

Dans la phase d'analyse, l'apprentie chercheuse a veillé à conserver une distance par rapport à son objet d'étude. Décrire les faits, analyser les pratiques et les discours, procéder à une mise en contexte systématique de ceux-ci afin d'éviter de teinter son analyse de jugements personnels a constitué la méthode adoptée.

# I. Une nouvelle lecture du monde des quartiers populaires

La LCR, (le NPA ensuite) se donne pour ambition la transformation de la société. Un tel projet nécessite un travail préalable de déchiffrement, de compréhension, et d'analyse des mécanismes de production des injustices sociales<sup>49</sup>. En mettant un nom sur les phénomènes, le discours d'une organisation politique contribue à la mise en forme et à la lisibilité du monde social et ceci dans la perspective de convaincre un public de la pertinence de son discours global. Le processus de décryptage d'une parcelle du monde social-les quartiers populaires- sera l'objet de ce premier chapitre.

Le recours au concept de cadrage permettra d'appréhender l'évolution de la réponse de la LCR puis du NPA à la question « *Que se passe-t-il [dans les quartiers populaires] ?* »<sup>50</sup>. « *Pour Goffman, les cadres offrent une réponse à cette question en ce qu'ils permettent d'identifier le genre d'activités en cours.* »<sup>51</sup>. Les analyses de la situation des quartiers populaires sont multiples. Face à une situation donnée, chaque individu cadre différemment l'activité qui se déroule devant lui. Selon l'analyse des cadres, les cadres ne sont pas réinventés de toutes pièces à chaque fois que l'on passe d'une situation à une autre mais qu'ils existent en tant qu'éléments de la culture d'un groupe : l'appartenance à un groupe donné oriente donc les opérations de cadrage de ses membres.

Le courant de la « *frame analysis* » a repris le concept de « *cadre* » d'E. Goffman pour l'appliquer aux mouvements sociaux. Les cadres d'interprétation résultent alors d'un processus de déchiffrement et de mise en mots d'un fait social au sein d'un collectif militant. La notion d'idéologie peut aider à comprendre les opérations de cadrage opérées par des organisations de type politique. Il faut cependant voir que si les idéologies contraignent les opérations de cadrage, elles ne les déterminent pas. « *Les idéologies constituent un stock de ressources culturelles dans lequel on puise en vue de construire les cadres de l'action collective* »<sup>52</sup> rappelle ainsi D. Snow. Il n'existe pas une approche unique de la situation dans les quartiers populaires qui découlerait d'une idéologie marxiste. Des organisations politiques ayant une lecture marxiste du monde n'opèrent pas nécessairement le même cadrage des phénomènes d'exclusion vécus par les habitants des quartiers populaires. Nous appréhendons les cadres d'interprétation comme la résultante d'une articulation inédite d'idées issues de traditions différentes. Recourir aux concepts de « *cadrages* » et « *cadres d'interprétation* » permet une appréhension plus dynamique de l'évolution du discours d'une organisation sur une thématique donnée que le concept d'idéologie.

49 Lefebvre, R., Sawicki, F., *La société des socialistes. Le PS aujourd'hui*, Paris, Éditions du Croquant, 2006, p.220

50 Goffman, E., *Les cadres de l'expérience*, Paris, Éditions de Minuit, 1974, p.34

51 Snow, D., « *Analyse de cadres et mouvements sociaux* » in Cefaï, D., Trom, D., (dir.) *Les formes de l'action collective. Mobilisations dans des arènes publiques*, Éditions de l'EHESS, Paris, 2001, pp.27-51, p.34

52 Snow, D., art. cit., p.38

En s'emparant du concept de « cadre », les auteurs de la « frame analysis » en ont modifié le sens. La spontanéité des opérations de cadrage n'est plus d'actualité. Dans le contexte de la sociologie de l'action collective, le cadrage est devenu une activité des membres et des leaders d'une OMS stratégiquement orientée vers des objectifs de mobilisation et de recrutement d'adhérents<sup>53</sup>. « *Le cadre de l'action collective* »<sup>54</sup> serait donc dans cette perspective le fruit d'une démarche constructionniste orchestrée par une organisation. Le contexte d'une recomposition du paysage partisan de la gauche française dans l'après 21 avril 2002 incite à ne pas mettre de côté la dimension stratégique des opérations de cadrage. Un cadrage innovant de la situation des quartiers populaires offre à la LCR l'opportunité de se distinguer de ses concurrents politiques en prétendant à la représentativité d'une certaine frange des classes populaires.

Dans une perspective structuraliste, il convient néanmoins de voir que les organisations ne sont pas closes sur elles-mêmes et qu'elles évoluent dans un environnement susceptible d'influencer la qualification et la définition du problème des quartiers populaires. Les phénomènes de cadrage sont contraints par un univers culturel large. La prise en compte de cet aspect implique l'étude du cadrage territorialisé et ethnicisant des politiques publiques mises en œuvre depuis le début des années 1980 dans les quartiers populaires. La nouvelle lecture des quartiers populaires de la LCR gagnera à être inscrite dans la perspective des « *cadres cardinaux* »<sup>55</sup> qui contraignent les activités de cadrage d'une organisation. Le cadrage en termes de quartiers populaires n'est pas une construction de la LCR, il importe donc d'étudier comment la LCR en vient à s'approprier cette approche territorialisée pour la transformer.

Dans une appréhension renouvelée de la « frame analysis », les processus de cadrage peuvent être appréhendés comme des processus conflictuels au sein de l'arène organisationnelle mais également dans l'arène inter-organisationnelle. Les débats internes à l'organisation politique et les conflits entre organisations retiendront notre attention à l'heure d'étudier le processus de production d'une nouvelle lecture du monde des quartiers populaires par la LCR puis le NPA.

Les caractéristiques constructionnistes et structuralistes de la « frame analysis », « *Les deux faces des cadres de l'action collective* »<sup>56</sup> seront donc mobilisées afin d'analyser le processus conflictuel au cours duquel une lecture renouvelée de la question des quartiers populaires a émergé.

---

53 Cf. Benford, R., Snow, D.A., « Framing processes and social movements : an overview and assessment. » Annual review of sociology. Vol 26. 2000

54 Snow, D.A., art. cit. p. 34

55 Benford, R., Snow, D.A., « Framing processes and social movements : an overview and assessment. » Annual review of sociology. Vol 26. 2000

56 Snow, D.A., art. cit. p. 34

# ***A. Une appréhension désajustée du monde des classes populaires ?***

Nous entendons ici comprendre les processus par lesquels, au début des années 2000, la LCR remet en cause les cadres d'action collective qu'elle mobilisait jusque-là dans ses opérations de recrutement et de mobilisation des classes populaires.

Les cadres ne sont pas des entités culturelles statiques puisqu'ils sont soumis à des « changements historiques »<sup>57</sup>. Face à des événements structurels et conjoncturels affectant le monde des classes populaires, la LCR modifie progressivement ses cadres d'interprétation. Si une pression de l'environnement vient affecter les logiques jusque-là privilégiées, c'est bien à un travail de réinterprétation dans des « cadres d'action collective » que s'attelle la direction de la LCR après les épisodes de révolte urbaine de l'automne 2005. Elle reprend progressivement à son compte un cadrage territorialisé jusque-là réprouvé en le subvertissant. Le fait pour une organisation d'adopter les propositions d'opposants en en retournant le sens rappelle le concept de « *modalisation* »<sup>58</sup> initialement proposé par Erving Goffman mais repris par les auteurs de la « *frame analysis* » pour l'appliquer aux cadres de l'action collective. Les « quartiers populaires » comme catégorie deviennent un nouvel outil pour conscientiser les classes populaires.

## **1. Les impensés d'une grille de lecture marxiste**

Dans la perspective des cadres, les organisations-leurs idéologies, leurs modes d'organisation- sont en grande partie pensées en termes d'adaptation à un environnement. Il convient donc d'appréhender les mécanismes par lesquels la LCR prend en compte une évolution des mécanismes d'exclusion subis par une partie de son public-cible.

### **a. Une lecture en creux des quartiers populaires**

*Le processus de construction des groupes et des clivages sociaux est le résultat pour partie d'un double travail symbolique et politique. « la classe ouvrière », « les classes moyennes », « les classes populaires », « les exclus » existent ainsi notamment à travers les discours et les représentations qui contribuent à les objectiver »<sup>59</sup>.*

Pour répondre aux questions « Qui sont les habitants des quartiers populaires ? » et « Que se passe-t-il dans les quartiers populaires ? », la LCR du début des années 2000, passe par des chemins détournés. On pourrait parler d'un enchevêtrement de ses grilles de lectures. A travers le décryptage du regard qu'elle porte

57 Goffman, E., « A reply to Denzin and Keller, Contemporary sociology », 10, p.60-68 cité in Snow, D., art. cit., p.34

58 Goffman, E., *Les cadres de l'expérience*, Paris, Editions de minuit, 1974, p.49.

59 Lefebvre, R., Sawicki, F., op. cit. p.221.

sur la société, se dessine néanmoins en creux sa vision du monde des quartiers populaires.

La LCR se réclame du marxisme et adhère à une vision classiste de la société. Les statuts de la LCR révisés en 2003<sup>60</sup> ne laissent pas de doute sur ce point : « *La Ligue communiste révolutionnaire lutte pour la révolution socialiste et le pouvoir des travailleurs. [...] Elle vise à favoriser la prise de conscience politique et l'organisation du prolétariat et de tous les opprimé-e-s* ». De ce fait, la LCR produit et mobilise une vision clivée du monde social. « *[...] la lutte des classes [qui] reste une grille de lecture incontestée du monde* »<sup>61</sup>.

Une telle appréhension est perceptible dans l'analyse des pratiques militantes et des discours. Les entreprises sont les lieux centraux de l'intervention militante de la LCR. Interrogés sur les espaces de militantisme au début des années 2000, les membres du NPA anciens militants de LCR, évoquent « les boîtes » et « les sorties de boîtes »<sup>62</sup> :

*«Moi, quand j'ai milité à la ligue<sup>63</sup>, la ligne c'était d'intervenir sur tous les lieux où on vivait, les lieux où se retrouvent les gens donc évidemment dans les boîtes et évidemment dans les lycées, les universités. C'était ça l'idée : être présents sur les lieux de rassemblement et y compris là où on pouvait opposer un rapport de force, un rapport de force notamment par rapport à ceux qui dirigent le système c'est à dire le patronat»<sup>64</sup>.*

Le militantisme syndical et le tractage à la sortie des entreprises (et dans les lieux de formation) constituent donc les deux courroies de diffusion du discours de la LCR. Les entreprises sont donc considérées comme le lieu où peuvent être le mieux saisies les contradictions de la société capitaliste avec notamment l'inégalité du rapport salarial. La place occupée dans l'appareil productif reste un élément central dans l'analyse de la société par la LCR au début des années 2000. Les salariés sont les principaux référents auxquels se réfère le parti. Dans cette lecture du monde, le rôle de sujet historique<sup>65</sup> est attribué à une classe sociale : le prolétariat.

Militer dans les entreprises c'est donc s'adresser à un groupe social par rapport à un autre. La LCR s'adresse aux salariés dans leur diversité par le biais de « tracts de branches » ou de tracts d'entreprises. « L'encre Rouge » est ainsi le tract diffusé à la sortie des imprimeries et des entreprises graphiques, les cheminots de la LCR diffusent « Rail Rouge », tandis que « Rouge Énergie » est le tract mensuel diffusé par les militants à la sortie des entreprises EDF-GDF.

60 Statuts de la LCR révisés par le XV<sup>ème</sup> congrès. (2003)

61 Johsua, F., art. cit.

62 Entretien réalisé le 19 mars 2010 avec Omar, militant du comité NPA d'Argenteuil, ex-militant LCR (1985-2009). Membre de la CNQP et du CPN

63 L'emploi du terme "ligue" par les militants renvoie systématiquement à la Ligue Communiste Révolutionnaire. Lors des observations et des entretiens, nous avons pu noter que les militants NPA qui n'ont pas de passé militant à la LCR n'emploient jamais ce terme. (reparler des conversations identitaires)

64 Entretien réalisé le 19 mars 2010 avec Omar, Militant du comité NPA d'Argenteuil. Ex-Militant LCR (1985-2009). Membre de la CNQP et du CPN

65 Expression marxiste utilisée par Rémi Lefebvre et Frédéric Sawicki in Lefebvre, R., Sawicki, F., op. cit. p. 222

Le discours porté dans ces tracts est marqué par les relents d'une rhétorique ouvriériste. Dans un article d'alternatives économiques de 2001, Stéphane Beaud affirme : « *qu'en même temps que disparaît la société industrielle de la France au XX<sup>ème</sup> siècle s'opère à travers des luttes symboliques le vieillissement des mots sociaux qui servent à le décrire : ouvrier, patronat, classe ouvrière* »<sup>66</sup>. L'étude des tracts de la LCR du début des années 2000 dément cette affirmation dans ce cas précis. Si le terme d'ouvrier a été remplacé par le mot « travailleurs », les termes de « patronat », de « luttes sociales » consacrent la lutte des classes.

La lecture que la LCR fait de l'injustice sociale n'est pas uniquement basée sur une grille d'analyse marxiste. D'autres cadres d'action collective la complètent pour rendre compte des phénomènes d'exclusion subis et organiser les luttes. Si le « travail de boîte » constitue une pratique militante centrale, la LCR tient à sa tradition d'intervention dans les luttes sociétales :

Si les travailleurs restent le référent majeur de la LCR, la reconnaissance d'oppressions spécifiques subies par certaines catégories de travailleurs est affirmée dans les textes de l'organisation<sup>67</sup>. Les thématiques sociétales font l'objet d'interventions spécifiques. La LCR développe une analyse spécifique de la question de l'oppression des femmes, des luttes LGBT, des discriminations racistes. En parallèle des « tracts de branche », des tracts thématiques sont ainsi produits par l'organisation. Les tracts sur les sans-papiers, sur l'internationalisme ou sur les droits des femmes sont essentiellement diffusés dans les manifestations. Le travail militant LCR sur ces questions est donc relativement limité. Les militants LCR se révèlent pourtant être très actifs sur ces questions dans le cadre des organisations de mouvements sociaux. Les liens de la LCR avec certaines organisations de mouvement social est une caractéristique historique de l'organisation<sup>68</sup>. L'étude de la « multipositionnalité »<sup>69</sup> des militants permet d'appréhender le milieu partisan de la LCR et le rapport de la LCR à ces luttes sociétales. Au cours des années 1980, la LCR intervient de façon massive dans SOS-racisme. 24,1% des délégués au XV<sup>ème</sup> congrès de la LCR en 2003 déclarent avoir milité ou militer dans une organisation anti-raciste telle ras-le front ou SOS racisme<sup>70</sup>. La marche pour l'égalité de 1983 avait porté sur la scène médiatique la question du racisme subi par les jeunes des grands ensembles au quotidien. Le militantisme de la LCR au sein des organisations anti-racistes notamment de SOS-Racisme permet une certaine audience des militants auprès des habitants des quartiers populaires en particulier de la jeunesse :

*« Par ce biais là quand même il y avait une relative implantation dans les quartiers. En gros je t'explique, lycée Georges Brach où j'étais moi à Argenteuil, très populaire, les jeunes des quartiers s'arrachaient les mains SOS, les concerts SOS, on y allait, donc il y avait quand même une relative implantation dans les*

66 Beaud, S.; « Portrait social de la France » *Alternatives Economiques*, hors série 49, 2001.

67 Statuts de la LCR : « [la LCR] intègre dans son programme les expériences sociales progressistes de l'humanité dans sa lutte contre le capitalisme, l'impérialisme et le stalinisme, ainsi que les expériences des combats antiracistes, anticolonialistes, écologistes, féministes et contre toutes les oppressions ».

68 Johsua, F., « Les conditions de (re)production de la LCR » in Florence Haegel (dir), *Partis politiques et systèmes partisans en France*. Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques. Paris. 2007.

69 Ibid

70 Ibid p.44

*quartiers. »<sup>71</sup>*

La LCR tente de construire son audience dans les classes populaires par un investissement des militants dans les organisations anti-racistes. Les anciens militants de la LCR rappellent néanmoins que le militantisme SOS-Racisme s'est fait sur la thématique du racisme subi par les jeunes des quartiers populaires mais toujours dans un rapport d'extériorité à ces espaces :

*« Pour autant à l'époque, je me souviens pas qu'on intervenait dans les quartiers eux-mêmes. On organisait des débats au travers de SOS racisme mais il y avait pas une intervention régulière et conséquente dans les quartiers populaires. On avait un rapport d'extériorité mais par exemple, on avait réunion avec des militants SOS racisme nationaux ou je ne sais quoi etc, on pouvait louer une salle dans un quartier populaire mais il y avait malgré tout un rapport d'extériorité : on venait dans le quartier, ça se sentait. Donc il y avait pas vraiment d'emprise, d'implication en tant que telle sur le terrain »<sup>72</sup>.*

L'investissement des militants de la LCR dans SOS-racisme va s'étioler au fur et à mesure que les accointances entre le Parti socialiste et l'association anti-raciste se font de plus en plus visibles.

La LCR parle des habitants des quartiers populaires ou à des habitants des quartiers populaires mais sans jamais les évoquer. Il n'y a pas de théorisation spécifique. Il est possible de parler d'une lecture en creux du vécu des habitants des quartiers populaires.

En tant que travailleurs, chômeurs, ou issus de l'immigration, les habitants des quartiers populaires sont inclus dans le public-cible de la LCR mais jamais en tant que tels. Il n'y a pas de théorisation spécifique de la question des quartiers populaires et de ce fait le travail militant dans les quartiers populaires est inexistant :

*« [La LCR] théorise pas le fait que les contradictions du système capitaliste se jouent aussi dans les quartiers populaires [...] La LCR, je ne la vois pas en tant que LCR intervenir dans les quartiers, les choses sont claires pour moi, il n'y a pas d'intervention LCR dans les quartiers à mon sens. Il n'y avait pas d'implantation en tant que telle dans les quartiers »<sup>73</sup>.*

## **b. Une organisation décontenancée**

Que l'on considère la LCR comme une OMS ou comme un parti politique, il est possible d'appréhender l'évolution de sa lecture du monde des quartiers populaires en l'analysant dans un univers social en évolution. *«Un travail interprétatif est requis lors de la confrontation à une nouvelle situation ou à une nouvelle rencontre. [...] Il existe des moments et des situations de la vie sociale dans lesquels la*

71 Entretien réalisé le 19 mars 2010 avec Omar, militant du comité NPA d'Argenteuil. Ex-militant LCR (1985-2009).

Membre de la CNQP et du CPN

72 Ibidem

73 Ibidem

*pertinence des cadres existants est ouverte au doute comme par exemple dans un contexte de mobilisation* »<sup>74</sup>. Il existe donc des contextes qui requièrent des activités collectives de cadrage. Nous l'avons vu précédemment, la LCR n'élabore pas avant les années 2000 de cadre d'action collective face à la situation des quartiers populaires : ses cadres d'interprétation de l'injustice sociale révèlent une certaine appréhension de la situation des classes populaires et du vécu des immigrés ou français issus de l'immigration vivant dans les quartiers populaires mais il n'existe pas de cadre d'action collective de la situation des quartiers populaires élaboré par la LCR. Il convient donc de saisir le contexte qui a requis l'élaboration d'une réponse spécifique à la situation des quartiers populaires.

Les opérations de cadrage ou de recadrage ont lieu quand la pertinence des cadres culturels existants est devenue ambiguë. Si l'on en croit les témoignages des militants du NPA, ex-militants LCR, ce doute s'est emparé de certains militants au début des années 2000 notamment sous l'effet de la visibilité croissante des conséquences de la crise économique dans les quartiers populaires. La prise en compte d'un possible désajustement des cadres d'interprétation de la LCR avec la réalité du vécu d'une partie des classes populaires devient plus visible après la révolte des banlieues de l'automne 2005. Confrontée à des événements qui s'intègrent mal à ses cadres d'interprétation, la LCR en tant qu'organisation se voit progressivement contrainte à « *penser les quartiers populaires* »<sup>75</sup> dans un cadre d'interprétation spécifique.

Dès 2002, des militants-essentiellement des travailleurs-sociaux, des éducateurs spécialisés, des enseignants ou des militants issus des quartiers populaires- analysent le fait que les pratiques militantes de la LCR ne lui permettent pas d'être entendue par la totalité de son public-cible :

*« D'autant que la crise est telle quand même que on a énormément de gens [dans les quartiers populaires] qui sont coupés du monde du travail, qui sont en plus sensibles à nos idées et qu'on touche pas obligatoirement dans le monde du travail »*<sup>76</sup>.

La situation d'aggravation de la crise économique et le côtoiement au quotidien de «la galère»<sup>77</sup> amènent des militants à alerter en interne de la situation explosive des quartiers populaires. Il faut cependant attendre les violences urbaines de l'automne 2005 pour que les cadres d'interprétation de la LCR révèlent pleinement leurs limites aux militants de la LCR.

Un militant remarque ainsi : « *[les quartiers populaires], ça va être théorisé doucement et ça va être théorisé notamment au détour de plein de révoltes dans les quartiers populaires. 2005, ça va être un tournant* »<sup>78</sup>. Le début des épisodes de violences urbaines de l'automne 2005 ouvre une période de remise

74 Cefaï, D., art. cit pp. 34-35

75 Entretien réalisé le 19 mars 2010 avec Omar, militant du comité NPA d'Argenteuil, ex-militant LCR (1985-2009). Membre de la CNQP et du CPN

76 Ibidem

77 Dubet, F., *La galère. Jeunes en survie*. Fayard. Paris 1987

78 Entretien réalisé le 10 mars 2010 avec Justo, militant du comité NPA de Meaux, ex-militant LCR (1983-

en cause au sein de la LCR. Interrogée sur ces événements, la LCR, est quelque peu désarçonnée. Dans son analyse des violences urbaines de 2005, Gérard Mauger note : « *L'extrême gauche reste muette [...] « la promulgation de l'état d'urgence [...] sort l'extrême gauche de son silence »*<sup>79</sup>. Les militants confirment le malaise de l'organisation :

*« Pendant un moment je sais qu'on ne communique pas trop par exemple, parce que ce n'est pas simple, au moment des révoltes, parce que c'est pas simple (sic), on ne sait pas ce qu'il y a derrière et ça s'est répété et partout on ne sait pas.. »*<sup>80</sup>.

L'organisation se trouve désemparée face à une situation jusque-là inconnue : elle n'a pas de cadrage connu qui lui permette de comprendre la situation et d'y apporter des réponses militantes.

Un détour par la genèse du concept de cadrage peut nous aider à saisir le contexte dans lequel la LCR va construire un cadrage de la situation dans les quartiers populaires. La définition première du concept de cadre le dépeint comme « *un dispositif cognitif et pratique d'organisation de l'expérience sociale qui nous permet de comprendre ce qui nous arrive et d'y prendre part.* »<sup>81</sup> Le cadrage d'une situation par un individu comporte donc une première phase qui consiste en la reconnaissance spontanée d'un air de famille avec d'autres situations déjà rencontrées. Face aux épisodes de violences urbaines de 2005, les militants ne reconnaissent pas grand chose : « *On ne sait pas ce qu'il y a derrière [...] et on ne sait pas...* »<sup>82</sup>. La seconde étape qui consiste « *à activer des attentes d'arrière plan qui orientent l'attention perceptive, pratique et discursive* »<sup>83</sup> se fait donc difficilement. Les militants-et donc l'organisation dans son ensemble- ne savent pas quels thèmes mettre en avant ou quels schèmes d'interprétation activer face à une situation qui leur échappe. La LCR se trouve dans une situation où un travail de construction d'un nouveau cadre s'impose à elle.

La grille de lecture de la LCR s'avère insuffisante pour expliquer les événements de novembre 2005. Jusque-là essentiellement focalisée sur la lutte des classes au sein des entreprises, la LCR est alors poussée par ces événements extérieurs à repenser sa vision du monde des classes populaires. Les violences de novembre 2005 invitent la LCR ou plutôt la contraignent<sup>84</sup>, à diriger son regard vers des espaces jusque-là ignorés : les quartiers populaires.

---

2009). Membre de la CNQP.

79 Mauger, G., *L'émeute de novembre 2005. Une révolte protopolitique*. Paris, Éditions du Croquant, 2006

80 Entretien réalisé le 19 mars 2010 avec Omar, militant du comité NPA d'Argenteuil, ex-militant LCR (1985-2009). Membre de la CNQP et du CPN

81 Goffman, E., *Les cadres de l'expérience*. op. cit. p.47

82 Entretien réalisé le 19 mars 2010 avec Omar, militant du comité NPA d'Argenteuil, ex-militant LCR (1985-2009). Membre de la CNQP et du CPN

83 Goffman, E., op. cit, p.47.

84 Les disputes internes autour du cadrage des violences urbaines dans les quartiers populaires seront l'objet du chapitre I, B

## 2. L'appropriation de la catégorie « quartiers populaires » par la LCR

Si les « quartiers populaires » deviennent un thème de réflexion à la LCR au début des années 2000, les quartiers populaires-qu'ils soient dénommés grands ensembles, cités ou banlieues- sont pensés et utilisés depuis les années 1980 par les gouvernements qu'ils soient de droite ou de gauche. Il est souhaitable d'étudier l'appréhension des « quartiers populaires » par la LCR en l'analysant dans un environnement global où les phénomènes de territorialisation ont acquis une certaine importance. La lecture du monde des quartiers populaires proposée par la LCR peut alors être étudiée en regard des définitions de ces espaces, données par les successives politiques de la ville.

### a. La construction des « quartiers » par les politiques de la ville

Penser les difficultés rencontrées dans les quartiers populaires par une référence territoriale constitue une certaine construction du problème. Il convient de voir que les individus puisent leurs cadres d'interprétation dans l'univers culturel dans lequel ils évoluent. Les organisations construisent également leurs cadres d'action collective en se nourrissant des cadrages opérés par d'autres collectifs.

Les opérations de cadrage ne relèvent pas uniquement d'une construction stratégique mise en œuvre par les organisations de mouvement social ou les partis politiques. Il convient d'examiner les cadrages des organisations en les examinant dans un contexte culturel large. Ceci implique un détour par le versant structuraliste de la « frame analysis ». David Snow et William Benford élaborent le concept de « *cadres cardinaux* »<sup>85</sup> Ce sont des cadrages qui acquièrent une telle renommée qu'ils contraignent les cadrages des organisations. « *Ils "fonctionnent de manière analogue à un code linguistique" au sens où ils fournissent "une grammaire qui ponctue et connecte syntaxiquement des schèmes ou des évènements dans le monde" »*<sup>86</sup>. Le concept de cadre cardinal rappelle la notion de « catégorie » développée par le constructionnisme sociologique<sup>87</sup>. Les auteurs de cette tradition sociologique montrent que la façon dont les problèmes sont construits produit des effets. Par leur définition des problèmes, les politiques publiques ont ainsi la capacité de faire exister des groupes de personnes, des catégories. M. Douglas a ainsi cherché à décrire la manière dont les institutions pensent en classant. Elle analyse la manière dont les classifications que les individus croient opérer librement dépendent de celles établies par les institutions auxquelles ils appartiennent.<sup>88</sup>

En croisant l'approche constructionniste avec l'approche structuraliste de la « frame analysis », il convient

85 « Master frames » in Benford, R., Snow, D.A., « Framing processes and social movements : an overview and assessment. » in *Annual review of sociology*. Vol 26. 2000

86 Snow, D.A., art.cit., p.35.

87 Sur ce sujet Berger et Luckman

88 Cf. Douglas, M., Comment pensent les institutions, Paris, La Découverte, 1999

d'analyser la construction d'un cadrage en termes de quartiers populaires par la LCR dans le processus long de construction des catégories « quartiers populaires » et « habitants des quartiers populaires ». Les cadrages « quartiers populaires » sont initialement pensés par les gouvernements qui ont fait des « quartiers » des instruments de politiques publiques. Outre un « diagnostic »<sup>89</sup>, les gouvernements qui vont se succéder après 1981, vont proposer des « pronostics »<sup>90</sup> formalisés dans une série de mesures destinées à normaliser les quartiers populaires. Le point commun des politiques qui vont être menées est leur appréhension territorialisée des difficultés rencontrées, ce qu'analyse un militant :

*« Donc, c'est un discours sur les quartiers populaires extrêmement prégnant qui fait que la gauche va mettre en place ses politiques de la ville en disant : puisque ce sont des problèmes propres aux quartiers, pas un problèmes de répartition des richesses, des problèmes propres aux quartiers liés à des difficultés, des problématiques particulières, parce qu'il y a une concentration d'immigrés, parce qu'il y a une concentration de familles monoparentales parce que des femmes seules peuvent difficilement assumer un loyer ailleurs, des concentrations de difficultés propres aux quartiers parce qu'il y a des populations caractéristiques, eh bien il va falloir y apporter des réponses propres aux quartiers et donc on cible avec des politiques bien précises »<sup>91</sup>*

La qualification des difficultés rencontrées par certaines populations, proposée par les pouvoirs publics consiste à détacher ces territoires du reste de la société, pour en faire des espaces singuliers, dans lesquels il est nécessaire de mener des politiques spécifiques.

Si les politiques mises en œuvre dans les quartiers populaires sont différentes selon la couleur politique des gouvernements, ce cadrage territorial sera à partir des années 1980, systématiquement repris par les équipes gouvernementales en place. Un simple cadrage opéré par la politique de la ville finit par contraindre les réponses des gouvernements successifs. Les catégories de jeunes des banlieues et d'habitants des quartiers populaires finissent par exister.

## **b. Une appréhension territorialisée contestée ?**

Les militants rencontrés dénoncent unanimement le contenu des politiques de la ville. Les politiques de la ville sont ainsi qualifiées de stigmatisantes et de « ghettoisantes »<sup>92</sup>

La dimension sécuritaire des politiques mises en place est ainsi montrée du doigt :

*« Quand on voit que la politique de la ville, la première chose qu'elle a mis en place, c'est Mitterrand,*

89 « La fonction de diagnostic comprend les opérations visant à trouver des causes, à attribuer des responsabilités, à blâmer des coupables, à identifier des victimes dans une situation problématique »  
Snow, D., art. cit., p.41

90 « La fonction de pronostic recouvre la formulation d'une solution possible et son articulation sur la situation problématique ainsi que des stratégies d'action qui vont en découler ».  
Ibidem

91 Entretien réalisé le 19 mars 2010 avec Omar, militant du comité NPA d'Argenteuil, ex-militant LCR (1985-2009). Membre de la CNQP et du CPN

92 Entretien réalisé le 17 mars 2010 avec Karima, militante du comité NPA de Toulon. ex-militante LCR (2006-2009) membre de la CNQP et du CPN. Entretien réalisé le 17 mars 2010

*c'était la BAC, la création de la BAC. [...] Ça a été la première mesure donc quand on dit cette première mesure, on imagine que le reste c'était pas pour notre bien. »<sup>93</sup>*

L'étude des discours des anciens militants de la LCR sur les politiques de la ville permet néanmoins de penser qu'il n'y a pas unanimité sur la condamnation de l'appréhension territorialisée des difficultés rencontrées par certaines franges des classes populaires :

*« J'y croyais à la politique de la ville, on a travaillé avec eux, on a fait des actions.. Je fais partie de ces femmes qui durant les années 1990 montaient les escaliers, qui faisaient des soutiens scolaires... je fais partie de ces femmes là quoi mais après au bout d'un moment, on a vu qu'on se faisait prendre pour des cons »<sup>94</sup>.*

La LCR est traversée par des discours imprégnés par la politique de la ville. L'analyse des discours de militants entrés tardivement dans le courant politique notamment de ceux issus des quartiers populaires montre une réelle intégration des catégories construites par les successives politiques de la ville. Ils élaborent une analyse des quartiers populaires comme espaces différenciés qui tranche avec le discours de la LCR qui jusque-là ne se référait jamais à la catégorie quartiers populaires. Alors que les cités ou les « jeunes des banlieues » correspondent à des catégorisations opérées par les pouvoirs publics, ils finissent par être intégrés notamment par ceux qu'elles désignent. Dans son étude sur le lien social dans le quartier des 4000 à la Courneuve, F. Haegel note que *« statistiquement, l'emploi du "nous" est, de manière significative, associé à l'univers sémantique renvoyant à la dimension du quartier. La référence spatiale omniprésente est celle de la cité »<sup>95</sup>*. Le quartier devient donc une *« source d'identité quand elle est aussi une assignation identitaire et une source de stigmatisation »<sup>96</sup>*. Cette réalité pénètre la LCR à l'aube des années 2000 par le biais de militants issus des quartiers populaires ou travaillant dans ces espaces, ce que rappelle un militant :

*« Encore maintenant dans certaines municipalités de gauche, il y a encore ça des politiques de la ville. Donc t'as ça qui se met dans le paysage et je le sais car j'en ai croisé au NPA des camarades qui sont axés là dessus, qui pensent que dans les quartiers il y a des choses ... [...] On en parlait à la dernière université d'été y compris avec des acteurs sociaux, des gens qui interviennent dans les quartiers par différents biais, c'est leur boulot, donc à la fois ils le légitiment c'est toujours comme ça...ça donne un sens à ta vie c'est mieux ! Parce que en même temps c'est vrai qu'ils répondent à des problématiques, on voit bien lesquelles, tu vois ils travaillent par exemple sur la toxicomanie parce qu'ils travaillent avec la CAF, ils font des activités sociales avec différents partenaires, les maisons de quartiers etc et puis ils mettent en avant certaines problématiques dans les quartiers, je ne sais pas, l'alcoolisme.. Enfin bref passons et donc il y a des choses comme ça qui*

---

93 Ibidem

94 Ibidem

95 Haegel, F., "Nous/entre-nous/chez nous.", *EspacesTemps.net*, Textuel, 01.05.2002  
<http://espacestemp.net/document333.html>

96 Merklen, D., *Quartiers populaires quartiers politiques* Paris. La dispute. 2009, p.23.

*vont traverser le NPA »<sup>97</sup>*

Originellement dénoncé par la LCR comme inepte pour rendre compte de la réalité vécue par les habitants de ces espaces, le cadrage en terme de quartiers opéré par les détenteurs du pouvoir politique devient progressivement une base de discussion à la LCR puis au NPA.

### **c. Consensus autour d'un « effet loupe » dans les quartiers populaires**

L'analyse territorialisée de la situation des quartiers populaires est reprise par la LCR en ce sens qu'elle reconnaît les quartiers populaires comme des espaces qui appellent une réponse politique spécifique. La LCR s'adapte donc au cadrage dominant. L'appréhension d'un fait social dans les termes du cadrage dominant, semble relever d'une contrainte structurelle dans le cas des militants issus des quartiers populaires alors qu'elle paraît révéler une construction consciente et réfléchie chez les militants plus anciens. Ces derniers évoquent spontanément les politiques de la ville quand ils sont interrogés sur les origines de l'intervention spécifique de la LCR puis du NPA dans les quartiers populaires. Les militants récemment entrés dans l'organisation appréhendent les quartiers populaires comme des espaces spécifiques en évoquant la catégorie « habitants des quartiers » mais ils ne semblent pas relier leur appréhension territorialisée aux politiques de la ville.

Il est opportun à présent d'étudier la façon dont la LCR s'appuie sur les catégories « quartiers », « jeunes des banlieues », « habitants des cités » pour construire son propre diagnostic et formuler alors un cadre d'action collective axé sur les quartiers populaires.

En s'appuyant sur une métaphore musicale, E. Goffman montre comment ce qui en apparence paraît semblable peut se révéler profondément différent en fonction du sens qui lui est donné. Un cadre primaire peut être décliné par un processus de « modalisation »<sup>98</sup>. Le cadrage qui en résulte est alors différent de ce que pouvait signifier le « cadre primaire »<sup>99</sup> dans le discours de ceux qui l'avaient initialement formulé. Dans le cas qui nous intéresse, l'appréhension des quartiers populaires comme des territoires qui requièrent des mesures spécifiques est considérée comme le cadre primaire partagé par la LCR avec les détenteurs du pouvoir politique. Le cadrage qui est formulé à l'issue de la modalisation est le diagnostic de la LCR de la situation dans les quartiers populaires. Le courant de la « frame analysis » reprend le concept de modalisation à E. Goffman pour l'appliquer aux cadres de l'action collective. Ils le définissent comme le processus par lequel « *les participants d'un mouvement reformulent les propositions de leurs opposants en neutralisant, subvertissant ou retournant le sens* »<sup>100</sup>.

97 Entretien réalisé le 19 mars 2010 avec Omar, militant du comité NPA d'Argenteuil, ex-militant LCR (1985-2009). Membre de la CNQP et du CPN

98 Cefaï, D., op. cit. p. 565

99 « *Est primaire un cadre qui nous permet dans une situation donnée d'accorder du sens à tel ou tel de ses aspects, lequel autrement serait dépourvu de signification* »

Cf. Goffman, E., *Les cadres de l'expérience*, Paris, Editions de Minuit, 1991, p.30

100 Benford, R., Hunt, S., art. cit., p. 179

A la LCR, le travail de réflexion sur la question des quartiers populaires est engagé dès 2002 avec la mise en place d'instances spécifiques telles que la commission banlieues-quartiers-cités qui a pour mission de fournir un projet politique qui intègre les spécificités de ces espaces. Les militants s'emparent de cette réflexion dans la période qui suit les violences urbaines de l'automne 2005. Les quartiers populaires deviennent une thématique en débat. Nous reviendrons ultérieurement sur le processus de cadrage et les conflits qui lui sont inhérents<sup>101</sup>. Les « quartiers populaires » acquièrent une existence à la LCR. Les termes de « banlieue », de « quartiers » et de « quartiers populaires » deviennent récurrents dans les publications de la LCR. Un numéro de la revue sociologique de la LCR *Contretemps*<sup>102</sup> est ainsi consacré à ce sujet.

Le consensus qui s'élabore autour de la question des quartiers populaires est celui d'un « effet loupe »<sup>103</sup> dans ces territoires. On remarque ici une volonté de la LCR d'insérer les quartiers populaires dans sa vision globale du monde. Il convient de parler d'une connexion de l'idéologie marxiste aux thématiques quartiers populaires. La LCR fournit un cadre interprétatif qui se contente d'utiliser les schèmes d'interprétation marxistes en les ré-articulant d'une manière novatrice autour d'un axe quartiers populaires. Elle puise dans ses schèmes d'analyse pour construire une lecture unifiée de la question des quartiers populaires :

*« Il y a une concentration, moi je dis qu'il y a un effet loupe dans les quartiers, je dis que dans les quartiers on croise les mêmes difficultés qu'ailleurs mais avec un effet loupe sur certaines problématiques accentuées et donc ça peut provoquer c'est vrai des effets... comment dire des effets dynamiques, un peu propres aux quartiers mais malgré tout la question de la répartition des richesses, du logement social.. »<sup>104</sup>*

La définition des quartiers populaires qui sera retenue au moment de la création du NPA sera celle de « quartiers où se concentrent de manière exacerbée tous les problèmes de la société capitaliste ». « Cette définition a le mérite de rappeler que la misère subie dans les QP n'est pas liée à l'éloignement des centres-villes, ni à un urbanisme mal adapté, ni aux origines ou aux croyances de leurs habitants, ni même à une forte présence du marché parallèle. Cette définition précise que tous les maux de notre société que le NPA se fait un devoir de combattre se retrouvent de manière accentuée dans les quartiers populaires »<sup>105</sup>.

Si l'on s'en tient à la métaphore musicale d'E. Goffman, le processus de cadrage opéré par la LCR (puis repris par le NPA) et le cadrage sécuritaire territorialisé des gouvernements de droite seraient aussi peu distincts que deux morceaux de musiques joués dans une tonalité musicale différente. Cette approche reflète bien mal dans quelle mesure le nouveau cadrage de la LCR s'est construit en opposition aux politiques menées dans les quartiers populaires par les gouvernements De Villepin, Raffarin et Fillon depuis

101 Cf. Chapitre I, partie B

102 « Cités en crise : ségrégations et résistances dans les quartiers populaires » *Contretemps*, Textuel n°13, mai 2005

103 Entretien réalisé le 19 mars 2010 avec Omar, militant du comité NPA d'Argenteuil, ex-militant LCR (1985-2009). Membre de la CNQP et du CPN

104 Ibidem

105 Johsua, N., « Le NPA et les quartiers populaires ». *Critique Communiste*. n°189, Janvier 2009.

2002. La définition de la modalisation comme subversion du sens d'une situation<sup>106</sup> proposée par les auteurs de la « frame analysis » semble plus à même de rendre compte de la construction du cadrage alternatif qui est l'objet de notre attention.

«*En fait pour résumer la LCR s'est aussi mise à parler des quartiers populaires mais à la sauce marxiste* »<sup>107</sup> note une militante. Cette remarque rend compte du retournement de sens opéré par le processus de cadrage. Le mécanisme de « contre-attribution »<sup>108</sup>, défini comme « *une opération de contre-cadrage [qui] consiste à reconnaître l'existence d'un problème particulier mais moyennant une dispute à propos de l'analyse de ses causes* »<sup>109</sup> est au centre de l'opération de cadrage orchestrée par la LCR. Au printemps 2006, les militants de la LCR scandent un nouveau slogan dans les manifestations contre le Contrat Première Embauche (CPE) :

*« Ils précarisent, ils précarisent  
Et ils matraquent, et ils matraquent  
Ils cassent nos grèves et le code du travail  
C'est qui les casseurs? C'est eux les casseurs !  
C'est qui la racaille? C'est eux la racaille !  
DEHORS DEHORS CE GOUVERNEMENT ! »*

Ce slogan est basé sur un renversement du cadre d'analyse des violences urbaines de l'automne 2005 construit par le ministère de l'intérieur d'alors. Le concept de contre-attribution est pertinent pour analyser le processus par lequel la LCR jette l'opprobre sur la politique des gouvernements successifs pour tenter de mobiliser une population stigmatisée. Face aux gouvernements qui pointent une jeunesse délinquante comme cause explicative des difficultés rencontrées dans les quartiers populaires, la LCR met en avant des interprétations alternatives de « qui » ou « quoi » est à condamner. Quand les politiques successives tentent de rendre les habitants des quartiers populaires responsables de la situation sociale extrêmement difficile dans laquelle ils se trouvent, la LCR rejette la responsabilité de la création de ghettos de la misère sur les gouvernements qui se sont succédés depuis les années 1980. A travers le discours de la LCR, les habitants des quartiers populaires deviennent les victimes du système quand ils vivaient leur situation comme une fatalité ou pire se croyaient responsables. Le discours d'une militante nous semble confirmer ce constat :

*« Au quotidien, tu vis des humiliations policières, c'est devenu presque naturel et d'un seul coup, on vient, on te dit que c'est pas normal. D'un seul coup il y a une affiche qui te dit non, ce n'est pas normal, c'est eux les coupables donc ça ne peut que plaire »<sup>110</sup>*

106 Benford, R., Hunt, S., art. cit., p. 179

107 Entretien réalisé le 1<sup>er</sup> mars 2010 avec Annick, militante du comité NPA de Fontenay-sous-Bois, militante à la LCR (2005-2009). Habitante des Parapluies.

108 Benford, R., Hunt, S., art. cit. p. 170

109 Ibidem

110 Entretien réalisé le 17 mars 2010 avec Karima, militante du comité NPA de Toulon, ex-militante LCR (2006-2009) Membre de la CQP et du CPN

Ce mécanisme de contre-attribution résulte d'une volonté : transformer la perception que les habitants des quartiers populaires ont d'eux-mêmes avant de pouvoir les mobiliser.

En proposant un cadre d'action collective des quartiers populaires, la LCR élabore une nouvelle vision du monde des classes populaires. Ce cadre d'action collective territorialisé, révèle autant l'inscription de la LCR dans un univers de sens qui contraint ses cadres d'interprétation, qu'elle montre les capacités de l'organisation trotskyste à fournir une lecture du monde originale, en opposition avec les schèmes dominants.

Penser les quartiers populaires comme un espace d'exclusion exacerbé devient un nouvel angle d'analyse de l'injustice sociale et une nouvelle façon de mobiliser les classes populaires pour l'action collective. La nécessité d'avoir une analyse spécifique de la situation dans les quartiers populaires finit par faire l'unanimité-du moins officiellement- au sein de la LCR tout comme elle le fait au NPA. Aucun militant et aucun courant ne nie ouvertement la nécessité d'une intervention dans les quartiers populaires et la pertinence des catégories « quartiers populaires » et « habitants des quartiers populaires ».

Les courants internes les plus traditionnellement ouvriéristes, animés par des anciens militants de Lutte Ouvrière<sup>111</sup> adoptent les catégories quartiers populaires et habitants des quartiers populaires :

*« Construire un parti large, capable de s'adresser aux classes populaires, s'ouvrir à une nouvelle génération militante issue des luttes, un parti que l'on construit par en bas, en direction des entreprises, des quartiers populaires et de la jeunesse. »<sup>112</sup>.*

Au cours de notre enquête de terrain, un seul militant fontenaysien a clairement exprimé sa désapprobation face à l'utilisation de ces catégories et d'une approche territorialisée du monde des classes populaires : *« Je ne crois pas à la catégorie des habitants des quartiers populaires, c'est du Bourdieu à la limite, moi je suis marxiste, je crois au prolétariat, je suis marxiste »<sup>113</sup>*. Cette prise de position de la part d'un militant issu du Parti des Travailleurs (PT) est très marginalisée-que ce soit dans son comité ou au sein du courant dans lequel il se reconnaît. Ce regard divergent ne remet donc pas en cause le fait que les

---

111 Des militants issus de Lutte Ouvrière rejoignent la LCR en plusieurs vagues.

“Voix Des Travailleurs”, créée en 1997 regroupe des militants exclus de Lutte Ouvrière. Le congrès de la LCR de juin 2000 vote l'intégration de cette organisation trotskyste.

Des militants de la fraction de Lutte Ouvrière “l'étincelle” rejoignent individuellement la LCR au cours des années 2000.

Exclue de Lutte Ouvrière en 2008, la Fraction de Lutte ouvrière rejoint le NPA au moment de sa création en janvier 2009.

La tendance démocratie révolutionnaire est notamment animée par d'anciens militants de Voix des travailleurs et des militants de l'ancienne fraction de lutte ouvrière.

112 Document interne. Déclaration du 23 mai 2010 de la “position B” courant animé par d'anciens militants de la fraction l'étincelle de Lutte Ouvrière.

113 Conversation de terrain le 5 février 2010 lors de la réunion de lancement de campagne du NPA à Fontenay-sous-Bois. avec Patrick, militant du comité NPA de Fontenay-sous-Bois, ex-militant LCR (2006-2009). Montreuillois.

quartiers populaires sont véritablement devenus pour la LCR puis le NPA un nouvel angle d'analyse et de déchiffrement du monde des classes populaires<sup>114</sup>. Alors que la LCR du début des années 2000 reste muette ou presque face à la question « Que se passe-t-il dans les quartiers populaires ? », le NPA fait des quartiers populaires et des thématiques qui leur sont liées des éléments importants de sa carte de visite.

« *C'est à la mode les quartiers populaires après il faut voir ce qu'on met derrière* »<sup>115</sup> notait un militant du NPA. L'élaboration d'un nouveau cadrage consiste à articuler des cadrages et des idéologies préexistants d'une manière inédite. La LCR a « *chaussé de nouvelles lunettes pour y voir clair de nouveau* ».<sup>116</sup>

Si la LCR adopte les catégories « quartiers populaires » et « habitants des quartiers populaires » après les violences urbaines de l'automne 2005, la construction d'un cadre d'action collective, axé sur les quartiers populaires, reste un vaste chantier. La détermination des thématiques à mettre en avant doit être réinscrite dans un processus conflictuel et inachevé.

## ***B. De la résistance aux « contre-cadrages »<sup>117</sup> à l'élaboration d'un discours hybride***

Le cadre d'action collective proposé par la LCR ne résulte pas uniquement de la volonté des leaders de l'organisation. Dans une perspective renouvelée de la « frame analysis », il convient d'appréhender les actions collectives et donc les cadres d'action collective qui en sont à l'origine comme le produit des conflits en interne et en externe.

Nous l'avons vu, le cadrage opéré par la LCR est clairement défini en contre de la qualification des quartiers populaires réalisée par les gouvernements de la droite au pouvoir depuis 2002. Le « contre-cadrage »<sup>118</sup> « quartier populaire » proposé par le LCR, montre bien néanmoins l'importance prise par la thématique tant dans la sphère médiatique que politique. L'appréhension de la production d'un cadre par une organisation peut être analysée en explorant celle-ci dans un paysage partisan.

En outre, il convient de voir que le consensus interne autour d'un « effet loupe » des problématiques sociales dans les quartiers populaires résulte d'un processus de négociation dans l'arène organisationnelle et dans l'arène inter-organisationnelle. La notion d'arène telle que la définit Daniel Cefaï permet d'appréhender le travail de « *production des problèmes sociaux* »<sup>119</sup> en le réinscrivant dans un espace de débat

114 Il convient de noter que ce nouvel angle d'analyse ne signifie pas que les questions écologistes, LGBTI, féministes ne sont plus des causes de mobilisation des militants du NPA. Le cadrage en termes de quartiers populaires ne revêt pas une dimension d'exclusivité dans l'organisation.

115 Conversation téléphonique le 17 mars 2010 avec Omar, militant du comité NPA d'Argenteuil, ex-militant LCR (1985-2009). Membre de la CNQP et du CPN

116 Définition allégorique de l'action de recadrage in Cefaï D. op. cit. p.560.

117 Benford R., Snow D.A « Framing processes and social movements : an overview and assessment. » *Annual review of sociology*. Vol 26. 2000

118 Benford, R., Hunt, S., art. cit., p.167.

119 Ibidem, p.166

temporalisé : pour être compris, les cadrages doivent être étudiés relativement aux débats préalables qu'ils ont engendrés entre organisations de mouvement social, entre partis politiques, ou entre militants.

Les conflits précédent, accompagnent ou poursuivent les processus de cadrages. Ils sont appréhendés par D.A. Snow et R. Benford qui recourent à deux concepts : « les counterframes ou « frames-contests » qui se réfèrent aux conflits de cadrage entre organisations et les « frames disputed »<sup>120</sup> qui désignent les débats internes aux organisations dans les processus de cadrage.

Les conflits, les « contre-cadrages » et les « recadrages » qu'ils engendrent sont éclairants quand il s'agit de comprendre l'appréhension des quartiers populaires tant dans le débat interne à la LCR, que dans le débat de la LCR avec ses adversaires et son milieu partisan. Il s'agit donc ici, de réinscrire la question des quartiers populaires dans un débat partisan et militant, afin de comprendre comment la LCR puis le NPA se construisent progressivement et conflictuellement une identité « quartiers populaires ».

## 1. Débattre et « penser les quartiers populaires » dans l'arène partisane

Selon Daniel Cefaï, les opérations de cadrage s'expliquent en raison de la réceptivité des publics ou en raison du contexte médiatique mais également selon des logiques politiques<sup>121</sup>. Le concept de « structure des opportunités spécifiques de groupe »<sup>122</sup> permet de comprendre comment le contexte de violences urbaines peut affecter la prise en compte des habitants des quartiers populaires par les organisations politiques et leur prétention à les représenter. S. Tarrow, montre ainsi que les luttes pour les droits civiques aux États-Unis ont bénéficié de la migration urbaine des noirs américains dans les années 1950 et 1960. Les noirs ont alors eu une importance plus grande dans l'électorat des États du Nord. Les partis politiques, ont porté leur attention sur les noirs américains afin d'obtenir leurs suffrages électoraux : les élus républicains se sont lancés en quête du « vote noir » tandis que les démocrates amorçaient une reconquête de ce vote. Il convient donc d'analyser l'attention portée aux habitants des quartiers populaires en replaçant les quartiers populaires au cœur d'un débat partisan. La nouvelle lecture des quartiers populaires de la LCR doit être replacée dans le contexte de la recomposition de la gauche française

Le cadrage en termes de quartiers populaires qu'opère la LCR correspond à une nouvelle réflexion sur les classes populaires. A gauche, d'autres organisations mènent une introspection sur le sujet. A.

120 Benford, R., Snow, D.A., art. cit

121 Cefaï, D., art. cit., p.70.

122 « *Par structure d'opportunité politique, je vise des signaux consistants (mais pas nécessairement formels, permanents ou nationaux) aux acteurs sociaux ou politiques qui les encouragent ou les découragent d'utiliser leurs ressources propres pour former des mouvements sociaux* »

La structure des opportunités spécifiques de groupe, « *opportunity structure of specific groups* », est une déclinaison de la structure des opportunités politiques. Elle *peut être définie comme un contexte favorable à la mobilisation pour certains groupes sociaux du fait d'évènements qui favorisent leur prise en compte par les partis politiques*

cf. Tarrow, S., art. cit. p.43

Collovald remarque ainsi le nouvel intérêt porté aux classes populaires par la gauche institutionnelle dans la période qui suit la défaite du parti socialiste aux élections présidentielles de 2002<sup>123</sup>. Elle note cependant que « *si les stratèges électoraux des partis se penchent sur les attentes supposées des catégories populaires, nulle trace du populaire en revanche, dans la manière dont les partis parlent de et à leurs électeurs populaires.* »<sup>124</sup>. F. Sawicki et R. Lefebvre confirment ce diagnostic quand ils évoquent « *après 2002, le bref retour discursif des catégories populaires* » avant de rappeler le principe énoncé par L. Baumel, L. Fabius et J.M LeGuen : « *La prise en compte des catégories populaires ne saurait être le prétexte à une radicalisation idéologique du PS* »<sup>125</sup>.

En recentrant son propos sur une frange des classes populaires à laquelle la gauche gouvernementale a cessé de s'adresser<sup>126</sup>, la LCR cherche à se positionner différemment à gauche mais également à l'extrême gauche :

*« Nous devons manifester la volonté de mettre les banlieues au cœur de notre politique et justement de là on se démarquera des autres partis, ça ne doit pas être une question annexe, c'est une question sociale, c'est une question politique et c'est le cœur, nous la LCR, de notre combat »*<sup>127</sup>

## a. « Les violences urbaines », des événements qui divisent la gauche

Les quartiers populaires s'invitent dans les médias et dans les sphères de débat politique, à l'occasion des violences urbaines de l'automne 2005. Un conflit va alors s'ouvrir à gauche sur la qualification de ces événements.

Un militant présente ainsi les termes du débat :

*« Ce qui se passe en 2005, évidemment, la révolte dans les quartiers populaires, il va y avoir deux lectures à gauche. Et ne vais pas dire la notre et la leur car ce serait peut être un peu violent mais LO n'est pas très loin de la leur, la leur de la gauche institutionnelle. Ils y voient avec un côté relativement méprisant des émeutes parce que évidemment les caractères politiques tels que nous on le vit n'est pas posé en tant que tel, c'est une réalité, c'est à dire que les revendications politiques ne sont pas portées voilà par un groupe d'individus élus démocratiquement donc c'est pas trop dans les grilles de nos lectures à nous de la lutte des classes »*<sup>128</sup>.

123 Grelet, S., Jobard, F., Potte-Bonneville, M., Haut, bas, fragile : sociologies du populaire », Entrevue avec Annie Collovald et Olivier Shwartz, *Vacarme*, n°37, automne 2006

124 Ibidem

125 Lefebvre, R., Sawicki, F., op. cit., p. 236

126 Sur le PCF, PS et les quartiers populaires :

Braconnier, C., Dormagen, J.Y., *La démocratie de l'abstention, aux origines de la démobilisation électorale en milieu populaire* Folio Actuel 2007

Masclét, O., *La gauche et les cités : histoire d'un rendez-vous manqué*. La dispute. Paris. 2006.

Gouard, D., « *La cité Youri Gagarine à Ivry-sur-Seine : vicissitudes des générations et défiances politiques* ». *Espaces de vie, espaces-enjeux : entre investissements ordinaires et mobilisations politiques*

127 Intervention de Roslyne Vacchetta, porte-parole de la LCR lors de l'atelier « les quartiers à l'abandon » lors de l'université d'été 2006.

128 Entretien réalisé le 19 mars 2010 avec Omar, militant du comité NPA d'Argenteuil, ex-militant LCR (1985-2009).

Le discours médiatique va être celui du gouvernement en place et présenter ces événements comme des émeutes. Derrière le terme « d'émeutes » est désigné un mode d'action disqualifié. En effet, les affrontements directs avec les forces de l'ordre et la destruction de biens publics ne font pas partie du répertoire d'action<sup>129</sup> des OMS au vingtième siècle. Les violences urbaines du fait de leur violence et du caractère direct de l'affrontement, rappellent plus les affrontements entre paysans et propriétaires terriens et la destruction des biens seigneuriaux de l'époque féodale que des manifestations et rassemblements, formes de contestations routinières et contenues qui constituent le répertoire d'action de la plupart des partis d'opposition et des syndicats. Le positionnement par rapport à ce mode d'action est rétrospectivement déterminant selon les militants de la LCR : « *La nuance entre révolte et émeute c'est pas un délire sémantique, c'est vraiment le contenu qu'on y donne* »<sup>130</sup>. « *Pour moi c'était pas une émeute, c'était une révolte* »<sup>131</sup> insiste un militant.

C'est sur la qualification en termes de mouvement social de ces événements que la LCR va se distinguer de ses homologues de gauche. Toutes les organisations de gauche-du Parti Socialiste (PS) à Lutte Ouvrière (LO)- vont reconnaître des causes sociales aux événements tout en condamnant les modes d'action. Là où la LCR perçoit un mouvement social non abouti du fait d'un manque d'organisation, les autres organisations lisent des faits de délinquance. Les protagonistes sont désignés sous le terme d'émeutiers et le caractère politique des violences urbaines est tout bonnement dénigré par LO : « *Non seulement les principales victimes des violences exercées sont les parents et les proches des émeutiers, mais ceux-ci ont cherché à démolir le peu qui, dans les quartiers pauvres, représente une certaine vie sociale* »<sup>132</sup>. « *Il faut sévir* » note Maxime Gremetz (PCF) le 14 novembre 2005. « *Nous pourrions demander la démission de Sarkozy, mais nous ne le ferons pas, ce serait donner raison aux casseurs* »<sup>133</sup> déclare Julien Dray (PS) quand les organisations de gauche s'unissent dans un communiqué commun contre le couvre-feu imposé à certains quartiers populaires.<sup>134</sup>

La LCR, quant à elle, tente de réintégrer les violences urbaines dans un cycle d'action collective<sup>135</sup>,

---

Membre de la CNQP et du CPN.

129 Un répertoire d'action peut être défini comme un « *un modèle où l'expérience accumulée d'acteurs s'entrecroise avec les stratégies d'autorité, en rendant un ensemble de moyens d'action limités plus pratique, plus attractif, et plus fréquent que beaucoup d'autres moyens qui pourraient, en principe, servir les mêmes intérêts* »

Tilly, C., art. cit., p.89

130 Entretien réalisé le 19 mars 2010 avec Omar, militant du comité NPA d'Argenteuil, ex-militant LCR (1985-2009).

Membre de la CNQP et du CPN.

131 Entretien réalisé le 16 février 2010 avec Mohammed, militant du comité NPA de Villeneuve-Saint-Georges depuis fin 2008 et membre de la Commission Quartiers Populaires.

132 *Lutte de classe* Revue mensuelle de Lutte Ouvrière . n°92, novembre 2005.

133 Cité in *Une révolte en toute logique : des banlieues en colère. Novembre 2005*. Sainte Colombe. L'archipel des pirates.

134 Ces déclarations des organisations de gauche sont compilées par un militant de la LCR dans un message posté sur le Forum Marxiste Révolutionnaire. Forum Internet animé par des militants de la LCR puis du NPA

135 « *Un ciclo de acción colectiva puede ser definido como una fase de intensificación de los conflictos y de la confrontación en el sistema social que incluye una rápida difusión de la acción colectiva de los sectores mas movilizados a los menos movilizados, un ritmo de innovación acelerado en las formas de confrontación, marcos nuevos o transformados para la acción colectiva, una combinación de participación organizada y no organizada y*

entendu comme une phase d'intensification des mouvements sociaux. Elle établit des liens entre cet événement et les luttes menées dans un répertoire d'action plus conventionnel. L'étude de la presse de la LCR de novembre 2005 est assez éclairante sur ce cadrage des événements. Un éditorial publié dans l'hebdomadaire Rouge<sup>136</sup> est ainsi intitulé « *Novembre 1995, novembre 2005...* ». Ce titre suggère que les violences urbaines de 2005 sont appréhendées par la LCR comme un mouvement social. Une militante explique le rapprochement effectué : « *2005 pour nous ce sont les mêmes causes que 1995 : les attaques sociales d'un gouvernement de droite contre lequel il faut se battre* »<sup>137</sup>. La « *révolte sociale des jeunes* » est perçue comme la résultante des attaques du gouvernement contre les travailleurs et les jeunes dans leur ensemble :

*« La révolte sociale est le produit direct de dizaines d'années de chômage de masse, de destruction de services publics, de discriminations dans l'emploi, comme dans le logement et du harcèlement policier et de la répression. Elle exige le droit à l'emploi, à l'éducation au logement mais aussi au respect et à la dignité »*<sup>138</sup>.

La LCR tente de raccrocher les violences urbaines dans un cycle d'action collective pour faire face aux discours qui tentent de diviser les classes populaires. Elle entend également disqualifier des discours qui tendent à distinguer deux jeunesses, ce qu'exprime clairement des militants qui font même preuve d'une réflexion référencée sur le sujet :

*« Il y a des textes qui vont circuler là aussi de différents sociologues. Bien sûr des gens de droite qui vont pas se gêner qui vont dire, il y a deux types de jeunes.. Il y a un texte de Stéphane Beaud<sup>139</sup> mais il a co-écrit avec je sais plus qui sur les jointures qui existent au niveau de la jeunesse. Ça on l'entend »*<sup>140</sup>.

L'évocation de la répression subie par la jeunesse dans le mouvement lycéen contre la loi Fillon du printemps 2005, « *[le gouvernement] a délibérément mis l'accent sur la répression en condamnant les lycéens* », montre la détermination de la LCR à contrer une vision binaire de la jeunesse. La LCR se distingue sur ce point des autres organisations qui en stigmatisant une violence destructrice<sup>141</sup> ou en relayant les appels au calme du gouvernement se désolidarisent selon les militants d'une partie des classes populaires :

*« En fait le discours de la gauche de gouvernement, c'était d'opposer une minorité violente et*

---

*unas secuencias de interacción intensificada entre disidentes y autoridades »*

cf. Tarrow, S., *El poder en movimiento*, Madrid, Alianza editorial, 2004.

136 Rouge, hebdomadaire de la LCR, 24 novembre 2005. n° 2135 p.3

137 Entretien réalisé le 1<sup>er</sup> mars 2010 avec Annick, militante du comité NPA de Fontenay-sous-Bois, ex-militante LCR (2005-2009) Habitante des parapluies.

138 Rouge, hebdomadaire de la LCR, 24 novembre 2005. n°2135.p.3

139 Le militant se réfère vraisemblablement à Beaud, S., Pialoux, M., « Racailles et vrais jeunes, critique d'une vision binaire du monde des cités ». *Liens sociaux*, n°2 novembre 2005

140 Entretien réalisé le 19 mars 2010 avec Omar, militant du comité NPA d'Argenteuil, ex-militant LCR (1985-2009). Membre de la CNQP et du CPN.

141 *Lutte de classe*, Revue mensuelle de Lutte Ouvrière n°92, novembre 2005.

*l'immense majorité de la population qui n'aspire qu'à vivre dans la tranquillité...mais moi je peux te dire que sur le terrain, ce n'est pas ce que je voyais ».*<sup>142</sup>

Le cadrage des événements par la LCR se distingue donc de celui des autres organisations de gauche en ce sens qu'elle se refuse à voir dans les événements de l'automne 2005 des émeutes déconnectées de tout mouvement social : elle mobilise « *une grille de lecture lutte des classes* »<sup>143</sup> pour interpréter les événements. L'évidente déstructuration de la « révolte des banlieues » amène néanmoins la LCR à une réflexion sur le caractère différencié d'un espace et des populations qui y vivent d'où la mise en place d'un nouveau cadrage en terme de quartiers populaires comme un espace de concentration des problèmes liés au capitalisme<sup>144</sup>.

C'est dans ce contexte d'une réflexion sur la division des classes populaires orchestrée par la droite et soutenue par les partis de gauche, que naît à la LCR, après les élections présidentielles de 2007, l'idée d'un « *parti de masse ancré dans les quartiers populaires* »<sup>145</sup>.

## **b. Axer quartiers populaires pour se différencier ?**

La thématique quartiers populaires est centrale dans le processus de lancement du NPA. Il s'agit clairement pour le NPA d'occuper un espace politique délaissé par les autres organisations politiques notamment par le PCF, ce qu'exprime clairement un militant : « *Il y a l'espace qui s'est dégagé, le Parti Socialiste a déçu, le PC n'existe plus donc il y a un espace aussi qui se dégage dans les quartiers populaires* »<sup>146</sup>.

Il s'agit par ailleurs autant d'occuper un espace politique que de s'implanter dans un territoire jusque-là ignoré par la LCR :

*«Il y a le PC qui s'écroule, ça veut dire politiquement une désertion...donc concrètement faut bien comprendre que le PC tenait l'association de pétanque, le club de sport en passant y compris par l'association des femmes du coin etc bref donc il y a un effacement .. Ça va s'effiloche... et la LCR n'intervient pas pour autant... elle prend pas la place du PC »*<sup>147</sup>.

Le processus de lancement du NPA peut être daté de l'université d'été de la LCR d'août 2007 où le principal porte-parole de l'organisation, Olivier Besancenot, annonce le lancement du projet de construction d'un nouveau parti « *avec et au service d'une partie minoritaire soit mais combative du monde du travail*

---

142 Entretien réalisé le 10 mars 2010 avec Justo, militant du comité NPA de Meaux, ex-militant LCR (1983-2009). Membre de la CNQP.

143 Johsua F. art. cit., p. 44.

144 Johsua, N., « Le NPA et les quartiers populaires », Critique communiste, n°189, janvier 2009.

145 Entretien réalisé le 19 mars 2010 avec Omar, militant du comité NPA d'Argenteuil, ex-militant LCR (1985-2009). Membre de la CNQP et du CPN.

146 ibidem

147 Entretien réalisé le 19 mars 2010 avec Omar, militant du comité NPA d'Argenteuil, ex-militant LCR (1985-2009). Membre de la CNQP et du CPN.

*qui a pas envie de se laisser faire : des salariés, des jeunes, des ouvriers, des femmes, des immigrés, des jeunes des quartiers qu'ont pas envie de se laisser faire [...] ceux avec qui on bosse au jour le jour et qui sont bourrés d'espoir, ceux avec lesquels on discute là où on habite.. où on bosse [...] »*<sup>148</sup>. La rhétorique se fait moins ouvriériste et plus ouverte sur les quartiers. La thématique « quartiers populaires » conquiert progressivement une place de choix dans la construction de ce nouveau parti.

L'étude du programme de la dernière université d'été de la LCR (août 2008) est assez révélatrice sur ce point. A côté des récurrents débats autour de l'histoire du mouvement ouvrier (« Partis et syndicats », « le mouvement ouvrier et le mouvement social bouleversés par mai 68 », « le PCF »), on trouve un débat sur « *les discriminations dans les quartiers populaires* ».

La structuration du Nouveau Parti Anticapitaliste révèle la prise en compte de la nouvelle thématique « quartiers populaires ». Une Commission Nationale Quartiers Populaires (CNQP) qui trouve des déclinaisons régionales et locales- réunit ainsi les militants souhaitant s'investir sur des questions liées aux quartiers populaires<sup>149</sup>.

En outre, la LCR communique beaucoup sur les thématiques « quartiers populaires » et insiste sur le caractère novateur de cette nouvelle orientation du parti à venir. Une rubrique « quartiers populaires » apparaît dans l'hebdomadaire Rouge au printemps 2008. Cette rubrique relate les actions militantes menées dans les quartiers populaires notamment l'investissement des militants autour de la question des violences policières. Elle permet également de suivre l'évolution de la place prise par la thématique quartiers populaires dans le parti en construction. Des comptes-rendus des débats menés autour de la thématique quartiers populaires sont ainsi rendus publics ce qui n'est pas la politique de l'organisation sur d'autres thèmes :

*« Environ 80 personnes ont participé à la commission « Quartiers populaires », la majorité d'entre elles étant intervenue dans la discussion. Omar<sup>150</sup> a présenté le débat en insistant sur la nécessité, pour le nouveau parti anticapitaliste, d'intervenir dans les quartiers populaires où sont présentes la question sociale – surdéterminante ! –, la question de la répression et des discriminations et, enfin, la question identitaire. La discussion a ensuite commencé »*<sup>151</sup>.

Cette communication à outrance sur l'intervention des quartiers populaires montre le caractère central de cette nouvelle thématique dans la construction du nouveau parti anticapitaliste. Le cadre d'action collective axé sur les quartiers populaires constitue la nouvelle carte de visite sur laquelle la LCR souhaite bâtir le nouveau parti anticapitaliste. Il convient donc d'appréhender ce cadrage en le situant dans un univers politique. En adoptant un nouveau cadrage de la question de l'injustice sociale et des

148 Intervention d'Olivier Besancenot, porte parole de la LCR, université d'été 2007.

149 Une commission Banlieues-quartiers-cités existe à la LCR entre 2002 et 2004. Elle périclité suite à des divergences entre les militants qui la composent autour de la question de le port de signes religieux dans les écoles publiques » du 15 mars 2004 dite loi sur le voile.

150 Omar, militant du comité NPA d'Argenteuil, ex-militant LCR (1985-2009). Membre de la CNQP et du CPN.

151 Rouge, Hebdomadaire de la LCR n° 2263, 31 juillet 2008

discriminations, la LCR cherche à se distinguer des autres organisations politiques : elle cherche à se repositionner sur l'échiquier politique Elle se range du côté des plus exclus parmi les exclus.

Dans une perspective qui étudie les cadrages en prenant en compte les logiques politiques des organisations, M. Diani distingue plusieurs types de cadrages opérés par les organisations pour acquérir une certaine audience dans la sphère politique : « les cadres anti-système », « les cadres d'inclusion », « *les cadres de réalignement qui servent à bâtir de nouvelles identités politiques de mouvements et d'organisation sur l'échiquier politique* » et « les cadres de revitalisation »<sup>152</sup> « *par où des organisations déjà existantes trouvent un second souffle* »<sup>153</sup>. La LCR adopte un nouveau cadre d'interprétation de la situation dans les quartiers populaires alors que la création d'un nouveau parti n'est pas encore envisagée. La nouvelle lecture du monde des classes populaires telle que présentée précédemment peut en effet être datée de 2006-2007 or la construction d'un nouveau parti anticapitaliste n'est concrètement évoquée-même en interne-qu'après les élections présidentielles de 2007<sup>154</sup>. Le cadre qui résulte de la nouvelle réflexion sur les quartiers populaires peut donc en un certain sens être appréhendé comme un « *cadre de revitalisation* » de la LCR. En effet depuis 2002, la LCR connaît des succès électoraux encourageants et acquiert une certaine audience dans les luttes. Ces succès n'entraînent pas un renouvellement du recrutement militant qui reste circonscrit à certaines franges des classes populaires. L'appréhension des injustices sociales dans un cadre « quartiers populaires » peut donc être analysée comme la volonté d'une organisation de pérenniser son audience dans les classes populaires en se forgeant une identité distincte de celle des autres organisations politiques. Le cadrage « quartiers populaires » peut donc être qualifié de « revitalisant » pour le courant politique incarné par la LCR.

Replacer le cadrage « quartiers populaires » dans un contexte partisan s'avère fécond. Cela permet d'élargir la perspective. Sans nier la dimension stratégique des opérations de cadrage, le recours à l'idée d'opportunité politique, permet de lier les événements qui affectent les quartiers populaires, le cadrage en termes de quartiers populaires, et l'apparition du Nouveau Parti Anticapitaliste sur l'échiquier politique.

## 2. Faire face aux discours ethnicisants et ghettoisants

Nous entendons ici évoquer les débats suscités dans l'arène inter-organisationnelle par le cadrage opéré par la LCR et le NPA. Il faudra montrer que la grille de lecture mobilisée ne fait pas consensus et que la LCR (puis le NPA) dans une dynamique de construction écoute les critiques formulées par les organisations et les groupes d'individus qu'il entend intégrer au « milieu partisan » du parti politique. Par

152 Diani, M. "Linking mobilization frames and political opportunities : insights from regional politism in Italy" *American sociological review*, 61. pp.1053-1069

153 Cefaï, D., art. cit.,p.70

154 Cf. Entretien réalisé le 19 mars 2010 avec Omar, militant du comité NPA d'Argenteuil, ex-militant LCR (1985-2009). Membre de la CNQP et du CPN : « *C'est après 2007 aussi qu'on lance le processus NPA, qu'il est vraiment pensé... Olivier [Besancenot] d'ailleurs ici même me rencarde et me dit "je crois qu'on va dissoudre la ligue machin" "je lui dis mais t'es fou, tu délires" et il me raconte un truc bref à l'époque c'était un peu bizarre et donc bref, il y a ça qui se met en place à ce moment là. »*

milieu partisan, nous entendons « *l'ensemble des individus et des groupes dont les activités contribuent sans que cet objectif soit nécessairement visé à faire exister un parti donné* »<sup>155</sup>.

Élargir la perspective de l'organisation vers le milieu partisan permet de mieux cerner les modalités de production des cadres d'action collective. L'élaboration d'un « diagnostic » et d'un « pronostic » face à une situation donnée se fait au sein d'une arène que nous qualifierons « d'inter-organisationnelle » dans laquelle des organisations débattent du cadrage d'une situation. L'implantation de la LCR dans les quartiers populaires étant quasi-inexistante avant 2005, le NPA en construction se cherche des soutiens organisationnels dans ces espaces : un milieu partisan est en construction dans les quartiers. Les débats conflictuels avec les organisations implantées dans ces espaces sont fréquents. Le concept de « contre-cadrage »<sup>156</sup> sera ici mobilisé puisque nous reprenons l'hypothèse développée par R. Benford et S. Hunt selon laquelle « *la construction de sens dans les arènes d'action collective est un terrain de conflits* »<sup>157</sup>.

### **a. Discorde autour des quartiers populaires**

Nous nous intéresserons ici aux contre-cadrages mis en œuvre par des organisations avec lesquelles la LCR puis le NPA ont partagé ou partagent un certain nombre de points communs dans leur analyse de la situation dans les quartiers populaires.

Si certains militants parlent des quartiers populaires comme de déserts politiques, d'autres évoquent des réseaux militants en reconstruction notamment dans la période qui suit les « violences urbaines » de l'automne 2005<sup>158</sup>. Un militant évoque ainsi le réveil de réseaux dormants avec lesquels la LCR avait toujours entretenu des liens qu'elle espère renforcer dans le cadre du processus de création du NPA :

*« Il y a tout ce courant qui a refusé la carte SOS racisme dans les années 80 qui va se retrouver là autour d'associations ou de collectifs comme le Forum Social des Quartiers Populaires, le MIB, un ensemble d'associations qui sont sur la même veine de ...dans une marche pour l'égalité. Ce sont vraiment pour certains des porte-mémoire de 20 ans, 25 ans de luttes.. qui en fait ont tout le temps existé, ils ont tout le temps existé notamment sur la question des violences policières mais à bas bruit parce que personne ne met .. ils n'ont pas de moyens, ils font un travail avec leurs tous petits moyens avec une implantation.. un travail vraiment très localisé. Ils ont quelques camarades dans telle cité dans telle ville etc, c'est comme ça qu'ils fonctionnent pendant de très nombreuses années et il y a une volonté de ces associations là à un moment donné justement de faire émerger une réponse des quartiers populaires notamment aux violences policières [...] il y a l'idée d'intervenir et de collectiviser l'ensemble des formes de la réflexion tout ça et d'où le Forum Social des Quartiers Populaires à un moment donné.. Tu verras ce sont des personnes assez particulières*

155 Sawicki, F., art. cit., p.204.

156 Cf. Benford, R., Hunt S., art. cit., pp.163-186

157 Ibidem p.165

158 Il est impossible d'expliquer ces divergences d'appréciation à partir des données de notre enquête de terrain. A Fontenay-sous-Bois, des associations existent. Il s'agit pour la plupart d'entre elles d'associations culturelles. Les associations revendicatives sont très peu nombreuses et entretiennent généralement des liens très étroits avec la municipalité communiste. L'association Malcom X sur laquelle nous reviendrons semble être l'exception.

*avec des associations très anciennement implantées comme le MIB avec un mec comme Toumi que moi je trouve insupportable mais c'est un pote à Olivier [Besancenot] et il fallait faire avec et des associations qui se sont créées très nouvellement 2005-2007 comme Mohammed d'AC le feu par exemple. Et ces gens là quand même ré-émergent donc sur les cinq dernières années voilà..avec le Forum Social des Quartiers Populaires, c'était la troisième édition je crois l'année dernière »<sup>159</sup>*

Ces organisations<sup>160</sup> sont invitées par la LCR à débattre dans le processus de création du NPA ; elles participent aux deux dernières universités d'été de la LCR<sup>161</sup>. Avant que la création du NPA ne soit annoncée, la LCR, dans la perspective de se créer un milieu partisan, discute déjà avec ces associations implantées dans les quartiers que ce soit sur le terrain des luttes ou au niveau national. Les militants de Fontenay-sous-Bois entretiennent ainsi des liens avec une association locale dénommée Malcom X qui effectue un travail militant dans la cité des Larris. Des discussions formelles et informelles ont lieu entre les militants de la LCR et ceux de l'association autour de thématiques locales, de la politique de la municipalité de la question palestinienne. L'association Malcom X a également apporté son soutien à la LCR dans le cadre d'élections locales.

Comme la LCR, ces associations attribuent la responsabilité de la situation des quartiers populaires aux politiques mises en œuvre par les gouvernements qui se sont succédés au pouvoir depuis les années 1980, elles réfutent également toute analyse des « violences urbaines » en termes de délinquance. Cependant, elles n'insistent pas sur les mêmes aspects que ne le fait la LCR. Quand la LCR pointe les causes sociales, le discours de certaines de ces associations s'attarde sur la dimension néo-coloniale de la politique menée par le gouvernement dans ces espaces de relégation. Ils contre-cadrent le discours des gouvernements de droite dans des termes assez différents de ceux avancés par la LCR. En novembre 2005, le Mouvement des Indigènes de la République (MIR) distribue un tract (Annexe n° 4) intitulé « *Les véritables incendiaires sont au pouvoir* »<sup>162</sup>. Ce titre semble annoncer une certaine convergence entre le MIR et la LCR en ce sens qu'ils attribuent les uns comme les autres la responsabilité des violences urbaines aux gouvernements en place. Le diagnostic de la situation dans les quartiers populaires est néanmoins assez différent :

*« [...] Cette révolte confirme l'analyse que le Mouvement des Indigènes de la République a proposé depuis le lancement de son Appel en janvier 2005. La riposte des institutions de l'État est l'illustration de la gestion coloniale des populations issues de l'immigration, quel que soit le régime en place, de droite comme de gauche. Dominique de Villepin en est la dernière incarnation. L'actuel Premier Ministre a décrété l'état d'urgence et la possibilité pour les Préfets d'instaurer un couvre-feu dans les quartiers populaires en s'appuyant sur une loi coloniale adoptée en 1955 pour réprimer le mouvement national algérien. C'est cette*

---

159 Entretien réalisé le 19 mars 2010 avec Omar, militant du comité NPA d'Argenteuil, ex-militant LCR (1985-2009). Membre de la CNQP et du CPN.

160 Mouvement des Indigènes de la République (MIR), Mouvement de l'Immigration et des Banlieues (MIB), Forum Social des Quartiers populaires (FSQP)

161 Août 2007 et août 2008 à Port Leucate

162 Tract du Mouvement des Indigènes de la République de novembre 2005 cité par un militant de la LCR sur le Forum Marxiste Révolutionnaire. Voir annexe n°4

*même loi qui a servi à mater dans le sang les manifestants algériens du 17 Octobre 1961 et qui a été mise en œuvre en Kanaky en 1984 sous le gouvernement socialiste de Laurent Fabius. La continuité des pratiques n'est donc plus à prouver. La matrice idéologique ayant permis ces crimes coloniaux animent toujours les manières institutionnelles de voir, de penser, de ressentir et de traiter administrativement les populations issues de la colonisation et assignées à résidence dans ces nouvelles zones d'indigénat que sont les quartiers populaires. [...]»<sup>163</sup>.*

Le mécanisme de contre-attribution « *consiste à reconnaître l'existence d'un problème particulier mais moyennant une dispute à propos de l'analyse de ses causes* »<sup>164</sup>. Ce mécanisme est partiellement adapté pour analyser la divergence de cadrage entre la LCR et le MIR<sup>165</sup>. Il n'y a pas de contre-attribution par le MIR du « qui » est à condamner puisque les deux organisations pointent la responsabilité des gouvernement ; il n'y a néanmoins pas convergence sur le « quoi » est à condamner. La LCR accuse une politique capitaliste exacerbée dans les quartiers quand le MIR dénonce une politique néocolonialiste.

Certaines associations implantées dans les quartiers reprennent en le subvertissant le discours ethnicisant porté par l'extrême droite et la droite sur l'immigration comme cause des difficultés rencontrées dans les quartiers populaires. Depuis 2005, deux cadrages différents et concurrents sont donc à l'œuvre :

*« L'idée à l'époque qui est avancée c'est que le moteur de la société ce n'est plus la lutte des classes, c'est plus l'affrontement des classes, c'est l'affrontement entre les catégories sociales qui ne sont pas nécessairement les catégories populaires. Par exemple, les arabes et les noirs dans les quartiers populaires, en soi, c'est une catégorie qui est détachée du reste de la France »<sup>166</sup>.*

Après les violences urbaines de novembre 2005, la LCR doit donc faire face à des cadrages ethnicisants qui sont incompatibles avec « la grille d'analyse lutte des classes » qu'elle mobilise.

## **b. Pronostic et polémique**

Les désaccords sur les causes majeures des difficultés rencontrées par les habitants des quartiers populaires débouchent sur des disputes quant aux solutions à y apporter : Il en découle un « contre-pronostic » du cadrage opéré par la LCR. Par « contre-pronostic »<sup>167</sup>, nous entendons une divergence quant à la façon de maîtriser une situation problématique.

Les campagnes militantes menées par les associations implantées dans les quartiers populaires promeuvent l'union des habitants des quartiers populaires ou l'union des victimes d'une politique néo-

<sup>163</sup> Ibidem

<sup>164</sup> Benford, R., Hunt, S., art.cit. p.170

<sup>165</sup> Les cadrages mis en œuvre par le MIB, AC le feu, le FSQP ou des associations locales telles que Malcom X, ou Respaix-conscience musulmane sont sensiblement identiques à celui du MIR.

L'association Respaix-conscience musulmane est implantée dans plusieurs villes de la banlieue parisienne. Elle réunit des militants « issus des quartiers ou issus de l'immigration » de confession musulmane »

<sup>166</sup> Entretien réalisé le 19 mars 2010 avec Omar, militant du comité NPA d'Argenteuil, ex-militant LCR (1985-2009). Membre de la CNQP et du CPN.

<sup>167</sup> Benford, R., Hunt, S., art. cit., p.172

coloniale contre le gouvernement. La thématique du racisme est ainsi omniprésente dans les tracts du MIR et de certaines associations locales telles que Respaix. Le matériel militant de la LCR tente de relier les revendications des habitants des quartiers populaires avec celles de l'ensemble des classes populaires. L'organisation de manifestations communes pour dénoncer la politique gouvernementale avec la mise en place du couvre-feu dans les quartiers populaires s'avère alors assez difficile. Les militants du NPA dénoncent des mots d'ordre qui ne sont prompts qu'à renforcer les tensions internes aux quartiers populaires et qui déplacent une problématique sociale vers des questions identitaires :

*« Les Indigènes de la République vont y venir mais justement ils vont défendre comme ça le pendant d'une politique qu'ils condamnaient. [...] Ils vont évacuer la question sociale, la question de l'égalité sociale et mettre en avant très fortement la question identitaire »<sup>168</sup>.*

Les tracts distribués par le Mouvement des Indigènes de la République au moment des violences urbaines de 2005 vont ainsi être condamnés par la direction de la LCR. Le Bureau Politique de la LCR dénonce une stratégie qui risque de diviser les classes populaires sur des bases ethniques. Un militant de la LCR rappelle ainsi cette position sur le forum animé par des militants de la LCR :

*« Le problème c'est que l'ensemble du texte est conditionné par le premier paragraphe qui est purement communautariste, totalement gerbant. Je l'ai toujours dit et je le répète. Ce truc est bien un instrument de division du prolétariat et non pas d'unité [...] Toujours cette volonté d'escamoter la question sociale pour la remplacer par une problématique identitaire qui de facto exclut du combat ceux qui ne sont pas "noirs" ou "minorité visible". Nous devons surtout proposer une autre analyse et d'autres revendications qui permettent de faire le lien entre le capitalisme, le chômage et la misère sociale et la violence. Et tenter de faire converger les différents fronts de lutte pour chasser le gouvernement ».<sup>169</sup>*

En 2007, la LCR s'engage donc dans un processus de construction d'un « parti de masse » qui est appelé à devenir un instrument pour organiser les luttes notamment dans les quartiers populaires. Parallèlement à ce processus, le MIR annonce sa transformation future en une organisation politique qui se donne pour objectif de représenter les intérêts d'une frange des habitants des quartiers populaires : « *la jeunesse indigène ou indigénisée des quartiers populaires* »<sup>170</sup>. Le PIR, le Parti des Indigènes de la République voit le jour en février 2010.

Toutes les associations qui se revendiquent des quartiers populaires n'adhèrent pas au diagnostic proposé par le MIR. Certaines partagent avec la LCR l'idée d'une exacerbation de toutes les problématiques rencontrées ailleurs dans les quartiers populaires. C'est notamment le cas d'organisations telles que AC le feu ou le Mouvement de l'Immigration et des Banlieues. Si certains des militants de ces organisations

---

168 Entretien réalisé le 19 mars 2010 avec Omar, militant du comité NPA d'Argenteuil, ex-militant LCR (1985-2009). Membre de la CNQP et du CPN.

169 Message de Molinier, sur le FMR, militant LCR dans un comité parisien.

170 Annexe n°4

adhèrent au processus de construction du NPA dans lequel seraient avancées les problématiques propres aux quartiers populaires, une autre partie de ces militants élabore un « pronostic »<sup>171</sup> différent. Le Forum Social des Quartiers Populaires (FSQP) qui réunit en octobre 2009 des associations implantées sur les quartiers annonce la création d'un parti politique des quartiers populaires qui verrait le jour en 2010. Ce projet fut notamment débattu lors de l'université d'été du NPA en août 2009 et lors du Forum Social des Quartiers Populaires auquel le NPA fut convié en octobre 2009. Un militant du NPA revient sur ces débats :

*« A l'université d'été il y a eu un débat où c'était [...] eux et nous .. Eux c'est pour ceux qui vivent en dehors des quartiers et nous c'est pour nous qui vivons pas dans les quartiers. Ou eux et nous quand c'est les gens qui y sont pas etc et il y a eu des échanges, plusieurs, entre différentes structures associatives etc où t'avais quelque chose de cet ordre là. [...] Et du coup il y a cette idée que les partis traditionnels dont le NPA ne peut pas être un parti des quartiers populaires parce que c'est vous et c'est pas nous et c'est ce que vont faire évidemment les Indigènes de la République. En fait derrière ça ce qui se passe. Moi je pense, je suis même sûr c'est qu'ils créent leur propre légitimité parce que si le NPA peut intervenir dans le cadre des quartiers du coup pour eux.. eh bien ils peuvent créer ce qu'ils veulent mais du coup ça légitime un peu moins la nécessité de donner un répondant aux QP. Tout leur truc c'est de dire, tout le monde parle de tout sauf des QP. Tous les partis, aucun parti ne s'intéresse à nous voilà donc il faut que nous on s'auto-organise. »<sup>172</sup>*

L'organisation de la riposte telle que proposée par la LCR puis le NPA est loin de faire consensus dans l'arène inter-organisationnelle des quartiers populaires. La LCR (puis le NPA) se voit concurrencée par des cadrages concurrents susceptibles de mettre en péril le projet de construction d'un parti de masse trouvant un large appui dans les réseaux militants des quartiers populaires.

### 3. Dissonances internes dans l'élaboration d'un diagnostic

La notion de débordement rappelle que les « *mouvements ne vivent pas encapsulés sur eux-mêmes et qu'ils se nourrissent de processus de bourgeonnement et de sécession, d'hybridation et de recomposition* »<sup>173</sup>. Appliqué aux schèmes d'interprétations, ce concept peut nous permettre d'appréhender le caractère mouvant de la lecture du monde des quartiers populaires. « *Il n'y a que du sens en devenir même là où les significations semblent s'être solidifiées et avoir pris les caractéristiques de fixité et de permanence de faits têtus* »<sup>174</sup>. Le cadrage effectué par le NPA tel que présenté précédemment<sup>175</sup> n'est pas une donnée figée. Le sens donné par le NPA à ce qui se passe dans les quartiers populaires est contre-cadré par d'autres organisations, le NPA peut alors se saisir de ces « *contre-attributions* » et « *contre-*

171 Le « *pronostic* » peut être défini comme un « *scénario de réparation* ».

cf Benford, R., Hunt, S., art. cit., p.164

172 Entretien réalisé le 19 mars 2010 avec Omar, militant du comité NPA d'Argenteuil, ex-militant LCR (1985-2009). Membre de la CNQP et du CPN.

173 Cefaï, D., op. cit p. 383

174 Benford, R., Hunt, S., art. cit., p 165

175 Cf. chapitre I, Section I, B.

*pronostics* »<sup>176</sup> pour « *recadrer* ». <sup>177</sup>. La LCR puis le NPA sont donc susceptibles de revoir leur lecture du monde des quartiers populaires en fonction des critiques qui leur sont adressées. La prise en compte des contre-cadrages peut être appréhendée comme une stratégie pour intégrer les associations implantées dans les quartiers populaires au milieu partisan. Il convient de voir que les contre-cadrages traversent également l'organisation du fait de l'évolution du recrutement militant et des phénomènes de multi-positionnalité. Rappelons qu'une organisation réunit des individus dont les cadres d'interprétation divergent selon les différents espaces sociaux dans lesquels ils évoluent et qui sont de ce fait plus ou moins influencés par d'autres cadrages. L'évolution des cadrages opérés par la LCR puis le NPA quant à la situation dans les quartiers populaires est donc le produit des débats internes portant sur les contre-cadrages émis dans l'arène inter-organisationnelle.

La seule étude des discours des porte-parole, de la presse de l'organisation ou des tracts distribués ne permet pas de saisir ces conflits : ce type de débats a généralement lieu « en coulisses ». Dans une perspective goffmannienne de l'étude des cadres, l'élaboration de ceux-ci doit être étudiée « en situation ». Outre l'analyse des entretiens et des observations participantes, l'étude des documents internes à l'organisation politique peut permettre une approche des disputes entre militants.

### **a. Des militants divisés : une organisation désaccordée ?**

Les points de vue des militants du NPA sur la question des quartiers populaires sont loin d'être convergents. Deux débats majeurs traversent l'organisation. D'une part, une divergence quant à la caractérisation des violences urbaines de l'automne 2005 et d'autre part un débat quant à leurs causes majeures.

D'aucuns diraient que l'absence de consensus résulte de l'ouverture du recrutement à des militants plus divers dans le processus de construction du NPA ; ce n'est pas ce que pointe un militant NPA ex-LCR qui note des divergences internes dès 2005 :

*« Y compris la LCR va être divisée en deux sur la question de 2005. Personne ne dira "il faut le couvre-feu", personne ne dira, "il faut la répression tous azimuts" mais les camarades sont partagés.. Tout le monde constatera les violences policières.. Ça il y a pas débat mais que ce soit 2005 ou 2007 après Clichy-sous-bois, Villiers-le-bel<sup>178</sup>, il y a quand même pour certains camarades l'idée que on ne peut pas obligatoirement parler de révolte mais on n'est pas loin de l'émeute point barre.. »<sup>179</sup>.*

176 Benford R., Hunt, S., art. cit., pp. 167-175

177 Ibidem p.177

178 Clichy Sous Bois : point de départ des violences urbaines de l'automne 2005

Villiers le Bel :Point de départ de violences urbaines en 2007 suite à la mort de jeunes dont moto est renversée par une voiture de police

179 Entretien réalisé le 19 mars 2010 avec Omar, militant du comité NPA d'Argenteuil, ex-militant LCR (1985-2009). Membre de la CNQP et du CPN.

Un entretien réalisé avec deux militants du NPA dont l'un est un ancien membre de la LCR<sup>180</sup> donne un aperçu de ce qu'a pu être ce débat en interne à la LCR quant à l'interprétation des « violences urbaines » :

*-Justo : Moi je pense que c'est à cause des années de mépris. Ces jeunes vivaient le mépris depuis des années donc ils se révoltent..même la droite six mois après les émeutes ils ont repris notre analyse, ils ont dit qu'il y avait des causes sociales...et puis faut pas oublier les 300 morts tués par la police ces 30 dernières années.*

*-Nathalie : Moi je suis plus réservée... brûler des voitures, brûler des écoles ou une bibliothèque... j'aurais voulu que ce soit plus organisé.*

*-Justo : Oui mais c'est parce qu'on n'était pas là... Il n'y avait personne pour les organiser*

*-Nathalie : Oui je sais évidemment, ils brûlent la bibliothèque parce qu'ils se disent « moi je n'y ai pas eu le droit donc je brûle.. ».. mais quand même brûler des voitures.. la voiture de leur voisin.. Moi je ne comprends pas. Pourquoi ils vont pas brûler des Mercedes..*

*-Justo : Mais parce que ils raisonnent pas comme ça.. Ils sont tous jeunes.. Ils avaient entre 13 et 17 ans..*

*-Nathalie : Non il y en avait des plus âgés aussi.*

*-Justo : Non, il y avait 3 / 4 de mineurs*

*-Nathalie : Attends quand même si ils voulaient, ils avaient qu'à se faire une virée dans le XVI<sup>ème</sup>. Je ne suis pas d'accord Justo ! Je comprends pas qu'on brûle des écoles ou des bibliothèques.*

*-Justo : Moi j'entends pas ce genre de discours. Mais attends, derrière la fumée des voitures qui brûlent.. Faut aller derrière cette fumée.. Aller discuter avec les jeunes.. Moi j'y étais à Villiers-le-Bel tous les jours. Ils ont des revendications politiques. Quand tu leur parles, tu vois qu'il y a un discours politique »*

Certains militants reprennent donc un discours porté par d'autres organisations politiques telles que Lutte Ouvrière. Les violences urbaines sont ainsi analysées comme le fait d'une frange des classes populaires difficilement mobilisable pour l'action collective. Cette question recoupe celle de l'appréhension des habitants des quartiers populaires comme le « lumpenprolétariat »<sup>181</sup>. En effet, si une telle définition des habitants des quartiers populaires est totalement récusée par la LCR dans les débats inter-organisationnels, celle-ci apparaît dans les débats internes de la LCR où elle est la cause de disputes parfois violentes :

*Gérard : « Il faut réintroduire la catégorie de lumpenprolétariat dont tous les régimes autoritaires se sont servis. Aujourd'hui qui c'est qui structure l'influence dans les quartiers ? Ce sont les trafiquants...qui peuvent mettre un quartier sous leur domination. Il faut aborder les choses franchement pour traiter ce problème. »*

*Philippe : « Mais la question que la Ligue devrait se poser, comment faire en sorte que cette fraction du*

---

180 Entretien double réalisé le 10 mars 2010 avec Justo, militant du comité NPA de Meaux, ex-militant LCR (1983-2009). Membre de la CNQP et Nathalie, militante du comité NPA de la Goutte d'Or Paris XVIII<sup>ème</sup> et membre de la CNQP et CQPRP.

181 Dans le *Manifeste du parti communiste de Marx et Engels*, le Lumpenprolétariat désigne le « pourrissement passif des couches les plus basses de la vieille société ». Il aurait du, dès le départ, rejoindre les ambitions révolutionnaires du prolétariat. Or, « toutes les conditions de son existence font que [le Lumpenprolétariat] sera plus disposé à se laisser acheter pour des machinations réactionnaires. »

*salariat- et moi je récusé totalement le terme de lumpenprolétariat car je vous rappelle que le lumpen c'est la base du fascisme donc si les jeunes immigrés de banlieues sont la base de Sarko et du FN on s'en serait aperçu- prennent conscience qu'ils appartiennent à la classe ouvrière ? Tu vas trop loin»<sup>182</sup>.*

L'appréciation des « violences urbaines » comme une « révolte sociale » résulte de l'institution en interne d'un rapport de force en faveur des militants défendant cette option.

Le conflit sur l'appréciation des causes de la situation dans les quartiers populaires devient rapidement un débat central. Les contre-cadrages ethnicisants d'organisations telles que le MIR deviennent dès novembre 2005 l'enjeu de débats internes-parfois très virulents-entre militants. En effet si la majorité de l'organisation voit dans ces cadres d'interprétation un diagnostic dangereux pour l'unité des classes populaires, d'autres militants y trouvent un complément intéressant pour appréhender la situation dans les quartiers populaires :

*« Je ne vois vraiment pas pourquoi et comment dissocier dans les ghettos le côté social et le côté racial ! Effectivement, on a mis les plus pauvres Et "quel hasard" on y a mis les immigrés, en particulier ceux issus de nos anciennes colonies Les deux niveaux, de toute évidence se confondent...ce que disent les "Indigènes [de la République]" c'est que l'aspect "raciste" et l'aspect "capitaliste" sont étroitement imbriqués Ce en quoi ils n'ont pas tort selon moi »<sup>183</sup>*

Ces contre-cadrages sont notamment portés par des militants des courants SPEB et Socialisme International<sup>184</sup>. Les militants de ces tendances de la LCR se distinguent au printemps 2004 par leur prise de position dans le cadre du débat sur la loi contre le port des signes ostentatoires. Alors que la LCR avance une position « Ni loi, ni voile », SPEB va défendre sans nuance les sœurs Lévy menacées d'expulsion de leur collègue du fait de leur refus de se dévoiler. Cet épisode vaut aux « spebistes » et autres militants du même courant l'appellation moqueuse et plus ou moins fraternelle d'« islamo gauchistes ».

Certains militants se reconnaissent donc dans les revendications identitaires. Les positions minoritaires défendues par SPEB vont progressivement trouver un écho notamment chez certains militants issus des quartiers populaires et influencés par des cadres d'interprétation différents de ceux avancés par la LCR.

*« On a dénigré, on a rejeté ces populations, on fait du néocolonialisme. »<sup>185</sup>* note un militant du NPA également membre du Mouvement de l'Immigration et des Banlieues. Certains militants qui entrent dans le processus de construction du NPA ont une analyse de la situation dans les quartiers populaires plus proche de celle du MIR que de celle de la LCR.

---

182 Intervention d'un militant lors de l'atelier *Les quartiers à l'abandon*. Débat de l'université d'été. 2006 de la LCR.

183 Message d'un militant LCR sur le FMR

184 Socialisme International est un réseau de militants trotskystes fondé en 1984. il éclate en deux groupes distincts en 1997. les militants de Socialisme International sont collectivement intégrés à la LCR en 2002, le groupe SPEB ( Socialisme Par En Bas) est quant à lui intégré en 2004.

En 2005, les militants de SPEB lancent une revue intitulée *Que faire ?*

185 Entretien réalisé le 16 février 2010 avec Mohammed, militant du comité NPA de Villeneuve-Saint-Georges depuis fin 2008 et membre de la Commission Quartiers Populaires.

En novembre 2008, a lieu à Paris la première rencontre nationale des quartiers populaires du NPA. Un débat est organisé autour de la question des racismes et des discriminations. Au cours du débat, deux visions des choses émergent. Alors que certains militants voient dans les luttes anti-racistes et les luttes contre les discriminations religieuses des combats à articuler avec une lecture marxiste de la situation dans les quartiers populaires; d'autres militants y reconnaissent une grille de lecture centrale et réclament que ces questions soient mises sur un pied d'égalité avec les analyses économiques des quartiers populaires :

*« Dans les quartiers, nous ce qu'on veut au début c'est combattre l'oppression, à la fois contre l'oppression contre le religieux, contre l'oppression raciste et aussi contre les oppressions sociales. »<sup>186</sup>*

Cette grille de lecture va à l'encontre du cadrage « lutte des classes » promu jusque-là par la LCR, ce que rappelle une militante de longue date :

*« On est dans une organisation marxiste c'est à dire que d'abord ... (murmures protestataires) ben ouai, anticapitaliste, c'est à dire qu'on est dans une orga qui voit bien qu'il y a deux classes sociales [...] »<sup>187</sup>.*

Les débats autour des revendications liées aux discriminations religieuses sont particulièrement houleux au moment de la construction du NPA

La LCR puis le NPA vont être traversés par des discours qui contre-cadrent sa lecture de la situation dans les quartiers populaires en avançant des revendications plus liées au racisme et à l'islamophobie qu'aux conséquences de la crise économique. La prise en compte d'identités autres que l'identité de classes promue par des organisations anti-racistes ou luttant contre les discriminations religieuses se trouve alors au cœur des débats qui accompagnent le processus constituant du NPA. Ces questions restent centrales dans les débats au NPA.

## **b. Une extension limitée du « cadre d'interprétation »**

Le processus de création d'une nouvelle organisation politique implique la formulation de nouveaux cadres d'interprétation. La lecture du monde des quartiers populaires proposée par la LCR est ébranlée par les attaques des contre-mouvements tels que le MIR qui convainquent bon nombre de militants. Les interprétations ethnicisantes constituent également une concurrence dans l'espace des quartiers populaires. Le processus de constitution du NPA est l'occasion de proposer une réponse aux contre-cadrages en reformulant un cadre d'action collective qui tienne compte de ceux-ci. La formulation d'une nouvelle vision des quartiers populaires dans le processus de construction du NPA peut donc être appréhendée comme un « recadrage »<sup>188</sup> du cadre d'action collective forgé par la LCR entre 2005 et 2008.

La nouvelle grille d'interprétation du monde des quartiers populaires formulée est en définitive très

<sup>186</sup> Intervention d'un militant lors de la première réunion de la CNQP, 13-14 décembre 2008.

<sup>187</sup> Intervention d'une militante. Ibidem.

<sup>188</sup> Benford, R., Hunt, S., art. cit., p.177.

proche de celle de la LCR. L'idée d'un espace qui concentre les difficultés est conservée et c'est celle que l'on retrouve dans les textes officiels de l'organisation. On note néanmoins une attention accrue aux thématiques identitaires. Si les termes de « racisme » et de « néocolonialisme » reviennent de façon récurrente dans les textes fondateurs du NPA quand il s'agit de parler des quartiers populaires. Il n'y a pas de rupture dans l'appréhension de ces espaces avec ce que défendait la LCR depuis 2005. Le concept « *d'extension de cadres* »<sup>189</sup> tel que développé par D.A.Snow et R. Benford<sup>190</sup> correspond à un élargissement du discours d'une organisation qui intègre des éléments qui à priori ne font pas partie de son analyse de la société. Dans le cas qui nous intéresse, il est possible de parler d'une « extension de cadre » limitée. Il n'y a pas de remise en cause des schèmes d'interprétation mais une insistance sur certaines dimensions jusque-là peu mises en valeur dans les discours de la LCR. Le nouveau cadrage répond donc aux critiques qui regrettaient « *le manque de visibilité sur cette question là [Le racisme]* »<sup>191</sup>.

L'analyse de la situation dans les quartiers populaires n'intègre pas les discriminations contre les religions. Selon certains militants du NPA, l'islamophobie est une dimension importante de l'exclusion vécue par les habitants des quartiers populaires ; cet élément est totalement absent des textes adoptés lors du congrès fondateur du NPA en janvier 2009.

Les cadrages ne sont pas des données figées. La grille d'analyse du NPA est susceptible d'évoluer au grès des transformations affectant le monde des quartiers populaires mais également en fonction des cadrages alternatifs qui trouveraient un écho au sein du NPA.

Au moment où nous écrivons ce mémoire, le NPA, dans le contexte du débat autour du projet de loi prévoyant l'interdiction du voile intégral, se trouve traversé par des courants qui réclament une relecture de l'analyse des quartiers populaires qui prendrait en compte les discriminations de type religieuses.

Ils voient dans cette loi une oppression qui s'abat sur la frange déjà la plus exclue de la société : « *Avant contre les immigrés, ils avaient le racisme, maintenant, ils ont trouvé autre chose, c'est l'islamophobie, refuser de se battre contre ces lois discriminatoires, c'est refuser de défendre les opprimés et les gens des quartiers* »<sup>192</sup>. Certains militants<sup>193</sup> refusent de s'emparer de ces questions : « [...] *Je ne vais*

189 Benford, R., Snow, D.A., art. cit.

190 Cf : Benford, R., Snow, D.A., « Framing processes and social movements : an overview and assessment. » *Annual review of sociology*. Volume 26, 2000

« *Frames extensions entails depicting an SMO's interests and frames as extending beyond its primary interests to include issues and concerns that are presumed to be of importance to potential adherents.* »

191 Intervention lors du débat racisme et discrimination de la première réunion de la CNQP, 13-14 décembre 2008 populaires : « *c'est vraiment des débats intéressants qui doivent nous apprendre à nous y compris parce que si formellement on va dire « Dans la tradition de la gauche, en général, la gauche radicale etc, on défend les minorités visibles contre le racisme etc », il y a un manque de visibilité sur cette question là.. On se bat pour les 1500 euros, on connaît par cœur des revendications très économistes etc mais les revendications sur les questions du racisme et des discriminations, on en a mais c'est pas visible et on doit être les portes paroles des exploités et des plus opprimés et ces deux choses doivent marcher ensemble et je crois que ça..Et voila je crois qu'il y a un type de revendications qu'il faut mettre en avant.* »

192 Intervention de Rayan, militant du comité de Fontenay-sous-Bois. Intervention lors de la réunion hebdomadaire du comité le 10 mars.

193 Intervention d'Annick, militante du comité NPA de Fontenay-sous-Bois, ex-militante LCR (2005-2009) Habitante des parapluies. Réunion hebdomadaire du comité de Fontenay-sous-Bois, le 10 mars 2010.

*pas me battre pour que des nanas aient le droit de porter le voile alors qu'on s'est battu pour être en minijupes* ». <sup>194</sup>

Ce débat doit être replacé dans un débat inter-organisationnel. Le collectif Unis Face à l'Islamophobie (UFI) cherche des soutiens politiques. L'opportunité d'entretenir des liens avec ce collectif implanté dans les quartiers populaires fait débat au NPA. Quand certains pointent du doigt l'opportunité de se construire un milieu partisan dans les quartiers populaires par le biais d'un investissement dans les organisations de lutte contre les discriminations religieuses, d'autres fustigent une lecture du monde des quartiers populaires en termes de discriminations religieuses qui les discréditerait au yeux des organisations féministes et de défense de la laïcité.

L'approche de l'évolution des cadres par le biais d'une étude de l'arène inter-organisationnelle est féconde mais elle gagne à être complétée, nous l'avons vu, par une étude des débats partisans. Comment parler des réticences d'une partie des militants à intégrer la question de l'islamophobie dans ses cadres d'interprétation de la situation dans les quartiers populaires sans évoquer la campagne électorale du printemps 2010 au cours de laquelle le NPA se voit reprocher ses accointances avec l'islam notamment par les organisations de gauche ?

Dans ce premier chapitre nous avons rendu compte du fait que le NPA évolue dans un environnement organisationnel et partisan qui contraint, ou du moins influe sa lecture du monde des classes populaires. Le recours au concept de cadre est fructueux en ce sens qu'il invite à porter le regard sur la dimension cognitive du militantisme.

Le rapport entretenu par le NPA avec les quartiers populaires et les habitants de ces espaces entendus respectivement comme nouvel environnement ou espace d'intervention et nouveau public-cible sera l'objet du chapitre qui suit. En effet, jusqu'à présent, nous nous sommes placés dans une perspective macrosociologique qui laisse peu de place aux interactions entre acteurs notamment aux échanges entre militants et habitants des quartiers populaires. La mise en œuvre d'une nouvelle grille de lecture ne présume pas de l'élaboration d'un discours spécifique et de nouvelles pratiques militantes. Les cadres d'interprétation jusque-là étudiés correspondent aux discours élaborés par une organisation sur un espace donné, il ne s'agit donc pas des discours portés dans les quartiers populaires dans le but d'y acquérir une audience.

Il importe donc d'examiner comment la LCR, puis le NPA, dans une nouvelle appréhension des quartiers populaires, articulent des revendications dans des discours susceptibles de trouver une « résonance » <sup>195</sup> dans les quartiers populaires par le biais d'un militantisme en mutation.

L'étude des interactions observées en situation permettra d'approfondir la réflexion sur l'évolution de la

194 L'étude de ces débats internes autour des questions spécifiques aux habitants des quartiers populaires seront prolongés dans le chapitre III par une réflexion sur la transmutation des intérêts spécifiques des militants issus des quartiers populaires sur les intérêts du reste de l'organisation.

195 Benford, R., Snow, D.A., art. cit

grille de lecture mobilisée par le NPA dans son appréhension des quartiers populaires. Dans la perspective de la « frame analysis » renouvelée, il convient de voir que les cadres d'interprétation ne sont pas seulement des construits que l'on peut saisir en amont du militantisme mais qu'il est nécessaire de les appréhender en aval, à travers l'étude des pratiques et des discours militants mobilisés dans l'espace des quartiers.

## II. Faire mieux résonner<sup>196</sup> le discours du NPA dans les quartiers populaires

Dans sa nouvelle grille de lecture du monde des quartiers populaires la LCR, puis le NPA, fait des habitants des quartiers populaires de nouveaux sujets historiques<sup>197</sup>. Les habitants des quartiers populaires peuvent être appréhendés comme le nouveau « public-cible »<sup>198</sup> du courant politique incarné par la LCR puis le NPA. « Une des fonctions des mouvements sociaux est de fournir des cadrages alternatifs à ce qui semblait relever avant de l'ordre, de la malchance ou de la fatalité »<sup>199</sup>. Les organisations de mouvement social s'attèlent donc à faire résonner leurs cadres d'interprétation avec ceux de leurs publics-cible afin qu'ils se les approprient et se mobilisent à leur tour. Convaincre de la pertinence de leurs cadres d'action collective est l'objectif des organisations de mouvement social : « Les mouvements d'actions collectives se battent dans le but de convaincre, de recruter, de mobiliser pour le compte de leurs organisations ; ils conquièrent des parts de marché au détriment les uns des autres et s'approprient des ressources qu'ils retirent à la convoitise de leurs rivaux »<sup>200</sup>.

La LCR, comme ensuite le NPA, se lance à la conquête des quartiers populaires et des habitants de ces espaces afin de les conscientiser-pour reprendre une rhétorique marxiste- et donc de les mobiliser pour l'action collective. Le concept d'« alignement des cadres » est à la base de la réflexion de D. Snow qui s'interroge sur les processus de recrutement de nouveaux militants par les organisations du mouvement social. Par ce concept est désignée la relation qui s'établit entre « Les interprétations des situations par les individus et par les organisations de mouvement social, de telle façon que certains intérêts, valeurs et croyances des individus et certaines activités, buts et idéologies des mouvements sociaux sont congruents et complémentaires »<sup>201</sup>. D. Cefaï reproche aux auteurs de la « frame analysis » d'avoir réduit la rencontre entre les cadres d'interprétation des organisations avec ceux des individus qu'elles cherchent à recruter à un

196 Benford, R., Snow, D.A., art. cit.

197 Cf. note chapitre I, A, 1.

198 Traduction du terme « targets »

cf. Benford, R., Snow, D.A., « Framing processes and social movements : an overview and assessment. » *Annual review of sociology*. Volume 26, 2000

199 Cefaï, D., art. cit., p.35

200 Cefaï, D., op. cit. p.580

201 Snow, D.A, Rochford, E..B, Worden, S. Benford, R., « Frame alignments Processes, Micromobilization and movement participation » *American sociological Review*, Vol 51 pp.464-481 cité in Mathieu. L. *Comment lutter, sociologie et mouvements sociaux ?* Paris, Éditions textuel, 2004 p.66

alignement stratégique ou à de la « résonance sémantique » : « *Rien n'est dit des nombreuses tactiques de réception, de reprise et d'application, de résistance ou de rejet, de détournement ou de redéfinition* »<sup>202</sup> note-t-il.

Nous tiendrons compte de ces critiques formulées à l'égard de la « frame analysis » dans notre étude des processus de recrutement de la LCR et du NPA dans les quartiers populaires en étudiant notamment les disputes entre membres de la LCR (ou du NPA) et habitants des quartiers populaires. La résistance aux tentatives de recadrages d'identités <sup>203</sup> sera ainsi l'objet de notre attention. La lecture du monde développée par le NPA prend en compte, nous l'avons vu, le fait que « *les acteurs disposent d'une pluralité d'identités du fait de leur appartenance à une multiplicité de sphères sociales* »<sup>204</sup>. L'identité de classe est néanmoins idéologiquement prééminente dans une lecture du monde régie par le conflit entre deux classes sociales. Il conviendra de voir comment le discours du NPA tente de faire valoir l'identité ouvrière mais se laisse également convaincre de la nécessité d'activer d'autres identités. Le concept d'activation de frontières est développé par S. Tarrow et C. Tilly qui montrent comment « *un conflit active certaines frontières et en désactive d'autres qui auraient pu être pertinentes* »<sup>205</sup>. Une étude des références « en situation » à des « communautés d'action »<sup>206</sup> jusque-là ignorées par l'organisation nous occupera dans ce chapitre.

L'évolution des cadres d'action collective d'une organisation ne peut être pleinement saisie par l'étude de ses textes officiels ou de ses publications. Notre analyse portera donc sur les discours émis dans les quartiers populaires mais proposera également une réflexion sur l'évolution des pratiques militantes dans ces espaces. La notion de « répertoire du conflit »<sup>207</sup> montre que les représentations du conflit ne valent que pour un couple sujet-objet donné : « *De nos jours, la grève; le ralentissement des cadences [...] appartiennent au répertoire revendicatif qui associe patrons et salariés* »<sup>208</sup>. La théorisation de la nécessité d'une intervention militante dans les quartiers populaires implique une évolution des « répertoires d'action »<sup>209</sup> des militants du NPA. En effet, les répertoires d'action varient avec le temps, le lieu et le « couple sujet-objet » : les habitants des quartiers populaires ne sont pas les travailleurs de la SNCF, les quartiers populaires ne sont pas la sortie des usines et il n'est pas possible de militer de la même façon dans les années 2000 qu'en 1990. « *Ceux qui élèvent une revendication collective inventent leurs actions à*

202 Cefaï, D., op. cit, p.472.

203 Nous associons ici le concept d'alignement de cadre (ou de réaligement) précédemment défini et le concept de « Cadres d'identité » qui peut être défini « *comme établissant une dimension conflictuelle entre eux et nous* » « *Political discourse and collective action* » *International Social Movement Research 1*, pp.219-244 cité in Cefaï, D., Trom, D., (dir) op. cit., p.55

204 Mathieu, L., « Quand la sociologie de l'action collective rencontre les identités : état des lieux et perspectives » in Arnaud, L., Sala Pala, V., Ollitrault, S., Rétif, S., (dir) *L'action collective face à l'imbrication des rapports sociaux : classe, ethnicité, genre*, Paris, L'harmattan, 2009, pp. 23-49, p.34.

205 Tilly, C., Tarrow, S., *Politiques du conflit : de la grève à la révolution*, Paris, Presses de sciences-Po, 2008.

206 Segrestin, D., « Les collectivités pertinentes de l'action collective ». *Revue française de sociologie*, volume XXI pp. 173-203, 1980

207 Tilly, C., Tarrow, S., op. cit., p.39

208 Ibid.

209 Ibid

*l'intérieur des limites fixées par un répertoire préexistant pour le lieu, le temps et le couple dont il s'agit.* »<sup>210</sup> rappellent ainsi C. Tilly et S. Tarrow.

L'analyse de l'évolution des répertoires d'action, et l'étude de la traduction des cadres d'interprétation en un discours destiné aux habitants des quartiers populaires nous permettront d'appréhender à un niveau plus microsociologique l'élaboration conflictuelle et progressive d'une nouvelle « culture partisane ». Par culture partisane, nous faisons référence aux « *stratégies et [aux] manières de faire de la politique des entrepreneurs politiques [qui] ne s'expliquent pas uniquement comme le produit de la quête raisonnée et systématique du pouvoir mais [qui] sont conditionnées par des cadres cognitifs et normatifs objectivés dans des règles et un langage qu'on peut apparenter à une culture partisane.* »<sup>211</sup>

L'enquête ethnographique nous permettra donc d'appréhender l'évolution des liens entretenus entre un parti politique et un environnement à travers l'étude des interactions entre militants et quartiers populaires puis entre militants et habitants de ces espaces.

## ***A. Territorialiser l'activité militante dans les quartiers***

L'implantation dans les quartiers populaires est un objectif affiché par le NPA de façon médiatique au moment de sa création. Les textes fondateurs rappellent cette priorité :

*« Nous voulons que le NPA soit efficace, utile tout de suite, présent sur tout le territoire dans les quartiers populaires, utile pour résister et lutter dans les entreprises, à la pointe du combat auprès de la jeunesse dont le dynamisme des luttes s'avère souvent précieux pour entraîner celle des travailleurs »*<sup>212</sup>.

*« Le nouveau parti anticapitaliste doit développer une intervention soutenue dans les quartiers populaires »*<sup>213</sup> rappelle un article de Rouge. A côté des entreprises, des universités et des lycées, les quartiers populaires deviennent un nouvel espace d'intervention où les militants entendent faire résonner le discours de l'organisation politique et de ce fait réaligner les cadres d'interprétation des habitants de ces espaces sur les leurs.

Dans une démarche ethnographique, nous nous sommes intéressés aux situations militantes au cours desquelles les membres du NPA s'attellent à convaincre les habitants des quartiers populaires de rallier la cause anticapitaliste. C'est au cours de ces moments de co-présence des militants et du public-cible que se jouent les possibilités de réalignement de cadres.

---

210 Ibid

211 Sawicki, F., art. cit., p.198.

212 Textes fondateurs du NPA

213 Rouge, hebdomadaire de la LCR, 31 juillet 2008, n° 2263.

L'affirmation du NPA de vouloir investir ces espaces démontre la difficulté antérieure de la LCR à mobiliser dans les quartiers populaires. Une réflexion sur la transformation des répertoires militants et des répertoires d'action de la LCR au moment de la construction du NPA mérite d'être menée. L'intégration explicite des habitants des quartiers populaires au public-cible de l'organisation va entraîner une réflexion sur la manière de toucher politiquement cette catégorie de population. Le répertoire militant évolue donc dans une perspective stratégique mais également du fait de l'évolution progressive du recrutement de l'organisation. En effet, la décision de faire appel à un mode d'action revient aux acteurs du mouvement social qui font leurs choix dans un répertoire d'action. Ce répertoire est néanmoins plus ou moins riche selon le sujet de la discorde, le lieu mais également selon les propriétés sociales des militants. Le répertoire d'action est ainsi plus étendu pour un collectif militant qui a dans ses rangs des militants issus des quartiers populaires. Ces derniers sont susceptibles de lui « ouvrir » les portes du quartier mais également de lui suggérer d'enrichir le répertoire d'action de modes d'intervention issus de leurs expériences militantes notamment associatives dans les quartiers.

Les pratiques militantes de l'organisation dans l'espace des quartiers populaires peuvent être appréhendées à travers l'étude des liens que celle-ci entretient avec cet environnement ou ces individus. On peut en effet faire l'hypothèse que l'évolution des répertoires militants et des répertoires d'action du NPA n'est pas sans lien avec les propriétés sociales de ses membres.

Une démarche diachronique sera donc ici mise en œuvre. Il faut rappeler ici que la LCR entreprend de s'implanter dans les quartiers populaires avant le lancement du NPA : les militants de la LCR fontenaysienne distribuent des tracts à Val-de-Fontenay<sup>214</sup> depuis plusieurs années déjà.

L'évolution des pratiques militantes du courant politique dans son intervention dans les quartiers populaires sera donc l'objet de cette section.

## 1. Un courant politique coupé des quartiers ?

La LCR, comme le NPA ensuite, parle de « *l'implantation dans les quartiers* »<sup>215</sup>; d'anciens militants fontenaysiens évoquent la « *pénétration [d]es quartiers populaires* »<sup>216</sup>. Ces expressions récurrentes dans les discours traduisent le rapport d'extériorité à l'espace des quartiers populaires. Il faut alors examiner les difficultés d'implantation de la LCR ou du NPA dans un espace jusque-là ignoré voire inconnu pour certains militants.

Les quartiers populaires sont présentés comme le « *terrain naturel du NPA* »<sup>217</sup>. Il convient néanmoins

214 Station de RER située au pieds des tours de la cité des Larris et du quartier Jean Zay à Fontenay-sous-Bois

215 Entretien réalisé le 15 mars 2010 avec Karell, militante du comité NPA de Fontenay-sous-Bois et du comité étudiant de Paris VII. Ex-Militante des JCR (2004-2009)

216 Conversation de terrain avec Patrick, militant du comité NPA de Fontenay-sous-Bois, ex militant LCR (2006-2009). Montreuillois.

217 Compte-rendu de la réunion de la Commission Quartiers Populaires de Région Parisienne du 9 octobre 2009

de voir que l'implantation de la LCR dans les quartiers populaires s'est faite à des vitesses différentes selon les villes :

*« Moi je suis de Toulon. En fait il n'y avait pas de section LCR à Toulon, c'est nous qui avons monté une section donc c'est pour ça que ce qui est atypique par rapport au national, c'est que c'est une LCR quartiers populaires depuis le début »<sup>218</sup>.*

Les entretiens menés avec les militants du comité fontenaysien montrent que ce n'est pas le cas localement. Avant la création du NPA, les militants distribuaient effectivement des tracts à la sortie du RER Val-de-Fontenay mais ce travail restait timide et n'était pas pensé comme un travail militant « quartiers populaires ». Dès 2005, mais plus encore depuis la création du NPA, le comité fontenaysien milite dans les quartiers populaires de la ville. L'étude de la rencontre entre un comité et une frange de son public-cible à travers des activités militantes nous intéressera dans la présente section.

## **a. Habitants et militants : à la recherche d'un langage commun**

Lorsque les membres d'une organisation de mouvement social se trouvent dans une situation de militantisme qui a pour but de recruter de nouveaux militants, ils travaillent sur un double registre : le « cadrage de la situation in vivo -définir qui l'on est, ce que l'on veut, à qui l'on s'adresse- et du cadrage topique, interprétatif et motivationnel de la cause qu'ils défendent en situation »<sup>219</sup>. Il convient donc de mobiliser le concept de « cadrage » au sens que lui octroie E. Goffman.

Habitué à militer à la sortie des entreprises et à y être reconnu comme les membres d'une organisation d'extrême gauche luttant pour la défense des travailleurs, les militants sont conscients que le cadrage<sup>220</sup> de leur intervention dans les quartiers populaires est moins évident :

*« Le vrai problème c'est que évidemment ça crée un malaise du point de vue militant, quand tu viens parler lutte des classes quand tu ne sens pas la classe ouvrière constituée, structurée, formalisée. Dans une entreprise, il y a un groupe d'ouvriers et il y a un patron, tu t'adresses à un groupe par rapport à un autre etc et y compris on te repère, t'as une place, on voit ce que tu veux. Dans un quartier c'est différent. D'abord on comprend pas obligatoirement tout ce que tu écris, ça c'est un problème mais ta grille de lecture, elle ne fonctionne pas aussi bien.. a priori.. on peut dire, car tu t'adresses à lui en tant que quoi ? Il ou elle va faire son marché ou il squatte le bas de l'immeuble, tu t'adresses à lui ou à elle en tant que quoi ? En tant que qui ? T'as pas le lieu de travail qui dit que ou la gamelle... »<sup>221</sup>*

Quand ils arrivent dans un quartier populaire pour y diffuser leurs tracts, les militants de la LCR comme

---

218 Entretien avec Karima, militante du comité NPA de Toulon, ex-militante LCR (2006-2009) Membre de la Commission Quartiers Populaires et du Conseil Politique National. Entretien réalisé le 17 mars 2010

219 Cefaï, D., *Pourquoi se mobilise t-on ? Les théories de l'action collective*, Paris. La découverte, 2007, p. 645

220 Le terme de cadrage est à appréhender ici dans sa définition première. On ne parle pas des cadres de l'action collective mais de « cadrage primaire » au sens goffmanien du terme.

221 Entretien réalisé le 19 mars 2010 avec Omar, militant du comité NPA d'Argenteuil, ex-militant LCR (1985-2009). Membre de la CNQP et du CPN.

ceux du NPA savent qui ils sont et ce qu'ils viennent y faire : « *On doit y être car c'est le seul moyen pour nous de conscientiser la classe ouvrière et de mobiliser ceux qui sont précaires* »<sup>222</sup> rappelle une militante. Le cadrage de la situation<sup>223</sup> par les habitants des quartiers est loin d'être aussi évidente ; elle peut même devenir source d'incompréhensions et de malentendus. « *La définition de la situation peine à être de sens commun* »<sup>224</sup>. Les habitants des quartiers populaires saisissent parfois mal le sens de la présence des militants dans leur espace de vie. Les sourcils froncés de certains passants, certaines interrogations timides « *c'est quoi ?* »<sup>225</sup> ou leurs remarques « *Moi, je ne veux pas donner d'argent* »<sup>226</sup> démontrent l'absence d'un « *langage commun* »<sup>227</sup>. Le militantisme ne fait pas partie des grilles de lecture des habitants des quartiers populaires. Le NPA est conscient de la désertion des quartiers populaires par les organisations politiques de gauche et de l'absence de tradition de l'extrême gauche d'intervention dans ces espaces :

*« Les partis se sont peu à peu coupés des quartiers [...] A l'extrême gauche, le manque de moyens humains et de relais dans les quartiers, ainsi qu'un certain déficit de réflexion sur les modes d'intervention et de mobilisation ont poussé la gauche radicale à ne pas s'impliquer réellement dans les quartiers »*<sup>228</sup>.

Cette perte de tradition militante, rend parfois difficile l'intervention dans les quartiers populaires. Les militants sont de ce fait ou non-identifiés ou mal identifiés par cette frange du public-cible de l'organisation. Outre le fait qu'ils soient régulièrement pris pour des démarcheurs inopportuns, les militants sont parfois perçus comme des « *indics de la police* » ou des journalistes dont la présence est loin d'être souhaitée :

**Nathalie** : -« *L'autre jour, je suis allée diffuser<sup>229</sup> des tracts avec une copine qui prenait des photos que les gens ne connaissaient pas et bien tout de suite on est venu nous demander qui c'était....c'était agressif*».

**Justo** : -« *Ouai...les gens ont le réflexe : "Journaliste ? Police ?" .* »<sup>230</sup>

Si aux dires des militants, ces incompréhensions restent exceptionnelles, les situations où ils sont pris à partie par des habitants des quartiers populaires qui les accusent de pratiques clientélistes ou de récupération politique sont très fréquentes.

Les militants justifient leurs réticences à militer dans les quartiers populaires par ce biais. Il ne

222 Entretien réalisé le 1<sup>er</sup> mars 2010 avec Annick, militante du comité NPA de Fontenay-sous-Bois depuis le congrès de fondation, ex-militante LCR (2005-2009) Habitante des parapluis.

223 Au sens goffmannien du concept de cadrage

224 Cefaï, D., Lafaye, C., « Lieux et moments d'une mobilisation collective » in Cefaï D. et Trom D. (dir.) *Les formes de l'action collective. Mobilisations dans des arènes publiques*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2001, pp. 195-229, p.203

225 Observation participante à Val-de-Fontenay le 8 février 2010.

226 ibidem

227 Cefaï, D., Lafaye, C., art. cit., p.203

228 Johsua, N., « Le NPA et les quartiers populaires », *Critique communiste*, n°189, janvier 2009.

229 Differ : diffuser, tracter.

230 Entretien double réalisé le 10 mars 2010 avec Justo, militant du comité NPA de Meaux, ex-militant LCR (1983-2009). Membre de la CNQP et Nathalie, militante du comité NPA de la Goutte d'Or Paris XVIII<sup>ème</sup> et membre de la CNQP et CQPRP.

souhaitent pas être assimilés aux partis politiques qui ne viennent qu'au moment des élections : « *C'est pas simple au début en fait, on ne se sent pas vraiment légitime à venir comme ça comme si on apportait la bonne parole* »<sup>231</sup>. Les militants LCR issus des quartiers populaires réproouvent d'ailleurs un tel mode d'intervention « de l'extérieur » qui risque d'être mal interprété :

*« A la LCR, c'est pas qu'on faisait moins de travail, c'est qu'il y avait moins de militants, il y avait pas de militants issus des quartiers populaires. Mais il n'y avait pas de mauvaise volonté à la LCR de travailler dans les quartiers populaires. Il y avait une volonté mais il n'y avait pas les moyens humains, c'est à dire il n'y avait pas d'ancrage. Non il n'y avait pas d'ancrage, tu peux pas rentrer dans un quartier populaire en professeur rouge « Venez, on vient vous voir », nous on fait un bras d'honneur aux politiques, même maintenant que je suis politisée, quand j'en vois venir, je leur fais un bras d'honneur parce que c'est pas pareil que quand t'as un ancrage. Je veux dire ceux qui viennent, ils viennent... sans doute pas tous.. ils viennent parce que c'est les élections, ils en ont rien à foutre. On a des expériences nous. 95 donc on en a marre quoi. les années 1980 avec SOS racisme..»*<sup>232</sup>

Les militants fontenaysiens évoquent des situations de malaise lors de situations où il s'agit de demander concrètement aux habitants de s'engager. Pas assez nombreux pour constituer une liste pour les élections municipales de 2008, les militants de la cellule LCR décident de faire du porte-à-porte dans les cités dans le but de recueillir des noms de personnes acceptant d'être sur la liste électorale LCR. Outre le fait que les militants sont à cette occasion pris pour les démarcheurs inopportuns précédemment évoqués, les militants expriment leur difficulté à expliquer leur démarche. Une militante dit avoir parfois eu l'impression d'obtenir des accords au prix d'incompréhensions. Les habitants ont-ils compris qu'ils apportaient leurs soutiens à une organisation d'extrême gauche ? Ont-ils conscience que voir leurs noms s'afficher sur une liste électorale peut leur porter préjudice en cas de recherche d'emploi ?

*« Concevoir l'adhésion comme un acte d'engagement ou de soutien à une organisation porteuse de revendications légitimes requiert des compétences civiques, un sens du jeu démocratique, une appréciation de la réceptivité des autorités publiques, une conviction quant à l'utilité et au droit de s'associer qui ne vont pas de soi »*<sup>233</sup>

Pour faire face à ce qu'ils considèrent comme des erreurs de cadrage des activités militantes par le public-cible, les militants revoient la présentation du NPA dans les quartiers populaires. Conscients du fait que les habitants des quartiers populaires ne connaissent pas forcément le NPA, ils spécifient systématiquement « *Le parti d'Olivier Besancenot* » quand ils distribuent les tracts aux passants et

---

231 Entretien réalisé le 1<sup>er</sup> mars 2010 avec Annick, militante du comité NPA de Fontenay-sous-Bois depuis le congrès de fondation, ex-militante LCR (2005-2009) Habitante des parapluies.

232 Entretien réalisé le 17 mars 2010 avec Karima, militante du comité NPA de Toulon, ex-militante LCR (2006-2009). Membre de la CQP et du CPN,

233 Cefaï D.Lafaye.C., art cit. p.203.

multiplient les formules assez simplistes telles que « *contre la politique de Sarko* »<sup>234</sup>. Le but étant que la définition de la situation par les habitants des quartiers populaires soit plus conforme à ce qu'ils en attendent.

## **b. Les militants : des étrangers dans les quartiers ?**

Il convient de voir que l'appréhension par les habitants des interventions du NPA comme des interventions politiques ne garantit pas une audience dans les quartiers populaires. Outre la peur de voir les activités militantes perçues comme autre chose que ce qu'elles sont selon eux, certains militants rapportent un sentiment d'illégitimité sociale à intervenir dans les quartiers populaires. Ils analysent clairement le fait que s'ils appartiennent comme les habitants des quartiers populaires aux classes populaires au sens marxiste du terme, ils ne vivent pas la même réalité sociale que les habitants des quartiers populaires et qu'ils sont porteurs de propriétés sociales différentes de celles des habitants des quartiers populaires. Un militant expose cette situation :

*« On ne se sent pas légitime c'est parce que on n'a pas leur statut social qui est défait, on n'est pas arabe, on n'est pas noir, on n'habite pas le quartier, ça peut être tout ça à la fois. »*<sup>235</sup>.

La moitié des militants du comité NPA de Fontenay-sous-Bois ne vivent pas dans les quartiers populaires dans lesquels ils militent. Ils sont issus des quartiers pavillonnaires de l'ouest fontenaysien. Ils exercent des professions socialement valorisées (professeur des écoles, ingénieurs, journaliste..). Certains expriment le fait que selon eux certains militants détonnent dans le paysage lorsqu'ils interviennent dans les quartiers populaires :

*« C'est vrai que ce n'est pas évident, moi les gens je les connais, je suis instit, je les ai tous eu à l'école, tu vois, mais Pierre<sup>236</sup> il vient distribuer ses tracts en sortant de son boulot avec son costume trois pièces, moi je te dis j'ai honte, comment tu veux que les gens se reconnaissent en nous après ? »*<sup>237</sup>.

Les militants expriment leur peur de ne pas pouvoir recruter du fait de leur extériorité au monde des quartiers populaires. « *Franchement, j'assume pas trop de venir parler de la classe ouvrière alors que à leurs yeux je suis un bourge : je suis prof, j'ai une maison....* »<sup>238</sup>. Le concept de « *cadres d'identité* »<sup>239</sup> « *qui*

234 L'étude du contenu de la rhétorique des discours portés dans les quartiers populaires sera l'objet de notre réflexion dans la section III du présent chapitre.

235 Entretien réalisé le 19 mars 2010 avec Omar, militant du comité NPA d'Argenteuil, ex-militant LCR (1985-2009). Membre de la CNQP et du CPN.

236 Militant NPA du comité de Fontenay-sous-Bois

237 Entretien réalisé le 1<sup>er</sup> mars 2010 avec Annick, militante du comité NPA de Fontenay-sous-Bois, ex-militante LCR (2005-2009) Habitante des parapluies.

238 Conversation de terrain avec Sylvain, militant fontenaysien.

239 Gamson, W.A., *Political discourse and collective action*, International social movement Research1. pp.219-244. cité in Cefaï D. « Les cadres de l'action collective. Définitions et problèmes » in Cefaï, D. et Trom, D., (dir.) *Les formes de l'action collective. Mobilisations dans des arènes publiques*. Paris, Éditions de l'EHESS, 2001.pp. 51-99, p. 55.

*établi[t] une dimension conflictuelle entre Eux et Nous »<sup>240</sup>* peut ici être mobilisé. Les frontières activées par le NPA ne correspondraient pas aux frontières d'identité activées par les habitants des quartiers populaires. Ces derniers verraient dans l'appartenance ou non au quartier une frontière indépassable. Les réalignements de cadres d'interprétation seraient de ce fait impossibles : Comment se laisser convaincre par ceux que l'on considère comme faisant partie du « eux » ?

Les militants considèrent que convaincre de la pertinence de leurs cadres d'identité qui établissent une dichotomie entre la classe des capitalistes et la classe des exploités est une priorité dans les quartiers populaires : « *On appartient nous aussi à la classe des exploités, ça faut qu'ils comprennent* »

A la suite de la démarche d'E. Goffman qui peut être qualifiée de microsociologique et d'interactionniste, W. Gamson propose la notion de micro-mobilisation qui désigne les rencontres en face-à-face au cours desquelles des individus entreprennent d'en convaincre d'autres de rallier la protestation collective qu'ils tentent de mettre sur pieds<sup>241</sup>. Les activités militantes préalablement évoquées-les diffusions de tracts, les portes à portes- sont autant de situations de micro-mobilisation au cours desquelles les militants espèrent opérer des réalignements de cadres d'identité et de cadres d'interprétation.

Les observations réalisées permettent de nuancer l'idée selon laquelle les activités militantes traditionnelles permettraient des réalignement de cadres d'identité ou de cadres d'interprétation. La co-présence des militants et du public-cible lors des diffusions de tracts est très réduite. Les contextes de micro-mobilisation n'existent pas vraiment : les habitants passent et rares sont ceux qui s'arrêtent pour discuter. Le NPA serait-il mal équipé pour faire face à ce nouveau défi : pénétrer les quartiers populaires ? « *Souvent des effets d'hystérésis se produisent : les acteurs échouent à s'engouffrer dans une fenêtre d'opportunité parce qu'ils restent tributaires d'un répertoire d'action périmé* »<sup>242</sup> note Daniel Cefaï. Les militants NPA rencontrés se montrent conscients des limites d'une intervention « de l'extérieur » et de l'inaptitude de leurs pratiques militantes à permettre un réalignement des cadres d'interprétation des habitants des quartiers populaires qui rendrait possible le recrutement dans ces espaces. Un article de la revue mensuelle du NPA note :

*« Les slogans, la littérature militante, les réunions n'auront de prise sur les habitants que si le NPA n'est plus perçu comme une entité exogène, qualité qui fait douter de la sincérité de nos implications à leurs côtés car ils sont échaudés par les pratiques caricaturales et humiliantes auxquelles les ont habitués le PS et l'UMP »<sup>243</sup>.*

Cette réflexion interne est entamée sur cette question dès l'été 2008. Le recrutement limité mais réel de militants issus des quartiers va permettre aux militants de puiser dans des réserves d'expériences plus larges et d'investir les quartiers populaires de l'intérieur. La mobilisation de ces nouvelles ressources va permettre

240 Cefaï, D., art. cit. p. 55

241 Gamson, W., Fireman, B., Rytina, S., *Encounters with unjust authority*, Homewood, The Dorsey Press, 1982

242 Cefaï, D, op. cit, p. 320.

243 *Tout est à nous*, revue mensuelle du NPA, n°9, Avril 2010.

la pénétration des quartiers populaires.

## 2. Militer autrement dans un nouvel environnement social et spatial

*« Le répertoire opère d'abord dans la conscience des acteurs en tant que représentations cristallisées de façons d'agir, possibles ou impossibles, accessibles ou inaccessibles, dotées d'une certaine efficacité ou inefficaces, d'un coût limité ou à hauts risques, allant de soi enfin ou anormales, illégitimes ou parfois déshonorantes »<sup>244</sup>.*

La diffusion de tracts fait partie du répertoire d'action de base de la LCR ; le NPA reçoit ce répertoire d'action en héritage. Les militants du NPA issus des quartiers populaires vont rapidement noter les insuffisances de ce mode d'intervention pour mobiliser dans les quartiers populaires :

*« C'est pas une culture de distribuer des tracts C'est pour ça quand les partis ils arrivent avec les tracts ça passe pas... »<sup>245</sup>*

### a. Faire jouer les relations de voisinage

Y avait-il des militants qui vivaient dans les quartiers populaires à la LCR au début des années 2000 ?

*« Des militants qui vivaient dans les quartiers ? Pas vraiment c'est à dire que tu en avais évidemment, c'est ridicule de dire qu'il y en avait pas .. mais heu.. Je pense qu'il y a deux choses, qu'ils y vivent c'est une chose, très bien ils peuvent y vivre mais est-ce qu'ils .. ils y militaient pas pour autant c'est très rare. Il n'y avait pas de travail quartiers populaires, il n'y avait pas d'orientation travail dans les quartiers populaires du coup est-ce que la question est pertinente du coup ...? je ne sais pas. En même temps, elle mérite d'être posée.. je ne sais pas. On vit dans le quartier mais on n'y milite pas.. je ne sais pas ce qu'il peut y avoir derrière ».*

La mise en forme d'une nouvelle grille de lecture du monde des quartiers populaires et la théorisation de la nécessité d'y intervenir vont octroyer aux militants qui vivent dans les quartiers populaires ou à ceux qui côtoient les habitants de ces espaces dans le cadre de leur activité professionnelle un rôle spécifique. Un article de Rouge note ainsi : *« En dehors des grandes problématiques, des sujets plus spécifiques ont été abordés, comme le rôle que peuvent jouer les travailleurs sociaux sympathisants du NPA [...] »<sup>246</sup>*. L'idée stratégique qui sous-tend cette proposition est la facilitation de la prise de contact avec les habitants des

<sup>244</sup> Dobry, M., « Calcul, concurrence et gestion du sens » in P Favre (dir). *La Manifestation* . Presses de la FNSP. Paris 1990 p. 363 cité in Mathieu. L. *Comment lutter, sociologie et mouvements sociaux ?*, Paris, Éditions textuel, 2004, p.135

<sup>245</sup> Entretien réalisé le 17 mars 2010 avec Karima, militante du comité NPA de Toulon Ex-militante LCR (2006-2009). Membre de la CQP et du CPN,

<sup>246</sup> Rouge, Hebdomadaire de la LCR Édition du 18 septembre 2009. n° 2266

quartiers populaires. La qualité de militant anticapitaliste laisse difficilement présager d'un monde commun pour la grande majorité des habitants des quartiers populaires. Être reconnu comme l'animateur de la maison de quartier, l'institutrice ou simplement le voisin par les habitants réduit les réactions de méfiance et accroît de ce fait l'opportunité d'engager l'interaction.

Lors de nos observations, nous avons effectivement pu noter que les militants NPA connaissant bien les quartiers populaires, parce qu'ils y vivent ou parce qu'ils y travaillent, étaient plus régulièrement interpellés par les passants lors des diffusions de tracts que les autres militants. Une institutrice raconte ainsi être très régulièrement reconnue par des anciens élèves ou par des parents d'élèves. Nous avons ainsi pu assister à une scène de cette nature lors d'une diffusion de tracts à Val-de-Fontenay. Une jeune fille d'une vingtaine d'années refuse tout d'abord les tracts que lui tendent deux militants avant de reconnaître l'une des militantes, son ancienne institutrice. Elle s'arrête alors pour échanger quelques mots avec cette dernière avant de s'éloigner en lisant attentivement le tract que la militante n'a pas omis de lui remettre. Parce qu'elles s'inscrivent dans l'évidence de relations marquées par le sceau d'une relative familiarité, qu'elles prennent place dans la trame des échanges de la vie quotidienne, les catégories de voisins, d'enseignants, d'animateurs permettent d'entrer en interaction.<sup>247</sup> L'activation des liens d'inter-connaissance- rendue possible par l'évolution du recrutement militant de la LCR post-2002, puis par le recrutement quartiers populaires suite au lancement du NPA- court-circuite les réactions de méfiance vis-à-vis de l'activité militante. Les moments de co-présence entre militants et habitants des quartiers sont de ce fait plus efficaces : ils ne se réduisent pas à des regards furtifs et à la remise silencieuse de tracts. Les contextes de micro-mobilisation se font plus interactifs. L'opportunité de réaligner les cadres d'identités ou les cadres d'interprétation mobilisés par les habitants face aux injustices sociales devient plus tangible.

Il est possible par ailleurs de voir que le travail militant se décroïssonne. Il ne se réduit pas pour les militants issus des quartiers populaires à quelques diffusions de tracts dans la semaine. Toute leur vie au sein des quartiers populaires est régie par l'idée de convaincre et de recruter. Interrogée sur le travail militant qu'elle effectue dans son quartier, une militante nous parle de ses discussions avec ses voisines de palier. Les militants travailleurs sociaux paraissent quant à eux confondre ce qui relève du militantisme de ce qui relève de leur activité professionnelle :

*« Moi dans le cadre du travail, je côtoie les gens des quartiers populaires à la cité Balzac de Vitry-Sur-Seine. Je pense qu'il y a beaucoup de choses qui passent par la parole. J'interviens dans le centre social au nom d'une association. Je fais des choses avec des femmes et des jeunes. Je travaille notamment sur le slam<sup>248</sup> à partir de textes. Je leur ai proposé de travailler sur l'Internationale. Je leur ai expliqué que c'était une chanson qui avait accompagné la lutte des prolétaires.. enfin non je leur dis pas les prolétaires je leur dis ... les gens pauvres.. Ceux qui vivaient dans des conditions difficiles ... c'est pas vraiment un travail politique*

<sup>247</sup> Cefaï, D. et Lafaye, C., art. cit., p. 203-204.

<sup>248</sup> Le slam est une activité qui consiste en une joute oratoire entre poètes

*mais je crois que ça joue quand même.. »<sup>249</sup>.*

Le recrutement de militants dans les quartiers populaires ou intervenant dans ces espaces dans le cadre de leur activité professionnelle crée un cercle vertueux. Intervenir « de l'intérieur » permet à ces militants de multiplier les contextes de micro-mobilisation au cours desquels se dessinent les réalignements de cadre. Ce travail destiné à convaincre peut consister en des « *connexions de cadres* »<sup>250</sup> qui désignent le travail mené pour faire connaître le point de vue d'une organisation à des individus qui le partageraient mais n'auraient pas connaissance de l'existence de l'organisation politique en question. Faire connaître le NPA est ainsi la première mission que se donnent les militants fontenaysiens quand ils interviennent dans les quartiers populaires ou quand ils discutent avec des habitants de ces espaces. Faire le lien entre l'anti-capitalisme et le quotidien des habitants des quartiers est l'une des stratégies mises en œuvre par les militants afin de convaincre les habitants de la pertinence des cadres d'interprétation qu'ils avancent. Ceci rappelle l'idée d'un ré alignement par « *amplification de cadre* »<sup>251</sup> tel que le développent R. Benford et D. Snow. Une militante relate ainsi :

*« Mais nous par exemple un voisin qui n'a plus d'électricité on appelle robins des bois, on lui remet et après son problème personnel, on en fait un problème collectif. On lui explique qu'il est pas coupable parce que c'est vrai que la politique en face, elle culpabilise un maximum et c'est pour ça que les gens ils ont du mal à lever la tête pour se battre donc d'abord on règle l'urgence ils ont pas d'électricité, il leur faut de l'électricité après avec ça, ils adhèrent automatiquement. Après on intervient, par exemple au service EDF et on informe la population mais on informe sur le problème collectif.. On va pas sur le problème personnel de la personne, on va sur le collectif. Du coup la personne de son problème perso on ramène sur un problème politique »<sup>252</sup>*

Enfin, le réalignement de cadre peut consister en « *une transformation de cadres* »<sup>253</sup> qui désignerait dans le cas qui nous intéresse le travail de conversion à l'anticapitalisme d'habitants des quartiers populaires d'habitants qui n'y seraient aucunement sensibilisés antérieurement.

Si l'investissement des quartiers de l'intérieur accroît les possibilités de faire connaître le NPA et les idées qu'il défend, les militants relativisent leur capacité à mobiliser largement dans les quartiers populaires :

*« Après sur les quartiers, cela prend du temps de gagner la confiance..C'est clair que les gens nous entendent plus*

249 Entretien réalisé le 10 mars 2010 avec Nathalie, militante du comité NPA Paris XVIII<sup>ème</sup>-Goutte d'Or et membre de la Commission Quartiers Populaires.

250 « *Frame bridging* » concept développé in Benford, R., et Snow, D.A., « Framing processes and social movements : an overview and assessment. » *Annual review of sociology*. Vol 26. 2000

251 « *Frame amplification* » ibidem

252 Entretien réalisé le 17 mars 2010 avec Karima, militante du comité NPA de Toulon depuis le congrès de fondation, ex-militante LCR (2006-2009). Membre de la CNQP et du CPN.

253 « *Frame Transformation* » ibidem

*maintenant. Ils sont habitués à nous voir. Mais on ne peut pas s'attendre à les voir débarquer demain. »<sup>254</sup>*

## **b. « Militantisme de bout de ficelle »<sup>255</sup> et militantisme trotskyste : mélange des genres**

Le NPA ne cherche pas à recruter des militants dans les quartiers populaires simplement pour le principe de voir représentés en son sein les quartiers populaires :

*« Le NPA n'intervient pas dans les quartiers pour récupérer des voix ou pour donner des leçons. Il ne doit pas se substituer à la mobilisation des habitants eux-mêmes mais au contraire pousser à l'auto-organisation des milieux populaires en leur apportant son expérience en termes de pratiques militantes et de formation politique »<sup>256</sup>*

L'accompagnement des expériences militantes locales semble donc être la ligne de conduite adoptée par le NPA qui va se mettre en relation avec des associations de quartiers et des habitants afin de mener des actions militantes. L'étude des actions initiées par le NPA ou auxquelles il s'est associé laisse entrevoir une rupture avec le répertoire d'action historiquement mobilisé par la gauche radicale. Les manifestations et rassemblements, formes classiques et routinières de protestation, sont remplacés par des formes d'action qui ne faisaient pas partie de la tradition de la LCR. Des recueils de Curriculum Vitae (CV) sont organisés pour dénoncer les pratiques discriminatoires de telle ou telle entreprise, des « cafés politiques itinérants » sillonnent certains quartiers de banlieue parisienne, des militants investis dans une association de football mobilisent les jeunes sportifs pour réaliser une vidéo sur les violences policières qui est ensuite projetée lors d'un débat. Le répertoire d'action du NPA s'enrichit et se transforme dans les quartiers populaires. Le NPA est très désireux de se nourrir des expériences locales pour constituer un solide répertoire « quartier populaire » : *« Il est indispensable que toutes les actions locales menées soient partagées. C'est l'objectif du blog et de la boîte mail qui ont été mis en place par la commission. »<sup>257</sup>* rappelle un article de Rouge. Une telle préoccupation démontre l'absence d'expérience protestataire de l'héritier de la LCR dans les quartiers populaires.

La protestation à mettre en scène n'est pas celle de l'opposition entre ouvriers et patronat ; il s'agit d'exposer la colère des habitants des quartiers populaires face aux différentes formes d'oppression et de relégation qu'ils subissent. Les protagonistes sont différents, l'espace est différent tout comme le sont les sujets de la discorde. *« Il faut garder à l'esprit que mener une lutte politique ne s'envisage pas de la même*

---

254 Entretien réalisé le 10 mars 2010 avec Justo, militant du comité NPA de Meaux, ex-militant LCR (1983-2009). Membre de la CNQP.

255 Bérout, S., « Jeunes précaires et issus de l'immigration dans l'action syndicale, la production via des pratiques de lutte et d'organisation renouvelées d'une identité de classe » Colloque Classe, ethnicité, genre... les mobilisations au piège de la fragmentation identitaire. 8-9 Mars 2007. Rennes

256 Johsua, N., « Le NPA et les quartiers populaires », *Critique communiste*, n°189, janvier 2009.

257 Rouge, Hebdomadaire de la LCR, n°2266, 18 septembre 2009.

*façon pour un dirigeant syndical dans sa boîte ou un jeune beur qui organise une action radicale dans son quartier.* »<sup>258</sup> rappelle un article du NPA fort des expériences malheureuses de la LCR dans les quartiers. Les militants expriment ainsi leur désarroi face à des initiatives qui ne « prennent pas » :

*« On a essayé plein de fois de lancer des luttes en appelant à des manif et ben chaque fois on se retrouve à dix..tous militants »*<sup>259</sup>

Cette forme d'action-la manifestation- n'entre pas en résonance avec les codes du lieu. Le NPA va alors s'appuyer sur les expériences des collectifs militants implantés dans les quartiers populaires dont certains membres ont rejoint les rangs du NPA. Nombreux sont les militants issus des quartiers populaires qui ont déjà une expérience militante qui racontent une formation politique pratique sur le terrain :

*« Nous l'histoire d'SOS HLM<sup>260</sup> c'est quoi ? C'est des mamans qui voulaient pas voir leurs enfants galérer donc on a été très mal reçues par les politiques parce que comme on était pas politisées, on a été reçues comme des électrons libres. D'où on venait, d'où on sortait ? On ne sortait de nulle part ! On était des mères de famille ! On ne savait même pas ce que c'était une association. Moi j'ai été faire un scandale à la préfecture. Ils ont du fermer les bureaux parce que je croyais qu'il fallait remplir un papier et ils me disaient il faut un statut et je sais pas qu'est-ce que c'était un statut. On a appris qu'est-ce que c'est un statut donc tu vois ; moi j'ai tout appris sur le tas. Ça a été ma formation politique, ça a été sur le tas ».*

L'étude des actions menées par le NPA dans les quartiers populaires à l'automne 2009 et au printemps 2010 montre une hybridation du répertoire traditionnel avec un répertoire « quartiers populaires ».

L'inscription territoriale des actions menées dans l'espace du quartier est ainsi notée. Dans le cadre des marches régionales contre le chômage de l'automne 2009 ; quand les organisations de chômeurs<sup>261</sup> décident d'aller manifester leur colère sous les fenêtres des ministères, les militants d'un quartier populaire décident d'organiser des « piquets de grève de chômeurs »<sup>262</sup> aux frontières de leur espace de vie. Les participants à cette action semblent s'enfermer dans l'espace du quartier quand les actions protestataires visent précisément à faire connaître leurs revendications aux dirigeants politiques. Une militante voit dans cette initiative une manière de politiser un espace dans lequel les habitants se sentent parfois enfermés mais se sentent aussi chez eux : *« Franchement les gens tu leur dis, il y a une manif dans le centre ville, ils vont pas venir, c'est loin.. ça leur coûte, quoi ! »*<sup>263</sup>. Ceci correspond aux théorisations selon lesquelles les répertoires d'action sont contraints par le lieu<sup>264</sup>. Dans son analyse des effets de l'invention de l'État-Nation sur

258 Johsua, N., « Le NPA et les quartiers populaires », *Critique communiste*, n°189, janvier 2009.

259 Entretien réalisé le 1<sup>er</sup> mars 2010 avec Annick, militante du comité NPA de Fontenay-sous-Bois depuis le congrès de fondation, ex-militante LCR (2005-2009) Habitante des parapluies.

260 Association toulonnaise

261 Dans le cadre des marches régionales contre le chômage et les précarités. (Automne 2009) à l'initiative d'associations de chômeurs.

262 Entretien réalisé le 17 mars 2010 avec Karima, militante du comité NPA de Toulon depuis le congrès de fondation, ex-militante LCR (2006-2009) Membre de la CNQP et du CPN.

263 ibid

264 Tilly, C., Tarrow, S., *Politiques du conflit : de la grève à la révolution*. Paris, Presses de sciences-Po, 2008. p.39

l'évolution des répertoires d'action<sup>265</sup>, C. Tilly montre par ailleurs que plus que l'espace, c'est le rapport des acteurs à celui-ci qui est déterminant. L'initiative militante s'adapte donc aux spécificités du rapport à l'espace des habitants des quartiers.

Si la dénomination de l'initiative rappelle les grandes grèves du vingtième siècle, l'action menée ne ressemble que de loin aux allégories de la tradition ouvrière. Postés aux entrées de la cité, quelques dizaines d'habitants filtrent le passage en proposant des tracts mais également des verres de café. Les vidéos de l'initiative révèlent une ambiance très conviviale qui n'est pas sans rappeler une fête de quartier. L'organisation semble cependant rodée : des mots d'ordre s'étalent sur des banderoles, des militants distribuent des tracts, les journalistes ont été prévenus. Ceci révèle une certaine inventivité des habitants des quartiers populaires, une certaine habitude « *à travailler avec quelques bouts de ficelles* »<sup>266</sup>.

« *Moi je connaissais même pas, pour te dire comment on fonctionne, l'histoire de 2000 des piqueteros et la veille de faire un piquet de grève un copain il m'a dit, tu sais que en Argentine ils ont fait ça ?* »<sup>267</sup> remarque une militante.

Si l'initiative revient à des habitants du quartiers militants NPA ou sympathisants, le NPA en tant qu'organisation a néanmoins été mis à contribution pour diffuser l'information dans les jours qui précèdent avec la rédaction d'un communiqué de presse. La logistique organisationnelle se met donc au service de l'inventivité des habitants du quartier.

Cette initiative locale qui révèle une véritable hybridation des répertoires d'action va être relayée dans l'organisation par le biais de la Commission Nationale Quartiers Populaires ; d'autres comités vont tenter l'expérience. Ce n'est pas le cas à Fontenay-sous-Bois où les liens avec les associations de quartiers sont trop ténus notamment du fait des relations qui les lient souvent à la municipalité communiste. D'anciens militants de la LCR se montrent par ailleurs dubitatifs quand il s'agit d'élargir le répertoire d'action traditionnel. L'initiative « transports gratuits » organisée par le comité NPA à la station RER Val-de-Fontenay ne fait pas l'unanimité en interne : « *Non mais franchement, tu me vois aller faire le mariolle à distribuer des tickets gratuits ? C'est pas comme ça qu'on va construire la grève !* »<sup>268</sup> rétorque un militant quand il est interrogé sur sa participation à l'initiative. De tels positionnements sont exprimés par des membres du NPA qui ont derrière eux plus d'une vingtaine d'années de militantisme. Ils ont généralement un parcours militant chaotique en ce sens qu'ils ont été membres de plusieurs organisations politiques avant d'adhérer à la LCR ou au NPA. Ils sont tous issus d'organisations (LO, PT) ou de groupuscules trotskystes (Fraction l'Étincelle ou Gauche Révolutionnaire)<sup>269</sup> peu ouverts sur les luttes sociétales et adeptes d'un

265 Tilly, C., art. cit., p. 89.

266 Bérout, S., « Jeunes précaires et issus de l'immigration dans l'action syndicale, la production via des pratiques de lutte et d'organisation renouvelées d'une identité de classe » Colloque Classe, ethnicité, genre... les mobilisations au piège de la fragmentation identitaire. 8-9 Mars 2007. Rennes

267 Entretien réalisé le 17 mars 2010 avec Karima, militante du comité NPA de Toulon depuis le congrès de fondation. Ex-militante LCR (2006-2009) Membre de la CNQP et du CPN.

268 Entretien de type ethnographique réalisé le 8 février 2010 avec Patrick, militant du comité NPA de Fontenay-sous-Bois, ex militant LCR (2006-2009). Montreuillois.

269 Ces groupuscules trotskystes ont été intégrés au NPA lors du processus de construction de l'organisation.

militantisme ouvrieriste. La diffusion de tracts à la sortie des entreprises est le seul mode d'action qui trouve grâce à leurs yeux. Notons que ces militants peu favorables à l'élargissement du répertoire d'action sont rares, les disputes autour du choix des modes d'intervention sont donc virulentes mais exceptionnelles.

Le rapprochement de plus en plus fort du NPA avec les catégories « habitants des quartiers populaires » va transformer le répertoire militant de l'organisation. Si les pratiques de terrain anciennes restent d'actualité, le répertoire d'action trouve une déclinaison nouvelle dans les quartiers populaires. Il semble notamment fondé sur l'activation des relations de voisinage et sur l'aménagement d'espaces de convivialité.

Associer la théorie de la mobilisation des ressources à une analyse ancrée sur le travail de signification permet d'appréhender le NPA comme une organisation dont les formes d'intervention se différencient dans le temps et l'espace en fonction de configurations sociales singulières<sup>270</sup> mais également en interaction avec celles-ci.

## ***B. Réaligner les discours des habitants ou s'y adapter ?***

L'étude des pratiques militantes permet d'appréhender la prise de contact entre une organisation et un public-cible. Les micro-mobilisations rendues possibles par l'évolution des répertoires militants et répertoires d'actions permettent d'envisager des réalignements des cadres d'interprétation des habitants des quartiers populaires et des conversions à la cause anticapitaliste. Il convient à présent d'étudier le contenu du discours porté dans les quartiers populaires par les militants du NPA. Une mise en scène d'un « diagnostic » et d'un « pronostic » est susceptible d'apporter des informations sur les cadrages opérés par l'organisation. L'analyse en situation des discours portés dans-et non pas sur- les quartiers populaires permettra d'affiner notre analyse de l'appréhension du NPA des quartiers populaires.

Dans leur travail militant, les membres du NPA sont confrontés aux contre-cadrages de leur public-cible. En effet, contrairement à ce que laissent penser certains auteurs de la « frame analysis », le public-cible n'est pas passif dans la réception des cadres d'interprétation, et le réalignement de cadres « [...] n'est pas un ajustement automatique de l'offre par des producteurs et d'une demande par des consommateurs, ni de l'imposition d'une idéologie par les dominants aux dominés »<sup>271</sup>. Les réalignements de cadres ne se font pas à sens unique de l'organisation politique vers le public-cible.

---

L'Étincelle, ancienne fraction de LO conserve un statut de fraction au NPA.

<sup>270</sup> Sawicki, F., art. cit p. 210

<sup>271</sup> Cefaï, D., art. cit., p.65.

« *Les cadres [...] ne font sens et ne sont recevables par les citoyens que si ils sont conformes à des régimes d'action, d'interprétation et de justification en vigueur dans leurs mondes sociaux* »<sup>272</sup>. Faire sens dans les quartiers populaires est une priorité du NPA qui entend construire son milieu partisan dans ces espaces sociaux. L'intégration totale ou partielle des cadres d'identité et des cadres d'interprétation des habitants des quartiers populaires par le NPA s'inscrit dans cette logique. Il conviendra de mobiliser le concept « d'extension de cadre » mais sans en réduire la portée à une logique stratégique et opportuniste : le NPA est également susceptible de se laisser convaincre de la pertinence des cadres d'interprétation et des cadres d'identités en vigueur dans les quartiers populaires.

C'est donc également au cours de ces interactions conflictuelles que le cadrage quartiers populaires du NPA se forge et se transforme.

## 1. Faire face à une recomposition des référents identitaires

La grille de lecture du monde du NPA révèle une analyse de la société qui recourt à des catégories de population variées. Si la division de la société en deux classes sociales distinctes reste centrale dans la vision du monde avancée par les militants du NPA, elle reconnaît également des oppressions spécifiques à certaines catégories de travailleurs. En parlant d'un « effet loupe » dans les quartiers populaires, le NPA reconnaît l'existence de travailleurs dont l'oppression est multiple : les habitants des quartiers populaires. Ces habitants des quartiers populaires n'en restent pas moins dans les textes officiels du NPA, des travailleurs, des femmes ou des personnes issues de l'immigration. A qui le NPA s'adresse-t-il quand il tente de recruter de nouveaux membres dans les quartiers populaires ?

La manière dont les publics-cible sont interpellés peut être évolutive. Elle est étroitement liée aux processus de cadrage orchestrés par les organisations de mouvement social. L'étude de l'évolution des « *sollicitations identitaires* »<sup>273</sup> et de leur réception sera l'objet de notre attention. Il s'agira d'étudier l'interpellation du public-cible par le biais de tracts ou au cours des réunions publiques mais également les tentatives de production d'un « nous » entre les militants et les potentielles recrues au cours des micro-mobilisations. Le concept de « *conversations identitaires* »<sup>274</sup> proposé par S. Hunt et R. Benford pour désigner les conversations entre militants qui renforcent le sentiment d'appartenance à un collectif peut également être utile à l'heure d'étudier les processus de recrutement. La tentative de faire exister un « nous » entre l'organisation et son public-cible peut être perçue à travers l'étude des conversations entre militants du NPA et habitants des quartiers populaires.

---

272 Ibidem

273 Mathieu, L., art. cit. p.39

274 Hunt, S. et Benford, R., « Identity talk in the peace and justice movement », *Journal of contemporary ethnography*, 22-4, p. 488-517.

## a. Convertir à l'identité de classe ou s'appuyer sur d'autres communautés ?

Dans la tradition marxiste, la LCR s'appuie sur une identité de classe pour recruter de nouveaux militants. Jusqu'au début des années 2000, l'identité ouvrière constitue donc à la LCR ce que R. Gould appelle « l'identité de participation »<sup>275</sup>. Il s'agit donc du référent identitaire autour duquel s'opère le recrutement de militants LCR. Quand il s'agit d'investir les quartiers populaires, les militants vont donc également tenter de recruter et de mobiliser en mettant en avant l'identité de travailleur. Les tracts distribués en 2002 à Val-de-Fontenay à l'occasion de la campagne des élections présidentielles évoquent essentiellement des problématiques liées au monde du travail. La réunion publique organisée à deux pas de la cité des Larris à la même période est également assez révélatrice sur ce point. « *On est encore en train de se faire avoir nous les travailleurs* » énonce une militante. Les habitants des quartiers populaires qui se trouvent dans la salle et ceux qui reçoivent les tracts sont donc interpellés comme des travailleurs, des membres de la classe ouvrière. Parmi la pluralité des identités dont peuvent se revendiquer les habitants des quartiers populaires, c'est sur l'identité de classe que la LCR fontenaysienne entend s'appuyer pour se construire. Dans les quartiers populaires fontenaysiens, désertés par les militants communistes, l'identité de classe est de longue date concurrencée par d'autres identités telles que les identités de quartier, les identités religieuses ou les identités ethniques. En narrant des luttes d'entreprise ou en évoquant la classe ouvrière sur un mode performatif, les militants de la LCR fontenaysienne s'attèlent à faire renaître le sentiment d'appartenance de classe. Mais ils espèrent également voir se « *réorganiser l'échelle des identifications sociales déjà pertinentes à des degrés variables pour des individus* »<sup>276</sup> au profit de l'identité de classe. Le travail de conscientisation<sup>277</sup> s'apparente clairement à un travail de « *transformation de cadre* ». Il s'agit en effet pour les militants de convertir les habitants des quartiers populaires à l'identité de classe, de voir leur interprétation globale du monde régie par les rapports entre deux classes sociales.

S'appuyer sur l'identité de classe pour construire la mobilisation dans les quartiers populaires peut paraître hasardeux. A. Oberschall n'a-t-il pas montré que « *les conditions minimales requises pour une protestation collective sont des cibles et des objets communs d'hostilité tenus pour responsables des injustices, des privations et des souffrances, ces phénomènes étant accentués dans certains cas par des sentiments profondément ancrés d'oppression collective, d'intérêts communs et de communautés de destin* »<sup>278</sup>? « *Le rapport positif entre le degré de cohésion d'un groupe envisagé notamment sous l'angle de la consistance identitaire et son aptitude à la mobilisation fait désormais partie des acquis les mieux*

275 « Participation identity », Gould, R., *Insurgent identities : Class, community, and protests in Paris from 1848 to the Commune*. Chicago, University of Chicago Press, 1995. cité in Mathieu, L., art. cit., p.34.

276 Gould R. op. cit p.35

277 Terme utilisé de façon récurrente par les anciens militants pour désigner le fait de

278 Oberschall, A, « Une théorie sociologique de la mobilisation » in Birnbaum, P., Chazel, F., *Sociologie Politique : textes*, Paris, Armand Colin, 1978, pp.230-241, p.232.

*établis de la sociologie des mouvements sociaux* »<sup>279</sup> rappelle Lilian Mathieu. En s'appuyant sur une identité qui a perdu de sa consistance aux yeux des habitants des quartiers populaires, les militants réduisent les chances de voir émerger la mobilisation. La LCR va progressivement être traversée par des courants qui promeuvent de s'appuyer sur des communautés préexistantes dans les quartiers populaires sur lesquelles la mobilisation pourrait se fonder plutôt que de tenter de faire advenir une identité de classe sur un mode performatif.

Le débat entre ces deux visions des choses va se poursuivre au NPA et n'est pas tranché en interne, à l'heure où nous écrivons. Certains militants fontenaysiens continuent de voir dans les discussions avec les habitants des quartiers populaires l'occasion de convaincre les habitants des Larris ou de la Redoute de la pertinence de l'identité de classe en les incluant dans le collectif « classes populaires ». Alors qu'une militante distribue des tracts concernant les retraites, une habitante après avoir pris un tract s'éloigne avant de revenir :

**Une habitante** : « *Je crois que vous avez raison...* »

**Une militante** : « *C'est toujours nous les travailleurs, qui devons payer, il est temps que les patrons paient, il faut qu'on se batte contre les patrons, c'est ce qu'on fait au NPA; le parti de Besancenot* »<sup>280</sup>

L'évocation du NPA montre bien que le but final est la construction du collectif militant. Néanmoins, la construction d'une identité de classe est l'objectif premier. Le quartier populaire n'est pour ces militants qu'un lieu d'intervention parmi d'autres. L'activation d'autres « communautés d'action »<sup>281</sup> perçues comme plus efficaces pour construire l'organisation politique tend néanmoins à devenir assez courante.

## **b. Plier pour ne pas rompre**<sup>282</sup>

« *Dans nos sociétés, les agents disposent non pas d'une mais d'une pluralité d'identités du fait de leur appartenance à une multiplicité de sphères sociales* »<sup>283</sup>. Il semblerait que corrélativement à son investissement dans les quartiers populaires, les « identités de participation »<sup>284</sup> du NPA se soient multipliées. Les multiples « identités de participation » du NPA se donnent à voir dans le matériel militant renouvelé de l'organisation.

La nouvelle grille de lecture du NPA va entraîner un foisonnement de nouveaux discours destinés à permettre le recrutement dans les quartiers populaires.

Le nouveau cadre d'interprétation « quartiers populaires » permet l'activation d'un nouveau référent

279 Mathieu, L., art cit., p.34

280 Conversation entre une habitante et une militante. Observation réalisée le 8 février 2010. Val-de-Fontenay.

281 Segrestin, D., art. cit.

282 Cefaï, D., *Pourquoi se mobilise t-on ? Les théories de l'action collective*, Paris, La découverte, 2007

283 Mathieu, L., art. cit., p.34.

284 « Participation identity », Gould, R., *Insurgent identities : Class, community, and protests in Paris from 1848 to the Commune*. Chicago, University of Chicago Press, 1995. cité in Mathieu, L., art. cit., p.34.

identitaire. Les travailleurs vivant dans les quartiers populaires vont progressivement devenir des « habitants des quartiers populaires » et être interpellés en tant que tels. Ceci va notamment être perceptible dans les tracts rédigés localement par les comités. Si ils ne substituent pas aux feuilles de boîtes distribuées à la sortie des entreprises, des « bulletins de quartiers » vont apparaître. Ces tracts sont destinés spécifiquement aux « habitants des quartiers populaires » :

*« Notre bulletin [...] veut être un outil pour ceux qui vivent, étudient et travaillent dans les quartiers. Un outil pour les classes populaires [...] La droite et les patrons cognent et la gauche ne voit dans les habitants des quartiers qu'une clientèle électorale »<sup>285</sup>*

La référence au quartier est omniprésente mais le lien est fait entre les quartiers et les classes populaires. La référence aux quartiers semble donc être stratégique. Le NPA souhaite conscientiser en s'appuyant sur une identité territoriale qui pour beaucoup d'habitants des quartiers populaires est prééminente sur une identité liée au travail dans leur hiérarchie des identités. Les militants semblent avoir analysé ces mutations dans la hiérarchie des identités dans les quartiers populaires :

*« Quand tu demandes à un gars à Val-de-Fontenay qui il est, il y a plus de chance qu'il te dise "Je suis des Larris" plutôt que ce que "je suis chez Renault" »<sup>286</sup>*

L'identité liée au lieu de vie serait donc plus facile à activer pour la mobilisation. L'étude des tracts révèle par ailleurs que ceux-ci vont évoquer essentiellement des problématiques locales susceptibles d'être plus parlantes pour les habitants d'un quartier donné. La fermeture d'un bureau de poste au cœur du quartier comme la fermeture d'une classe dans un établissement scolaire de la commune sont ainsi citées dans un tract portant sur les restrictions budgétaires dans les services publics. Il convient donc de parler d'une tentative d'« amplification du cadre »<sup>287</sup> d'identité dominant dans les quartiers populaires. En s'appuyant sur le quotidien du public-cible, les militants vont tenter de réaligner leurs cadres d'identité sur le cadre d'identité « lutte des classes » de l'organisation : une société divisée entre les opprimés-quelque soient leurs lieux de vie- et les oppresseurs. Les militants tentent de faire comprendre aux membres de leur public-cible que si ils sont les habitants d'un quartier populaire, ils sont également membres d'un collectif plus large : les classes populaires.

Dans cette tentative de réalignement par amplification du cadre d'identité, les militants vont être confrontés à des schèmes identitaires qui jusqu'ici leur avaient semblé plus prompts à diviser les classes populaires vivant dans les quartiers populaires qu'à les unir. Le NPA doit faire face à la concurrence dans les quartiers populaires d'autres identités telles que l'appartenance religieuse ou l'origine ethnique. Le débat

---

285 Tract local du NPA novembre 2009

286 Entretien réalisé le 1<sup>er</sup> mars 2010 avec Annick, militante du comité NPA de Fontenay-sous-Bois, ex-militante LCR (2005-2009) Habitante des parapluies.

287 « frame amplification ». Cf. chapitre II, A, 1

qui s'était ouvert dans l'arène inter-organisationnelle durant le processus de construction du NPA se repose face aux réalités du terrain. Faut-il interpellier les habitants des quartiers populaires dans leur diversité ou s'adresser à des « sous collectifs » plus pertinents dans ces espaces ? Le fait de faire référence à des identités auxquelles les habitants sont susceptibles de s'identifier durant les processus de micro-mobilisations est usuel si l'on en croit les militants.

La présentation d'eux-mêmes des militants dans les contextes de micro-mobilisation est sur ce point assez révélatrice. Certains militants issus des quartiers populaires n'hésitent pas à jouer sur des registres identitaires multiples :

*« Dans mon quartier, les gens me connaissent pas trop comme militant, ils me connaissent surtout du fait que je suis imam, donc des fois je mélange un peu, de toute façon c'est lié. Ma phrase de référence c'est "Du bout de la rue jusqu'au bout du monde, notre mission est la même qu'au temps du Prophète, nous nous efforcerons d'éradiquer l'injustice et l'oppression par tous les moyens nécessaires" »<sup>288</sup>*

La mise en avant d'une militante voilée lors de la campagne pour les élections régionales de mars 2010 agit dans le même sens. Les habitants interpellés par ces militants qui jouent sur la pluralité de ces identités revendiquées ne le sont pas en tant que membres de la classe ouvrière ou en tant qu'habitants des quartiers populaires, ils le sont en tant que musulmans. Il convient de rappeler que les processus d'identification<sup>289</sup> entre les habitants et les militants dans ces moments de co-présence sont susceptibles d'expliquer l'engagement militant. Selon A. Pizzorno, le soutien d'un individu à un groupe politique n'est pas basé sur la poursuite d'intérêts propres mais sur l'affirmation de son appartenance à un groupe social. La mise en avant par les militants d'identités autres que l'identité de classe dans les contextes de recrutement est donc susceptible de brouiller les pistes : les habitants sont susceptibles de s'identifier au collectif militant sur d'autres bases que le sentiment d'appartenance à la même classe sociale. Les potentielles recrues sont susceptibles de se reconnaître dans le NPA du fait du partage d'identités ethniques ou religieuses avec les militants.

Dans sa formulation d'un discours à destination des classes populaires, le NPA tente de cadrer ces identités ethniques et religieuses sous l'angle de l'oppression afin de relier les identités prééminentes de la population des quartiers populaires avec le discours global du NPA :

*« Quand je parle avec un zaïrois, je lui dis clairement, le seul mouvement qui parle aujourd'hui du Zaïre... dans le Bulletin Afrique<sup>290</sup>, je lui montre et ça joue.. pareil pour l'antillais, je dis "dis moi quel est le seul mouvement qui a soutenu le LKP dès le début". Faut bien, c'est la vérité; on fait à la tête du client. [...] et les arguments que l'on porte sont à la tête du client. »*

288 Entretien réalisé le 16 février 2010 avec Mohammed, militant du comité NPA de Villeneuve-Saint-Georges depuis fin 2008 et membre de la Commission Quartiers Populaires.

289 Pizzorno, A., « Sur la rationalité du choix démocratique », in Birnbaum, P., Leca, J., *Sur l'individualisme*, Paris, Presses de la FNSP, pp. 330-369.

290 Publication du NPA

Le militant admet donc s'appuyer sur l'origine ethnique de son interlocuteur pour tenter de le sensibiliser à une cause plus globale et de le recruter au NPA. Certains tracts semblent, en outre, s'adresser spécifiquement aux habitants des quartiers populaires issus de l'immigration. Un tract portant sur la question des violences policières va ainsi spécifier que « *En 30 ans, 300 personnes ont été tuées par la police, en majorité des jeunes et des personnes de couleur* »<sup>291</sup>. Sous couvert de s'adresser à tous les habitants des quartiers populaires, ce tract issu de la Commission Quartiers Populaires du NPA s'adresse spécifiquement aux jeunes habitants des quartiers populaires issus de l'immigration. Les références faites à d'autres identités que l'identité de classe dans les discours ne constituent pas une nouveauté du NPA ; la tendance s'accroît néanmoins depuis la création de l'organisation anticapitaliste.

La prise en compte d'identités qui a priori ne sont que difficilement solubles dans les cadres d'interprétation du NPA est quant à elle plus surprenante. Si la LCR reconnaissait que l'on pouvait à la fois subir l'oppression de classe et l'oppression de genre, l'oppression de classe et les discriminations raciales, elle s'était toujours refusée à porter un discours sur les discriminations liées à la pratique religieuse. La question de l'islamophobie comme discrimination spécifique vécue par une frange des habitants des quartiers populaires va progressivement être intégrée aux discours du NPA portés dans les quartiers populaires. Le NPA va activer de ce fait une nouvelle frontière en intégrant les victimes de l'islamophobie de façon explicite dans un « nous » au sein duquel sont sensés se retrouver les opprimés. Certains tracts ne traitant que de l'islamophobie vont ainsi être produits : les musulmans des quartiers populaires deviennent un public-cible spécifique du NPA fin 2009-début 2010. Difficile de ne pas y voir une « extension de cadre » visant non pas à réaligner les cadres d'identités des habitants des quartiers populaires mais au contraire à ré-aligner le discours du NPA sur un cadre d'identité en vigueur dans les quartiers populaires.

La difficulté à trouver un écho dans les quartiers populaires est progressivement interprétée comme l'inadéquation du cadrage identitaire « lutte des classes » avec le recrutement dans ces espaces. Si certains militants semblent percevoir l'activation d'autres identités comme une stratégie visant à se plier aux cadres d'identité en vogue dans les quartiers populaires pour ne pas rompre avec les habitants de ces espaces, d'autres y trouvent l'occasion d'une remise en cause de la pertinence globale du cadre d'identité « Lutte des classes ». Le concept de « désillusion » avancé par S. Tarrow et C. Tilly révèle ici toute sa pertinence. Certains militants sont de moins en moins convaincus que les luttes se construisent uniquement sur la base de l'activation de l'identité de classes. Cette désillusion existait à la LCR avant que la pénétration des quartiers populaires soit théorisée et mise en œuvre. La pénétration de ces espaces renforce néanmoins cette conviction.

---

291 Tract en annexe n°6

## 2. Modulation circonstanciée des discours portés

Comme la question des identités à solliciter, l'adaptation du contenu des discours aux quartiers populaires provoque des dissensions au sein du NPA. « *C'est vrai que le quartier en lui même n'est pas du tout prêt à être abordé sur des thèmes classiques* »<sup>292</sup> intervient un militant au cours d'un débat de la Commission Nationale Quartiers Populaires. Certaines thématiques seraient-elles irrecevables dans l'espace des quartiers populaires ?

« *Le cadre proposé par l'organisation doit avant tout entrer en résonance avec les croyances et les valeurs de la recrue potentielle* »<sup>293</sup>. D. Snow et R. Benford ont affiné leur modèle des cadres en approfondissant la notion de résonance. Ils notent ainsi que plus les cadres d'interprétation rappellent l'expérience quotidienne des acteurs, plus les chances de pouvoir ré-aligner leurs cadres sont grandes. D'une façon analogue, ils émettent l'hypothèse que pour que les cadres d'interprétation du public-cible puissent être ré-alignés sur ceux de l'organisation, ces derniers doivent respecter les codes culturels du groupe ou de la société dans laquelle ils se déploient.<sup>294</sup> Cette réflexion peut nous aider dans l'étude du discours du NPA à destination des quartiers populaires.

### a. Des amputations de cadres pour une meilleure résonance<sup>295</sup> ?

« *Il peut parfois exister on le sait des points d'achoppement entre les mouvements d'extrême gauche et ces milieux populaires, par exemple sur la question dite du voile* »<sup>296</sup> écrit un militant du NPA dans une publication de l'organisation. Si certains militants pensent qu'il est important de porter tout le discours de l'organisation dans les quartiers populaires, d'autres y voient la cause de la difficulté de la LCR à recruter dans ces espaces. Certaines prises de position de l'organisation entreraient en contradiction avec les croyances profondément ancrées dans les quartiers populaires. La position de la LCR sur le voile aurait ainsi selon certains militants du NPA vivant dans les quartiers populaires découragé leur prise de contact avec l'organisation :

« *A l'époque, je vais pas te mentir, la LCR, je disais allez vous faire foutre. J'étais de leur côté mais j'ai dit allez vous faire foutre car moi, j'ai pas digéré 2004. Leur positionnement [sur la révolte des banlieues] il a été assez correct mais à l'époque, je disais, "allez vous faire foutre, mais qu'est-ce que tu me parles, il y a six*

292 Intervention de Khaled, militant NPA d'Avignon lors de la première réunion de la CNQP les 13-14 décembre 2008.

293 Mathieu, L., op. cit. p.68

294 « *Hypothetically, the more experientially commensurate the framings, the greater their salience and the greater the probability of mobilization. [...]Hypothetically, the greater the narrative fidelity off the proffered framings, the greater their salience and the greater the prospect mobilization. [...]The importance to mobilization of constructing collective action frames that have narrative fidelity-or cultural resonance, the preferred term of several movement framing researchers-has been confirmed by a plethora of studies[...]* » in Benford R. et Snow. DA. art. cit.,

295 Benford, R., et Snow, D.A., art. cit.

296 Johsua, N., « Le NPA et les quartiers populaires », *Critique communiste*, n°189, janvier 2009.

*mois, tu tapais sur mes sœurs<sup>297</sup> et maintenant tu dis qu'il faut les aider." La LCR l'ont senti, quand ils ont appelé à une manifestation contre le décret ministériel qui appelait..le truc colonial de 57, tu leur dis "Arrêtez de vous foutre de notre gueule, il y a neuf mois, t'avais une réaction post-coloniale et tu critiques ça, t'es pas crédible" »<sup>298</sup>*

Les discours de la LCR n'étaient donc pas compatibles avec les codes culturels d'une frange du public-cible localisée dans les quartiers populaires. Le recrutement de militants issus des quartiers populaires au moment de la création du NPA permet l'élaboration de cadres d'interprétation jugés plus respectueux des codes culturels des habitants des quartiers populaires. Certains militants estiment cependant que les cadres d'analyse de la société du NPA sont justes mais que la diffusion de certaines thématiques dans les quartiers populaires serait contre-productive. Le débat porte essentiellement sur les revendications féministes et liées aux luttes de défense des droits des minorités sexuelles- dites luttes Lesbiennes, Bisexuelles, Transexuelles, Intersexes (LGBTI)- qui seraient selon certains militants de la CNQP irrecevables dans les quartiers populaires :

*« Moi c'est un conseil après chacun fait ce qu'il veut. Quand on dit attention à la question du féminisme on ramène toujours à la réalité du terrain.. avec d'abord la dépolitisation des masses ce qui fait que quand vous arrivez avec des trucs qui paraissent super bien "la liberté de la femme" eh ben dans le quartier ce n'est pas vrai, l'histoire de la domination, l'histoire de mecs plus forts ça veut dire qu'il y a un sens donc c'est pas on met à part ou quoi mais je peux vous parler...90 % des gens [dans les quartiers] ils vont plus se fermer qu'autre chose parce qu'ils ne vont pas nous comprendre. »<sup>299</sup>*

Ces militants se refusent donc à assumer tout le discours du NPA dans les quartiers populaires. Leur positionnement peut être analysé comme la volonté de recruter dans les quartiers populaires en s'adaptant aux codes sociaux et culturels des habitants de cet espace perçus comme machistes. Cette stratégie est pensée comme un passage obligé pour espérer aligner les cadres d'interprétation des habitants des quartiers populaires sur ceux du NPA. Le réalignement des cadres d'interprétation de la condition féminine est quant à lui éludé ou repoussé à plus tard. Ces militants vont être confrontés aux militants de l'organisation très investis sur les questions féministes, qui voient d'un très mauvais œil ces propositions d'amputation du discours global du NPA :

*« Moi quand on dit "faut aborder de façon spécifique dans les quartiers", je ne suis pas d'accord avec ça . C'est exactement ce que disaient les syndicalistes ou les ouvriers français pour dire " ah non, les femmes, après, de côté". Après il y a la théorie, « une fois que le socialisme arrivera, on parlera de la question des*

---

297 Il faut comprendre « sœurs musulmanes ».

Dans le cadre du débat qui fait suite à l'exclusion des sœurs Lévy de leur lycée, la LCR défend une position « ni loi, ni voile ». Un militant de la LCR, enseignant dans le lycée en question vote l'exclusion des deux sœurs voilées

298 Entretien réalisé le 16 février 2010 avec Mohammed, militant du comité NPA de Villeneuve-Saint-Georges depuis fin 2008 et membre de la Commission Quartiers Populaires.

299 Intervention de Bakhti, militant NPA lors de la première réunion de la CNQP, 13-14 décembre 2008.

*femmes » ou en gros « vous nous emmerdez avec ça » parce que l'on ne reconnaît pas l'oppression des femmes[...] Ce qui ne va pas dans "Ni putes ni soumises" c'est de stigmatiser les quartiers mais ce n'est pas pour ça que nous on doit pas dire "ben oui partout où on est, il faut parler de ça, c'est insupportable qu'une femme meure tous les jours." »<sup>300</sup>*

Ces militants encouragent une fidélité totale des discours portés aux cadres d'interprétation de l'organisation. Cette position, qui ne fait pas consensus en interne, est la position officielle du NPA qui promet que toutes les campagnes menées par le parti le soient également dans les quartiers populaires. La réalité du terrain est assez différente. L'étude des tracts distribués par les militants NPA à Fontenay-sous-Bois permet de noter que les tracts centrés sur les thématiques LGBTI produits par le NPA ne sont pas distribués dans les quartiers populaires. Les militants évoquent le hasard des circonstances : « *Il y avait deux tracts, un sur la précarité, un sur la marche des fiertés.. on a décidé de distribuer le premier* »<sup>301</sup>

L'idée d'un « effet loupe » dans les quartiers populaires ne spécifiait-elle pas que toutes les problématiques liées au capitalisme que l'on rencontrait ailleurs dans la société étaient perceptibles dans les quartiers populaires de façon concentrée ? Pourquoi alors ne pas y diffuser les idées de l'organisation si ce n'est pour ne pas froisser les habitants les supposées valeurs locales et avoir plus de chances alors de convaincre de l'intérêt de rejoindre le NPA ?

Le recrutement de militants issus des quartiers populaires permet au NPA de mieux appréhender les valeurs locales de cet espace social. Si certains comités décident néanmoins de diffuser l'intégralité du matériel militant dans les quartiers populaires<sup>302</sup>, d'autres comités préfèrent rentabiliser les chances de convaincre les habitants des quartiers populaires de rejoindre leurs rangs. En évitant des désaccords qui pourraient survenir du fait d'une inadéquation du discours du NPA avec les valeurs locales, les militants facilitent leurs tâches. Pour reprendre le vocabulaire de la « frame analysis », le réalignement ne consiste plus en une « transformation de cadres » mais simplement en une « connexion de cadres » : ils ne cherchent plus à convaincre mais à recruter.

## **b. Ciblage et « extensions de cadres » sauvages : des expériences locales**

L'adaptation aux préoccupations quotidiennes des habitants des quartiers pousse également les militants à éluder certaines questions (les questions d'écologie) au cours de leur intervention dans les quartiers populaires mais également à en privilégier d'autres. Les entretiens avec les militants permettent de repérer les thématiques jugées parlantes dans les quartiers populaires :

300 Intervention de Anne, militante NPA, ancienne militante de la LCR lors de la réunion de la CNQP, 13-14 décembre 2008.

301 Entretien réalisé le 1<sup>er</sup> mars 2010 avec Annick, militante du comité NPA de Fontenay-sous-Bois, ex-militante LCR (2005-2009) Habitante des parapluies.

302« *Nous sur notre comité, on diffère tous les tracts hebdomadaires quel que soit le thème. On assume toute la politique du NPA mais si des fois on nous reproche des trucs* »  
Entretien réalisé le 10 mars 2010 avec Justo, militant du comité NPA de Meaux,. ex-militant LCR (1983-2009). Membre de la CNQP.

*« Les sans papiers ça touche pas, on s'en fout. Ce qui touche, c'est comme les syndicalistes qui vont prendre leurs cartes parce qu'ils ont un problème avec le patron.. c'est les réponses à ton quotidien. C'est à dire ton problème c'est le chômage, c'est l'électricité, c'est l'urgence sociale.. donc il y a pas de recette. Les thèmes qui prennent, c'est les thèmes qui te concernent. Par exemple, là quand on collait le badge « votez anticapitaliste, votez antiraciste »<sup>303</sup>.. ce qui tapait c'était pas anticapitaliste, c'était antiraciste car on sent le racisme »<sup>304</sup>*

Les questions de la précarité, du racisme mais également des violences policières sont systématiquement citées comme étant des problématiques « parlantes »<sup>305</sup> dans les quartiers populaires du fait de leurs répercussions dans le quotidien des acteurs. Les militants jugent plus facile de convaincre sur de telles thématiques qui trouvent une certaine résonance dans la vie personnelle des cibles du recrutement. Certaines thématiques sont quant à elles mises de côté. Il s'agit des questions plus abstraites ou n'ayant pas de répercussions directement perceptibles par les habitants des quartiers. Bien que reconnaissant le caractère crucial de la problématique des retraites, les militants fontenaysiens vont préférer programmer une action transports gratuits qu'organiser une diffusion de tracts sur les retraites. La cherté des transports est vécue au quotidien par les habitants jeunes et moins jeunes des quartiers environnants Val-de-Fontenay. Axer sur cette thématique permet donc de faire sens.

L'étude des discours des militants permet de voir comment les militants entendent s'appuyer sur des expériences quotidiennes pour convaincre de la pertinence de leurs cadres d'interprétation. Une militante revient sur une réunion publique organisée sur la thématique des violences policières :

*« En fait, c'était pour parler des violences policières c'est comme cela que je l'ai présenté aux jeunes que j'ai vu juste avant la réunion. [...]Bon en fait, ils sont venus.. et bien sûr ça a changé la structure du débat.. en fait c'était entre le social et le politique. [...] C'était de l'ordre du témoignage.. c'était vraiment intéressant, ils ont dit qu'ils en avaient marre de se faire traiter de négro, des contrôles d'identités.... »<sup>306</sup>*

S'appuyer sur le vécu des habitants des quartiers populaires pour convaincre de la pertinence de leurs cadres d'interprétation permet aux militants d'effectuer un travail d'amplification de cadre : ils se contentent de théoriser le quotidien des habitants. Une telle logique va pousser les militants à privilégier des thématiques « coups de poing ». Celles-ci sont susceptibles d'attirer les habitants des quartiers aux réunions publiques et elles favorisent les échanges lors des diffusions de tracts :

*« Parfois les gens s'arrêtent pour raconter un peu leur vie, si c'est un tract sur l'écologie, je te garantis que*

---

303 Autocollant diffusé dans le cadre des élections régionales de mars 2010.

304 Entretien réalisé le 17 mars 2010 avec Karima, militante du comité NPA de Toulon, ex-militante LCR (2006-2009) Membre de la CNQP et du CPN

305 Les expressions « ça parle », « ça passe », « ça prend » sont systématiquement utilisées pour expliquer la réception de certains discours dans les quartiers populaires

306 Entretien réalisé le 10 mars 2010 avec Nathalie, militante du comité NPA Paris XVIII<sup>ème</sup>-Goutte d'Or depuis fin 2008. Membre de la CQP et de la CQPRP.

*je parle à personne pendant deux heures »<sup>307</sup>*

La prise en compte des préoccupations quotidiennes des habitants des quartiers populaires pour faciliter la résonance va donc rétrécir le spectre des revendications portées dans ces espaces.

La considération qui est portée aux récriminations des habitants des quartiers va parfois pousser le NPA à s'extraire de la grille de lecture du NPA. Les militants vont s'associer à des revendications d'édification de mosquées et de temples évangéliques financés par la municipalité, revendications initialement portées par des associations locales et des habitants qui peuvent être appréhendés comme le milieu partisan local du NPA.<sup>308</sup> La création d'une proximité entre les habitants des quartiers populaires et les militants poussent les comités locaux à étendre leurs discours à des thématiques qui relèvent d'une grille de lecture de l'exclusion dans les quartiers populaires qui n'est pas celle du NPA. Ces « extensions de cadres » de terrain vont être l'objet de polémiques internes à l'organisation.

L'étude des discours portés sur le terrain permet de saisir les cadres d'interprétation des organisations « en situation ». La grille de lecture du monde des quartiers populaires perceptible sur le terrain est différente de celle que l'on pouvait saisir à travers l'étude des textes fondateurs et des débats internes à l'organisation. La vision du monde du NPA n'est pas une donnée figée, elle se nourrit des interactions avec son public-cible. Le discours est donc modulé en situation. La place disproportionnée accordée à certaines thématiques et l'évolution de l'interpellation dans le discours porté dans les quartiers populaires permettent de nuancer l'idée selon laquelle le NPA appréhenderait les quartiers populaires comme des espaces où se concentreraient uniquement de manière exacerbée tous les problèmes que l'on rencontre ailleurs dans la société. Les extensions de cadres « en situation » révèlent que la confrontation des comités locaux avec l'espace des quartiers populaires a permis aux militants qui voient dans la situation des quartiers populaires des dynamiques propres d'asseoir leur analyse dans l'organisation. Les lectures du monde des quartiers populaires en termes de néocolonialisme ont accru leur audience interne dans l'organisation du fait de la proximité de ces schèmes interprétatifs avec ceux des habitants des quartiers populaires dont les référents identitaires sont souvent les communautés ethniques et religieuses. Les processus de réaligement des cadres d'interprétation se font donc autant de l'organisation vers le public-cible que de ce dernier vers le NPA.

---

307 Entretien réalisé le 1<sup>er</sup> mars 2010 avec Annick, militante du comité NPA de Fontenay-sous-Bois, ex-militante LCR (2005-2009). Habitante des Parapluies.

308 Ces revendications ne sont pas portées à Fontenay-sous-Bois mais à Villeneuve-St-Georges (Val de Marne) Entretien avec Mohammed

## C. Deux cultures partisanses « quartiers populaires » au NPA ?

Les membres du NPA militent différemment dans les quartiers populaires qu'ils ne le font à la sortie des usines automobiles. Nous appréhendons la modification des pratiques militantes et des discours en recourant au concept de « culture partisane ». Conformément à la définition de F. Sawicki, nous inscrivons dans une dynamique mouvante : [...] *la culture partisane ne doit pas être considérée comme un cadre figé ni non plus standardisé compte tenu des différentes configurations locales et sociales dans lesquelles opèrent les acteurs se reconnaissant dans un même label politique.* »<sup>309</sup> rappelle-t-il. Le caractère déstandardisé de la culture partisane du NPA a été démontré : l'étude des discours et des pratiques militantes du comité fontenaysien permet de conclure à une déclinaison particulière de la culture du NPA dans les quartiers populaires. L'idée d'évolution de la culture partisane « quartiers populaires » a quant à elle été abordée sous l'angle d'une comparaison avec les pratiques militantes de la LCR dans ces espaces. Il convient néanmoins de noter que deux conceptions différentes de l'intervention dans les quartiers populaires coexistent au sein du NPA. Si certains militants voient les quartiers populaires comme un espace d'intervention parmi d'autres, d'autres militants-dont la plupart sont investis dans la Commission Quartiers Populaires-ne voient l'intervention du NPA qu'à travers son intervention dans les quartiers populaires. Cette dernière vision des choses n'est pas défendue dans le comité NPA au sein duquel nous avons effectué nos observations ethnographiques. La lutte interne entre deux visions mérite que l'on s'y arrête car elle n'est pas sans répercussion sur l'intervention dans les quartiers populaires de l'ensemble de l'organisation.

Le retour sur un débat portant sur le matériel militant de l'organisation peut nous permettre de saisir deux cultures partisanses « quartiers populaires » au NPA. En effet, la « culture partisane » est objectivée explicitement dans son langage et les symboles qui la représentent et lui offrent une visibilité auprès de ses publics-cible. La rédaction des tracts est donc susceptible d'être le contexte de luttes entre acteurs qui tentent d'imposer leur vision des choses et donc une certaine culture partisane.

### 1. Des tracts rédigés par des universitaires pour les quartiers populaires ?

Si certains militants estiment que la diffusion de tracts est inadaptée aux quartiers populaires<sup>310</sup>, ce

309 Sawicki, F., « Les partis politiques comme entreprises culturelles » in Cefaï, D., *Cultures politiques*, Paris, PUF, 2001, pp. 191-212, p. 198.

310 Entretien réalisé le 17 mars 2010 avec Karima, militante du comité NPA de Toulon, ex-militante LCR (2006-2009) Membre de la CNQP et du CPN

n'est pas l'avis majoritaire des militants du NPA qui voient dans le tract la base du militantisme. Il existe un consensus entre vieux militants et nouveaux militants sur le caractère inadapté des tracts de la LCR pour l'intervention dans les quartiers populaires :

*« Moi j'étais plutôt pour dire que la LCR intervenait très mal déjà avant avec ses tracts illisibles, que personne avait envie de lire, même les étudiants, je le dis sans trop forcer le trait mais évidemment à la sortie de Dassault ou sur la dalle d'Argenteuil ça le fait encore moins bien évidemment mais je trouvais que c'était même pas accrocheur quand t'avais envie de lire »<sup>311</sup>*

Trop longs, pas assez aérés, illisibles les tracts de la LCR sont presque unanimement décriés.

### **a. Vers la fin des « tracts pavés »<sup>312</sup>**

Si tous les militants estiment que les tracts de la LCR sont inappropriés pour l'intervention dans les quartiers populaires, ce sont ceux qui ont un rapport de proximité avec ces espaces qui portent cette question dans l'organisation. Parmi les acteurs rencontrés, ce sont les militants issus des quartiers populaires ou travaillant dans ces espaces qui évoquent spontanément la nécessité d'une rupture dans une certaine pratique d'écriture des tracts. Les groupes de travail « quartiers populaires » écrivent des textes sur cette question :

*« La situation particulière des QP implique que le matériel du NPA soit rédigé de manière spécifique. Ainsi il doit prendre en compte les difficultés subies dans ces quartiers, la vision particulière qu'ont leurs habitants de la société et de leur place dans celle-ci et leurs manques de repères politiques ou syndicaux. Par exemple, la différence droite-gauche est encore moins claire dans les quartiers populaires que dans le reste de la société, des sigles aussi communs que PCF ou CGT ne sont pas forcément compréhensibles par tous, les immigrés ou les personnes ayant un faible niveau d'études n'ont pas toujours les moyens de comprendre toutes les subtilités d'un tract d'extrême gauche... »<sup>313</sup>*

L'idée implicite qui sous-tend ce texte est la nécessité d'une rupture avec une pratique militante élitiste. Les militants d'extrême gauche sont conscients d'un décalage entre le champ de production des tracts et les quartiers populaires. Les tracts de la LCR sont rédigés par des militants ayant derrière eux plusieurs années de militantisme et exerçant des professions intellectuelles. La sur-représentation des enseignants, des cadres et des professions intellectuelles à la LCR est confirmée par l'enquête menée par F. Johsua en 2003<sup>314</sup>. Les militants souhaitent donc ajuster le matériel militant aux propriétés sociales de leur public-cible ce qui

311 Entretien réalisé le 19 mars 2010 avec Omar, militant du comité NPA d'Argenteuil, ex-militant LCR (1985-2009). Membre de la CNQP et du CPN.

312 Expression d'un militant, Omar, militant du comité NPA d'Argenteuil, ex-militant LCR (1985-2009). Membre de la CNQP et du CPN.

313 Johsua, N., « Le NPA et les quartiers populaires », *Critique communiste*, n°189, janvier 2009.

314 Johsua, F., « Les conditions de (re)production de la LCR » in Haegel, F., (dir), *Partis politiques et systèmes partisans en France*, Paris, Presse de la FNSP, 2007, 29, 3 % des membres de la LCR exercent dans l'enseignement, 14 % sont cadres ou exercent une profession intellectuelle supérieure.

révèle une certaine appréhension des habitants des quartiers populaires. Certains militants rencontrés dénoncent une vision dévalorisante des quartiers populaires et le risque de tomber dans le simplisme : « *Moi je suis pour qu'on s'adapte aux classes populaires mais faut voir ce qu'il y a derrière ; ce n'est pas avec un tract de dix lignes que tu vas convaincre qui que ce soit* »<sup>315</sup>. Ces militants dubitatifs sont les mêmes qui se refusent à innover en matière de répertoire d'action. La remise en cause de la culture militante trotskyste basée sur la diffusion de tracts hebdomadaires recto-verso aux portes des entreprises-puisque c'est de cela dont il s'agit- n'est pas consensuelle. Néanmoins le recrutement de militants qui n'ont aucune espèce d'attachement à la culture militante trotskyste va faire pencher la balance en faveur des partisans d'un renouvellement de la pratique rédactionnelle. La Commission Quartiers Populaires va être hégémonique sur ce point et soutenue par la grande majorité de l'organisation :

*« Il est important de produire du matériel que les gens à qui on s'adresse puissent comprendre. Il ne s'agit pas de considérer les habitant-e-s des quartiers comme plus bêtes que la moyenne, mais plutôt d'apprendre à avoir une intervention à une échelle de masse »*<sup>316</sup>.

## **b. Décliner le matériel militant pour les quartiers ?**

Les habitants des quartiers populaires vont devenir le public référent à l'heure de rédiger les premiers tracts du NPA. Toutes les commissions nationales en charge de la rédaction de tracts vont prendre en considération les recommandations de la CQP. La mise en page évolue au profit d'un maquetage plus aéré. Le langage se fait plus simple et le jargon militant disparaît. « Les partis de gauche de gouvernement » remplacent « la social-démocratie », les références aux « patrons » remplacent les allusions au MEDEF. La rhétorique est donc plus pédagogique et plus ancrée dans le concret.

Dès les premiers mois d'existence du NPA, des militants issus des quartiers populaires et investis dans la Commission Quartiers Populaires vont néanmoins promouvoir la production d'un matériel spécifiquement destiné aux quartiers populaires. Il convient de rappeler que cette proposition émerge au cours de l'automne 2008. Ces militants issus des quartiers populaires craignent alors que le NPA ne devienne une « LCR bis » ce que nous verrons dans le chapitre suivant. Il n'y a pas de remise en cause profonde de l'héritage de la LCR. Les militants ont par exemple vu disparaître l'espoir de voir intégrée la question de l'islamophobie dans les textes fondateurs. Les militants issus des quartiers populaires perdent en quelque sorte la bataille autour de la définition de l'identité du parti. Si les militants issus des quartiers populaires ne parviennent pas à imposer leur vision des choses à l'échelle du parti, ils entendent néanmoins défendre ce qu'ils estiment être leur pré carré : les quartiers populaires. En proposant un matériel militant spécifique aux quartiers populaires, les défenseurs de ce projet montrent qu'ils n'entendent pas se laisser

<sup>315</sup> Entretien réalisé le 7 février 2010 avec Patrick, militant du comité NPA de Fontenay-sous-Bois, ex militant LCR (2006-2009). Montreuillois.

<sup>316</sup> Compte rendu de la réunion de la CRQP du 9 octobre 2009.

disqualifier. Ils vont alors définir ce que nous appellerons une culture partisane quartiers populaires qui n'est pas une simple déclinaison de la culture politique du NPA. Les tracts représentent en quelque sorte la vitrine d'une organisation politique. Le matériel militant est donc la partie émergée d'une culture partisane : on y retrouve un certain langage, le logo, les slogans, ce qui représente en quelque sorte l'identité de l'organisation<sup>317</sup>. Avoir la mainmise sur la rédaction de tracts spécifiques destinés aux quartiers populaires permet donc d'avoir un contrôle sur l'identité du parti présentée dans cet espace.

Les quartiers populaires sont donc un espace dans lequel la culture du NPA va se décliner spécifiquement par le biais des tracts quartiers populaires.

## 2. Écrire « quartiers populaires » pour mieux se faire entendre ?

La Commission Quartiers Populaires va s'engager dans la rédaction d'un tract, « un quatre pages »<sup>318</sup> (Cf. annexe n°5) mais également de tracts locaux dont l'étude permet d'appréhender la perception des habitants des quartiers des partisans de ce projet dans la Commission Quartiers Populaires du NPA. Les débats qui vont émerger dans l'organisation suite à la diffusion du « quatre pages » quartiers populaires révèlent les controverses autour d'une adaptation sur la forme du discours aux habitants des quartiers populaires.

### a. L'invention d'une rhétorique « quartiers populaires »

Une transformation de la rhétorique employée pour rédiger ces tracts doit être remarquée. Le discours se fait moins universel, plus limité à des objectifs concrets. La dénonciation de faits remplace l'analyse explicative et la réinscription dans un projet de société global. Les exemples illustrent les propos plus souvent que dans les tracts issus des commissions classiques du NPA. Une litanie des victimes de violences policières éclaire un paragraphe intitulé Police Partout, Justice Nulle Part : « *Mohammed el Matari, octobre 2009 Fréjus, Ali Ziri, juin 2009 Argenteuil, Hakim Adjimi mai 2008 Grasse, Mouschin et Laramy novembre 2007 Villiers le Bel, Zyed et Bouna Octobre 2005 Clichy Sous Bois.* »<sup>319</sup>. Ces illustrations démontrent une prise en compte de la faible capacité d'abstraction des habitants des quartiers populaires du fait d'un niveau d'études bas, ce que le comité NPA de Fontenay prend également en considération en ciblant des thématiques qui trouvent une résonance dans la vie quotidienne des habitants. La Commission Nationale Quartiers Populaires innove en théorisant la nécessité de réinventer une forme de discours à destination des habitants des quartiers populaires pour se faire comprendre :

« *Il y a un gros effort à faire sur la forme de notre discours (faire des tracts courts, plus*

<sup>317</sup> Sawicki, F., art. cit, p.198

<sup>318</sup> Cf. annexe n°5

<sup>319</sup> cf. annexe n°6

*percutants, avec un langage simple et clair, etc.) »<sup>320</sup>.*

Cette simplification rhétorique ne fait pas polémique au sein du NPA. Elle s'inscrit dans le processus dans lequel s'est globalement engagé le NPA dans la perspective de s'adresser à « des masses larges »<sup>321</sup>. Certains comités vont plus loin en proposant des versions traduites en arabe et en woloff du tract quartiers populaires pour s'adresser à des populations récemment immigrées ou maîtrisant mal le français.

Le recours à un langage familier va au contraire susciter des critiques non seulement au sein de la Commission Quartiers Populaires mais également dans l'ensemble du parti. La formule « *Pour la transformation révolutionnaire de cette société de merde* »<sup>322</sup> est très critiquée au sein même de la Commission Quartiers Populaires :

*« J'étais pas d'accord avec les formulations « société de merde »<sup>323</sup>. C'est un choix de deux camarades. Le problème c'est que c'est une minorité de la population des quartiers qui parle comme cela.. déjà c'est les jeunes.. On nous l'a reproché. Les gens ils disent pas « société de merde » tous les jours... des fois comme nous mais pas tous les jours. Il y a des gens qui nous l'ont reproché sur les diffs »<sup>324</sup>.*

Les militants de Fontenay-sous-Bois refusent de diffuser ce tract qui selon eux ternirait l'image du comité fontenaysien dans les quartiers populaires :

*« Franchement, je passe ma vie à discuter avec des mères de famille qui tentent d'éduquer leurs gamins, tu crois qu'elles penseraient quoi d'un tract avec société de merde toutes les dix lignes ? »<sup>325</sup>*

En employant un vocabulaire vulgaire, le NPA semble endosser les accusations adressées aux habitants des quartiers populaires par les gouvernements successifs. Il en va de même de la reprise de qualificatifs péjoratifs « galériens-galériennes » employés pour désigner les habitants des quartiers populaires. L'endossement de ces expressions stigmatisantes rappelle le mécanisme d'inversion de stigmaté développé par E. Goffmann. Ceci révèle une autre stratégie que celle évoquée dans la section précédente qui consiste à amplifier les cadres d'identité des habitants des quartiers populaires : « *On les maintient dans leur galère en écrivant ça* »<sup>326</sup> note une militante à propos du « quatre pages Quartiers Populaires »

Les formes du discours réduisent le public-cible visé à certaines catégories des habitants des quartiers populaires : des jeunes exclus du monde scolaire et du monde de l'entreprise et plus particulièrement des

---

320 Compte-rendu de la réunion de la CRQP du 9 octobre 2009.

321 Entretien réalisé le 19 mars 2010 avec Omar, militant du comité NPA d'Argenteuil, ex-militant LCR (1985-2009). Membre de la CNQP et du CPN.

322 Tract Quartiers populaires. Cf. annexe n°5

323 Entretien réalisé le 10 mars 2010 avec Justo, militant du comité NPA de Meaux, ex-militant LCR (1983-2009). Membre de la CNQP.

324 Ibidem

325 Entretien de type ethnographique réalisé le 14 février 2010 avec Annick, militante du comité NPA de Fontenay-sous-Bois, ex-militante LCR (2005-2009), Habitante des parapluies.

326 Entretien réalisé le 15 mars 2010 avec Karell, militante du comité NPA de Fontenay-sous-Bois et du comité étudiant de Paris VII, ex-Militante des JCR (2004-2009)

jeunes ayant participé aux violences urbaines. Les expressions « *Enragez-vous* » et « *Allons bousiller ce système de riches* » s'adressent directement aux jeunes émeutiers de l'automne 2005 et appellent de leurs vœux une révolte plus qu'une structuration politique de la révolte. Par ces expressions, les militants semblent vouloir s'appuyer sur une colère latente dans les quartiers populaires pour organiser la lutte. Nombreux sont les militants fontenaysiens qui dénoncent un discours « agitatoire » :

« *Et puis tu vois les mots bousiller ce système pour moi ça veut dire brûler des voitures. Pour un gosse de 13 ans, ça veut dire brûler des voitures..on ne parle pas d'organisation de lutte.* »<sup>327</sup>.

Ces interjections vont à l'encontre de la lecture des violences urbaines de la LCR qui voyait dans ces évènements la conséquence de l'absence d'une organisation politique susceptible d'organiser la lutte. Le rôle d'avant-garde révolutionnaire traditionnellement dévoyé au parti dans une perspective léniniste disparaît ici.

La forme du discours révèle un changement de perspective : Il ne s'agit donc plus ici de rendre les tracts accessibles à tous mais de séduire les jeunes participants des violences urbaines.

## **b. Un logo controversé : une culture partisane dénaturée ?**

Si la culture partisane d'une organisation s'objective dans son langage, elle peut également être saisie par l'étude de ses symboles iconographiques et de la mise en page de ses publications.

Conformément à la culture politique trotskyste, les tracts du NPA, si ils sont plus aérés, ne s'embarrassent pas de fioritures : « *Je m'en fous du « maquettage », ce qui m'intéresse et ce qui va nous permettre de recruter des militants c'est le contenu* »<sup>328</sup> note un ancien militant du NPA fontenaysien. Au contraire, un graphisme très travaillé, est élaboré au sein de la Commission Quartiers Populaires dès novembre 2008. Des barres d'immeubles qui surplombent un quartier pavillonnaire ornent les tracts issus de la commission nationale. Le parti semble par ce biais se revendiquer des quartiers populaires. Les militants de la Commission Quartiers Populaires font endosser l'identité territoriale quartiers populaires jugée dévalorisante au NPA. L'établissement d'une proximité entre le parti et les quartiers populaires est l'objectif recherché.

Un questionnement va également être élaboré autour du logo de l'organisation. Le mégaphone<sup>329</sup>, symbole militant, est-il susceptible de permettre la résonance du discours du NPA dans les quartiers populaires ? Certains militants de la Commission Quartiers Populaires estiment que la compréhension du logo officiel du NPA- requiert une culture de la manifestation qui n'existe pas dans les quartiers populaires. Ils vont alors non pas substituer mais ajouter un deuxième logo : le logo des « black-panthers » qui rappelle certes une culture militante, mais à laquelle les habitants des quartiers populaires seraient plus sensibles si

327 Entretien réalisé le 10 mars 2010 avec Justo, militant du comité NPA de Meaux, ex-militant LCR (1983-2009). Membre de la CNQP.

328 Entretien réalisé le 7 février 2010 avec Patrick, militant du comité NPA de Fontenay-sous-Bois, ex militant LCR (2006-2009). Montreuillois.

329 Le logo du NPA est un mégaphone.

l'on en croit les militants qui l'ont promu. Ils cherchent donc à faire résonner la forme du matériel militant avec les codes culturels supposés des habitants des quartiers populaires. Ce choix ne va pas être décrié mais gentiment moqué par les militants fontenaysiens :

*« Tu veux que je te dise, c'est un délire d'Erica<sup>330</sup> qui croit que ça rappelle les blacks panthers aux États-Unis. Tu crois qu'un gamin de 13 ans ça lui dit quoi que ce soit ? »<sup>331</sup>*

Il existe donc un désaccord entre certains militants de la Commission Quartiers Populaires et le reste du NPA sur les symboles graphiques susceptibles de faciliter le recrutement de militants dans les quartiers populaires.

L'étude des tracts issus de la Commission Quartiers Populaires en regard des tracts produits par d'autres commissions et l'analyse des débats autour de la rédaction et de la mise en page du quatre pages quartiers populaires permettent de distinguer deux cultures partisanes « quartiers populaires ». Ces manières de faire de la politique et ces stratégies d'intervention pour les quartiers populaires s'objectivent en effet dans le langage, les slogans et les logos. Deux stratégies distinctes sont mises en œuvre dans la même perspective de faire sens dans les quartiers populaires.

Les concepts, empruntés à une « frame analysis » renouvelée, de « micro-mobilisation », de « réalignement », de « résonance » ont révélé leur utilité à l'heure d'analyser la rencontre entre une organisation et un espace social, entre des militants et les habitants des quartiers populaires. L'étude des interactions, des conflits et des incompréhensions entre le public-cible et les militants a permis de prolonger la réflexion sur la construction d'un milieu partisan. Atteindre un haut degré de résonance est l'objectif premier du NPA mais également une cause de disputes au sein de l'organisation : il n'y a pas de réponse consensuelle à la question « Jusqu'à quel point le NPA doit-il s'adapter aux quartiers populaires ? ». Deux cultures partisanes quartiers populaires se distinguent au niveau national ; une multitude de discours et pratiques militantes pourraient être relevées en observant les militants du comité fontenaysien.

Notre méthode d'enquête et les concepts mobilisés révèlent leurs limites pour conclure à la capacité ou l'incapacité du NPA à mobiliser dans les quartiers populaires en regard de l'écho qu'avait la LCR dans cet environnement social. Comment en deux mois d'observation évaluer le degré de résonance d'un discours ? En s'en remettant aux militants NPA étant passés par la LCR et en croisant leurs discours avec nos observations, il apparaît que la réception du discours du NPA, si elle est critique est rarement négative. Les militants pointent régulièrement l'effet Besancenot antérieur au NPA :

*« Les gens nous écoutent, les gens écoutent Olivier.. On diffuse Olivier n'importe quoi dans les quartiers,*

330 Militante de la Commission Quartiers Populaires. Ancienne militante de la LCR.

331 Entretien réalisé le 1<sup>er</sup> mars 2010 avec Annick, militante du comité NPA de Fontenay-sous-Bois, ex-militante LCR (2005-2009), Habitante des parapluies.

*t'as un retour, ce n'était pas le cas avant. On va pas faire caricatural, Alain on l'aime beaucoup mais un tract d'Alain Krivine distribué sur la dalle d'Argenteuil on nous dit "c'est qui lui "»<sup>332</sup>.*

La sensibilisation à une cause et l'alignement des cadres du public-cible sur ceux de l'organisation sont les étapes préalables au recrutement de nouveaux militants. La transformation du collectif militant et de l'organisation au vu d'une transformation du public recruté sera l'objet du prochain chapitre. Il s'agira de s'interroger sur les conséquences en internes de l'évolution de l'intervention du NPA pointée dans le présent chapitre.

---

<sup>332</sup>Entretien réalisé le 19 mars 2010 avec Omar, Militant du comité NPA d'Argenteuil, ex-militant LCR (1985-2009). Membre de la CNQP et du CPN.

# III. Jouer la carte de l'intégration face au nouveau recrutement militant ?

Alors que la LCR peine à regrouper 1000 adhérents en 2003 lors du XV<sup>ème</sup> congrès de l'organisation, le NPA compte 10000 adhérents au moment de sa création. L'objectif affiché étant d'élargir l'organisation en recrutant des militants issus des quartiers populaires, il convient de s'interroger sur cette « société »<sup>333</sup> militante en mutation. Il est opportun de considérer en quoi l'arrivée de militants des quartiers populaires a participé à transformer la « société » des révolutionnaires en la « société » des anticapitalistes. L'évolution du collectif militant a été entraperçue à travers l'étude des conflits autour de la définition des cadres d'interprétation. Nous chercherons à approfondir l'hypothèse selon laquelle la lecture du monde d'une organisation dépend des propriétés sociales de ses membres en analysant les effets rétroactifs sur la recomposition identitaire et culturelle de l'organisation politique.

Il conviendra de voir que l'évolution des bases du recrutement, avec une dé-standardisation de la culture partisane, est susceptible de porter un coup à la cohésion de l'organisation. La LCR était une petite organisation socialement et idéologiquement homogène. L'élargissement de ses rangs pose de nouvelles questions aux militants. La multiplication des « identités de participation » qui peut être imputée en partie à la dé-standardisation de la culture militante n'est pas sans conséquence sur l'unité de l'organisation, sur les rapports de force en son sein. Outre l'idée que les décalages entre les vues des acteurs attisent des tensions à l'heure de définir une politique commune, la thématique de la difficile recherche d'un équilibre interne entre « militants par conscience »<sup>334</sup> et militants issus des quartiers populaires mérite d'être explorée.

Dans son étude sur la place des femmes dans les mouvements sociaux salvadoriens, Jules Falquet mobilise le concept « d'arraisonnement »<sup>335</sup>. Elle entend montrer comment un mouvement qui cherche à recruter les membres d'un groupe social dominé peut ensuite reproduire en son sein les rapports sociaux de domination et de ségrégation dénoncés dans la société et ne faire que peu de cas des intérêts propres des militants appartenant au groupe socialement dominé. Les habitants issus des quartiers populaires sont opprimés en tant que membres de la classe ouvrière mais également en tant que personnes issues de

333 Nous empruntons ici à Frédéric Sawicki et Rémi Lefebvre le terme de « société » pour désigner le collectif militant. Lefebvre, R., Sawicki, F., *La société des socialistes. Le PS aujourd'hui*, Paris, Éditions du Croquant, . 2006

334 « *Les membres par conscience sont ceux qui ont des ressources et pas d'intérêts propres à la mobilisation* » in Fillieule, O., et Péchu. C., *Lutter ensemble. Les théories de l'action collective*. Paris l'Harmattan 1994 p.84.

335 Falquet, J., « A qui appartiennent les femmes ? L'arraisonnement des femmes par les mouvements sociaux mixtes et leur possible autonomisation : une analyse féministe » in Arnaud, L., Ollitrault, S., Rétif, S., Sala Pala, V., *L'action collective face à l'imbrication des rapports sociaux. Classe, ethnicité, genre*, Paris; L'harmattan, 2009, 97-117.

l'immigration, en tant que pratiquants d'une religion minoritaire. La dénonciation de ces multiples oppressions est partiellement présente dans les cadres d'interprétation du NPA et dans les discours portés dans les quartiers populaires<sup>336</sup>; il conviendra de s'interroger sur la place laissée aux militants issus des quartiers populaires dans le comité NPA fontenaysien et sur l'appropriation par le collectif militant des intérêts et des revendications propres aux habitants des quartiers populaires. La co-production d'un ordre négocié entre anciens militants de la LCR, nouveaux militants du NPA et militants issus des quartiers populaires sera l'objet de notre attention. Après un an de fonctionnement du NPA, est-il possible de parler d'un « arraisonnement » des militants issus des quartiers populaires ?

L'étude des conséquences de la transformation du collectif militant sur la forme organisationnelle nous occupera également. Nous nous refusons à « rédu[ire] le répertoire des formes d'organisation à la forme entreprise »<sup>337</sup> et nous nous inscrivons dans la perspective de F. Sawicki en appréhendant un parti politique comme une « entreprise culturelle » qui se transforme en fonction de l'environnement dans lequel elle évolue. La transformation organisationnelle interne peut donc également être appréhendée à travers l'étude de l'évolution de son recrutement et de la transformation des rapports de force entre militants.

La redéfinition des formes internes du militantisme, la nouvelle division des tâches militantes et la mise en place d'une nouvelle sociabilité seront les objets de notre attention.

## ***A. Reproduction des rapports de domination et redéfinition de l'excellence militante***

Nous entendons ici montrer que si les formes de l'action collective et les discours d'une organisation peuvent évoluer en fonction d'un environnement social, la transformation des pratiques militantes internes en regard de l'évolution des propriétés sociales des membres de l'organisation mérite également que l'on s'y arrête.

L'observation participante enrichie, par des entretiens approfondis menés avec les militants du comité fontenaysien et de la Commission Nationale Quartiers Populaires, nous permettra de mener à bien une réflexion sur l'intégration des militants des quartiers populaires dans les collectifs militants.

Il conviendra d'examiner la redéfinition des pratiques militantes et des règles- la modification de la forme organisationnelle- comme la prise en compte par le NPA des spécificités des militants issus des quartiers populaires mais également comme le fruit d'une bataille inachevée de ces militants pour trouver leur place dans l'organisation.

---

336 Cf. Chapitres I et II

337 Cefaï, D., op. cit. p.234

# 1. Un collectif militant hétéroclite

La LCR était une organisation socialement homogène<sup>338</sup>. Le recrutement de militants issus de la catégorie des habitants des quartiers populaires vient rompre cet équilibre interne. Si les militants issus des quartiers populaires comme les autres membres se reconnaissent dans la classe ouvrière et partagent avec eux des objectifs communs, leurs propriétés sociales sont souvent très différentes.

S'interroger sur les risques « *d'expropriation des nouveaux venus par les plus engagés.* »<sup>339</sup> est ici indispensable. La maîtrise du langage de l'organisation et la connaissance de son histoire sont réservées aux plus anciens. Les risques de défection des nouveaux venus ne sont pas propres à l'intégration de militants issus des groupes dominés, on peut néanmoins supposer que cette caractéristique augmente l'aléa. Si les militants issus des quartiers populaires sont pour la LCR puis le NPA une précieuse ressource, ces militants sont susceptibles de ne pas trouver leur place dans l'organisation. Outre la difficulté à se faire une place parmi des militants présents dans l'organisation depuis plus de trente ans, les militants issus des quartiers populaires sont également susceptibles d'être moins à l'aise avec la prise de parole en réunion<sup>340</sup>. La reproduction des rapports de domination sociale et les mécanismes mis en œuvre pour y parer seront l'objet de notre attention dans cette section.

## a. Militants LCR et militants des quartiers : une greffe qui ne prend pas ?

« *Le NPA doit veiller à ne pas reproduire en son sein les mêmes ségrégations que dans la société. Il semble logique de constituer des comités de quartiers regroupant des personnes vivant et militant dans ces quartiers mais, dans le même temps, le NPA doit créer de réels liens entre les comités QP et les autres* »<sup>341</sup> rappelle un article dans une publication du NPA. Si certains comités se constituent sur la base d'un quartier, la plupart des collectifs militants locaux s'appuient sur la structuration antérieure de la LCR. Les comités de ville, à l'image du comité Fontenaysien, sont donc majoritaires. Les anciens membres de la LCR et les nouveaux militants NPA issus des quartiers sont donc amenés à militer ensemble. Au sein du comité NPA fontenaysien, on compte neuf anciens militants de la LCR dont un vit dans un quartier populaire ; sept militants NPA sont venus s'ajouter à cet effectif. Trois d'entre eux vivent dans la ZUP fontenaysienne.

L'unité de la classe ouvrière étant un objectif partagé, les militants rencontrés se montrent satisfaits d'une structuration qui permet aux militants des quartiers populaires et aux autres de travailler ensemble y compris dans les structures consacrées aux quartiers populaires :

*« Si t'es prof dans un quartier populaire, si t'es touché par rapport à ta sensibilité par rapport à ton boulot*

338 Cf Johsua, F., art. cit.,

339 Cefaï, D., op. cit p.345.

340 Cf. Lefebvre, R., Sawicki, F., *La société des socialistes. Le PS aujourd'hui*, Paris, Éditions du Croquant, 2006.

Grelet, S., Jobard, F., Potte-Bonneville, M., « Haut, bas, fragile : sociologies du populaire », Entrevue avec Annie Collovald et Olivier Shwartz, *Vacarme*, n°37, automne 2006.

341 Johsua, N., « Le NPA et les quartiers populaires », *Critique communiste*, n°189, janvier 2009.

*oui et même si t'es pas touché mais que la question t'as envie d'y apporter un truc eh ben tu es le bienvenu.. moi je suis pas pour ghettoïser (sic) Ce serait malsain.. C'est comme les jeunes, t'as pas besoin d'être jeune... ma question de la jeunesse ça concerne même ceux de 80 ans comme la question des retraités ça concerne même ceux de 20 ans.. Moi je ne suis pas pour cloisonner tout ça.. légitimer par rapport à tes origines sociales, par rapport à ci... Non je ne suis pas pour ça .. Parce que justement, la construction de la société elle s'est faite comme ça.. On nous cloisonne. »<sup>342</sup>*

Certains militants issus des quartiers populaires notent l'apport que représente le fait de militer avec des gens qui ont une formation politique approfondie. Les militants qui ne vivent pas dans ces espaces notent l'ouverture sur le monde des classes populaires que représente l'intégration de militants issus du quartier des Larris et du quartier Jean Zay dans le comité fontenaysien : *« C'était bien joli d'en parler de la classe ouvrière mais là au moins, c'est concret »*<sup>343</sup>

La cohabitation entre vieux militants de la LCR et nouveaux militants issus des quartiers populaires est parfois plus complexe. Des phénomènes de méfiance réciproque au sein des comités ou des instances nationales sont rapportés. Les nouveaux venus issus des quartiers populaires dénoncent des réactions de racisme et de rejet de la part des « universitaires »<sup>344</sup>. Les conflits et tensions internes entre militants issus des quartiers populaires et vieux militants existent :

*« C'est pas évident quoi parce que le NPA c'est pas une bulle, il fait partie de la société donc nécessairement les problèmes que tu rencontres dans la société, tu vas les rencontrer dans le NPA mais la différence entre le NPA et les autres partis c'est que le NPA, voilà il a la volonté de le travailler et il le cache pas « chez nous c'est tout beau... » non il y a les réalités, c'est normal, ça serait malsain qu'il y ait pas de problèmes, au contraire ce serait malsain [...] Il y en a qui sont dégoûtés du comportement de ceux qui sont du NPA et on a un comportement à l'intérieur du NPA qui ressemble à celui qu'on subit à l'extérieur. C'est à dire des comportements de rejet, de [...] quand on te dit que t'es un lumpenprolétariat et que t'es un danger pour le révolutionnaire car tu es susceptible de mettre un couteau dans le dos aux révolutionnaires et qu'on t'en fait un texte, qu'on te l'envoie.. un ex-LCR, c'est le pire... quand on te fait ça, il y en a qui le vivent trop mal, moi j'ai retenu une militante, je lui ai dit, écoute lui c'est un con. »*<sup>345</sup>

Ces réactions se traduisent par une opposition à voir accéder des militants non formés aux postes de direction ou aux postes de responsabilités. La tendance à la monopolisation des postes de pouvoir politique est ainsi dénoncée par les militants issus des quartiers populaires. L'argument du manque de formation politique est avancé pour empêcher une militante d'accéder au Conseil Politique National. Si tous les

---

342 Entretien réalisé le 17 mars 2010 avec Karima, militante du comité NPA de Toulon, ex-militante LCR (2006-2009), membre de la CNQP et du CPN.

343 Entretien réalisé le 1<sup>er</sup> mars 2010 avec Annick, militante du comité NPA de Fontenay-sous-Bois, ex-militante LCR (2005-2009). Habitante des Parapluies.

344 Expression employée par une militante issue des quartiers populaires pour désigner les anciens militants LCR, enseignants dans leur grande majorité

345 Entretien réalisé le 17 mars 2010 avec Karima, militante du comité NPA de Toulon, ex-militante LCR (2006-2009), membre de la CNQP et du CPN.

militants sont théoriquement égaux dans l'organisation, certains militants seraient néanmoins plus aptes à prendre les décisions ou à représenter le NPA selon certains de ses membres : « *On n'est pas tous égaux, c'est faux de dire qu'on est tous égaux* »<sup>346</sup> remarque un militant fontenaysien. Un tel commentaire pointe bien la vision binaire que certains militants ont de l'organisation : il y aurait d'un côté les intellectuels aptes à prendre les décisions et de l'autre les habitants des quartiers populaires en cours de formation politique.

Cette représentation duale, si elle est dénoncée par des militants des quartiers populaires qui se refusent à « *jouer le rôle de l'arabe de service* »<sup>347</sup>, est néanmoins également perceptible dans les discours des militants issus des quartiers populaires :

*« Tu dois être encore un des super intellos en théorie marxiste etc. Sache en tout cas que je n'ai ni la prétention de te représenter, ni représenter les quartiers populaires et en tout cas pour ma part, j'ai refusé d'être au Conseil Politique National pour me consacrer au terrain »*<sup>348</sup>.

Dans cet extrait de mail, ce militant issu des quartiers populaires dessine une frontière entre les militants qui agissent sur le terrain parmi lesquels il se reconnaît et les militants intellectuels qui se contentent de parler quitte à freiner l'action. Les actions menées dans les quartiers populaires sont souvent l'objet de disputes entre militants issus des quartiers populaires et militants travaillant sur ces questions mais n'y vivant pas. Dans ces luttes, les statuts militants sont différents : si tous les militants militent dans la perspective d'être entendus par les pouvoirs publics, les militants issus des quartiers populaires seraient les bénéficiaires éventuels des mesures qui pourraient être prises en faveur de leurs revendications. L'alliance de militants qui ont des rapports personnels très différents à l'objet de la lutte a été largement explorée. Selon la typologie des différents statuts militants proposée par J. McCarthy et M. Zald, les militants ne vivant pas dans un quartier populaire mais investis dans les commissions « quartiers populaires » du NPA seraient assimilables à des « membres par conscience »<sup>349</sup>.

Ces différences de statuts sociaux sont sources de tensions. Les militants non issus des quartiers populaires sont accusés de déposséder les militants issus des quartiers populaires des objets de leur lutte- aspect sur lequel nous reviendrons ultérieurement- d'orienter la lutte vers des modes d'actions classiques mais également d'être réticents face aux innovations en termes d'organisation interne :

*« Une copine ex-PC qui était carrée, stal et tout qui disait ouai, c'est pas normal, il y a des réunions qui se font et Karima elle nous tient pas au courant, elle est antidémocratique, il y a pas de réunions qui se font,*

346 Conversation de terrain avec Patrick le 5 février 2010 lors de la réunion de lancement de campagne du NPA à Fontenay-sous-Bois. avec Patrick, militant du comité NPA de Fontenay-sous-Bois, exmilitant LCR (2006-2009)

347 Intervention lors de la première réunion de la CNQP. 13-14 décembre 2008.

348 Mail de Khaled, militant NPA d'Avignon, sur la liste mail Quartiers Populaires du NPA.

349 Le concept de membres par conscience « conscience constituants » est développé par McCarthy et Zald dans un article qui souligne la diversité des rapports à l'engagement.

*« Conscience constituents are direct supporters of a SMO who do not stand to benefit directly from SMO goal accomplishment »*

Cf. McCarthy, J. Zald, M., "Resource Mobilization and Social Movements : A Partial Theory." *American Journal of Sociology*, Vol. 82, no. 6, 1977, pp. 1212-1241, p.1222.

*c'est des rencontres où on discute et des débats qui se font sans prise de rendez-vous car ils se font sur le tas donc c'était même pas prévu donc j'allais pas te dire vers une heure du matin, je t'appelle « eh cousine tu viens on est dans le couloir, on discute avec un ordre du jour » c'est pas comme ça et ça ils ont du mal à l'intégrer car ils sont des gens qui viennent, c'est une culture politique, qui viennent d'un PC où tout est cadré et tout et ils ont du mal à comprendre le fonctionnement.»<sup>350</sup>*

Les relations entre militants au sein des structures militantes NPA semblent ambivalentes. Les militants sont les uns pour les autres des ressources pour l'action. Ils ont donc besoin des autres mais les tensions au sein du collectif révèlent des peurs réciproques de se voir déposséder. Les militants issus des quartiers craignent de se voir déposséder de leurs luttes du fait d'un moindre bagage intellectuel tandis que les anciens militants de la LCR peinent à admettre devoir céder leurs places aux postes de direction.

## **b. Repenser les normes pour mieux intégrer**

Une forme organisationnelle s'objective dans des règles qui régissent les relations entre les échelons locaux et nationaux mais également dans des règles qui régissent implicitement ou explicitement le déroulement des réunions et la prise de parole des militants.

L'observation des réunions internes du comité NPA fontenaysien permet de déceler une inégale répartition des prises de parole entre les militants. Les réunions du NPA sont articulées autour de « topos »<sup>351</sup> préparés par les militants sur une thématique donnée. Les militants qui souhaitent intervenir dans le débat sont invités à s'inscrire sur une liste avant de se voir donner la parole. Quand il convient de connaître l'avis de tous les militants, un « tour de table » est organisé. Lors de l'une de nos observations, deux militants, intégrés depuis quelques mois et vivant dans une cité fontenaysienne, admettent ne pas comprendre les enjeux et ne pas se sentir habilités de ce fait à prendre part aux débats. Le décryptage des discours introductifs aux débats est complexe pour certains militants issus des quartiers populaires :

*« Moi personnellement quand Patrick prend la parole c'est parti pour une heure.. C'est un intellectuel Patrick, je comprends pas toujours. »<sup>352</sup>*

Un militant relate par ailleurs des dénonciations hors du cadre de la réunion de l'inaccessibilité des débats :

*« C'est là où je crois où on pouvait dire quand on faisait le tour des commissions, c'est dans la Commission Quartiers Populaires qu'on pouvait dire que le NPA c'était pas la LCR, c'était là. Parce que ce n'était pas les mêmes, il y avait beaucoup plus d'arabes et de noirs en proportion, parce que la façon de parler n'est pas la*

---

350 Entretien réalisé le 17 mars 2010 avec Karima, militante du comité NPA de Toulon, ex-militante LCR (2006-2009) Membre de la Commission Quartiers Populaires et du Conseil Politique National.

351 Terme employé par les militants pour désigner un exposé

352 Entretien réalisé le 15 février 2010 avec Hicham, militant NPA depuis janvier 2009. Comité de Fontenay. Habitant de Val-de-Fontenay.

*même [...] C'est de là que sortent des propos du type "moi je veux un lexique, je ne comprends rien à vos trucs, je veux des définitions" et tout ça.. bref.. et ça ça vient de la Commission Quartiers Populaires »<sup>353</sup>*

Des militant expriment donc « *un certain sentiment d'infériorité vis-à-vis de militants expérimentés, aguerris et souvent plus diplômés* »<sup>354</sup>. Habités à se réunir entre militants ayant le même bagage intellectuel et le même passé militant, les militants de la LCR ont, au fil des années, promu en interne une prise de parole basée sur des arguments théoriques et historiques qui révèlent une certaine « intellectualisation »<sup>355</sup> des débats. Le cadrage des débats par des règles strictes limite par ailleurs les prises de parole spontanées. L'inaptitude de ce mode de fonctionnement, à permettre la contribution de tous les militants à la réflexion collective est l'objet d'une remise en question interne. La résistance des nouveaux militants aux règles strictes de prise de parole entraîne un assouplissement progressif du cadrage des débats : « *On est plus souple qu'avant sur les tours de parole, il y a des camarades, les plus défavorisés, qui ne s'expriment que spontanément pour dire une ou deux phrases* »<sup>356</sup>. Les militants issus des quartiers populaires qui s'insinuent dans les débats alors même que ce ne sont pas leurs tours de parole ne sont effectivement pas rappelés à l'ordre contrairement à ce qui se passe quand un militant endurci tente d'agir de même.

La comparaison des réunions et débats des universités d'été avant et après l'intégration de militants issus des quartiers populaires permet, en outre, de voir une évolution des actes de discours accomplis. Les argumentations théoriques sont toujours présentes mais entre celles-ci s'intercalent des témoignages :

*« On voit beaucoup les problèmes de nos enfants mais il y a le problème de nos parents. Moi je donne un exemple concret. Mon père, il touche moins de 500 euros par mois de retraite, il y a deux ans, il y a une loi qui est passée, si il reste au bled plus de trois mois, on lui retire et ça c'est scandaleux parce que ça veut dire qu'il a travaillé toute sa vie, ça veut dire qu'il prend l'argent du fond social de la France, toute sa vie il a travaillé, toute sa vie il a cotisé, en sachant que quand l'indépendance est venue, il avait 38 ans et que toute la période qu'il a travaillé pendant la colonisation, elle est pas reconnue et c'est vrai que ce serait bien, moi j'en parle maintenant qu'on le relève ça parce que quand un français va au Maroc passer des vacances, qu'il a une boniche gratuite et parce qu'il a une maison, ça dérange pas qu'il prenne l'argent de la retraite et qu'il aille vivre là bas »<sup>357</sup>*

Les interventions qui se font sur le mode du témoignage, très marginales du temps de la LCR, sont reprises par les militants plus aguerris pour appuyer leurs propos théoriques. On observe donc un ajustement des normes internes de la prise de parole sur les propriétés sociales des nouveaux venus.

353 Entretien réalisé le 19 mars 2010 avec Omar, militant du comité NPA d'Argenteuil, ex-militant LCR (1985-2009). Membre de la CNQP et du CPN.

354 Johsua, N., « Le NPA et les quartiers populaires », *Critique communiste*, n°189, janvier 2009.

355 Lefebvre, R., Sawicki, F., *op. cit.* p.181

356 Entretien réalisé le 1<sup>er</sup> mars 2010 avec Annick, militante du comité NPA de Fontenay-sous-Bois, ex-militante LCR (2005-2009) Habitante des parapluies.

357 Intervention lors du débat quartiers populaires de l'université d'été de 2008 de Karima, militante du comité NPA de Toulon. Ex-militante LCR (2006-2009) Membre de la CNQP et du CPN.

La « société des militants » de la LCR se voit bouleversée par une transformation des propriétés sociales de ses membres. Trouver sa place dans un groupe préexistant, s'adapter à des pratiques et à des habitudes-des règles implicites- s'avère difficile pour tout nouveau militant. Bon nombre de nouveaux militants issus des quartiers populaires rencontrent des difficultés pour se plier aux règles assez éloignées des dispositions populaires. Les normes du comité NPA s'ajustent progressivement aux propriétés sociales de ses nouveaux membres : l'implication dans le collectif n'est plus uniquement valorisée sous l'angle de la participation aux débats théoriques sur l'orientation du parti.

## 2. Du militant communiste révolutionnaire au militant issu des quartiers

Parallèlement aux débats autour de la nécessaire évolution des discours pour recruter dans les quartiers populaires, les militants vont réfléchir aux formes organisationnelles susceptibles de répondre aux attentes des habitants des quartiers populaires. Le nouveau projet politique émerge et s'invente de façon contingente à la poursuite du projet d'implantation dans les quartiers populaires. L'élargissement progressif du domaine d'action de la LCR va trouver un aboutissement dans la création du NPA tant d'un point de vue idéologique qu'organisationnel. Le transfert d'une forme organisationnelle quasi-groupusculaire à une forme partisane relève de choix mais également de micro-choix qui ne sont pas sans lien avec l'évolution progressive de la « société des militants ». Il s'agit d'examiner comment le NPA marque la rupture avec une pratique militante élitiste au profit d'un militantisme accessible à des « masses larges »<sup>358</sup> :

*« A la Ligue....comment dire ? C'est assez élitiste, il y avait quand même une dimension assez élitiste, des franges assez intellectuelles etc.. qu'on a largement moins au NPA. ça veut dire concrètement qu'il y en a moins, ça veut dire qu'on a tué les intellectuels... »*<sup>359</sup>.

Nous appréhenderons donc l'évolution des formes du militantisme comme le fruit d'une redéfinition stratégique visant à pérenniser l'engagement des militants issus des quartiers populaires mais également comme le produit d'une adaptation progressive.

### a. Éviter le désengagement en s'adaptant aux nouveaux militants ?

L'intégration progressive de militants issus des quartiers populaires après 2005 entraîne une réflexion interne sur les formes du militantisme qui se prolonge dans le processus de création du NPA. Les militants rapportent en effet des démissions récurrentes de nouveaux militants issus des quartiers populaires. Ces défections peuvent être imputées aux « coûts d'entrée » trop élevés du militantisme au sein de la LCR.

---

358 Expression employé par un militant pour désigner les habitants des quartiers populaires.

359 Entretien réalisé le 19 mars 2010 avec Omar, militant du comité NPA d'Argenteuil depuis le congrès de fondation. Ex-militant LCR (1985-2009). CNQP et du CPN.

La LCR fontenaysienne fonctionne selon un modèle classique. La participation hebdomadaire à la réunion de cellule est la base du militantisme. Les réunions ont lieu dans une salle municipale située dans le quartier pavillonnaire où vivent la majorité des membres de la cellule. L'étude des comptes-rendus de réunions démontre que les absences non-excuses sont notées tout comme le fait que certains militants ne participent qu'occasionnellement aux diffusions de tracts. Les discussions entamées se prolongent généralement autour d'un verre malgré l'horaire tardif de fin de réunion « *Jamais avant minuit* »<sup>360</sup> se souvient une militante.

Le processus de construction du NPA draine, vers l'organisation en construction, des militants issus des quartiers populaires. Une remise en cause des modes de fonctionnement classiques et des modes de sociabilité de la LCR se trouve au cœur des débats dans le processus de construction du NPA. La nécessité de corrélérer la transformation du public-cible et la transformation des discours avec une transformation des formes du militantisme est ainsi théorisée :

*« [Après la question de l'intervention dans les quartiers populaires] la deuxième étape concerne l'intégration des milieux populaires dans le NPA. Le fonctionnement du NPA est pour l'instant assez classique : réunions régulières, participations aux initiatives locales, discussions et informations via Internet. Ce fonctionnement a beaucoup de mal à s'appliquer dans les QP où les gens n'ont pas tous accès à Internet, voire n'ont même pas le téléphone, n'ont pas la possibilité de se déplacer, même dans le quartier voisin, n'ont pas l'habitude de rester assis deux ou trois heures durant pour débattre. En outre, les situations sociales, familiales ou professionnelles sont parfois trop dures pour s'impliquer dans une activité militante régulière »*<sup>361</sup>

Ce diagnostic est pris en compte à l'heure de décider des règles internes d'adhésion au NPA :

*« Est membre du parti celui ou celle qui partage les principes définis au préambule et adhère à un comité, c'est-à-dire qui prend sa carte, verse une cotisation et participe aux activités et aux réunions du parti dans la mesure de ses disponibilités. »*<sup>362</sup>

Le niveau des cotisations est abaissé. Ces nouvelles règles ouvrent la porte à une certaine souplesse. L'engagement individuel intense et le surinvestissement militant ne sont plus les seules formes militantes possibles. Il convient donc de noter une adaptation des textes fondateurs aux réalités militantes observées dans le processus de construction du NPA. Les textes fondateurs n'ont cependant pas la possibilité d'agir en profondeur sur la forme organisationnelle du parti en construction. Les configurations militantes sont assez différentes d'un comité NPA à l'autre. Les ex-militants LCR-fontenaysiens évoquent un déroulement des réunions du comité NPA qui leur semble presque similaire à celui des réunions de cellule LCR. Si les réunions militantes se sont délocalisées au cœur de la cité des Larris dès l'adhésion du premier militant issu

360 Entretien réalisé le 1<sup>er</sup> mars 2010 avec Annick, militante du comité NPA de Fontenay-sous-Bois, ex-militante LCR (2005-2009), habitante des Parapluies.

361 Johsua, N., « Le NPA et les quartiers populaires », *Critique communiste*, n°189, janvier 2009.

362 Statuts provisoires du NPA

des quartiers populaires, les militants du comité restent longtemps sourds aux rappels à l'ordre de la commission Quartiers populaires d'Ile-de France(CQPRP). Celle-ci note en octobre 2009 qu'il reste de gros efforts à faire « *sur [le] fonctionnement et les pratiques et sur [les] modes de socialisation* »<sup>363</sup>. Elle promeut de « *faire des réunions moins longue, à des horaires raisonnables, en tenant compte des impératifs socioculturels* » et de « *faire des fêtes et des repas pour développer de la convivialité militante* ». Si les anciens militants LCR fontenaysiens s'étaient montrés ouverts à l'heure de revoir leurs formes d'intervention dans les quartiers populaires, ils se montrent plus réticents quand il s'agit de revoir leurs modes d'organisation internes ancrés dans une culture trotskyste défendue par de nombreux militants du comité :

*« Moi je veux bien des réunions qui se terminent à 10 heures mais je ne vois pas comment cela peut fonctionner, on peut pas vraiment débattre dans ces conditions »*<sup>364</sup>

Il semble néanmoins que les pratiques militantes internes du comité soient en cours de mutation. Lors d'une réunion, une militante demande à ce que l'ordre du jour soit minuté afin de réduire la longueur des débats et de permettre aux militants qui travaillent tôt d'assister à la totalité de la réunion. Si certains anciens militants LCR se montrent d'abord dubitatifs (soupirs...), la prise de parole d'un militant issu du quartier Larris pour exprimer son soutien à cette proposition met tout le monde d'accord.

Les militants issus des quartiers populaires ont acquis au sein du NPA une légitimité supérieure à celle des autres militants à l'heure de décider des modes d'organisation. Ces militants des quartiers populaires sont aux yeux de l'organisation, des recrues précieuses qu'il convient de ne pas perdre. La réduction des coûts de la participation pour les militants issus des quartiers populaires vise à ne pas transformer la « société des anticapitalistes » en une société inégalitaire qui reproduirait en interne les mécanismes de domination sociale dénoncés.

## b. Entre militantisme distancié et militantisme total

Il convient de se pencher sur la forme du militantisme des recrues issues des quartiers populaires. La forme organisationnelle en construction rend possible un militantisme plus distancié, ce que Jacques Ion a appelé un engagement « post-it »<sup>365</sup>. Il oppose en effet un militantisme « total » qui appartiendrait au passé à un militantisme « distancié » du temps présent qui correspondrait à la nouvelle forme d'engagement. Le premier se caractériserait par un investissement intense dans la cause, à laquelle une large part de la vie familiale et des loisirs serait sacrifiée : réunions plusieurs soirs par semaine et distributions de tracts. Le militantisme post-it se singulariserait à l'opposé par les fluctuations de l'engagement, conçu comme « à la

<sup>363</sup> Compte-rendu de la réunion de la CQPRP du 9 octobre 2009

<sup>364</sup> Intervention lors d'une réunion de comité, Patrick, militant du comité NPA de Fontenay-sous-Bois, ex-militant LCR (2006-2009). Montreuillois.

<sup>365</sup> Ion, J., *La fin des militants*, Paris, Editions de l'atelier, 1997.

carte » : chacun choisirait ses propres rythmes, degrés et modalités de participation au groupe. Les militants issus des quartiers populaires seraient-ils plus tentés par un militantisme distancié ?

Certains des militants du comité fontenaysien manquent d'assiduité aux réunions et ne sont que peu disponibles pour certaines tâches ; leur vie ne semble pas régie par leur engagement militant. Cette forme de militantisme ne paraît cependant pas être plus répandue chez les militants issus des quartiers populaires que chez les militants récents de l'organisation en général. Elle s'objective cependant de manière différenciée selon le lieu d'habitation des militants.

Les raisons invoquées par les uns et les autres pour expliquer leur manque d'assiduité ou leur faible implication dans les activités militantes sont néanmoins très différentes selon qu'ils s'agissent de nouveaux militants issus des quartiers populaires ou non. Les militants ne vivant pas dans les quartiers populaires expliquent qu'il s'agit d'un choix réfléchi, ils se refusent à sacrifier leur identité personnelle et leur vie privée au profit de l'organisation :

*« Je ne veux pas n'être qu'une militante comme Justo, lui il fait que ça .. moi j'ai une vie à côté »<sup>366</sup>.*

Ces militants-trois ou quatre dans le comité de Fontenay- qui tiennent à garder la maîtrise de leur engagement s'inscrivent dans le modèle du militantisme post-it défini par Jacques Ion.

Les militants issus des quartiers populaires dont l'engagement semble faible, si l'on s'en tient à l'étude de la présence aux réunions, ne vivent pas leur militantisme de la sorte. L'étude de leurs discours montre que le militantisme représente une part importante de leurs vies respectives. Leurs engagements militants sont ainsi sources de discussions avec leurs collègues et leurs familles. Ils tirent une grande fierté du fait d'être adhérents du NPA et ils présentent les militants du comité comme leurs amis :

*« Je crois que je suis un pilier du comité je ne viens pas souvent mais Gérard<sup>367</sup>, tu le connais ? Ouai c'est un pote à moi.. Il sait qu'ils peuvent compter sur moi pour les collages, c'est ce que je préfère les collages. On fait des collages d'affiches quand il y a des élections. A Fontenay, du côté de Val-de-Fontenay et partout, c'est Sylvain<sup>368</sup> qui s'occupe de la logistique, qui amène des affiches et qui organise la tournée ».*

Les militants issus des quartiers populaires non assidus privilégient les activités de terrain aux réunions. Certains militants, évoqués par des membres du comité au détour d'une phrase sont totalement absents des réunions. Ils semblent ne militer que sur le terrain. Si la « fatigue » ou « le manque d'énergie »<sup>369</sup> sont les raisons les plus communément invoquées par les militants issus des quartiers populaires pour justifier leur absence aux débats, certains n'hésitent pas à fustiger des réunions « qui n'en finissent pas, où [certains

---

366 Entretien réalisé le 10 mars 2010 avec Nathalie, militante NPA du comité Paris XVIII<sup>ème</sup>-Goutte d'Or depuis fin 2008 et membre de la CNQP

367 Militant du comité NPA de Fontenay-sous-Bois

368 Ibidem

369 Comptes-rendus des réunions hebdomadaires du comité NPA de Fontenay-sous-Bois

*militants] parlent pendant des heures pour ne rien dire... »<sup>370</sup>. Les dispositifs mis en œuvre pour limiter les coûts de l'accès aux débats ne semblent pas avoir porté leurs fruits. Il en résulte une division inégalitaire du travail militant. Certains militants voient leur activité militante réduite à un travail de terrain. Ils ne prennent pas part aux débats et ne contribuent pas à l'élaboration des revendications : ils distribuent des tracts qu'ils n'ont pas écrits. Il convient de noter que ce cas de figure ne concerne que la moitié des militants issus des quartiers populaires du comité de Fontenay-sous-Bois.*

La figure du militant issu des quartiers populaires qui milite de manière distanciée n'est pas la norme. Certains militants issus des quartiers populaires vont au contraire « *passer d'une méconnaissance totale du [militantisme] à un engagement qui les conduit à y consacrer toute une partie de leur vie quotidienne* »<sup>371</sup>. Au cours de notre enquête de terrain, nous avons pu rencontrer une militante de Toulon en cours d'emménagement en région parisienne. Cette « montée à Paris » n'est pas sans lien avec l'intégration rapide qui lui a été proposée dès son arrivée à la LCR en 2006. La rareté des militants issus des quartiers populaires dans les rangs de la LCR à une période où la thématique quartiers populaires devient centrale, explique qu'elle ait rapidement été prise en charge par des militants qui ont assuré sa formation politique. Elle est mise en avant dans les luttes « quartiers populaires ». La consécration de la thématique Quartiers Populaires au moment du lancement du NPA va lui permettre d'accéder au Conseil Politique National par le biais de la Commission Quartiers Populaires<sup>372</sup>. La vie de la militante au moment où nous l'avons rencontrée se divise entre une activité militante très prenante dans son quartier de Toulon durant la semaine et des week-ends passés à Paris pour les réunions nationales. Ce cas n'est pas exceptionnel et nous avons pu rencontrer d'autres militants issus des quartiers populaires dont l'investissement au NPA semblait « total ». L'investissement de ces militants se fait généralement par le biais d'un investissement sur les thématiques liées aux quartiers populaires<sup>373</sup>. Les militants se sentent pleinement légitimes à l'heure de donner leur avis sur les actions menées dans ces espaces du fait de leur expérience pratique du terrain et de leur connaissance de certains réseaux militants implantés dans les quartiers populaires.

Si le militantisme « à la carte » est pensé pour les militants issus des quartiers populaires, ce ne sont pas systématiquement eux qui vont se saisir de cette possibilité.

Ceci révèle la coexistence de deux types de rapports à l'identité collective au NPA. Si chez certains militants, il existe un enchevêtrement entre l'identité individuelle et l'identité de militant, certains militants entretiennent un rapport plus distancié à l'organisation et ne voient leur identité militante que comme une identité parmi d'autres.

370 Entretien réalisé le 14 mars 2010 avec Antonio, militant du comité NPA de Fontenay-sous-Bois depuis octobre 2008. Habitant de Val-de-Fontenay.

371 Bérout, S., « Jeunes, précaires, et issus de l'immigration dans l'action syndicale : la production, via des pratiques de luttes et d'organisation renouvelées, d'une identité de classe ? ». Colloque organisé par le CRAPE : « Classe, ethnicité, genre.. : les mobilisations au piège de la fragmentation identitaire ? » 8-9 mars 2007.

372 Cf. Fonctionnement du NPA en introduction

373 Cette dimension sera approfondie dans la section II, B, 2 et 3.

Les militants issus des quartiers populaires, bien que nombreux, rencontrent des difficultés à l'heure de s'intégrer dans une organisation dont les modes de fonctionnement sont sclérosés. Les quarante ans d'existence de la LCR sur une base militante essentiellement constituée d'enseignants et d'étudiants ne sont pas sans lien avec la difficulté du NPA à s'adapter à ces nouveaux militants. La volonté du NPA de devenir un « parti de masse » pousse néanmoins l'organisation à renouveler son image en mettant sur le devant de la scène des militants issus des quartiers populaires notamment au niveau local. L'imperméabilité du NPA à son nouveau public-cible doit donc être nuancée.

Les cas de figure rencontrés sont si différents les uns des autres qu'il est difficile de conclure à ce stade de la réflexion sur « l'arrondissement » des militants issus des quartiers populaires au sein du NPA.

## ***B. Les Quartiers Populaires dans la lutte pour la définition d'une identité partisane***

L'orientation quartiers populaires du NPA annoncée lors de son lancement constitue un cadre de revitalisation pour le courant politique. Invitation est donc faite aux habitants des quartiers populaires de lutter avec le NPA contre les oppressions spécifiques qu'ils subissent.

Les militants qui rentrent dans l'organisation suite aux campagnes militantes menées dans les quartiers populaires ne s'engagent pas nécessairement au NPA par « identification » à la classe ouvrière comme cela pouvait être le cas à la LCR jusqu'au début des années 2000. L'identité de classe et la défense des intérêts des travailleurs constituent alors les ciments de l'organisation. Les militants du NPA issus des quartiers populaires n'ont pas été recrutés sur la base de leur sentiment d'appartenance à la classe ouvrière et les raisons de leur engagement sont plus divers que la simple défense des intérêts des travailleurs ; l'idée de lutter contre le racisme ou contre les violences policières, formes d'oppressions propres aux habitants des quartiers populaires guide bien souvent l'engagement de ces militants issus de ces espaces. Le NPA devient donc une organisation composite. Il conviendra d'étudier les conflits dans l'arène organisationnelle au cours desquels des militants issus des quartiers populaires luttent pour que leurs intérêts spécifiques soient pris en compte. Ces derniers bénéficiaient d'une place privilégiée dans les débats internes du processus de construction du NPA. Un an après le congrès fondateur de l'organisation, il importe de s'interroger, sur ce qu'est devenue cette préoccupation dans l'appareil interne du parti.

Si nous avons appréhendé l'identification à un collectif comme une condition de l'engagement dans le chapitre II, l'identité sera ici approchée comme « *un produit de l'action collective*<sup>374</sup> ». Nous analyserons comment des militants tentent de se créer un monde commun. L'étude des « conversations identitaires »<sup>375</sup>

---

374 Mathieu, L., *Comment lutter, sociologie et mouvements sociaux ?*, Paris, Éditions textuel, 2004, p.117.

375 Hunt, S.A., et Benford, R.D., « Identity talk in the peace and justice Movement », *Journal of contemporary Ethnography*, 1994, p.488-517.cité in Cefaï D. op. cit. p. 642.

permet de cibler les processus d'identification mutuelle entre militants. Il conviendra dans cette section d'étudier, entre autres, les conflits autour de la formation d'une identité collective : la formation d'un « Nous ».

Inscrire une réflexion sur l'évolution de la place octroyée aux identités propres aux habitants des quartiers populaires et aux problématiques spécifiques à cet espace social dans une étude de la transformation idéologique, identitaire et organisationnelle du NPA sera l'objet de cette section.

## 1. Gagner à l'identité ouvrière : une priorité abandonnée ?

Il convient de voir que si la culture partisane s'est dé-standardisée au NPA<sup>376</sup>, le recrutement des militants à la LCR s'était également diversifié depuis le début des années 2000. Certains nouveaux militants LCR ne voyaient pas dans l'appartenance de classe la base de leur définition identitaire. Il apparaît que la transformation de leurs cadres d'identité suivait leur adhésion plus qu'elle ne la précédait. Il est donc important d'interroger l'évolution des mécanismes internes d'alignement des cadres d'identités des nouvelles recrues sur ceux de l'organisation.

La transformation des cadres d'interprétation de la situation dans les quartiers populaires montre la modification du rapport de l'organisation aux différentes identités revendiquées par les opprimés vivant dans les quartiers populaires. Il convient d'en envisager les conséquences en termes de cohésion organisationnelle.

### a. De l'identité de classe exclusive à la pluralité des identités des militants

Parmi tous les militants rencontrés, seul un militant assume clairement la primauté de son identité religieuse sur son identité de classe. « *Je suis d'abord musulman. Et ensuite, je suis un prolo, berbère ensuite* ». Il s'agit d'un militant, ayant vécu dans les quartiers populaires mais n'y habitant plus. Il est entré dans le processus de création du NPA dès l'été 2008. Les autres militants se définissent prioritairement comme des membres de la classe ouvrière même si les termes employés varient énormément selon leur ancienneté dans l'organisation. Quand les militants entrés à la LCR avant 2002, évoquent leur appartenance à la « classe ouvrière », au « camp des travailleurs », les militants entrés plus tardivement dans l'organisation trotskyste ou ayant adhéré directement au NPA évoquent plus facilement « les exclus » ou « les opprimés ». Interrogés plus en profondeur, il semble que leur premier cadre d'identité soit néanmoins le même que ceux des militants plus anciens dans le courant politique. Il n'est pas possible de déceler de différence majeure entre le rapport à l'identité de classe des militants issus des quartiers populaires et de ceux n'ayant qu'un rapport lointain avec ces espaces. La ligne de fracture qu'ils avancent définit bien un « nous » contre un « eux » qui renvoie à la classe capitaliste.

La différence majeure renvoie aux autres identités dont se réclament les militants. Les activistes,

---

376 Cf Chapitre II, section C.

anciennement engagés dans le courant politique que représente le NPA, n'évoquent jamais d'autres identités si ce n'est une identité de genre dans le cas des militantes féministes. Certains membres de la LCR, entrés dans l'organisation après 2002, ou certains membres du NPA évoquent explicitement une identité ethnique ou une identité religieuse. Nombreux sont ceux chez qui ces identités supplétives, si elles ne sont pas clairement revendiquées, transparaissent au détour d'une allusion lors des entretiens ou au cours des observations participantes. Lors d'une rencontre festive du comité fontenaysien, un militant refuse le verre de bière que lui tend l'un de ses camarades. Nous apprendrons lors d'un entretien qu'il est musulman pratiquant. Dans leur analyse de la société, les « nous » exprimés ne renvoient pas systématiquement au « camp des travailleurs » : « *Nous on fait un bras d'honneur aux politiques* » note une militante en s'incluant de fait dans un « Nous » qui renvoie de toute évidence aux habitants des quartiers populaires.

Les cadres d'identité des militants sont multiples au NPA. Les militants entrés tardivement dans l'organisation revendiquent une pluralité d'identités ce qui n'est pas le cas des vieux militants dont les identités militantes et individuelles semblent se confondre. Les militants issus des quartiers populaires, si ils subordonnent les identités religieuses et ethniques à l'identité de classe dans leur lecture du monde, paraissent néanmoins attachés à leur identité plurielle.

Le processus de construction du NPA avec une transformation des discours et des modes de militantisme entraîne dès 2008 l'adhésion de militants issus des quartiers populaires porteurs d'identités personnelles qu'ils entendent ne pas voir remises en cause. Il s'agit notamment de militants que l'on pourrait qualifier de militants « multi-positionnés » du fait de la pluralité de leurs engagements militants. Ces membres du NPA, sont membres d'associations telles que le MIB ou Respaix-Conscience-Musulmane. Ces appartenances permettent à ces militants d'affirmer leurs identifications personnelles à des collectifs tels que les habitants des quartiers populaires ou les musulmans. Cette « multipositionnalité » est différente de celle des militants de la LCR. L'engagement pluriel des militants n'était aucunement basé sur un sentiment d'appartenance identitaire mais s'inscrivait dans une perspective stratégique : l'engagement dans une organisation féministe n'était pas seulement encouragé pour les militantes tout comme le militantisme à SOS-Racisme n'était pas réservé aux militants appartenant aux minorités visibles. Le discours porté dans ces organisations s'émancipe par ailleurs de l'organisation politique. Il ne s'agit plus de porter le discours du parti dans ces structures mais bien de s'identifier à des collectifs qui représentent des groupes sociaux qui ne sont pas les classes populaires. Certains militants emploient des « nous » qui ne font pas référence à l'ensemble du comité ou à l'ensemble de l'organisation.

D'autres militants évoquent des réseaux informels internes à l'organisation qui s'appuient sur une communauté d'appartenance religieuse :

*« J'ai ressenti ce changement quand j'ai vu qu'il y avait des frères et sœurs musulmans -excuse moi- et même non musulmans, des orthodoxes, rentrer. [...] Des frères et sœurs camarades m'ont dit ; on peut tout changer.*

*Pour que ça change, il faut être à l'intérieur. »»<sup>377</sup>*

Le militant exprime son sentiment d'appartenir à une frange spécifique du NPA : les militants pratiquants.

Ces « nous », qui ne renvoient pas au collectif militant dans sa globalité ne semblent pas révéler une fragmentation sous-jacente du collectif militant. Les « conversations identitaires » qui visent à renforcer l'attachement au collectif militant des nouveaux militants issus des quartiers populaires sur la base d'une identité de classe et celles qui visent à faire exister d'autres collectifs ne se concurrencent pas en interne. Les identifications mutuelles entre militants se font à plusieurs niveaux. Si il y a des identifications au collectif militant dans sa globalité en tant que représentant des opprimés, les militants s'identifient également les uns par rapport aux autres sur d'autres bases identitaires. Le ciment identitaire de l'organisation reste l'identité de classe qui dépasse les autres identités.

Il convient de s'interroger sur l'évolution des processus mis en place en interne pour créer une cohésion et un attachement-si ce n'est exclusif au moins fort-au collectif militant ce que nous pourrions dénommer une identité collective ou une identité militante.

## **b. Les tendances assimilationnistes de la LCR**

Nous évoquions des processus d'alignement de cadres d'identité quand il s'agissait d'étudier les micro-mobilisations dans les quartiers populaires. Ce concept peut également être mobilisé pour analyser les processus au cours desquels les militants de la LCR tentent de convertir à l'exclusive identité de classe les militants issus des quartiers populaires qui avancent d'autres cadres d'identité. La transformation des cadres d'identité se déroule notamment au cours des formations militantes dont la description les rend assimilables dans leurs finalités aux « *conversations identitaires* »<sup>378</sup> identifiées par S. Hunt et R. Benford. Un militante note ainsi :

*« A la LCR, on avait comme un culte des formations sur l'histoire du mouvement ouvrier, c'était tous les dimanches à Taine<sup>379</sup>, ça permettait aux nouveaux d'apprendre l'histoire de la classe ouvrière, ce qu'on ne nous dit pas à l'école »<sup>380</sup>.*

Au cours de ces formations, les vieux militants tentent en quelque sorte d'intégrer les nouveaux militants à une grande famille « La classe ouvrière. » que la LCR représenterait. Comme les conversations ordinaires entre militants, les formations militantes qui narrent les attaques contre la classe ouvrière et les

377 Entretien réalisé le 16 février 2010 avec Mohammed, militant du comité NPA de Villeneuve-Saint-Georges depuis fin 2008 et membre de la Commission Quartiers Populaires.

378 Hunt, S.A., Benford, R.D., « Identity talk in the peace et justice Movement », *Journal of contemporary Ethnography*, 1994, p.488-517.cité in Cefaï D. op. cit. p. 642.

379 Il s'agit d'une allusion aux locaux parisiens de la LCR devenus par la suite les locaux du NPA. Il sont situés rue Taine à Paris XII.

380 Conversation de terrain avec Gérard, militant du comité NPA de Fontenay-sous-Bois. (Ex militant LCR)

lutton victorieuses de celle-ci sont susceptibles de convaincre les nouveaux militants de la pertinence des frontières activées par l'organisation. Parmi les « conversations identitaires », Daniel Cefaï distingue plusieurs genres discursifs<sup>381</sup> ; les formations militantes de la LCR peuvent être assimilées aux « *histoires édifiantes sur les atrocités de la guerre qui visent à provoquer un sentiment d'horreur et d'injustice, à justifier affectivement et éthiquement la cause poursuivie et à insuffler la force de conviction et de l'énergie aux acteurs* »<sup>382</sup>. Les formations militantes engendrent un sens de l'entre-soi et tracent des frontières entre un « eux » et un « nous » qui, au vu des thématiques des formations, sont les frontières entre la classe capitaliste et la classe ouvrière. Le sentiment d'appartenance à la classe ouvrière est donc le socle de l'identité militante à la LCR.

Une militante fontenaysienne évoque comment elle s'est progressivement défaite d'autres identités qui pourtant lui tenaient à cœur :

*« En fait moi j'ai été militante à la JOC pendant des années, c'est là que j'ai rencontré mon mari; quand je suis rentrée à la LCR, j'étais catho, je l'ai pas dit... C'est après que j'ai compris que c'était des conneries en me formant et dans la lutte »*<sup>383</sup>.

Le concept de « *conversation identitaire* » permet de comprendre pourquoi la plupart des militants entrés à la LCR avant 2005 revendiquent une identité unique à laquelle ils prêtent des caractères d'exclusivité : leur formation militante les poussent à penser que leur identité militante est inconciliable avec la revendication d'autres identités.

Il existe donc un lien étroit entre les identités personnelles et l'identité militante. Le militantisme au sein de la LCR permet donc l'affirmation de l'identification à un groupe social : la classe ouvrière. La revendication d'identités personnelles, notamment religieuse, si elle n'était pas à proprement parler proscrite était décrédibilisée, en témoigne la formation « religion et oppressions » qui était l'une des premières formations proposée aux nouveaux militants.

### **c. Une organisation soudée autour de la pluralité des identités de ses membres ?**

En 2005, la LCR fait face à une remise en cause interne et presque frontale de ses cadres d'identité. Une étudiante voilée est intégrée au sein des Jeunesses Communistes Révolutionnaires, organisation de jeunesse certes indépendante de la LCR mais dont les liens avec cette dernière sont importants. Il convient de replacer cet évènement dans le contexte de l'intégration récente du groupuscule trotskyste SPEB. Les fusions ou les intégrations massives de militants sont l'occasion d'une remise en cause des règles qui

---

381 Cefaï, D., op. cit. p.643.

382 Ibidem

383 Entretien réalisé le 1<sup>er</sup> mars 2010 avec Annick, militante du comité NPA de Fontenay-sous-Bois, ex-militante LCR (2005-2009) Habitante des parapluies.

jusque-là régissaient une organisation. Si l'intégration de SPEB permet la visibilité d'identités autres que l'identité de classe en interne, il faut attendre le processus de construction du NPA pour que l'idée de repenser les formes de l'identité collective soit clairement portée dans les débats. Des militants avancent notamment que les croyances religieuses sont compatibles avec l'identité de classe et doivent donc être tolérées dans le parti en construction.

Si l'activation d'autres référents identitaires était initialement présentée comme permettant d'atteindre des fins stratégiques, certains militants issus des quartiers populaires et recrutés sur ces bases, soutenus par certains courants de l'organisation<sup>384</sup>, vont s'en saisir pour promouvoir une plus grande tolérance de la LCR face à la pluralité des identités revendiquées par ses militants. Les rappels à l'ordre, explicites et implicites, face aux références identitaires autres que l'identité de classe dans les cadres militants, vont se raréfier si l'on en croit les militants :

*« Depuis qu'il y a eu l'université d'été<sup>385</sup>, j'ai vu qu'il y avait des sympathisants, des gens qui étaient pas au NPA qui avaient une barbe, un voile. J'ai vu qu'il y avait moins de regards, moins de polémiques, j'avais été à l'université d'été et j'ai ressenti qu'il y avait moins de haine, moins de racisme. »<sup>386</sup>*

Avant le congrès fondateur de janvier 2009, lors de la dernière université d'été de la LCR puis lors de la première rencontre des quartiers populaires, des militants expriment leur volonté que les statuts du parti en construction soient plus souples vis-à-vis de la pluralité des identités que ne l'étaient ceux de la LCR. Par cette proposition, de nouveaux militants tentent de remettre en cause une culture partisane trotskyste. Les militants qui défendent ce positionnement sont ceux qui de par leurs engagements dans des associations de quartiers sont susceptibles de permettre le renforcement du milieu partisan du NPA dans les quartiers populaires. « *C'est nous qui allons être la médiation entre le NPA et le quartier* » intervient un militant lors d'un débat qui porte sur la place de la religion dans le parti à venir. L'enrôlement indirect des acteurs du milieu partisan en construction dans cette lutte interne permet aux militants qui défendent cette posture d'être entendus<sup>387</sup> : les statuts votés en janvier 2009 ne spécifient pas de limites à l'appartenance au NPA. Une dizaine de femmes voilées entrent au NPA.

Les formations sur la religion comme « opium du peuple » sont remises et les prises de position sur la religion se font plus nuancées, les militants se montrent moins virulents quand il s'agit de dénoncer la religion et ses méfaits :

*« On est dans une orga qui voit bien qu'il y a deux classes sociales et qu'il y a plus de proximité entre Khaled<sup>388</sup> et moi qu'entre lui et l'Émir du fin fond des puits de pétrole qu'est pété de thunes et que à un*

384 SPEB et SI voir note dans le chapitre I, B, 3.

385 Allusion à l'université d'été d'août 2008. Port Leucate

386 Entretien réalisé le 16 février 2010 avec Mohammed. Militant du comité NPA de Villeneuve-Saint-Georges depuis fin 2008 et membre de la Commission Quartiers Populaires.

387 Sawicki, F., art. cit., p.198.

388 Militant du comité Quartiers Populaires d'Avignon, membre de la CQP.

*moment c'est aussi notre appartenance sociale qui fait que l'on noue des rapports y compris des rapports amicaux alors que finalement tu connais pas plus.. alors que vous partagez une religion mais tu ne partages pas appartenance de classe et ça c'est la première chose qui me permet moi de vivre. Je me sens plus proche des gens qui habitent à Bobigny et des élèves de mon école que de gens qui vont dire qu'ils sont d'origine chrétienne comme moi mais qui sont pétés de thune et qui sont aux États-Unis donc ça c'est la première chose. La deuxième c'est que je souhaiterais qu'on arrête de confondre la foi qui est une question parfaitement privée qui appartient à chacun et la question de la religion car la religion est sensée relier les gens et nous on pense qu'elle ne relie pas les gens et ça à un moment on remet en cause le fait que la religion relie les gens puisque précisément on pense que ce qui les relie c'est d'abord leur appartenance de classe. ».<sup>389</sup>*

Cette militante ne remet pas en cause le fait que les membres du NPA puissent être porteurs d'une pluralité d'identités mais elle s'oppose à l'idée que ces identités puissent être la base d'identifications à des collectifs. Cette militante définit une « *identité militante* » qui ne peut être basée que sur l'identité de classe.

Convaincus de la nécessité de recruter dans les quartiers populaires, les militants fervents partisans d'une identité militante essentiellement basée sur l'identité de classe acceptent de voir reportée à plus tard la prise de décision sur la possible conciliation de certaines identités personnelles-notamment religieuses-avec le militantisme au NPA. La volonté d'investir les quartiers populaires se concrétise par une souplesse accrue vis-à-vis des militants se réclamant également d'autres communautés d'appartenance que la classe ouvrière. L'adéquation des identités personnelles avec les identités collectives permet à la LCR fontenaysienne d'être un collectif militant soudé si l'on en croit les militants locaux ; il n'apparaît pas que la revendication d'une pluralité d'identités par certains militants ait porté un coup à l'unité du collectif :

*« Avant j'aurais dit que les camarades c'était ma deuxième famille, on était peu nombreux Maintenant c'est un peu différent, on est plus nombreux mais je dirai que c'est comme un groupe d'amis, on se fait confiance »<sup>390</sup>*

## 2. Vers une « Transmutation des intérêts »<sup>391</sup> des militants des quartiers ?

Le nouveau cadre d'interprétation du NPA proposait une analyse de la situation dans les quartiers populaires comme espace de concentration des problèmes mais « l'extension de cadre » effectuée intégrait également des problématiques propres aux quartiers populaires<sup>392</sup>. Le racisme et les violences policières constituaient ainsi de nouveaux axes d'interventions pour le NPA dans son ensemble. Peu après la création

---

389 Intervention de Dominique, ancienne militante de la LCR, Première réunion de la CNQP, 13-14 décembre 2008.

390 Conversation de terrain avec Gérard, militant du comité NPA de Fontenay-sous-Bois. Ex-militant LCR

391 Falquet, J., art. cit., p.103.

392 cf. chapitre I

du nouveau parti, des campagnes militantes sont lancées par le Conseil Politique National. Plusieurs ont trait aux thématiques spécifiques aux quartiers populaires. Il convient ici de s'interroger sur la manière différenciée dont les militants vont s'emparer de ces campagnes aux niveaux local et national selon leur rapport de proximité ou d'étrangeté aux quartiers populaires. Il n'était pas dit au lancement du NPA que les militants issus des quartiers populaires seraient non seulement parfois les victimes d'oppressions internes du fait de leur appartenance à des groupes sociaux dominés, mais également les principaux responsables de l'organisation des luttes sur les questions Quartiers Populaires.

### **a. Les « luttes QP » victimes de la hiérarchisation des combats du NPA ?**

Il n'est pas excessif de dire que les thématiques « quartiers populaires » sont absentes des ordres du jour des réunions auxquelles nous avons assisté. Ce constat, nous permet de postuler d'une attention différenciée accordée aux campagnes menées par le NPA au sein du comité fontenaysien. Les campagnes «emploi», « retraites » ou les questionnements sur l'Europe concentrent l'attention des militants. L'étude des comptes rendus du comité fontenaysien entre janvier 2009 et mars 2010 permet de noter un étiolement de l'attention portée aux thématiques spécifiquement « quartiers populaires ». Les rappels à l'ordre de la Commission Quartiers Populaires semblent prouver le peu de cas fait aux questions "quartiers populaires" par les comités locaux :

*« L'intervention QP doit être prise en charge par toute l'organisation et par les comités dans leur ensemble, et non pas seulement une poignée de camarades labellisé-e-s « QP ». Il faut avoir le souci constant de rendre visibles les préoccupations des QP dans toute notre intervention politique, de faire en sorte que ces questions soient transversales et articulées avec le reste, et non pas rajouté-e-s à la fin et à part. »<sup>393</sup>*

Les questions « quartiers populaires » ont perdu leur caractère prioritaire. Les entretiens menés avec les militants du comité fontenaysien confirment ce constat et permettent d'en déterminer l'origine. La logique qui semble être dominante parmi les militants du comité fontenaysien- tant chez ceux qui vivent dans les quartiers pavillonnaires que chez ceux qui résident dans les quartiers populaires de Val-de-Fontenay- est l'idée que les intérêts spécifiques des habitants des quartiers populaires seront atteints grâce à la poursuite des intérêts de la classe ouvrière. Des militants qui évoquent des vexations policières ou des épisodes de racisme comme cause explicative de leur engagement militant voient néanmoins dans les luttes de la classe ouvrière le préliminaire à la lutte pour les revendications spécifiques aux quartiers populaires. Leurs intérêts d'habitants des quartiers populaires, de victimes des violences policières, de victimes de racisme sont transmutés vers les intérêts des classes populaires dans leur globalité. Ils ont dans leur grande majorité intégré la vision des militants issus de la LCR au détriment de l'élaboration d'un diagnostic forgé à partir de leur propre expérience dans les quartiers populaires.

---

393 Compte-rendu de la réunion de la Commission Quartiers Populaires Région Parisienne du 9 octobre 2009.

Les militants du comité de Fontenay sont favorables à la diffusion de tracts y compris sur des thématiques propres aux quartiers populaires mais la plupart d'entre eux n'y voient qu'une thématique de recrutement. Ils ne sont donc pas véritablement porteurs du projet d'une appropriation idéologique par le parti des oppressions spécifiques vécues par les habitants des quartiers populaires. Les mécanismes de reproduction des dominations font que les militants des quartiers populaires sont désavantagés à l'heure de faire valoir leur vision des choses au sein du comité. Il n'est pas inopportun de parler d'un « arraisonnement » des militants issus des quartiers populaires dans les instances locales du NPA.

## **b. Des luttes laissées aux militants issus des quartiers populaires ?**

Nous avons insisté précédemment sur le fait que les statuts du NPA notent la nécessité que les collectifs militants réunissent à la fois des militants issus des quartiers populaires et des militants n'y vivant pas afin d'éviter de reproduire en interne les ségrégations vécues dans la société.

Si cette règle s'applique théoriquement aux structures militantes chargées de traiter de l'intervention dans les quartiers populaires, celles-ci sont largement investies par des militants issus des quartiers populaires dès le lancement du NPA. Un militant commente ainsi la composition de la Commission Nationale Quartiers Populaires :

*« Donc ceux qui vont se retrouver dans la Commission Quartiers Populaires, je le dis parce que ce n'est pas la même chose dans la commission écologie, en fait il y a un parallèle avec la commission Intervention Féministe, on s'étonnera pas qu'il y ait beaucoup de femmes parce que ce n'est pas simplement une sorte de théorisation, ça renvoie à une pratique.. de l'oppression etc...et du point de vue de la Commission Quartiers Populaires, ça va être.. j'ai envie de dire ceux et celles qui sont les premières concerné-es soit par leur vécu soit par leur travail, soit par les deux, qui vont se retrouver. A la fois c'est bien et c'est pas bien. C'est bien parce que ça part d'une sorte d'auto-organisation au sein de ces espaces... donc on part de nos vécus réciproques et on élabore à partir de là.... c'est pas bien, parce que ça va se restreindre beaucoup à cela . »*

Les militants qui se retrouvent dans la Commission Quartiers Populaires sont ceux qui vivent quotidiennement des formes de ségrégation et d'oppression spécifiques aux quartiers populaires. Certains militants qui ne vivent pas dans ces espaces y viennent également mais nombreux sont ceux qui mettent rapidement fin à leur investissement dans cette structure. La proportion de « militants par conscience » dans cette structure ne dépassera jamais les 15-20 % si l'on s'en tient aux témoignages de différents acteurs. Les démissions successives de militants non issus des quartiers populaires accroissent le sentiment des militants des quartiers populaires de porter seuls certaines thématiques. Ils expriment le fait d'avoir un double travail : celui de devoir organiser l'intervention du NPA dans les quartiers populaires et celui d'avoir à convaincre en interne les autres commissions de la nécessité de travailler en direction des quartiers populaires.

A l'échelle locale, les militants manifestent leur désarroi face à la nécessité de convaincre les membres de

leurs comités de l'intérêt de s'investir, au-delà des diffusions de tracts, dans les quartiers populaires en travaillant sur les thématiques spécifiques à ces espaces. Certains militants n'hésitent pas à évoquer les luttes contre le racisme, contre l'islamophobie ou contre les violences policières comme des luttes secondaires. Une militante parle avec rancœur de « camarades » qui ne voient pas d'intérêt à faire du travail militant dans les quartiers populaires :

*« Les statuts c'est un outil, c'est un garde-fou.. justement quelqu'un qui veut pas travailler dans les quartiers et ben je lui sors, c'est dans les statuts.. [...] Dans leur tête, ils veulent même pas reconnaître qu'il y a des militants dans les quartiers populaires et ils arrivent pas à admettre que le NPA, il a pris comme axe de travail la lutte des classes dans les quartiers populaires. Ils arrivent pas à se l'intégrer, ce sont des gens de gauche quoi ! Ils sont au NPA ! »<sup>394</sup>*

La mauvaise volonté affichée et le refus revendiqué par certains militants de s'investir dans les quartiers populaires deviennent au fil des mois qui suivent le lancement du NPA, l'objet de disputes intenses au sein de l'organisation. La Commission Quartiers Populaires choisit au fil du temps de ne contribuer à la réflexion collective que par le biais des thématiques spécifiques aux quartiers populaires.

L'attention moindre portée par les différentes commissions nationales et les comités aux problématiques propres aux quartiers populaires alors même que la Commission Nationale Quartiers Populaires est plus solide et plus structurée que bien d'autres secteurs de l'organisation n'est pas sans conséquence sur les rapports entretenus par les militants issus des quartiers populaires avec l'organisation. Ceci va engendrer ou du moins renforcer une résistance aux « injonctions de faire bloc » sur la base de divergences idéologiques initialement présentes entre les membres fondateurs du parti anticapitaliste.

### 3. La résistance aux injonctions de « faire bloc »

Il convient de remarquer que les militants des quartiers populaires ne constituent pas un groupe uniforme. Certains militants issus des quartiers populaires ont une certaine formation politique et militante du fait d'une expérience militante associative ou d'une entrée dans le courant avant la création du NPA. Il s'agit notamment des militants précédemment évoqués dont l'engagement dans l'organisation est « total ». Ces militants, moins susceptibles d'être « arraisonnés » que leurs homologues moins formés, portent dans l'organisation une vision différente des luttes. Ces militants issus des quartiers populaires avancent des stratégies de luttes qui sont le fruit d'une combinaison des intérêts de classe et des intérêts propres aux habitants issus des quartiers populaires. Il s'agit pour ces militants de se prémunir contre l'éviction éventuelle des revendications concernant spécifiquement les habitants des quartiers populaires.

---

394 Entretien réalisé le 17 mars 2010 avec Karima, militante du comité NPA de Toulon, ex-militante LCR (2006-2009) Membre de la Commission Quartiers Populaires et du Conseil Politique National.

## a. Un corpus idéologique en mutation

Le projet de dissolution du NPA et de lancement d'un nouveau parti impliquait de réunir au sein d'un même parti des militants issus de traditions politiques et d'horizons sociaux divers. Les débats autour de la définition d'une identité commune vont donc notamment porter sur la détermination de références idéologiques. Celles-ci vont donc être « *l'enjeu de luttes entre acteurs aux dispositions et ressources politiques et sociales différentes* »<sup>395</sup>.

L'étude des débats au sein de la Commission Quartiers Populaires, complétée par les entretiens approfondis avec des militants issus des quartiers populaires, permet de saisir des prises de positions qui correspondent à « un refus de faire bloc ». Certaines idéologies comme la décroissance sont rejetées par les militants issus des quartiers populaires. Un militant rapporte les disputes autour de l'intégration de la décroissance dans le corpus idéologique du NPA : « *C'est là où on entend des gens dire : "mais attends, la décroissance c'est quoi ce truc, moi j'ai même pas bouffé à la croissance et vous voulez que je porte la décroissance"* »<sup>396</sup>. Il existe donc un décalage entre militants vivant dans les quartiers et militants qui n'en sont pas issus à l'heure de définir une idéologie. Dans cet exemple, c'est clairement l'expérience personnelle de la privation qui pousse des militants à refuser la décroissance.

Les références marxistes et trotskystes sont également contestées ou controversées : elles n'embrassent pas de façon satisfaisante les luttes des opprimés dans leur diversité. Un militant rappelle ainsi les ambiguïtés du trotskisme à l'égard de la cause tchéchène et plus généralement des luttes pour l'émancipation des peuples :

*« La LCR était trotskyste... et l'un des premiers génocidaire de la Tchétchénie des temps modernes est Trotsky. Quand les peuples du Caucase appellent à leur indépendance, quand Lénine leur dit "vous avez le droit de créer une nation mais il faut se soulever contre le tsar", ils se soulèvent contre le tsar. Après ils se disent les peuples tchéchènes du Daguestan "on va agir pour l'indépendance maintenant" et les tchéchènes du Daguestan et le chef de l'armée rouge qui à l'époque s'appelle Trotsky en 1920, appelle à éradiquer les idées indépendantistes tchéchènes. »*<sup>397</sup>

L'intégration de militants issus des quartiers populaires et appartenant dans de nombreux cas à des minorités ethniques, oriente le NPA vers une remise en cause des référents idéologiques de la LCR et vers une diversification de celles-ci.

La LCR avait intégré au fil du temps des références spécifiques aux luttes des femmes. Des militants issus des quartiers populaires défendent le fait que les luttes contre le colonialisme et contre les discriminations liées aux origines ethniques soient également intégrées dans le corpus idéologique du NPA

395 Sawicki, F., art. cit., p.198

396 Entretien réalisé le 19 mars 2010 avec Omar, militant du comité NPA d'Argenteuil, ex-militant LCR (1985-2009). Membre de la CNQP et du CPN.

397 Entretien réalisé le 16 février 2010 avec Mohammed, militant du comité NPA de Villeneuve-Saint-Georges depuis fin 2008 et membre de la Commission Quartiers Populaires.

par le biais de références théoriques. Les débats sont donc ouverts. Les référents idéologiques et historiques des militants issus des quartiers populaires sont bien plus diversifiés que ne le sont ceux des ex-militants LCR. Là où ces derniers citent la Commune, 1917 ou 1968 comme exemples de luttes intéressantes, des militants issus des quartiers populaires évoquent également la République du Rif, la lutte contre l'apartheid et la lutte contre la ségrégation raciale aux États-Unis. Si la plupart des références évoquées n'implique pas une lutte autonome des militants doublement ségrégués, ce n'est pas le cas de certaines. Les allusions à Malcom X sont fréquentes au sein de la Commission Quartiers Populaires, une militante évoque également le mouvement des féministes noires-américaines :

*« Il y a plein de choses que l'on peut apprendre sur le mouvement des black-féministes aux EU où y compris c'était des femmes qui disaient "les femmes blanches féministes elles ne peuvent pas parler à notre place parce qu'il y a du racisme aussi.. etc, la lutte féministe, c'est nous qui la menons parmi les noirs etc il y a plein de trucs comme ça qu'il faut qu'on s'en inspire et qu'on revendique car ça fait parti de notre histoire »<sup>398</sup>*

Les militants issus des quartiers populaires souhaitent donc que leurs intérêts en tant qu'habitants des quartiers populaires, en tant que personnes issues de l'immigration ou en tant que pratiquants d'une religion discriminée soient véritablement pris en compte.

L'étude des programmes de formation du NPA révèle une ouverture réelle du champ idéologique du NPA par rapport à ce qu'était celui de la LCR. Les militants issus des quartiers populaires élargissent donc le champ théorique du NPA mais ils acceptent également les références marxistes de l'organisation.

## **b. Vers « l'autonomisation » des militants des quartiers populaires ?**

Certains militants issus des quartiers populaires investis dans la Commission Quartiers Populaires, sont cependant déçus du peu de cas que l'organisation fait de certaines problématiques. Ces militants estiment que le NPA ne remplit pas ses promesses en termes d'intégration des problématiques « quartiers populaires » et d'intervention dans ces espaces. La Commission Quartiers populaires apparaît pour ces militants comme un refuge au sein duquel leur vision des luttes en tant qu'habitants des quartiers populaires est entendue. La Commission Quartiers Populaires devient au fil de la première année d'existence du NPA une instance au sein de laquelle les militants des quartiers populaires s'organisent plus seulement comme militants souhaitant s'investir sur des problématiques spécifiques mais « comme habitants des quartiers populaires ».

L'incompréhension entre ces militants et l'organisation atteint son paroxysme lors de l'affaire dite de la candidate voilée. Un comité d'Avignon composé de militants issus des quartiers populaires dont plusieurs sont dans la CNQP est à l'initiative de la candidature d'Ilham Moussaid, militante voilée, sur la liste NPA du Vaucluse. Cette candidature est soutenue par l'immense majorité des militants de la Commission Quartiers

<sup>398</sup> Intervention d'une militante lors de la première réunion de la Commission Nationale Quartiers Populaires. 13-14 décembre 2008.

Populaires.

Dans le reste de l'organisation, c'est la question de « *“Nous” [...] accusés d'avancer masqués* »<sup>399</sup> qui fait surface. Il y aurait selon certains membres du NPA un petit groupe de militants investis dans la Commission Quartiers Populaires dont les objectifs ne seraient que difficilement congruents avec ceux de l'organisation. Le terme « d'entrisme »<sup>400</sup> très courant dans la culture trotskyste pour désigner les stratégies de groupuscules gauchistes se voit ici appliqué aux pratiques de militants revendiquant une identité religieuse. Le comité NPA d'Avignon<sup>401</sup> soutenu par un petit groupe de militants franciliens, tous très investis dans les quartiers populaires, va se voir alors taxé « d'islamisme ». Nous avons pu rencontrer certains de ces militants investis dans le Val-de-Marne. Ils expliquent leur appartenance au NPA par des raisons religieuses : « *“Comme à l'époque du prophète, notre devoir est du bout de la rue jusqu'au bout du monde combattre l'injustice et l'oppression”* »<sup>402</sup>. Certaines des expressions employées par le militant pour expliquer son adhésion, « *On s'est dit, il y a un coup à jouer* », permettent de penser qu'il y a derrière son engagement une stratégie coordonnée. Ces militants ont cru voir dans l'orientation quartiers populaires du NPA une opportunité de faire valoir leurs revendications et leur analyse du monde en tant que musulmans issus des quartiers populaires, ce qui n'est pas du goût d'une organisation marquée par un athéisme fort.

La constitution de réseaux infra organisationnels autonomes soutenus par la Commission Quartiers Populaires effraie certains militants qui se voient taxés d'« islamophobie » par leurs camarades. Une jeune militante fontenaysienne raconte s'être violemment vue accusée de racisme par des membres du NPA avec lesquels elle milite à l'université. L'étude des mails de la liste interne quartiers populaires permet de confirmer la constitution d'un clivage fort entre les membres de l'organisation. Le NPA est alors divisé entre les « pro-CQP » et les autres. Cette division de l'organisation ne recoupe pas l'appartenance ou non au monde des quartiers populaires ; elle n'est pas non plus corrélée à la pratique religieuse. Le débat qui se cache derrière cette polémique interne est celui de l'autonomie des militants issus des quartiers populaires au sein de l'organisation à l'heure de décider d'une politique en direction des quartiers populaires. Le débat se répercute dans l'ensemble de l'organisation. L'une des réunions hebdomadaires du comité fontenaysien est consacrée à cette question. Tous les militants vivant dans la ZUP fontenaysienne se montrent favorables à ce que les militants affichant une identité religieuse puissent se présenter. Ils se montrent néanmoins timides à l'heure d'exprimer leur soutien à la candidature d'Ilham Moussaid. « *L'important c'est de voir si elle est soumise ou pas* »<sup>403</sup> note un militant. « *Moi je pense qu'elle fait ce qu'elle veut, moi ma religion, je la vis à la verticale et le militantisme à l'horizontale* »<sup>404</sup> renchérit un autre militant vivant dans le quartier

399 Cefai, D., op. cit. p.671

400 Entretien réalisé le 10 mars 2010 avec Nathalie, militante du comité Paris XVIII<sup>ème</sup> -Goutte d'Or depuis fin 2008 et membre de la CNQP.

401 Ce comité est essentiellement constitué de militants issus de quartiers populaires de la ville.

402 Entretien réalisé le 16 février 2010 avec Mohammed, militant du comité NPA de Villeneuve-Saint-Georges depuis fin 2008 et membre de la Commission Quartiers Populaires.

403 Observation participante du 10 février 2010. Intervention d'Hicham, militant du comité NPA de Fontenay-Sous-Bois depuis mars 2009. Habitant du quartier des Larris.

404 Observation participante du 10 février 2010. Intervention d'Antonio, militant du comité NPA de Fontenay-Sous-

Jean Zay. Ce sont des militants également favorables à cette candidatures mais ne vivant pas dans les quartiers populaires qui se montrent les plus vindicatifs à l'égard de leurs contradicteurs. Pour défier les militants qui se réfèrent à Marx, Lénine et Rosa Luxembourg pour s'opposer à cette candidature, ces militants pro-CQP s'appuient sur la nécessité d'octroyer une certaine autonomie en interne aux militants issus des quartiers populaires. Un militant de la Commission Quartiers Populaires établit quant à lui un parallèle entre l'autonomie dont peuvent se prévaloir les femmes de l'organisation et celle des militants des quartiers populaires qu'il appelle de ses vœux :

*« Je peux pas parler de féminisme, je suis pas une femme, je critique pas les propositions de la commission féministe »<sup>405</sup>.*

Cette autonomie des habitants des quartiers populaires au sein du NPA est refusée par l'organisation. Bien que les craintes de voir l'organisation exploser ou périliter<sup>406</sup> du fait d'un décalage entre les perspectives des acteurs ne sont pas injustifiées, la direction du NPA n'hésite pas à rappeler à l'ordre la Commission Quartiers Populaires. Le comité d'Avignon est appelé à s'expliquer devant la commission de conciliation du NPA : il serait à ce jour en cours d'exclusion suite à l'intégration en son sein d'une femme portant le voile intégral. Une telle décision est anti-statutaire.

Les contradictions entre le projet politique d'implantation dans les quartiers populaires et les restrictions de moyens politiques autorisés laissent penser à certains militants de la CQP que leur vision des luttes est mal servie dans une organisation « mixte » telle que le NPA. L'organisation NPA apparaît ainsi comme un frein à la défense de certaines catégories d'habitants des quartiers populaires. Des militants rejoignent le FSQP à titre individuel, un sympathisant du comité Fontenaysien agit de la sorte ; le comité d'Avignon en voie d'exclusion se met quant à lui en relation avec d'autres organisations politiques telles que le PIR<sup>407</sup>. La grande majorité des militants investis dans la CQP décident néanmoins de poursuivre la lutte en interne pour imposer leurs points de vue. Les annonces de démission de militants au sein de la Commission Quartiers Populaires se font finalement assez rares. Au moment où nous achevons notre enquête de terrain, tout risque d'explosion du collectif fontenaysien est écarté tout comme l'organisation dans son ensemble paraît retrouver un certain équilibre, ce qu'avait prédit une militante :

*« Moi je crois que c'est pas grave, l'histoire d'Ilham, ça a foutu le bordel mais c'est comme un orage, après le bordel, il y a l'arc en ciel. »<sup>408</sup>*

L'ouverture du NPA aux militants issus des quartiers populaires marque le début d'un combat

---

Bois, depuis octobre 2008. Habitant du quartier Jean Zay.

405 Entretien réalisé le 16 février 2010 avec Mohammed, militant du comité NPA de Villeneuve-Saint-Georges depuis fin 2008 et membre de la Commission Quartiers Populaires.

406 Cefaï D. op. cit. p.371.

407 Le comité d'Avignon, participe ainsi à un meeting du Parti des Indigènes de la République.

408 Entretien réalisé le 17 mars 2010 avec Karima, militante du comité NPA de Toulon, ex-militante LCR (2006-2009) Membre de la Commission Quartiers Populaires et du Conseil Politique National.

permanent de certains de ces nouveaux militants pour imposer leurs visions des luttes. Les vieux militants trotskystes sont heureux d'accueillir des militants issus des quartiers populaires mais plus enclins à réaligner les cadres d'interprétation des nouveaux venus sur les leurs qu'à accepter de prendre en compte une analyse politique façonnée à partir d'un vécu dans les quartiers populaires qui ne se superpose pas nécessairement aux analyses trotskystes. L'enthousiasme initial suscité par la nouvelle orientation quartiers populaires s'est mué au fil du temps en une inquiétude pour les militants issus des quartiers populaires comme pour les vieux militants de la LCR. Ces derniers voient dans l'orientation quartiers populaires le début d'une remise en cause de la grille de lecture du monde de la LCR. Certains militants issus des quartiers populaires ont quant à eux dû initier une bataille visant à ne pas voir disqualifiées leurs analyses politiques à l'heure de décider des orientations globales du parti.

L'identité partisane du NPA n'est donc pas véritablement stabilisée à ce jour : la recherche d'un point d'équilibre entre militants des quartiers populaires et le reste de l'organisation reste d'actualité. Observer de l'intérieur deux collectifs militants situés à des niveaux différents dans la hiérarchie de l'organisation pour appréhender la production d'une identité collective s'est révélé fructueux. A observer la Commission Quartiers Populaires et ses interactions avec le parti, il semble qu'il existe une sous-société militante dans laquelle se regroupent les militants issus des quartiers populaires. Ceci n'est absolument pas perceptible à travers les observations et les entretiens effectués au sein d'un comité local du NPA. Dans le comité de Fontenay-sous-Bois, les « vieux militants » maintiennent l'unité du collectif autour d'une identité classiste par des mécanismes assimilables à des « conversations identitaires » : ils parviennent ainsi à transmuter les intérêts des militants des quartiers populaires sur ceux de l'ensemble des militants de l'organisation. L'unité de la société des militants paraît à bien des égards fragilisée par l'arrivée massive de militants issus des quartiers populaires avançant des revendications plus ou moins compatibles avec le projet global du NPA mais il est important de noter que les militants issus des quartiers populaires ne forment pas un groupe uni autour d'un projet défini.

Un détour par une étude des acteurs qui composent le parti et de leurs interactions dans une structure en évolution nous a semblé être une démarche intéressante et complémentaire d'une analyse de ce que fait et de ce que dit le NPA dans les quartiers populaires.

La mobilisation du concept « d'arraisonnement » pour l'appliquer à la forme d'intégration proposée aux militants issus des quartiers populaires a guidé notre réflexion tout au long de ce chapitre. Si l'arraisonnement des militants des quartiers populaires était de toute évidence une réalité au sein de la LCR, la prise en compte idéologique des spécificités des habitants des quartiers populaires est au cœur du projet du NPA, il devient alors plus difficile de ne pas corréler un discours avec des pratiques militantes en commençant par une adaptation des modes de fonctionnement aux exigences des militants issus des quartiers populaires. Si le NPA est une nouvelle organisation politique, il ne se construit cependant pas ex-

nihilo. Il convient de parler d'un arraisonnement modéré des militants issus des quartiers populaires dans une structure dont les modes de fonctionnement et de raisonnement sont progressivement remis en cause par une avant-garde des militants des quartiers populaires. Ces porteurs de contradiction sont des militants qui ont une expérience dans des structures qui ne mêlent pas militants des quartiers populaires et militants socialement plus favorisés. Nombreux sont ceux qui militent par ailleurs dans des associations ou qui sont membres de « comités quartiers populaires ». En effet, il semble que les lancements ex-nihilo de sections LCR<sup>409</sup> ou de comités NPA quartiers populaires aient permis aux militants concernés de mûrir un projet de société et de luttes propres aux quartiers populaires. Ils ont de plus une expérience militante qui leur permet de résister aux injonctions de faire bloc autour de revendications qui ne prennent pas en compte les habitants des quartiers populaires.

L'évolution de la forme organisationnelle est par ailleurs favorable à des expérimentations locales dans les quartiers populaires. La LCR était une structure très intégrée constituée de cellules militantes unies autour d'une identité de classe. Les textes fondateurs du NPA ont octroyé une autonomie plus grande aux structures locales, ce qui offre l'opportunité à celles-ci de mener des expériences autonomes sans le contrôle de l'organisation dans son ensemble. Le ciblage de certaines thématiques- les problématiques « quartiers populaires » dans le cas qui nous intéresse- semble révéler le passage d'un militantisme LCR orienté par une utopie révolutionnaire à un militantisme où prévaut l'expérience du local et du quotidien autour de thèmes spécifiques<sup>410</sup>. Il convient cependant de ne pas s'y tromper, si l'activité des instances locales est plus disparate dans sa forme et dans les thématiques abordées, les débats qui innervent l'ensemble des comités montrent que si le « centralisme démocratique »<sup>411</sup> n'est plus au goût du jour, le NPA n'est aucunement un regroupement de réseaux polycentrés de petits collectifs autonomes. Le NPA est une structure intégrée- certes plus fragile que ne l'était la LCR- autour d'objectifs communs. Ce que fait chaque comité intéresse l'ensemble de l'organisation et peut être l'objet de rappels à l'ordre par les instances nationales.

---

409 Lorsque Karima prend contact avec la LCR en 2006, il n'existe pas de section toulonnaise. Des militants du département l'aident à monter une section locale avant de s'éclipser. La section LCR toulonnaise ne compte que des militants issus d'un même quartier populaire.

410 Diani, M., *Isole dell'arcipelago. Il movimento ecologistai n Italia*, Bologne, Il Mulino, 1988 cité in Cefai D. *Pourquoi se mobilise t-on ?*, *Les théories de l'action collective*, La découverte, Paris, 2007, p.233.

411 Le centralisme démocratique est un mode d'organisation interne d'un mouvement politique ou syndical dans lequel les décisions des congrès, dont les délégués sont démocratiquement élus par la base, doivent être appliquées par tous. Le centralisme démocratique se caractérise donc par la liberté de débat interne et la discipline en externe. Une phrase de Lénine résume ce mode d'organisation : « liberté totale dans la discussion, unité totale dans l'action »

# Conclusion

Au terme de cette analyse, il convient de relier les acquis de notre enquête et nos interrogations initiales.

Pour comprendre ce que fait et ce que dit le NPA dans les quartiers populaires aujourd'hui, il a fallu replacer l'orientation quartiers populaires du NPA dans une étude diachronique des rapports du courant politique avec cet espace sans négliger, de les situer dans un environnement global.

Notons dès à présent le caractère sans doute trop ambitieux d'une approche diachronique sur cinq ans dans le temps qui nous était imparti. Le choix d'une méthodologie goffmanienne d'observation « en situation » était par ailleurs peu compatible avec une étude dont les délimitations temporelles ne concordaient pas avec notre période de présence sur le terrain. Si les matériaux « en situation » dont nous disposions concernant la période NPA étaient abondants, les matériaux du même type antérieurs à 2007 étaient plus rares. Nous avons complété l'analyse des quelques vidéos d'actions militantes dont nous disposions, par une analyse des publications de la LCR mais également par des entretiens approfondis axés sur cette période avec d'anciens militants de la LCR. Il est vraisemblable qu'une véritable analyse « en situation » tout comme la mise à notre disposition de documents vidéo plus nombreux nous aurait permis d'objectiver de façon plus satisfaisante les débuts de l'orientation « quartiers populaires »; il nous semble cependant avoir écarté le risque de réduire notre enquête sur les débuts de l'orientation quartiers populaires de la LCR à une analyse de contenu. Des réajustements de notre démarche méthodologique en cours d'enquête nous ont permis de ne pas sacrifier la dimension diachronique de notre problématique : l'orientation « quartiers populaires » du NPA n'a pas été étudiée par rapport à ce qu'elle est devenue mais bien par l'étude des processus qui en sont à l'origine.

Le recours aux outils sociologiques développés par les auteurs de la « frame analysis », tels que les cadres d'interprétation, s'est révélé éclairant pour répondre à nos interrogations sur l'évolution de l'orientation « quartiers populaires » du courant politique en question. Dans une perspective renouvelée de ce courant d'analyse, nous avons pu analyser l'évolution du discours à travers les interactions des militants avec un nouveau public-cible. Se contenter de cette démarche ne nous aurait cependant pas permis de répondre à l'ensemble de notre problématique. En appréhendant le courant politique trotskyste dans un environnement global, nous avons pu comprendre la transformation de la LCR autour d'une nouvelle orientation « quartiers populaires » et la création du NPA comme réponse à une évolution du monde des classes populaires dans un environnement politique et culturel spécifique. Le croisement de la « frame analysis » avec des approches structurales s'est révélé ici très fécond. Nous avons montré que les orientations et les formes prises par le NPA sont influencées par l'évolution de son environnement culturel

et du paysage partisan dans lequel il évolue. Notons ici que le concept de « structure des opportunités politiques » évoqué en introduction a à peine été mobilisé : l'émergence d'une orientation « quartiers populaires » gagnerait à être analysée en regard d'une configuration étatique et institutionnelle. Ceci permettrait d'approfondir notre réflexion sur l'influence de l'environnement sur les cadrages opérés par une organisation.

Bien qu'analysant la transformation du projet d'une organisation à travers l'évolution de son environnement, il a également été suggéré que l'orientation du NPA n'était pas que le produit de ses interactions avec un milieu. Il importait de ne pas verser dans une tendance du « tout anthropologique »<sup>412</sup>. L'inscription de la nouvelle orientation du NPA dans un débat au sein d'une arène inter-organisationnelle et d'un système partisan permettait d'éviter ce biais. L'idée de parti comme « entreprise culturelle »<sup>413</sup> permet de concilier les aspects sociologiques et politiques de la transformation d'une organisation politique. Si la LCR s'est muée en NPA corrélativement à l'évolution des possibilités offertes par son environnement, le NPA contribue également par ses discours et son action militante à modeler le milieu dans lequel il évolue.

L'orientation quartiers populaires du NPA a ainsi permis de prendre en compte les aspirations éparses maladroitement formulées par les habitants des quartiers populaires lors des épisodes de violences urbaines de l'automne 2005. La nouvelle organisation politique a donné une cohérence et une certaine légitimité à ces revendications. Au final, il convient de dresser un bilan nuancé du processus de revitalisation de l'organisation par le biais d'une orientation « quartiers populaires ». Celle-ci suscite un véritable enthousiasme militant lors du lancement du projet d'un nouveau parti. La retranscription analytique des processus de mise en place de cette orientation politique et de prise en compte des spécificités des habitants et militants des quartiers populaires, démontre une certaine ouverture du courant politique sur son environnement et une réelle considération pour ce nouveau groupe de référence. L'organisation montre à ses débuts une évidente perméabilité aux habitants des quartiers populaires et à leurs cadres d'interprétation. Ceci participe à un renouvellement de l'identité partisane de l'organisation qui s'objective dans une forme organisationnelle plus lâche, une idéologie plus large et un militantisme multiforme.

L'implantation du NPA dans les quartiers populaires demeure néanmoins fragile. Le NPA compte aujourd'hui 8000 adhérents ; 25 à 30 % de ces militants seraient issus de quartiers populaires selon les militants rencontrés<sup>414</sup>. Si dans certaines villes ou départements, ce taux peut atteindre 50 %, l'objectif de

412 Sawicki, F., art. cit., p. 210

413 Ibidem, pp. 210-211

414 Ces chiffres sont avancés par les militants. Ils correspondent globalement à ce que nous avons pu observer sur le terrain.

- Seul un questionnaire adressé à un échantillon représentatif de militants nous aurait permis de quantifier de façon satisfaisante le nombre de militants issus des quartiers populaires dans l'organisation. Nous n'avons pas mené ce travail quantitatif
- Un recensement des comités est en cours au NPA. Dans les « questionnaires » adressés aux comités, on trouve un item « lieu de vie » où apparaissent les questions suivantes :

« créer un parti de masse ancré dans les quartiers populaires »<sup>415</sup> est loin d'être atteint. Les conflits interminables que suscite la redéfinition d'une identité partisane voient décroître l'engouement militant. Les effectifs militants stagnent et le milieu partisan, en construction dans les quartiers populaires, peine à se solidifier. Il convient donc de ne pas s'y tromper : si il s'est ouvert aux problématiques spécifiques des quartiers populaires et aux habitants de ces espaces, le NPA n'est pas devenu le parti des habitants des quartiers populaires comme le PCF a pu être le parti des classes populaires.

L'étude du tournant quartiers populaires laisse néanmoins entrevoir une redéfinition de ce que signifie défendre les classes populaires aujourd'hui. Cette fragile affirmation nous amène à pointer une insuffisance dont souffre le résultat final de notre enquête. Notre étude, centrée sur un unique axe d'orientation politique et un unique lieu d'intervention, ne suffit pas à appréhender ce qu'est globalement le NPA. Si l'orientation quartiers populaires occupe une place de choix au NPA, son orientation politique ne s'y réduit pas. Notre réflexion gagnerait de toute évidence à être complétée par une étude approfondie du courant politique en question, saisie dans une analyse du renouvellement du paysage partisan. En effet, un travail portant sur la transformation d'un parti tirerait sans doute avantage à s'inscrire dans une étude plus globale du système partisan, démarche que nous avons certes esquissée mais qui nécessiterait des approfondissements. Le contexte de recomposition de « la gauche de la gauche » mériterait sans doute que l'on s'y attarde d'autant que le NPA est amené à rivaliser dans deux « systèmes partisans » : le système partisan classique et un système partisan « quartiers populaires » en construction. Il conviendrait d'analyser le parti anticapitaliste dans ces deux arènes inter-organisationnelles distinctes pour mieux comprendre son idéologie, sa forme organisationnelle, ses choix de luttes et les formes de militantisme qui lui sont liées.

Le NPA est moins ouvriériste que ne l'était la LCR, sa forme organisationnelle s'adapte à une conception plus mouvementiste avec un assemblage de thématiques hétéroclites prises en charge de manière moins globale. Le courant politique qui a suscité notre attention paraît se défaire d'une étiquette trotskyste et semble modifier par delà même sa place sur l'échiquier politique. Alors que la LCR et LO formaient un pôle à l'extrême gauche, le NPA semble être devenu une entité distincte. Il conviendrait d'appréhender le déplacement du NPA dans le répertoire des formes organisationnelles et ses mutations idéologiques en les reliant avec la création d'autres organisations à la gauche de la gauche (Parti de Gauche) et avec une recomposition des alliances dans les luttes sociales et lors des élections. Le Front de Gauche formé autour du PCF lors des dernières échéances électorales montre que le NPA n'est pas la seule force qui se réclame de la gauche radicale à revoir ses stratégies pour exister à gauche. Les rapprochements notés entre le NPA et le front de gauche ou entre le NPA et le Parti de Gauche invitent à une réflexion sur la reconfiguration de la gauche radicale. Il conviendrait en effet d'inscrire ces relations renouvelées dans

---

« Combien de militants vivent dans des quartiers populaires ? »

« Est-il possible de donner le nom de ces quartiers et leurs principales caractéristiques »

415 Entretien réalisé le 19 mars 2010 avec Omar, militant du comité NPA d'Argenteuil, ex-militant LCR (1985-2009). Membre de la CNQP et du CPN.

l'histoire longue des clivages au sein de la gauche française.

L'analyse de la place du NPA dans le système partisan classique devrait être complétée par une étude du NPA dans le paysage partisan spécifique aux quartiers populaires. Si les quelques dizaines de militants que compte le PIR peuvent sembler dérisoires, il convient bien de voir que les orientations et les formes prises par le NPA se construisent également par rapport à ces organisations des quartiers populaires comme nous l'avons dévoilé dans notre analyse.

Les logiques de différenciation et de ralliement aux autres organisations politiques pourraient éclairer la difficulté du NPA à stabiliser une orientation politique claire quant à son intervention dans les quartiers populaires.

# Références bibliographiques

## *Méthodologie*

- ◆ Beaud, S., Weber, F., *Guide de l'enquête de terrain*, Paris, La découverte, 1997.
- ◆ Bogdan, R., Taylor, S.J., *Introduction to qualitative research method : a phenomenological approach to the social sciences*, NewYork, Wiley, 1975.

## *Mouvements sociaux et action collective*

- ◆ Béroud, S., « Jeunes précaires et issus de l'immigration dans l'action syndicale, la production via des pratiques de lutte et d'organisation renouvelées d'une identité de classe », *Classe, ethnicité, genre.. : les mobilisations au piège de la fragmentation identitaire ? CRAPE* , 8-9 mars 2007.
- ◆ Céfai, D., Lafaye, C., « Lieux et moments d'une mobilisation collective » in Cefaï, D., Trom, D., (dir.) *Les formes de l'action collective. Mobilisations dans des arènes publiques*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2001, pp. 195-229.
- ◆ Cefaï, D., *Pourquoi se mobilise t-on ? Les théories de l'action collective*, La découverte, Paris, 2007.
- ◆ Deschezelles, S., *Comment peut-on être militant? Sociologie des cultures partisans et des (dés)engagements. Les jeunes militants d'Alleanza Nazionale, Lega Nord et Forza Italia face au pouvoir*. Thèse de science politique. IEP de Bordeaux, 2006.
- ◆ Falquet, J., « A qui appartiennent les femmes ? L'arraisonnement des femmes par les mouvements sociaux mixtes et leur possible autonomisation : une analyse féministe » in Arnaud, L., Ollitrault, S., Rétif, S., Sala Pala, V., *L'action collective face à l'imbrication des rapports sociaux. Classe, ethnicité, genre*, Paris; L'harmattan, 2009, pp.97-117.
- ◆ Fillieule, O., Péchu, C.,: *Lutter ensemble. Les théories de l'action collective*, Paris, L'Harmattan, 1994.
- ◆ Gamson, W., Meyer, D., "Framing Political Opportunity" in McAdam, D., McCarthy, J., Zald, M., (dir), *Comparative Perspectives on Social Movements*, New York, Cambridge University Press, 1996, pp. 275-290.
- ◆ Ion, J., *La fin des militants*, Paris, Éditions de l'atelier, 1997.

- ◆ Mathieu, L., *Comment lutter, sociologie et mouvements sociaux ?*, Éditions textuel, Paris, 2004
- ◆ Mathieu, L., « Quand la sociologie de l'action collective rencontre les identités : état des lieux et perspectives » in Arnaud, L., Ollitrault, S., Rétif, S., Sala Pala, V., *L'action collective face à l'imbrication des rapports sociaux. Classe, ethnicité, genre*, Paris; L'harmattan, 2009, pp.23-49
- ◆ McCarthy, J. Zald, M., “*Resource Mobilization and Social Movements: A Partial Theory.*” *American Journal of Sociology*, Vol. 82, n°. 6, 1977, pp. 1212-1241.
- ◆ Neveu, E., *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La découverte, 1996.
- ◆ Oberschall, A., « Une théorie sociologique de la mobilisation » in Birnbaum, P., Chazel, F., *Sociologie Politique : textes*, Paris, Armand Colin, 1978. pp.230-241.
- ◆ Pizzorno, A., « Sur la rationalité du choix démocratique », in Birnbaum, P., Leca, J., *Sur l'individualisme*, Paris, Presses de la FNSP, 1986, pp. 330-369.
- ◆ Segrestin, D., « Les collectivités pertinentes de l'action collective », *Revue française de sociologie*, volume XXI,, 1980, pp. 173-203.
- ◆ Tarrow, S., « State and opportunities. The political structuring of social movement » in MacAdam, D., McCarthy, J.D., Mayer N. Z., (dir) *Comparative perspectives on Social Movements*, Cambridge, Cambridge Studies in comparative politics, 1996, pp.41-62
- ◆ Tarrow, S., *El poder en movimiento*, Madrid, Alianza editorial, 2004.
- ◆ Tilly, C., « Les origines du répertoire de l'action collective contemporaine en France et en Grande-Bretagne », *Vingtième Siècle, revue d'histoire*, vol 4, n°4, 1984, pp.89-108.
- ◆ Tilly, C., Tarrow, S., *Politiques du conflit : de la grève à la révolution*, Paris, Presses de sciences-Po, 2008.

### ***Analyse des cadres et frame analysis***

- ◆ Benford, R., Snow, D.A., « Framing processes and social movements : an overview and assessment. » *Annual review of sociology*, Volume 26, 2000.
- ◆ Benford, R., Hunt, S., « Cadrages en conflits. Mouvements sociaux et problèmes sociaux » in Cefaï, D., Trom, D., (dir.) *Les formes de l'action collective. Mobilisations dans des arènes publiques*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2001, pp. 163-195.
- ◆ Cefaï, D., « Les cadres de l'action collective. Définitions et problèmes » in Cefaï, D., Trom, D., (dir.) *Les formes de l'action collective. Mobilisations dans des arènes publiques*, Paris, Éditions

de l'EHESS, 2001, pp. 51-99.

- ◆ Diani, M., « Linking mobilization frames and political opportunities : insights from regional politism in Italy » *American sociological review*, 61, 1996, pp.1053-1069.
- ◆ Gamson, W., Fireman, B., Rytina, S., *Encounters with unjust authority*, Homewood, The Dorsey Press, 1982.
- ◆ Goffman, E., *Les cadres de l'expérience*, Paris, Éditions de Minuit, 1991.
- ◆ Snow, D., « Analyse de cadres et mouvements sociaux » in Cefaï, D., Trom, D., (dir.) *Les formes de l'action collective. Mobilisations dans des arènes publiques*, Éditions de l'EHESS, Paris, 2001, pp.27-51.

### ***Sociologie des classes populaires et sociologie des quartiers populaires***

- ◆ Auyero, J., « L'espace des luttes », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°5, 2005.
- ◆ Beaud, S.; « Portrait social de la France » *Alternatives Economiques, hors série* 49, 2001.
- ◆ Beaud, S., Pialoux, M., *Violences urbaines, violence sociale. Genèse des nouvelles classes dangereuses*, Paris, Fayard, 2003.
- ◆ Beaud, S., Pialoux M., « Racailles et vrais jeunes, critique d'une vision binaire du monde des cités ». *Liens sociaux*, n°2, novembre 2005.
- ◆ Braconnier, C., Dormagen, J.Y., *La démocratie de l'abstention, aux origines de la démobilisation électorale en milieu populaire*, Paris, Folio, 2007.
- ◆ Collovald, A., « Des désordres sociaux à la violence urbaine » *Actes de la recherche en sciences sociales*, , 2001, pp.104-113.
- ◆ Collovald, A., *Le populisme du FN. Un dangereux contresens*, Paris, Éditions du croquant, 2004.
- ◆ Donzelot, J., *Quand la ville se défait : Quelle politique face à la crise des banlieues ?*, Paris, Éditions du Seuil, 2006.
- ◆ Dubet, F., *La galère. Jeunes en survie*, Paris, Fayard, 1987.
- ◆ Gouard, D., « La cité Youri Gagarine à Ivry-sur-Seine : vicissitudes des générations et défiances politiques ». *Espaces, Espaces de vie, espaces-enjeux : entre investissements ordinaires et mobilisations politiques*. RESO/CRAPE, novembre 2008.
- ◆ Grelet, S., Jobard, F., Potte-Bonneville, M., « Haut, bas, fragile : sociologies du populaire », Entrevue avec Annie Collovald et Olivier Shwartz, *Vacarme*, n°37, automne 2006.

- ◆ Haegel, F., « Nous/entre-nous/chez nous. », *EspacesTemps.net*, Textuel, 01.05.2002  
<http://espacestemps.net/document333.html>
- ◆ Hoggart, R., *Le culture du pauvre. Étude sur le style de vie des classes populaires en Angleterre.* (1957), Paris, Minuit, 1970.
- ◆ Masclet, O., *La gauche et les cités : histoire d'un rendez-vous manqué*, La dispute, Paris, 2006.
- ◆ Mauger, G., *L'émeute de novembre 2005. Une révolte protopolitique*, Paris, Éditions du Croquant, 2006
- ◆ Merklen, D., *Quartiers populaires quartiers politiques*, Paris, La dispute, 2009

### ***Sociologie des partis politiques***

- ◆ Baillet, G.D., *Militantisme politique et intégration des jeunes d'origine maghrébines*, Paris, L'Harmattan, 2001.
- ◆ Collovald, A., Gaïti, B., *La démocratie aux extrêmes. Sur la radicalisation politique*, Paris, La dispute, 2006.
- ◆ Lefebvre, R., Sawicki, F., *La société des socialistes. Le PS aujourd'hui*, Paris, Éditions du Croquant, 2006.
- ◆ Sawicki, F., « Les partis politiques comme entreprises culturelles » in Cefaï, D., *Cultures politiques*, Paris, PUF, 2001, pp.191-212

### ***Sur la LCR et le NPA***

- ◆ Johsua, F., « Les conditions de (re)production de la LCR » in Haegel, F., (dir), *Partis politiques et systèmes partisans en France*, Paris, Presses de la FNSP, 2007, pp.25-68.
- ◆ Salles, J.P., *La Ligue communiste révolutionnaire, Instrument du grand soir ou lieu d'apprentissage ?* Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2005.

### ***Autres***

- ◆ Douglas, M., *Comment pensent les institutions*, Paris, La Découverte, 1999
- ◆ <http://www.recensement-1999.insee.fr> : site de l'INSEE

# Sommaire des annexes

---

## Annexe n°1 : sources

- Liste des entretiens
- Liste des observations
- Liste des sources écrites
- Listes des sources audio et vidéo

## Annexe n°2 : grilles d'entretien

- Grille d'entretien pour les militants fontenaysiens
- Grille d'entretien pour les membres de la CQP

## Annexe n°3 : plan des quartiers de Fontenay-sous-Bois

Annexe n°4 : tract du Mouvement des Indigènes de la République  
*« Non au couvre-feu colonial ! La révolte n'est pas un crime !  
Les véritables incendiaires sont au pouvoir »*  
9 novembre 2005.

Annexe n°5 : tract « 4 pages quartiers populaires » du NPA  
Novembre-décembre 2008.

Annexe n°6 : tract réunion-débat sur les violences policières  
Février 2010.

# *Annexe n°1*

## *Sources*

---

### **Liste des entretiens réalisés :**

Les entretiens ici recensés ne sont que les entretiens semi directifs ayant donné lieu à un enregistrement. De nombreuses informations ont en effet été recueillies au cours de conversations de terrain ou d'entretiens non structurés du fait de la prééminence de l'observation participante dans notre démarche d'enquête.

#### **1. Hicham**

Militant NPA dans le comité de Fontenay-sous-Bois depuis mars 2009.

Vit dans la ZUP de Fontenay.(Quartier des Larris)

Agent de maintenance RATP

Entretien réalisé le 15 février 2010 au domicile du militant

durée de l'entretien : 1h10

#### **2. Annick**

Militante NPA dans le comité de Fontenay-sous-Bois.

Ancienne militante de la LCR (entrée en 2004)

Vit dans un quartier pavillonnaire de Fontenay-sous-Bois (quartier des Rigollots)

Professeur des écoles

Premier entretien réalisé le 14 février 2010 dans un café

Durée de l'entretien : 35 minutes

Deuxième entretien réalisé le 1<sup>er</sup> mars 2010 au domicile de la militante

durée de l'entretien : 1h25

#### **3. Patrick**

Militant NPA dans le comité de Fontenay-sous-Bois.

Ancien militant de la LCR. (entrée en 2006).

Vit dans un quartier pavillonnaire de Montreuil-Sous-Bois.

Ingénieur

Entretien réalisé le 7 février 2010 au domicile du militant

Durée de l'entretien : 1h15

#### **4. Antonio**

Militant NPA dans le comité de Fontenay-sous-Bois depuis octobre 2008.

Vit dans la ZUP de Fontenay-sous-Bois (Quartier Jean Zay)

Ouvrier boucher

Entretien réalisé le 13 mars 2010 dans un café du quartier Val-de-Fontenay

Durée de l'entretien : 45 minutes

#### **5. Karell**

Militante NPA dans le comité de Fontenay-sous-Bois et dans le comité étudiants Paris VII.

Ancienne militante des Jeunesses Communistes Révolutionnaires

Vit dans un quartier pavillonnaire de Fontenay-sous-Bois (Quartier des Parapluies)

Etudiante en histoire

Entretien réalisé le 15 mars 2010 dans les locaux parisiens du NPA.

Durée de l'entretien : 1h10.

## **6. Laima**

Militante NPA dans le comité de Fontenay-sous-Bois depuis novembre 2009.

Vit dans la ZUP de Fontenay-sous-Bois (La redoute)

Employée municipale

Entretien réalisé le 25 février 2010 dans une salle municipale (Salle louée pour la réunion hebdomadaire du comité)

Durée de l'entretien : 1h30

## **7. Mohamed**

Militant NPA dans le comité NPA de Villeneuve-Saint-Georges depuis fin 2008.

Vit dans un quartier pavillonnaire de Villeneuve Saint-Georges.

A vécu dans un quartier populaire de Mantes-la-jolie

Cadre chez Sony.

Entretien réalisé le 16 février 2010 à Villeneuve-Saint-Georges

Durée de l'entretien : 1h50.

## **8. Justo et Nathalie**

Militants NPA investis dans la Commission Nationale Quartiers Populaires.

-Justo milite dans le comité NPA de Meaux. Ancien Militant LCR. (début des années 1980)

Vit dans un quartier populaire.

Educateur spécialisé dans une maison de quartier.

-Nathalie

Milite dans le Comité NPA Paris XVIII<sup>ème</sup> depuis fin 2008.

Animatrice dans des associations de quartier

Entretien double réalisé le 10 mars 2010 dans un café près des locaux parisiens du NPA. (Paris XIII)

Durée : 2h10.

## **9. Omar**

Militant NPA investi dans la Commission Nationale Quartiers Populaires

Membre du Conseil Politique National du NPA

Militant dans le comité NPA d'Argenteuil (95)

Ancien militant LCR (Entrée au milieu des années 1980)

Vit dans un quartier populaire d'Argenteuil

Professeur de Physique-Chimie

Entretien réalisé le 19 mars 2010 dans un café à Paris, quartier de la gare de l'Est.

Durée de l'entretien : 1h10

## **10. Karima**

Militante NPA investie dans la Commission Nationale Quartiers Populaires

Membre du Conseil Politique National du NPA

Militante dans le comité de Toulon.

Ancienne militante LCR (Entrée en 2006)

En cours d'emménagement en région parisienne.

Serveuse

Entretien réalisé le 17 mars 2010 dans les locaux parisiens du NPA

Durée de l'entretien : 1h15.

## **Observations participantes**

- Participation à six réunions hebdomadaires du comité de Fontenay-sous-Bois :

Mercredi 3 février/Mercredi 10 février/Mercredi 17 février/Mercredi 24 février/Mercredi 10 mars 2010

- **Vendredi 5 février 2010.**

19h30-21h : Réunion semi-publique de lancement de la campagne électorale pour les élections régionales à Fontenay-sous-Bois. (Arrière-salle d'un bar : le Milonga). 13 militants sont présents ainsi que 2 sympathisants. Bref discours d'une militante et discussions autour d'un verre.

**21H-23H** : une dizaine de militants dînent ensemble au restaurant. Débats autour de la candidature d'une militante voilée

- **Lundi 8 février 2010 :**

**18h-19h** : diffusion de tracts au RER Val-de-Fontenay. (5 militants présents: Annick, Pierre, Sylvain, Gérard, Kalhed)

**19h-20h** : discussions autour d'un verre.

- **Vendredi 12 février 2010.**

Réunion publique sur la violence policière Echo musée-Goutte d'or, Paris XVIII<sup>ème</sup>.

- **Jeudi 11 mars 2010 :**

**18h-20h** : Action transports gratuits à Val-de-Fontenay.

Présence de sept militants : Sylvain, Régis, Suzanne, Annick, Pierre, Gérard, Hicham. Le candidat tête de liste sur le Val de Marne est présent Bila Traoré, comme le candidat, tête de liste régionale, Olivier Besancenot

**20h-22h** : les militants se retrouvent chez l'un d'entre eux. Discussions autour de la CQP

- **Vendredi 12 mars 2010 :**

**18h-20h** : Action contre les violences policières à Argenteuil avec hommage à Ali Ziri, victime.

Discours et manifestation.

- **Nuit du 13 au 14 mars 2010**

**22h-03h** : collage d'affiches avec l'équipe de militants chargés de « recouvrir Val de Fontenay d'affiches »  
Altercations violentes avec les militants du PCF local.

- **Dimanche 14 mars 2010**

**20h-00h** : participation au dépouillement avec des militants du comité dans un bureau de vote des Larris<sup>416</sup>

## Sources écrites :

### -Rapports, articles de presses et productions de la LCR et du NPA

#### Textes fondateurs et statuts

- Programme de la LCR révisé lors du XV<sup>ème</sup> congrès de l'organisation (2003)
- Manifeste de la LCR (Congrès de novembre 2005)
- Principes fondateurs du NPA adoptés lors du congrès de fondation du 9 février 2009
- Statuts provisoires du NPA adoptés lors du congrès de fondation

#### Articles de Contretemps et de Critique Communiste

- « Cités en crise : ségrégations et résistances dans les quartiers populaires » Contretemps, n°13, mai

---

416 « C'est là qu'on fait les meilleurs scores » note une militante  
L'étude des résultats électoraux

2005

- Johsua, F., « S'engager, se désengager, se réengager. Les trajectoires militantes à la LCR » *Contretemps*, n°19, mai 2007.
- Johsua, N., « Le NPA et les quartiers populaires », *Critique communiste*, n°189, janvier 2009.

### **Articles de Rouge, hebdomadaire de la LCR et de Tout est à nous, hebdomadaire et mensuel du NPA.**

Les articles sont agencés selon les dates de publication :

- Dauber, R., « Justice expéditive », *Rouge*, n°2135, 24 novembre 2005.
- *Fuego, F.*, « Novembre 1995...novembre 2005 », *Rouge*, n°2135, 24 novembre 2005.
- Tutanka, C., « Forum Social des Quartiers: succès mitigé » *Rouge* n° 2212, 28 juin 2007.
- « Un bon début », *Rouge*, n° 2263, 31 juillet 2008.
- « En avant ! », *Rouge*, n°, 18 septembre 2008
- Slaouti, O., « Justice et vérité », *Rouge*, n°2277, 4 décembre 2008.
- « Consolider l'intervention », *Rouge*, n° 2279, 18 décembre 2008.
- Sorel, L. « Quartiers Populaires :Reconstruire une gauche de transformation sociale », *Tout est à Nous. La revue*, n°9 Avril 2010
- Casanova, M., « Debout face à la crise » *Tout est à Nous, La revue*, n°9, Avril 2010
- Bensaada, M., « Guérilla politique intra-urbaine » *Tout est à Nous, La revue*, n°9, Avril 2010
- Idrissi, N.A., « Questions de “genre” », *Tout est à Nous, La revue*, n°9, Avril 2010
- Leclerc, A., « Lois répressives. les jeunes et les pauvres cibles privilégiées », *Tout est à Nous, La revue*, n°9, Avril 2010
- Hanane et Sellouma, « Lutttes antiracistes et anti-discriminations », *Tout est à Nous, La revue*, n°9, Avril 2010

### **Tracts et brochures.**

- Tracts diffusés par la section LCR de Fontenay-sous-Bois entre 2002 et juin 2008. (archives personnelles d'une militante fontenaysienne)
- Tracts diffusés par le comité NPA de Fontenay-sous-Bois depuis le lancement du processus de construction du NPA. (archives personnelles d'une militante)
- Tracts de branches de la LCR de l'automne 2008. (disponibles sur le site <http://www.lcr-rouge.org/>)
- Bulletins quartiers populaires de Metz « Borny En lutte », Novembre 2009.
- « Quatre pages » quartiers populaires de décembre 2008
- « Quatre pages » quartiers populaires de janvier 2010.
- Tract de la CQPRP d'appel à la réunion sur les violences policières du 12 février 2010..

### **-Comptes-rendus de réunions et d'action du comité NPA de Fontenay-sous-Bois et des Commissions Quartiers Populaires (Nationale et Région Parisienne)**

- Comptes-rendus des réunions hebdomadaires de la cellule LCR de Fontenay-Sous-Bois. (Décembre-2006-mai 2008)

- Comptes-rendus des réunions hebdomadaires du comité NPA de Fontenay-sous-Bois. (Année 2009)
- Compte-rendu de la réunion de la Commission Quartiers Populaires Région Parisienne du 9 octobre 2009
- Compte-rendu de la réunion du secrétariat de la Commission Quartiers Populaires du 14 novembre 2009
- Compte-rendu action Quartiers Populaires à l'Echo Musée, Paris 18<sup>e</sup> le 12 février 2010

### **-Documents internes de débats.**

- Échanges de mails de liste quartiers populaires du 13 octobre 2009 au 1<sup>er</sup> juin 2010.
- « Une femme portant le foulard a toute sa place au NPA. » Contribution de la commission Immigration-antiracisme février 2010.
- « Quelques points de discussion sur l'attitude de notre parti à l'égard de la religion ». Contribution individuelle. Mars 2010
- « A celles et ceux qui ont une foi ». Contribution individuelle d'un membre du secrétariat de la commission Quartiers Populaires.
- « Religion, émancipation, laïcité, féminisme, antiracisme », Bulletin de discussion du CPN des 27 et 28 mars 2010.

### **-Documents audio et vidéo**

- Réunion publique à Fontenay-sous-Bois dans le cadre de la campagne électorale pour les élections présidentielles de 2002-Document filmé par un militant du comité de Fontenay-sous-Bois.
- Atelier « les quartiers à l'abandon », Université d'été de la LCR, 2006. Port Leucate (document audio)-Document disponible sur la vidéothèque Radio-Rouge : <http://www.radio-rouge.org/>
- Intervention d'Olivier Besancenot, Université d'été de la LCR, 2007. Port Leucate-Document disponible sur la vidéothèque Radio-Rouge : <http://www.radio-rouge.org/>
- Débat « discriminations dans les quartiers populaires », université d'été de la LCR, 2008. Port Leucate-Document disponible sur la vidéothèque Radio-Rouge: <http://www.radio-rouge.org/>
- Réunion du comité quartiers populaires d'Avignon, 24 novembre 2008. Document disponible sur le blog d'un militant avignonnais : <http://ajcrev.over-blog.com>
- Première réunion de la CNQP. 13-14 décembre 2008.-Document disponible sur le blog d'un militant avignonnais : <http://ajcrev.over-blog.com>
- Débat « Violences policières dans les quartiers populaires ». Université d'été du NPA, 2009. Document disponible sur la vidéothèque Radio-Rouge : <http://www.radio-rouge.org/>
- Action Piquets de grève dans un quartier toulonnais. Vidéo personnelle d'un militant

### **-Sites Internet et forums militants**

-<http://www.lcr-rouge.org/>, site de la LCR

-<http://www.npa2009.org/>, site du NPA

-<http://www.radio-rouge.org/>, blog Radio-Rouge . Vidéothèque de la LCR et du NPA

-<http://revolution.celeonet.fr>, Forum Marxiste révolutionnaire animé par des militants du NPA.

## *Annexe n°2*

# *Grilles d'entretien*

### **Grille d'entretien pour les militants du comité NPA de Fontenay-sous-Bois**

#### **I. Questions générales**

- Quels sont les différents lieux où vous avez vécu ? Où vivez-vous actuellement ?
- Quelle profession exercez-vous et où travaillez vous ?
- Quelles sont vos activités (autre le militantisme), où les pratiquez-vous ?
- A quels groupes sociaux avez vous le sentiment d'appartenir ?

#### **II. Rapport au NPA**

- Avant d'entrer au NPA, pour quelles causes vous étiez-vous mobilisé ?
- De quelles autres organisations êtes vous ou avez vous été membre ?
- A quel moment êtes vous entré au NPA? Pourquoi ?
- Pouvez vous me parler de vos premières rencontres avec le comité de Fontenay-sous-Bois
- Connaissiez vous déjà des militants du comité avant de devenir militant NPA ?
- Quelles sont vos relations avec les autres militants du comité ?
- A quels types d'activités militantes participez-vous ? Où ? A quelle fréquence ?

#### **Questions pour les militants issus de la LCR :**

- Pouvez vous me parler de votre engagement à la LCR ?
- Pouvez-vous me parler du processus de construction du NPA ?

#### **III. Référents idéologiques et rapports à l'idéologie du NPA**

- Qui le NPA doit-il défendre selon vous ? Contre qui/ quoi doit il lutter ?
- Que signifie le terme anticapitaliste selon vous ?
- Que pensez vous des autres partis politiques ?
- Quelles sont les luttes qui pour vous ont été importantes ces dernières décennies ?
- Avez-vous des ouvrages de références ?
- Quels sont les axes de lutte du NPA qui vous semblent les plus importants ?

#### **Questions supplémentaire pour les militants issus de la LCR :**

- Pouvez vous me parler de l'orientation idéologique du NPA par rapport à celle de la LCR ?
- Que pensez-vous de l'abandon des références trotskystes ?

#### **IV. Rapport à l'orientation quartiers populaires du NPA**

- Comment analysez vous les épisodes de révoltes urbaines de l'automne 2005.
- Que pensez vous de l'orientation quartiers populaires du NPA ?
- Que pensez-vous de la commission Quartiers Populaires de l'organisation ?
- Que pensez-vous du tract « 4 pages » quartiers populaires de fin 2008 ? de 2010 ? (Présentation du document)
- Sur quelles thématiques le NPA doit-il insister dans ces espaces ?
- Quel regard portez-vous sur la candidature d'une militante voilée aux élections régionales ?
- Pouvez-vous me parler des quartiers populaires de Fontenay-Sous-Bois ?
- Quel travail militant le comité NPA de Fontenay-sous-Bois fait-il dans les quartiers populaires ?
- Que pensez vous de ce travail militant ? (niveau local et national)

#### **Questions supplémentaire pour les militants issus de la LCR :**

- Quel était le regard porté par la LCR sur les quartiers populaires ?
- Pouvez vous me parler du militantisme de la LCR dans les quartiers populaires ?

## **Grille d'entretien pour les membres de la CQP**

### **I. Questions générales**

- Quels sont les différents lieux où vous avez vécu ? Où vivez-vous actuellement ?
- Quelle profession exercez-vous et où travaillez vous ?
- Quelles sont vos activités (outre le militantisme), où les pratiquez-vous ?
- A quels groupes sociaux avez vous le sentiment d'appartenir ?

### **II. Rapport au NPA et à son idéologie**

- Avant d'entrer au NPA, pour quelles causes vous étiez-vous mobilisé ?
- De quelles autres organisations êtes-vous ou avez-vous été membre ?
- A quel moment êtes vous entré au NPA? Pourquoi ?
- Qui le NPA doit-il défendre selon vous ? Contre qui/ quoi doit dit lutter ?
- Que signifie le terme anticapitaliste selon vous ?
- Que pensez vous des autres partis politiques ?

### **Questions pour les militants issus de la LCR :**

- Pouvez-vous me parler du processus de construction du NPA ?
- Pouvez vous me parler de l'orientation idéologique du NPA par rapport à celle de la LCR ?
- Que pensez-vous de l'abandon des références trotskystes ?

### **III. Rapport à l'orientation quartiers populaires du NPA et à ses cadres d'inteptrations**

- Quelle analyse la LCR a t-elle fait des épisodes de révolte urbaines de 2005 ? Que pensez vous de cette posture?
- Quel était le regard porté par la LCR sur les quartiers populaires ? Son intervention?
- Pouvez-vous me parler de l'orientation quartiers populaires du NPA
- Que pensez-vous de cette orientation ?
- Sur quelles thématiques le NPA doit-il insister dans ces espaces ?
- Avec quelles organisations le NPA travaille t-il / doit-il travailler dans les quartiers populaires ?
- Pouvez vous me parler de la réception du discours du NPA dans les quartiers populaires ? Comment l'analysez vous ?

### **IV. La Commission Quartiers Populaires.**

- Pouvez vous me parler de la prise en charge de l'orientation quartiers populaires au NPA ?
  - -Pouvez vous me retracer l'historique de la création de la CQP ?
  - Pouvez vous me parler du fonctionnement de cette commission ?
  - La commission Quartiers Populaires est-elle le reflet de la composition militante du NPA ?
  - Quel est le rôle de la commission quartiers populaires du NPA ?
  - Que pensez-vous du tract « 4 pages » quartiers populaires de fin 2008 ? de 2010 ? (Présentation du document)
  - Quel regard portez-vous sur la candidature d'une militante voilée aux élections régionales ?
  - Quelle issue voyez-vous à la crise que traverse actuellement le NPA autour des divergences sur l'intervention dans les quartiers populaires ?
- Pouvez vous nous parler de votre investissement dans la commission quartiers populaires ?



# *Annexe n°4*

## *Tract du Mouvement des Indigènes de la République*

### **Non au couvre-feu colonial ! La révolte n'est pas un crime ! Les véritables incendiaires sont au pouvoir !**

Brutalité permanente de la police, mépris de la douleur des gens après la mort de deux adolescents, gazage d'une mosquée, propos irresponsables des autorités de l'État, les provocations d'un pouvoir exclusivement préoccupé par les calculs politiques et les échéances électorales ont mis le feu aux poudres, et servi de détonateurs à la révolte longuement rentrée de la jeunesse indigène ou indigénisée des quartiers populaires. On parle désormais d'envoyer la troupe pour mater cette révolte. On ne l'envisage, dans une logique de guerre civile, que pour parler de sa répression.

Victimes de toutes les discriminations, de toutes les humiliations, objets permanents du mépris social, de la brutalité policière, des contrôles au faciès, du racisme, privés d'avenir, précarisés, déclassés, rejetés, orientés par le système scolaire dans les voies de garage, interdits de se rassembler, toujours soupçonnés de tous les maux, privés de leur droit au respect et à la dignité, les jeunes des quartiers expriment leur révolte de manière spectaculaire et disent : « Nous n'avons pas d'autre moyen de nous faire entendre ! ». Face à une violence sociale et institutionnelle insupportable, leur révolte est plus que légitime : elle est salutaire. Elle constitue une réaction politique. En l'assimilant à la délinquance, en y opposant la répression brutale, en ajoutant le mépris à la provocation, le pouvoir souffle sur l'incendie qu'il a lui-même allumé.

Cette révolte confirme l'analyse que le Mouvement des Indigènes de la République a proposée depuis le lancement de son Appel en janvier 2005. La riposte des institutions de l'État est l'illustration de la gestion coloniale des populations issues de l'immigration, quel que soit le régime en place, de droite comme de gauche. Dominique de Villepin en est la dernière incarnation. L'actuel Premier Ministre a décrété l'état d'urgence et la possibilité pour les Préfets d'instaurer un couvre feu dans les quartiers populaires en s'appuyant sur une loi coloniale adoptée en 1955 pour réprimer le mouvement national algérien. C'est cette même loi qui a servi à mater dans le sang les manifestants algériens du 17 Octobre 1961 et qui a été mise en œuvre en Kanaky en 1984 sous le gouvernement socialiste de Laurent Fabius. La continuité des pratiques n'est donc plus à prouver. La matrice idéologique ayant permis ces crimes coloniaux animent toujours les manières institutionnelles de voir, de penser, de ressentir et de traiter administrativement les populations issues de la colonisation et assignées à résidence dans ces nouvelles zones d'indigénat que sont les quartiers populaires.

Quand à la proposition du " droit à l'apprentissage à 14 ans", ce n'est ni plus ni moins qu'une remise en cause de l'obligation de scolarisation jusqu'à 16 ans ; c'est un des acquis que la droite voulait démanteler depuis longtemps. Elle ose aujourd'hui le présenter comme une mesure "en faveur des déshérités" : c'est en réalité l'annonce cynique que, ilotes aujourd'hui, les habitants des quartiers populaires seront ilotes demain, et dès 14 ans.

Les formes prises par cette révolte conduisent à des violences et à des dégâts dont sont également victimes les populations déshéritées de ces quartiers. Nous tenons à affirmer notre plus entière solidarité à ces populations, et à celles et ceux dont les biens ont été endommagés ou détruits. L'État, responsable de la situation, doit sans délai les indemniser de la totalité du préjudice qu'elles subissent.

Ce qu'exige la jeunesse des cités, c'est d'être reconnue dans sa dignité, c'est de pouvoir vivre dans l'égalité et le respect. Il s'agit d'une exigence politique et sociale élevée, juste dans son principe, et à laquelle il est nécessaire de répondre politiquement.

Dès à présent, nous posons un certain nombre d'exigences. Bien évidemment, l'actuel ministre de l'intérieur doit être démis de ses fonctions s'il ne démissionne pas lui-même ; il en va de même du premier ministre qui approuve et soutient publiquement la répression de masse que son collègue organise. Mais nous ne nous faisons pas d'illusion sur les effets réels de ces démissions : si, symboliquement, le départ de ces boute-feu s'impose, il ne constitue en aucun cas une solution, ni un objectif de lutte prioritaire. Nous ne militons pas pour un clan contre un autre, nous ne nous faisons pas d'illusion sur les objectifs réels des politiques, de droite ou de gauche, qui lorgnent sur le pouvoir et dont l'horizon est borné par les élections à venir.

q Des centaines de jeunes ont été interpellés et arrêtés par les forces de police dans le cadre des événements en cours. Nous exigeons leur libération immédiate. Il convient de reconnaître aux faits qui leurs sont reprochés leur caractère politique, et de leur refuser un traitement judiciaire, dont la logique est celle de la provocation : les révoltés ne sont ni des « racailles » ni des « sauvageons ». Ils doivent être entendus pour ce qu'ils sont, et pour cela l'amnistie pour les révoltés s'impose. Nous refusons qu'une justice plus ou moins expéditive frappe arbitrairement certains, et que les autres demeurent sous le coup d'un risque d'arrestation et de poursuites. À révolte politique, réponse politique.

Des parties entières de la Seine-Saint Denis et d'autres zones urbaines font l'objet d'une véritable occupation par des milliers de CRS ou autres gendarmes, dans une logique de guerre civile. Nous exigeons leur évacuation sans délai. La présence de ces forces de répression - et à plus forte raison celle de forces militaires - contribue, non pas à la « sécurité publique », mais à attiser la révolte des populations. Elle porte atteinte à leur dignité et constitue comme une punition collective que nous refusons.

Par centaines, des habitants des cités en révolte ont subi de gros dommages du fait des émeutes. Ces victimes doivent être indemnisées immédiatement ; l'intervention à cette fin des pouvoirs publics se justifie parfaitement par la responsabilité entière de l'État dans la situation actuelle.

Il est indispensable de faire la lumière complète et de dire la vérité sur les événements qui ont déclenché la révolte : sur la mort de Ziad Benna et Bouna Traoré et sur le gazage de la Mosquée de Clichy-sous-bois. Une commission d'enquête indépendante, comportant des représentants des habitants et des acteurs de terrain doit être formée et dotée de moyens réels, pour mettre en lumière les agissements de la police tout au long du déroulement des événements.

L'instauration de l'état d'urgence renforce de manière scandaleuse l'isolement et l'enclavement organisés des quartiers populaires. Il doit y être mis fin sans délai et la liberté de circulation des habitants des quartiers doit être restaurée et garantie.

Les dispositifs « sécuritaires » institués par les lois Perben, Sarkozy, Chevènement, Vaillant, doivent être supprimés ; les textes qui les instituent doivent être retirés.

Nous exigeons la mise en place d'une politique résolue de lutte contre les discriminations dans tous les domaines et de mesures immédiates contre la précarité, le chômage et la ghettoïsation : la création d'emplois stables et valorisants, tant publics que privés ; la garantie d'une égalité réelle en matière d'éducation et de formation ; la mise en place de mesures d'amélioration des conditions de logement et du cadre de vie dans les quartiers populaires, ce qui passe notamment par la garantie de transports en commun dignes de ce nom et gratuits ; le droit de vote et la citoyenneté de résidence pour les non-français et la régularisation de tous les sans-papiers.

Nous invitons par ailleurs, partout où c'est possible, à l'organisation de débats et de réunions publiques, à la prise des dispositions nécessaires à la convergence de l'action en vue de faire plier le gouvernement.

Fait à Paris le 9 Novembre 2005

Contacts : Mouvement des Indigènes de la République Tél. : 06-18-92-76-15 ; E-mail : [contact@indigenes.org](mailto:contact@indigenes.org) ; site Internet : [www.indigenes.org](http://www.indigenes.org)

# Annexe n°5

## « 4 pages quartiers populaires »



Y'en  
a  
marre  
« Quartiers  
en  
galère »  
Réveillons-  
nous!



### Quartiers en état d'urgence sociale!

#### Chômage en force

20% de chômeurs en moyenne  
et, dans certains quartiers,  
jusqu'à 40%.

#### Echec scolaire

Des classes surchargées,  
des milliers de postes de profs  
supprimés, 150 000 jeunes  
qui sortent de l'école sans di-  
plôme ni qualification:  
*À votre avis, combien viennent  
des quartiers ?*

#### Un toit mais pour qui?

Manque de logements pour des  
milliers de personnes, des milliers  
d'autres mal-logées,  
avec des loyers de plus en  
plus chers pour tous.

#### Quartiers à l'abandon

Les bureaux de poste qui ferment;  
des rez-de-chaussée vides,  
des appartements vides murés,

des bus qui passent rarement,  
des gares mal desservies.

#### Police cowboy

Bavure, harcèlement,  
humiliations, contrôles d'identité  
répétés, descente  
de police « musclées ».  
*Il ne leur manque que le cheval?*

#### Justice... ou injustice!?

Une justice qui emprisonne  
au taquet quand il s'agit de jeunes  
des quartiers. Par contre quand  
c'est un politicien ou un patron  
qui détourne de l'argent  
c'est plus pareil,  
*Eux ils ont du sursis.*

#### Prison surchargée

63 645 personnes incarcérées  
(et parmi elles une majorité  
issues des classes populaires)  
pour 50 631 places.  
*Pire que des sardines.*



## Le droit au travail

**E**n moyenne, dans les quartiers populaires, souvent qualifiés de «Zones Urbaines Sensibles», le taux de chômage est près de deux fois supérieur à celui des autres quartiers. Pourquoi?

Les habitants des quartiers sont souvent discriminés au travail à cause de leur nom, leur origine, leur couleur de peau... mais aussi leur adresse. L'intérim, le CDD, les emplois aidés sont la règle, le CDI l'exception. Tout le monde a des difficultés à « boucler les fin de mois » (nourriture, loyer, électricité, charge des enfants etc.)

La création de Zones Franches Urbaines ne permet pas de lutter contre le chômage :

- ▷ soit les patrons contournent le droit et embauchent des gens qui n'habitent pas le quartier
- ▷ soit la zone franche crée un « effet d'aubaine » et permet aux patrons de ne plus payer de cotisations sociales pour des employés qui, de toutes façon auraient été embauchés.

La création de multiples contrats aidés et le RSA encouragent les entreprises à ne proposer que des emplois précaires et des bas salaires.

## Nous militons pour :

- ☞ la lutte effective contre toutes formes de discriminations à l'embauche ;
- ☞ l'interdiction des licenciements dans les entreprises.
- ☞ l'augmentation de 300 euros net de tous les salaires et minima sociaux ; pas de revenus inférieurs à 1500 euros net par mois ;
- ☞ la transformation des emplois aidés et CDD en CDI à temps plein ;
- ☞ la réduction et le partage du temps de travail ;
- ☞ la création de vrais emplois dans les services publics avec les milliards dépensés en exonération et subventions publiques aux entreprises.



## Les services publics

**L**es services publics financés par nos impôts comme la poste, les hôpitaux, les écoles..., sont des instruments de solidarité nationale. Ils ont pour but de garantir à chaque personne, quels que soient son âge, son sexe, ses origines, son salaire ou son adresse, l'accès aux mêmes droits élémentaires : droit à l'éducation, à la santé, à la protection sanitaire ou sociale, aux transports, aux communications.

Or, depuis plus de 20 ans, les gouvernements successifs ont laissé les services publics se dégrader en baissant les effectifs et leur budget.

▷ Des quartiers mal desservis par les transports en commun, des habitants qui galèrent pour aller travailler, faire leurs courses, ou sortir le soir...

▷ Avec la fermeture de classes dans les écoles, la réduction du personnel éducatif, les jeunes cumulent redoublement, orientation dans des « filières-poubelles », échec scolaire...

▷ Les privatisations même partielles (France Télécom, EDF-GDF, la Poste...), les diminutions de budget, la précarisation des emplois publics, les suppressions de postes dans les écoles, les hôpitaux, qui entraînent une désertification des quartiers et des campagnes et la dégradation de la qualité du service, qui n'est plus adapté aux besoins de la population.

## Nous militons pour stopper leur destruction

- ☞ Pour l'arrêt des privatisations et de l'augmentation des prix (à la Poste, EDF, GDF, les Mutuelles...).
- ☞ Pour le désenclavement des quartiers grâce au développement des transports publics.
- ☞ Pour l'ouverture de classes supplémentaires, pour l'embauche de personnel éducatif dans les écoles et pour la fin des filières-poubelles, etc.
- ☞ Pour la réimplantation et l'amélioration de tous les services publics dans les quartiers (poste, école, anpe et missions locales...).
- ☞ Pour la création d'emplois dans tous les services publics et l'augmentation du budget pour assurer un service adapté aux besoins de la population.



## Le droit au logement

**L**e mal logement concerne aujourd'hui 9 millions de personnes, soit presque 15% de la population. Cela va des SDF (100 000) aux personnes vivant dans des logements insalubres et/ou surpeuplés. Parmi elles, beaucoup vivent dans les quartiers populaires. La pénurie de logements sociaux (il en manque 900 000) alimente la spéculation qui chasse les catégories populaires des centres-villes et les force à s'entasser dans des quartiers périphériques. Le parc HLM est vieillissant (67% du parc HLM a plus de 20 ans) et est laissé à l'abandon. Dans les quartiers, les appartements vides sont murés même s'il y a pénurie de logements. Et que fait le gouvernement ?

▷ Il refuse d'appliquer la loi de réquisition des logements vides, et il ferme les yeux devant la non-application par les villes de la loi qui les oblige à avoir 20% de logements sociaux (en 2020!).

▷ Il finance des démolitions d'immeubles très souvent en bon état sans concertation avec les habitants et dans la majorité des cas sans relogement à proximité et sans reconstruction du même nombre.

▷ Il fait reculer le secteur locatif, pousse à l'accession à la propriété. Souvent, les nouveaux propriétaires s'endettent et au final ce sont les banques qui possèdent leur appartement! Le rêve se transforme en cauchemar.

### Nous militons pour:

- 🔊 la création d'un vrai service public du logement et la transparence dans l'attribution des logements sociaux;
- 🔊 la réquisition des logements vides (la loi de 1945) et l'application stricte de la loi SRU (20% de logements sociaux);
- 🔊 l'arrêt des démolitions;
- 🔊 l'arrêt des hausses de loyer et de charges; le calcul des loyers calculés en fonction des revenus.



## Police partout, justice nulle part!

**M**oushin et Larami (Villiers-le Bel), Lamine Dieng (Paris 20<sup>e</sup>), Reda Semmoudi (Noisy-le-Sec), Hakim Adjimi (Grasse), Lamba (Villepinte) : la liste des habitants des quartiers tués depuis un an lors d'interventions policières est longue. C'est le produit de la politique de la répression menée par le gouvernement Sarkozy et ses prédécesseurs.

▷ La vie quotidienne dans les quartiers est rythmée par le harcèlement policier, les contrôles d'identité répétés, les humiliations, les descentes de police « musclées ». Et quand, suite à une intervention de trop, « ça se passe mal », un habitant meurt, c'est toujours le même mauvais film : les médias, la droite (mais aussi trop souvent la gauche), reprennent la version de la police, parlent de « bavure », de « légitime défense », d'« outrage et rébellion ». Rien n'est dit sur la répression quotidienne, la misère sociale, le chômage massif, la précarité, l'échec scolaire, le racisme, les discriminations...

▷ Sarkozy va encore plus loin en voulant équiper les polices municipales avec le « Tazer », la vidéo-surveillance, le fichier « Edvige » et une accumulation de lois répressives (loi de « prévention de la délinquance », loi contre la récidive). L'une des conséquences est la surpopulation en prison avec 63 645 personnes incarcérées (et parmi elles une majorité issues des classes populaires) pour 50 631 places.

### Face à ces lois sécuritaires, nous militons pour:

- 🔊 L'abrogation de l'ensemble des lois répressives, la dissolution de la « Brigade anti-criminalité » (BAC), et l'interdiction de l'usage du « Tazer » par les forces de police.
- 🔊 Le développement de l'auto-organisation des habitants dans des collectifs et/ou associations contre l'impunité de la police et pour obtenir vérité et justice.
- 🔊 Faire du NPA un outil permettant la convergence avec toutes les organisations prêtes à résister sans concession à la politique répressive de Sarkozy.





**CHÔMAGE DE MASSE,  
SOUS-EMPLOIS, LOGEMENTS  
INSALUBRES, ÉCOLES AU RABAIS !  
RÉPRESSION, RACISME,  
HUMILIATIONS HARCÈLEMENT,  
CRIMES ET VIOLENCES  
POLICIÈRES IMPUNIS !**

**REPRENONS NOS QUARTIERS EN MAIN**

⇒ La révolte des banlieues de 2005 exprimait la colère mais aussi le désarroi face à des politiques qui ont dégradé la vie des habitants des quartiers.

⇒ La droite cogne et la gauche institutionnelle ne propose que résignation et clientélisme.

Nos quartiers sont à l'image de notre planète : surexploitée, spoliée, et dans bien des endroits invivable. Il est temps d'arrêter de la ruiner et de mener à sa perte l'humanité qu'elle porte ! Planète Terre et quartiers populaires: même combat !.

⤷ Il faut une vraie gauche de combat qui défende les luttes et les revendications des quartiers et des classes populaires.

⤷ Soyons nous-mêmes acteurs d'une politique réellement au service de la population de nos quartiers.

⤷ C'est pour cela que nous appelons, avec Olivier Besancenot à construire un Nouveau Parti Anticapitaliste.

⤷ Nombreux déjà dans les quartiers, les habitants se regroupent et créent des comités.

⤷ Rejoignez-nous dès maintenant dans ce nouveau parti anticapitaliste, écologiste, internationaliste, féministe, antiraciste.



**Quartiers populaires  
jeunes de quartiers  
Galériens / Galériennes**

**Au charbon!**

**Allons bousiller  
ce système  
de riches**

**Pour la transformation révolutionnaire  
de cette société de merde**

.....  
*Coordination nationale du NPA « Quartiers Populaires »*

Pour nous contacter

Mail : [commissionquartierspopulaires@hotmail.fr](mailto:commissionquartierspopulaires@hotmail.fr) [commissionquartierspopulaires@hotmail.fr](mailto:commissionquartierspopulaires@hotmail.fr)

Blog : [www.commissionquartierspopulaires.overblog.com](http://www.commissionquartierspopulaires.overblog.com)

tel : 06/14/49/13/54

# Annexe n°6

## tract réunion-débat sur les violences policières



**Les violences policières** sont fréquentes et ne datent pas d'aujourd'hui, notamment au cours de contrôles en grande partie liés au délit de faciès.

Des bavures policières ont conduit à la mort de Malik Oussekine à Paris (1986), d'Aïssa Ilich à Mantes-la-Jolie (1991), de Mohamed Saoud à Toulon (1998), de Sydney Mamoka à Tourcoing (1998), de Ziad et Bouna à Clichy-sous-Bois (2005), de Hakim Adjimi à Grasse (2008), de Hakim Djelassi à Lille (2009) ... la liste est encore longue ... et dernièrement la mort de Malek à Woippy. Depuis 30 ans, 300 personnes ont été tuées par la police, en majorité des jeunes et des personnes de couleur. Très peu de policiers ont été condamnés pour ces "bavures".

Les effets de ces bavures ont d'autres répercussions : face à la violence, certains répondent par la violence.

Quels moyens de prévention pouvons-nous mettre en œuvre ? La véritable insécurité n'est-elle pas avant tout sociale ?

Nous réfutons que la tranquillité dans les quartiers doive passer par l'utilisation du flash-ball et du pistolet taser, présentés soi-disant comme moins dangereux que les armes "traditionnelles", ou encore par la mise en place de caméras de vidéosurveillance.

Quelles sont les solutions les plus appropriées pour un mieux vivre ensemble dans nos quartiers ? La police s'est vue accorder de plus en plus de pouvoir, au détriment de la justice, et les jeunes et les habitants des quartiers populaires sont les premiers à en subir les agissements.

Autour de ces questions, nous souhaitons débattre avec vous.

*« La résistance a sa temporalité propre, ses rythmes et sa durée. Intempestive, elle ne pense ni n'agit en harmonie avec l'air du temps, en paix avec l'époque, mais à contre-pied et à contretemps. »*

D. Bensaïd

**SLAM - DÉBAT**  
 **VENDREDI 12 FEVRIER 20h**  
à l' Echo Musée, 21 rue Cavé  
M° Château-Rouge - 75018

1ere partie : Slam avec Shein B.  
2eme partie : Débat avec Anne Lederer

+ Exposition de toiles de Facundo Varas :  
"Regards Sur Les Quartiers"